

DÉBATS

Protection sociale

Les privés dans l'action publique

par François Bloch-Lainé

SOCIALISTES et libéraux semblent d'accord pour faire entendre ceci aux citoyens : l'Etat-Providence ne peut, seul, les protéger, les secourir davantage – voire autant qu'il le fait à présent – sans accabler l'économie, donc les appauvrir tous ; après avoir pris fortement le relais de la solidarité obligatoire, il doit compter de plus en plus sur les organismes de la société civile pour développer l'entraide.

Mais la logique de cet appel est plus implicite qu'explicite. Le discours tenu par les pouvoirs publics reste assez inconscient dans la pratique. Les associations, qui se multiplient pour y répondre, expri-

ment elles-mêmes plus de plaintes que de requêtes précises. De part et d'autre, il faudrait agir plus délibérément pour passer du principe admis à une réalité certaine.

Où sont donc les défauts ? Comment faire un meilleur usage des « œuvres » ? Ce terme, qui a connotation confessionnelle a fait éviter, convient cependant à ces intervenants sur lesquels on compte trop négligemment. L'œuvre est leur but ; la méthode associative est leur moyen. Ni administrations publiques ni entreprises commerciales, ce sont des personnes morales de droit privé, qui s'accommode de la vieille loi de 1901, si complaisante : elles peuvent participer au « service

public » (compris non comme un instrument mais comme une tâche) et elles exercent souvent des activités marchandes (soumises aux disciplines du commerce, sans avoir le même mobile).

La singularité de leur « raison sociale » – qui n'est pas toujours assez effective – consiste à faire opérer de concert des forces diverses, mises réellement à parité : des experts et des militants, des salariés et des bénévoles, des aidants et des aidés... Or, là où s'impose la mixité des acteurs, là où ni les fonctionnaires ni les commerçants ne peuvent la pratiquer de même, dans ce tiers-secteur composite, la mobilisation, l'emploi des rôles et des générosités souffrent encore de contradictions et de carences.

Des contradictions évitables

Les contradictions sont le moins pardonnables et le plus évitables. Pour n'en citer qu'une, très actuelle : les élus locaux et leurs services, dont la décentralisation a beaucoup accru les attributions en matière sanitaire et sociale, ont tendance à reprendre le « corporatisme » à leur compte, de façon rampante, avec des moyens insuffisants. L'Etat leur a transmis des pouvoirs de régulation ; ils les assortissent trop de pouvoirs de gestion, en faisant eux-mêmes ce qu'ils devraient se borner à faire faire, à soutenir, ils limitent ainsi, sans le dire, le rôle des médiateurs privés qu'ils admettent.

Les cours sont, sans doute, partagés : les associations caritatives ne savent pas toujours se faire valoir auprès des autorités et manquent des rendez-vous ; ces autorités connaissent ou reconnaissent mal leur savoir-faire. La mise en œuvre du RMI illustre ces malentendus. S'y ajoutent, pour les mêmes leçons à en tirer, la lutte contre l'échec scolaire, qui ne dépend pas que des enseignants, le combat pour l'emploi, ainsi que les remèdes donnés à la dépendance, à l'isolement, aux déviations, qui ne bénéficient pas pleinement, faute de concertation, de tous les concours extra-administratifs possibles.

La recherche de gratifications électorales chez les politiques, celle de postes supplémentaires chez leurs collaborateurs, poussent aux interventions directes, voire exclusives, de leurs propres appareils. Puisent Jean-Louis Bianco, Martine Aubry, Michel Delebarre, allant tenir des réunions en province, suivant les intentions qu'ils viennent d'annoncer, relancer les coopérations sans lesquelles – ils le savent bien – leurs objectifs seront mal atteints. Il s'agit d'aider tous les aidants possibles à accomplir des prestations clairement convenues, par des moyens bien ajustés.

Les exarces ensuivent. On peut y remédier en l'état présent du dispositif ; cet état peut, en outre, être amélioré à peu de frais. Voici quelques exemples, rattachés aux talents propres des « œuvres associatives », à leurs spécialités, aux principaux facteurs de leur « valeur ajoutée ».

Prenons tout d'abord le cas de la mobilisation des dons de temps et des dons d'argent, qui ne peut s'effectuer que du fait des œuvres associatives. Les pouvoirs publics se sont préoccupés plus des seconds que des premiers, en dépit d'une loi toute récente.

Les collectes de fonds bénéficient de faveurs fiscales ; mais il faut aussi prévenir des malversations

qui peuvent tuer la générosité du public et faire en sorte que les présentateurs dans les grands médias ne soient pas les seuls juges des priorités pour les appels. Des efforts sont à entreprendre ou à poursuivre dans ces deux voies.

Le renfort du volontariat est plus long à venir, malgré les retards que nous avons pris en ce domaine, par rapport à d'autres pays ; qu'il s'agisse du recrutement et de la formation des bénévoles ou de leur soutien par diverses facilités spéciales, alors qu'on ne peut plus compter autant sur les religieux. Pour la mise au point de mesures efficaces, il faut mieux tenir compte de motivations différentes, selon les générations et les milieux, de la démarche de chacun vers autrui, telle qu'elle s'opère actuellement. S'agit-il, dans chaque situation, d'élans idéologiques ou de soucis concrets, s'appliquant à des phénomènes généraux ou à des cas proches et particuliers ? Ces adhésions exigent de la subtilité.

Autre rôle original à privilégier dans le mouvement humanitaire : le traitement personnalisé et total de chaque cas d'espèce, afin de tempérer la froideur des techniques de soins et le cloisonnement des administrations de secours. Il faut repérer et secondariser exactement ce qui met aujourd'hui les associations le mieux à même, conformément à leur rôle historique, de détecter et de formuler les besoins réels, d'expérimenter les solutions nouvelles, d'accompagner complètement les faibles et les marginaux de toute sorte, de former, à cette fin, des « réseaux » d'acteurs complémentaires.

Se réformer sans changer de statut

Cette dernière fonction – l'action interassociative de « quadrillage » – importe plus que jamais. Elle doit être justifiée et soutenue par les pouvoirs publics grâce à des concours bien organisés sous leurs auspices, c'est-à-dire en faisant fonctionner sérieusement les commissions locales prévues par des dispositions qu'appliquent peu ou mal, trop souvent, les préfets, les présidents de conseils généraux, les maires. L'effet multiplicatif attendu des subventions ne peut résulter que de concertations effectives, d'une fixation pragmatique des objectifs, d'une évaluation contradictoire des résultats, en vue du « donnant-donnant » le plus productif.

Tout cela est affaire de pratique, beaucoup plus que de textes. Il paraît inutile, il serait même dangereux de pousser un législateur séjournant à « moderniser » la loi de 1901. Les associations du secteur sanitaire et social ont à se réformer continuellement, sans changer de statut, avec le concours de tuteurs qui se disent désormais « partenaires », pour innover et associer vraiment, pour éviter de s'institutionnaliser au sens de la sclérose, d'être ainsi infidèles à leur vocation, de se trouver soumises, en leur sein, à des dirigeants conservateurs, trop professionnalisés, trop personnels, trop autoritaires. En ce sens, leur auto-vigilance, dûment appuyée par la vigilance mutuelle des interassociations, dépend aussi de la sagesse, de la tempérance, de la discrète habileté de l'administration.

► François Bloch-Lainé est président de l'Union nationale inter-fédérale des organismes privés d'action sanitaire et sociale (UNIOFSS).

Yougoslavie

Les mots et la guerre

par Alain Finkielkraut

La Croatie n'est pas le théâtre d'une guerre civile comme on le répète à l'envi, mais d'une invasion militaire. La marine, les Mig, les chars, la puissance de feu sont d'un seul côté : l'armée fédérale.

Cette armée n'est pas fédérale mais communiste dans ce qui lui reste d'idéologie et serbe dans son encadrement. Elle ne combat pas la renaissance du fascisme oustachi, mais la décision prise démocratiquement par les Croates d'être maîtres de leur propre destinée, de ne plus subventionner un gouvernement ennemi et de constituer un Etat souverain à l'intérieur de l'Europe communautaire. Elle ne cherche pas à protéger la minorité serbe de Croatie, mais à punir les Croates en traitant leurs monuments comme des ennemis, et à gagner des territoires pour le compte de la Serbie. L'antifascisme cautionne ici le volontarisme et sert de prétexte à l'écrasement d'un peuple coupable du crime d'autodétermination.

Quant aux « autonomistes » serbes de Krajina ou de Slavonie, ils sont sans doute légitimement inquiets de leur avenir, mais ce

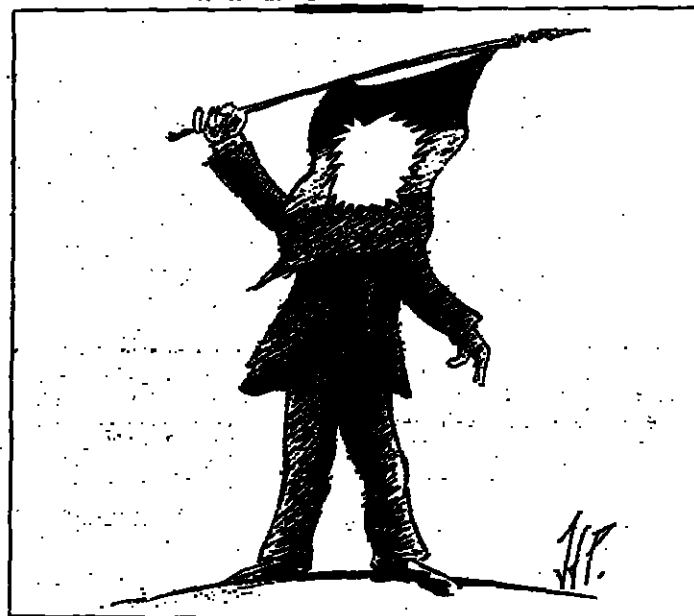
n'est pas pour l'autonomie qu'ils luttent ni pour le respect ou le renforcement de leurs droits politiques et culturels : c'est pour que tous les Serbes, où qu'ils vivent, soient citoyens d'un seul et même Etat. L'idée yougoslave n'a désormais plus d'autre sens.

Ce ne sont pas deux nationalismes archaïques et barbares qui s'affrontent aujourd'hui dans les Balkans, mais un pouvoir impérialiste et une volonté d'émancipation, comme à Budapest en 1956 et à Prague en 1968.

En renvoyant dos à dos les adversaires, les médias n'informent pas l'opinion, mais l'endorment. Si, cependant, l'Europe avale cette guerre de conquête et se donne bonne conscience demain en reconnaissant la Croatie dans les limites inviolables que lui eussent imposées l'envahisseur, cela voudrait dire que, après quarante ans d'interdiction, il est à nouveau possible et licite de s'agrandir par la force sur le Vieux Continent. On peut être sûr, dans ce cas, que d'autres suivront tôt ou tard l'exemple de la Serbie.

► Alain Finkielkraut est directeur du *Messageur européen*.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

La face cachée des choses

L'AGENCE ET LE COMITÉ de Constantin Melnik. Lattès éditeur. 330 pages, 99 F.

M. Constantin Melnik est décidément dérangeant et, à coup sûr, il fait tout pour entretenir cette image de lui. Son dernier livre, *L'Agence et le Comité*, sous-titré la CIA et la KGB pour les initiés, en apporte une nouvelle preuve. Après *Des services très secrets*, paru il y a deux ans, voici que M. Melnik récidive dans ce qui est véritablement sa spécialité : le non-roman sur tout ce qui touche aux activités de l'ombre, celles des services secrets qu'il connaît bien pour les avoir contrôlés, depuis Matignon, pendant les opérations en Algérie.

Le non-roman en ce domaine dédicat des « coups fourrés » est cette technique proprement « melnikienne » où, pour éviter d'en dire trop sans pour autant faire l'essentiel qui appartient à l'histoire, l'auteur mêle habilement réalité et fiction au point que le lecteur innocent n'est plus capable de distinguer entre la révélation du dessous des cartes et le roman.

M. Melnik a donc frappé une nouvelle fois pour le plus grand plaisir de ceux qui apprécient ce mélange des genres. Il est parti d'un fait vrai : un rendez-vous pour le moins peu banal, au bord d'une plage de Californie, entre « anciens » de la CIA et « anciens » de la KGB. Cette rencontre 1989, sous les auspices de la Rand Corporation, dont M. Melnik est l'un des consultants pour l'Europe. Elle n'a pas rassemblé, contrairement à la présentation qui en a été faite ultérieurement à la presse, des « anciens », mais bien plutôt des responsables plus ou moins actifs des deux services en question, puisque la règle veut que, dans l'espion-

nage, nul ne se retire véritablement du métier comme un vulgaire retraité.

Cela nous vaut une galerie de portraits tout à fait crus et réus-

sés d'agents américains ou soviétiques, qui a elle seule justifierait la publication de *L'Agence et le Comité*.

A partir de là commence le travail personnel de M. Melnik. Elucubrations ? Spéculations ? Reconstructions ? Duperies ? Avez-vous ? Affabulations ? Autant de clin d'œil adressés au lecteur par un auteur qui s'amuse à dérouter, surprendre, inquiéter ou – pourquoi pas ? – informer vraiment de ce qu'il sait de l'envers du décor sur une scène internationale où il a beaucoup d'amis.

Chemin faisant, M. Melnik, tel le Petit Poucet, sème ici ou là autant de cailloux – de perles, diront certains que ce jeu de pistes distraira – sur la voie qui mène aux révélations de la face cachée des rapports entre ces monstres froids que sont les Etats modernes. Et, du même coup, on apprendra que la KGB a peut-être lâché quelques-uns de ses secrets, en acceptant de coopérer – moyennant des contreparties – avec la CIA sur la lutte « tous azimuts » contre le terrorisme international ou contre les circuits occultes de la drogue, sur les actions du Sender lunnéux au Pérou ou sur la guerre civile afghane.

L'auteur de *L'Agence et le Comité* s'offre même le luxe – habilité ou déraison suprême – de se mettre en scène sous son propre nom et sous celui d'un certain Léon Gurvitch, qui lui ressemble très peu par traits. Du grand art qui, s'il n'est pas simple complaisance envers soi-même, ajoute à la confusion d'un lecteur qui aura eu accès, par les indiscrétions de M. Melnik ou de ses sources, à la partie immergée de l'iceberg.

JACQUES ISNARD

HACHETTE PROGRES

LE NOUVEL ÉDITEUR FRANCO-SOVIÉTIQUE

GUEORGUI DEMIDOV



Un physicien envoyé au Goulag dans les années 30. Des récits poignants dans la Kolyma des années noires.

332 p. 115 F

Une délégation de voyageurs soviétiques de l'avant-Gorbatchev visite Paris. Satire, dérision et amour par un des auteurs de la « Glasnost ».

YOURI POLIAKOV

L'amour parisien de Kostia Goumankov



182 p. 95 F

A. & B. STROUGATSKI

A. & B. СТРУГАЦКИЕ

Destin boiteux



Best-seller en Union soviétique. Le talent des frères Strougatski nous offre, en toute liberté, un chef-d'œuvre de la science-fiction.

284 p. 120 F

PUTSCH SUR LE PAYSAGE LITTÉRAIRE : LES TALENTS SOVIÉTIQUES INFILTRERENT LA FRANCE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Frappet, directeur de la rédaction

Jacques Guiz, directeur de la gestion

Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Baume-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY 92400 VILLIERS-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

•• Le Monde •• Vendredi 4 octobre 1991 3

La situation en Haïti après le coup d'Etat et les pressions diplomatiques sur la junte

L'armée haïtienne a invité, mercredi 2 octobre, la population à reprendre ses activités, largement interrompues depuis le putsch qui a fait au moins cinquante morts et de nombreux blessés. Elle a d'autre part donné soixante-douze heures aux membres du service de sécurité du Père Aristide pour qu'ils remettent leurs armes, et a enjoint le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, dirigeant de la Confédération unitaire démocratique (KID, en créole), de se mettre en rapport avec elle. Le cadavre, taché de sang, de

Roger Lafontant, ancien chef des «ton-ton macoutes» et ancien bras droit de Jean-Claude Duvalier, a été montré à quelques journalistes, mercredi, à la morgue de l'hôpital général de Port-au-Prince.

Dans une conférence de presse, le général Raoul Cédras avait affirmé que l'ordre d'abattre Roger Lafontant avait été donné par Jean-Bertrand Aristide lui-même. M. René Prével, le premier ministre légal, a catégoriquement démenti cette affirmation : «Il s'agit d'une infor-

mation fautive du général félon. » Il a également démenti que le président Aristide ait jamais donné sa démission par écrit, comme le prétendait le général Cédras. M. Prével a rappelé que, en vertu de l'article 148 de la Constitution, le conseil des ministres, présidé par le premier ministre, exerce le pouvoir pendant l'absence temporaire du président.

«La lutte se poursuivra jusqu'au retour de la légitimité constitutionnelle, c'est-à-dire jusqu'au retour du président Aristide en Haïti», a-t-il dit. Le Père Jean-Ber-

trand Aristide, après s'être adressé aux ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains, mercredi à Washington, s'apprêtait à intervenir, jeudi, devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU.

M. François Mitterrand a déclaré mercredi, devant le conseil des ministres, que le Père Aristide «sera traité comme le président légitime de la République d'Haïti». Il a rendu hommage au «courage remarquable» de l'ambassadeur de France à Haïti, M. Jean-Raphaël Dufour,

qui, «dûment mandaté» par lui, a permis au président d'«échapper à l'assassinat». De son côté, la CEE a appelé, jeudi, à «un retour immédiat de l'Etat de droit» et, «en attendant», a décidé de suspendre son aide à Haïti.

Un contingent de quatre cents marines a quitté les Etats-Unis pour la base américaine de Guantanamo, mercredi soir, pour préparer une éventuelle évacuation des Américains vivant en Haïti, au nombre de sept mille.



Pour «éviter l'irréparable»

Les sénateurs haïtiens souhaitent l'ouverture de négociations entre le gouvernement légitime et l'armée

Après deux jours de violences au cours desquels plus d'une centaine de personnes ont été tuées par l'armée, la journée de mercredi 2 octobre a été plus calme en Haïti. Quelques boutiques ont ouvert leurs portes en milieu de journée, les marchandises de légumes se sont réinstallées sur les trottoirs dans certains quartiers, et de rares véhicules s'aventuraient dans les rues de la capitale, où les fusillades étaient moins fréquentes.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, le général Raoul Cédras, qui dirige la junte militaire, a affirmé qu'il ne voulait pas devenir président mais «restaurer les droits constitutionnels». Tout en se déclarant hostile au retour du président Jean-Bertrand Aristide, qu'il a accusé de «vouloir instaurer une dictature et organiser une milice paramilitaire», il a proposé que le Parlement constitue un nouveau gouvernement et choisisse un nouveau chef de l'Etat.

Cette procédure, qui n'est pas prévue par la Constitution, paraît d'autant moins légitime que le président Aristide a été élu démocratiquement avec près de 70 % des suffrages dès le premier tour des élections, il y a neuf mois. Le commandant en chef de l'armée a par ailleurs confirmé que l'ancien chef des «ton-ton macoutes», Roger Lafontant, auteur d'un putsch manqué en janvier dernier, avait été tué dimanche soir au pénitencier national où il purgeait une peine de réclusion à perpétuité. Le pasteur Sylvio Claude, ancien candidat chrétien-démocrate

à la présidence, avait également été tué par des manifestants durant les premières heures du coup d'Etat dans la ville des Cayes, au sud de Port-au-Prince.

Le général Cédras a d'autre part rencontré quatorze sénateurs, qui lui ont demandé de rétablir l'ordre constitutionnel. Les sénateurs ont constitué un «comité de crise» de neuf membres, qui souhaite organiser des négociations le plus vite possible entre le gouvernement du président Aristide et l'armée, «afin d'éviter l'irréparable», selon l'expression de M. Serge Gilles, sénateur social-démocrate du Plateau central. Pour M. Gilles, la crise ne peut être dénouée que par le dialogue, dans le respect de la Constitution, ce qui implique que le président Aristide aille jusqu'au bout de son mandat – et sans intervention militaire étrangère. Jeudi, le Sénat a convoqué le premier ministre du président légitime, M. René Prével, afin d'entamer le dialogue.

«Une impasse totale»

Dans les milieux diplomatiques à Port-au-Prince, on soulignait mercredi soir que «le coup d'Etat militaire avait conduit le pays à une impasse totale». «Ce qui se passe ne correspond pas au scénario prévu par les putschistes, qui paraissent dépassés par les événements», note un diplomate. La réprobation internationale pourrait avoir des conséquences tangibles rapidement : le bateau chargé de produits pétroliers qui approvisionne Haïti tous les mois a rebroussé chemin sur ordre du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, indiquait-on de source informée. Pour sortir de l'impasse, il faudrait que les militaires acceptent le retour du président constitutionnel.

JEAN-MICHEL CAROIT

La France demande aux coopérants de «mettre fin à leurs activités»

Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, rendant compte des délibérations du conseil des ministres, mercredi 2 octobre, a indiqué que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait «dénoncé le coup d'Etat qui a mis fin, à Haïti, au pouvoir du Père Aristide, légitimement élu par 67 % des suffrages populaires en 1990». Il a souligné que le Père Aristide n'avait été sauvé que «grâce à l'intervention de la France et à l'entremise courageuse de notre ambassadeur sur place qui a arrêté aux mains des militaires en révolte». «Le Père Aristide sera accueilli en France – il le souhaite

– et il sera traité comme le président légitime de la République en Haïti», a souligné M. Lang. Le porte-parole a précisé que le gouvernement avait «demandé aux coopérants français en poste à Haïti de mettre fin à leurs activités».

M. Mitterrand a salué le «courage remarquable» de l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, M. Jean-Raphaël Dufour, et il a accepté la proposition de M. Dumas de conférer à la Légion d'honneur ce diplomate «en signe de reconnaissance de la République pour son comportement exemplaire» (nos dernières éditions du 3 octobre).

Sur proposition du président renversé

L'Organisation des Etats américains va envoyer une délégation à Port-au-Prince

Silhouette frêle mais ton ferme et propos déterminés, le président haïtien, M. Jean-Bertrand Aristide, se dit convaincu que les pressions politiques et économiques de la communauté internationale suffiront pour chasser du pouvoir les putschistes qui l'ont renversé au début de la semaine.

WASHINGTON

de notre correspondant

Très sereinement, comme s'il ne doutait pas un seul instant qu'il allait rapidement regagner le palais présidentiel de Port-au-Prince – «C'est une affaire d'heures, de jours», dit-il, – le jeune chef d'Etat a refusé, mercredi 2 octobre à Washington, d'évoquer l'éventualité de l'envoi d'une force interaméricaine pour rétablir l'ordre constitutionnel en Haïti. Aussi a-t-il en anglais qu'en créole, espagnol ou français, il s'est cantonné dans une attitude de prudence : «Pour le moment, on joue la persuasion» (envers les putschistes).

Il met toute sa confiance dans la solution qu'il a proposée à la session extraordinaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) réunie à Washington et que celle-ci a acceptée jeudi : l'envoi d'une délégation de l'Organisation à Port-au-Prince, chargée d'une mission politique auprès des militaires rebelles. Celle-ci comporte neuf membres et est dirigée par le secrétaire général de l'OEA, M. Joao Baena Soares. Elle devrait partir vendredi pour tenter de convaincre les militaires de se retirer. L'OEA a également voté à l'unanimité de ses trente-quatre membres une résolution prévoyant la rupture de toutes les relations – diplomatiques, économiques, financières – avec la junte au pouvoir à Port-au-Prince. «La délégation va réussir», elle va faire com-

prendre aux «criminels au pouvoir» qu'ils sont isolés, soumis à un véritable boycott diplomatique et économique, a expliqué M. Aristide. La délégation, a-t-il poursuivi devant l'OEA, devrait aussi avoir un effet dissuasif sur les rebelles qui, pendant son séjour, «hésiteront à continuer à faire tirer sur la foule et à faire des cadavres». Il assure que les putschistes ne sont qu'un «petit groupe» au sein de l'armée et il compte sur le soutien des éléments loyalistes. Il ne doute pas des soixante-sept pour cent de Haïtiens qui l'ont élu le 16 décembre dernier, lors du premier scrutin démocratique jamais organisé dans ce pays : «Au moment où je vous parle, le peuple tout entier du non à la dictature.»

«Tête ou la mort»

Devant le palais de l'OEA, en tout cas, plusieurs centaines de Haïtiens ont passé la journée à danser et à chanter pour réclamer son retour au pouvoir : «Tête ou la mort», «Ratons-nous notre président», scandaient les manifestants.

A Miami, ils étaient plus de vingt mille à être descendus dans la rue et ils devaient être plus nombreux encore jeudi à New-York, où Jean-Bertrand Aristide devait prendre la parole devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il pourrait revenir vendredi à Washington pour un entretien avec le président George Bush.

Tonnerre d'applaudissements

A l'OEA comme à l'ONU, l'examen de la question haïtienne ne se déroule pas aussi aisément que le laissent penser les déclarations publiques des uns et des autres. Le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre résiste encore devant les coups de boutoir assés par les partisans d'un certain droit d'intervention. A l'OEA, c'est le Mexique qui aurait fait savoir qu'il était catégoriquement opposé à l'envoi d'une force interaméricaine en Haïti (que proposait le Venezuela) ; à l'ONU, ce sont des pays comme l'Inde ou la Chine qui défendent la ligne traditionnelle de la non-ingérence. Les tenants de cette ligne se sentent sur

la défensive depuis qu'il n'y a plus, à l'ONU, de bloc soviétique pour façonner une majorité quasi automatique avec les non-alignés et le tiers-monde.

Mais M. Aristide, en fin politique, a utilisé un argument qui a touché une corde sensible devant l'OEA, au moment où l'organisation assure qu'elle ne comptera bientôt plus que des pays à régime démocratique. «Le danger qui nous guette, nous Haïtiens, est aussi celui qui menacerait tout le continent sud-américain, les Antilles et la Caraïbe si la communauté internationale devait laisser passer ce coup, a-t-il dit. Ce serait un mauvais signe pour l'avenir de la démocratie dans l'ensemble du continent.» Le propos a été écouté attentivement et salué avec approbation sous les plafonds baroques de la grande salle du palais de l'OEA, où les délégués avaient accueilli M. Aristide debout et par un tonnerre d'applaudissements. Les plus sonores et les plus enthousiastes vinrent du banc des Etats-Unis où le secrétaire d'Etat, M. James Baker, était venu apporter son appui à un homme qui, avant son élection, passait à Washington pour un curé gauchiste, partisan d'une sorte de théologie de la libération. En envoyant cette mission, «nous adresserons un message important», a déclaré M. Baker. «Cette junte est illégitime, elle n'a aucun statut, elle n'a pas sa place parmi notre communauté : elle n'aura pas d'avis, elle n'aura pas d'avenir.» Et de conclure, un tantinet menaçant : «Si ces mesures ne marchent pas, il faudra en envisager d'autres.» Mercredi soir, discrètement, le Pentagone faisait savoir que quelque cinq cents «marines» allaient être dépêchés sur la base américaine de Guantanamo (dans le sud-est de Cuba), en face d'Haïti (voir notre encadré). Ils se tiendront prêts pour une éventuelle opération de rapatriement des quelque sept mille ressortissants des Etats-Unis résidant en Haïti.

ALAIN FRACHON

La base de Guantanamo

La base navale américaine de Guantanamo, où un contingent de «moins de 500 marines» est parti mercredi 2 octobre pour préparer une éventuelle évacuation des Américains d'Haïti, est située à l'extrémité sud-est de l'île de Cuba et à 350 kilomètres de Port-au-Prince. Seule base américaine dans un pays communiste, elle occupe un terrain de quelque 100 kilomètres carrés et abrite environ 2 500 militaires, en majorité des hommes de l'US Navy. L'enclave vit en circuit fermé.

Elle possède une usine de dessalement d'eau, et son ravitaillement est assuré par barges arrivant tous les quinze jours de Jacksonville (Floride). Quatre ou cinq bâtiments sont régulièrement à l'entraînement dans la baie, prévue pour accueillir jusqu'à dix unités. La base de Guantanamo a été cédée aux Etats-Unis par le traité américano-cubain signé en février 1903 après l'aide apportée par les Etats-Unis à Cuba pour se libérer cinq ans plus tôt de l'occupation espagnole. — (AFP)

Ymiryahu Yovel
Spinoza
et autres hérétiques

Hannah Arendt
Juger

LA BATAILLE
DE PARIS
17 OCTOBRE 1961

UNE NOUVELLE COLLECTION DIRIGÉE PAR OLIVIER BÉTOURNÉ

Série HISTOIRE DE LA PENSÉE 220 F

Série POLITIQUE 140 F

Série DOCUMENTS 130 F (sous jaquette)

E D I T I O N S D U S E U I L

AMÉRIQUES

Après le coup d'Etat en Haïti

Le général Cédas
« a bien caché son jeu... »
déclare le président Aristide

Le général Raoul Cédas, chef des putschistes haïtiens, « a bien caché son jeu », dit le président Jean-Bertrand Aristide. Du début à la fin du coup d'Etat, le week-end dernier à Port-au-Prince, le général a manipulé le chef de l'Etat haïtien, qui a fait, mercredi 2 octobre, le récit de sa chute devant la session de l'Assemblée nationale à Washington.

WASHINGTON

de notre correspondant

« Le samedi 28 septembre, il y a eu des rumeurs sur un possible coup d'Etat », a raconté le président Aristide. J'appelle le général Cédas, je lui dis ne pas trop y croire, il me fait part lui aussi de son scepticisme et nous rions ensemble. Le lendemain, dimanche, mêmes rumeurs et nouveau coup de téléphone du président au général qui se fait tout aussi rassurant que la veille. Dimanche soir, un groupe de soldats rebelles s'empare de la radio nationale dont le directeur venait de révéler qu'un putsch était en cours.

Nuit de dimanche à lundi : « ma résidence est encerclée et mitraillée à plusieurs reprises ». « Je ne pouvais pas sortir (...) dans les rues, les militaires ouvraient le feu sur la foule ; à 5 heures, les cadavres étaient de plus en plus nombreux. Si j'en suis sorti vivant, c'est grâce à plusieurs ambassadeurs, notamment l'ambassadeur de France, Jean-Raphaël Dufour, qui a pris le risque, de

lui-même, de venir me chercher. » L'ambassadeur conduit M. Aristide au palais présidentiel. « En cours de route, nous avons plusieurs fois été attaqués et mitraillés par les militaires », a encore indiqué le président de l'Etat haïtien, qui précise que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Alvin Adams, lui a aussi apporté son soutien.

Toutes les radios auraient été saisies par les rebelles. « Je ne pouvais m'adresser à la nation. J'appelle Cédas, qui me raconte que lui-même et sa femme sont otages des rebelles. » Le président haïtien explique qu'il a alors tenté de sortir du palais avec quelques-uns de ses compagnons. Bras en l'air, il s'efforce de parlementer, mais les rebelles ouvrent le feu. « Je me suis jeté à terre, un de mes compagnons a été tué à mes côtés. » Le groupe est amené par les putschistes au quartier général de l'armée.

« Huit de mes compagnons sont torturés, tabassés par les soldats ; Cédas est là, le mine, le réjouit, se met à rire, qui m'annonce que dorénavant c'est lui le président. Cédas a l'air très fier de lui. Ils font la fête. Certains de nos hommes demandent ce qu'il faut faire de moi. Quelques-uns disent : « tuez-le » ; d'autres évoquent les réactions que cela susciterait en France et aux Etats-Unis... »

A la suite de négociations, notamment conduites par les ambassadeurs de France, des Etats-Unis et du Venezuela, le président Aristide sera conduit à l'aéroport, où il s'embarquera, lundi soir, pour Caracas. A. Fr.

Ecartant le principe de non-ingérence

Le Conseil de sécurité de l'ONU
entend le président haïtien

Le Conseil de sécurité qui, au soir du coup d'Etat en Haïti, n'avait pas tenu de réunion formelle sur le sujet au motif de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat membre, devait entendre dans la soirée du 3 octobre le président haïtien, qui est intervenu la veille à Washington devant l'Organisation des Etats américains (OEA).

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

M. Jean-Bertrand Aristide sera accueilli par l'Assemblée générale de l'ONU, devant laquelle il était intervenu le 25 septembre dernier pour évoquer notamment les dangers qui guettaient la toute jeune démocratie de Port-au-Prince. Enfin, un projet de résolution est actuellement à l'étude. S'inspirant de ce qui a été fait récemment à propos de la Yougoslavie, ce texte proclamerait le soutien de l'ONU à une organisation régionale, en l'occurrence l'OEA. D'après les premières ébauches, la résolution pourrait contenir une condamnation du renversement du pouvoir légal en Haïti et réclamer le rétablissement du régime démocratique auquel les Nations unies ont été associées (1).

Le groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à l'ONU a déployé depuis quarante-huit heures une intense activité, à la fois pour préparer la réunion de l'OEA à Washington et pour lui trouver un prolongement aux

Nations unies. De son côté, Haïti a fermement insisté auprès de l'actuel président du Conseil de sécurité (le représentant de l'Inde, un pays traditionnellement hostile à toute idée d'ingérence) pour qu'il se saisisse du problème.

M. Alain Vivien, le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a recommandé que le ministre haïtien des affaires étrangères soit entendu par le Conseil. « J'ai aussi demandé que, sur place, la France sollicite une audience auprès du premier ministre haïtien, qu'elle demande à rencontrer le gouvernement légal en ignorant les putschistes », a-t-il indiqué au Monde. « Il ne faut pas hésiter à saisir l'Assemblée générale, de façon à lui redonner un peu de la vocation qu'elle a perdue ces derniers temps par rapport à l'importance croissante du Conseil de sécurité ».

La veille, M. Vivien avait condamné « le crime à l'égard des règles démocratiques » intervenu en Haïti et évoqué « la nécessité de repenser l'interprétation des termes de l'article 2, alinéa 7 de la Charte (relatif au principe de non-ingérence) lorsque la volonté populaire et la démocratie sont aussi évidemment bafouées ».

SERGE MARTI

(1) En vertu d'une résolution du 10 octobre 1990, un groupe d'observateurs des Nations unies pour la vérification des élections en Haïti (ONUVH) a supervisé le bon déroulement des deux tours de scrutin des 16 décembre 1990 et 20 janvier 1991, jusqu'à la prestation de serment du président Aristide, le 7 février dernier.

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré
à la vie et aux initiatives
des communes, départements
et régions

CHAQUE SAMEDI - daté DIMANCHE-LUNDI

مكناش النشيل

DIPLOMATIE

En Afghanistan, « seule une solution politique sera durable »
nous déclare M. Benon Sevan, médiateur des Nations unies

Alors que de violents combats entre moudjahidins et forces gouvernementales se poursuivent dans la région de Gardes, le médiateur des Nations unies, M. Benon Sevan, un Chypriote qui représente M. Javier Perez de Cuellar, fait le point dans l'entretien qu'il nous a accordé sur les efforts pour parvenir à un règlement négocié.

ISLAMABAD

correspondance

« N'avez-vous pas l'impression que la dynamique de paix enclenchée ces dernières semaines est en train de s'essouffler ? »

« La dynamique existe. Il y a des hauts et des bas et il y en aura d'autres. Des divisions fondamentales opposent les groupes afghans. Cependant, le processus de paix avance et personne ne veut perdre le contrôle de la situation. La compétition pour la suprématie s'est intensifiée. »

« Recherchez-vous l'unanimité ou simplement un accord par la majorité ? »

« Il serait naïf de penser qu'avec la multitude de factions et de personnalités l'unanimité est possible. Vous avez au moins sept dirigeants à Peshawar, le Conseil des commandants de l'intérieur, le gouvernement de M. Najibullah, des partis et des individualités également à Kaboul. Il y a aussi les groupes chiites installés en Iran et tous les exilés en Amérique et en Europe, y compris l'ancien roi Zahir Shah. Mais si l'on se fonde sur des assurances données par les gouvernements concernés et les chefs de l'opposition, je pense que la vaste majorité des Afghans soutient les efforts de l'ONU. »

« L'accord soviéto-américain sur la cessation de toute livraison d'armes aux parties en conflit le 1^{er} janvier 1992 fait dire que Moscou et Washington se lavent les mains du conflit. »

« Je ne pense pas. Les deux pays ont aussi réaffirmé leur engagement en vue d'une assistance humanitaire pour le retour des réfugiés et la reconstruction du pays. Il est cependant impératif

que tous les autres gouvernements concernés prennent des décisions similaires non seulement sur l'arrêt des livraisons d'armes mais aussi sur leur financement. »

« Avez-vous obtenu des garanties du Pakistan et de l'Arabie saoudite à ce sujet ? »

« M. Perez de Cuellar s'est entretenu récemment avec les dirigeants saoudiens et pakistanais, qui l'ont assuré de leur engagement en faveur du règlement politique du conflit. »

« Une génération perdue »

« Les pessimistes affirment qu'on se dirige vers une division de fait de l'Afghanistan. Qu'en pensez-vous ? »

« Il y a indéniablement une tendance à la fragmentation. Mais je suis optimiste : l'Afghanistan restera un Etat uni et nous serons capables de trouver bientôt une solution politique. Il n'y a pas de solution alternative. Certains milieux ont toujours l'intention de rechercher une solution militaire, mais cela n'aboutira à rien d'autre qu'à davantage de destructions et de misère. Plus tôt ces gens-là prendront la route de la paix, mieux ce sera pour le peuple afghan. Il y a urgence. Un Afghanistan instable engendrera l'instabilité pour toute la région. »

« Les déclarations de l'ONU font toujours référence au caractère islamique de l'Afghanistan. Pensez-vous que le Kremlin redoute une expansion du fondamentalisme en Asie centrale ? »

« Il faut poser cette question aux Soviétiques. La résolution de l'Assemblée générale insiste entre autres choses sur la nécessité de préserver le caractère islamique de l'Afghanistan. Cependant, il serait simpliste de penser que les développements actuels en URSS constituent une occasion rêvée pour l'option militaire. La destruction de Kaboul n'apporterait pas de solution. La question afghane doit être réglée pacifiquement et seule une solution politique sera durable. »

« Y a-t-il un danger que l'Afghanistan se transforme en un nouveau Liban ? »

« Pourquoi « se transforme » ? C'est déjà pire que le Liban. Il y a des combats intenses et le pays est dévasté, avec un million de morts, cinq millions de réfugiés, deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et des centaines de milliers de handicapés et d'orphelins. Une génération perdue. »

« Pas de transfert partiel des pouvoirs »

« Parlons des propositions des Nations unies concernant un mécanisme de transition préalable à des élections supervisées par l'ONU. Quelle devrait être la composition d'un gouvernement intérimaire ? »

« D'abord, cela doit être un processus afghan sans aucune influence étrangère, y compris de l'ONU. Il faut un mécanisme crédible et impartial garantissant la sécurité de la population, l'intégrité territoriale du pays et l'organisation d'élections libres et honnêtes. Des garanties internationales appropriées sont requises, de sorte qu'aucun individu, aucun groupe ne prenne le pouvoir pendant la période de transition. »

« Il ne peut y avoir de transfert partiel de pouvoirs. Ils devront tous être transférés au début de cette période intérimaire. Il n'y a pas de solution alternative à une rupture totale par rapport à la situation actuelle. Sinon l'administration provisoire ne sera pas crédible et n'aura pas la confiance de la population. Il est cependant impossible d'avoir un gouvernement composé uniquement de personnalités « neutres ». Il faudra un mélange de politiques et de technocrates. Enfin, quand je parle de règlement politique, cela veut dire règlement négocié, le répète : si des gens doivent partir, ces départs doivent être négociés. »

« Des négociations directes sont-elles possibles entre la résistance et M. Najibullah ? »

« Un dialogue interafghan est indispensable. Mais ce dialogue peut être direct ou indirect. Nous sommes conscients que certaines personnalités sont controversées. Il est cependant possible d'organiser un dialogue avec la participation d'Afghans acceptables par les autres Afghans. Le secrétaire général de l'ONU et moi-même avons

reçu des assurances que certaines personnalités n'insisteront pas pour participer directement au dialogue interafghan ou à la période de transition. Il faut mettre de côté les questions de personnalités et résoudre plutôt les problèmes de structures et de pouvoirs pendant la période intérimaire. »

« Quel calendrier envisagez-vous ? »

« La meilleure solution consisterait à avoir la transition la plus courte possible. Si vous attendez trop longtemps, ce mécanisme de transition risque de se transformer en fiction permanente. Connaissant l'Afghanistan, il faut à tout prix l'éviter. Il faut un calendrier précis qui prévienne tous les problèmes à résoudre rapidement de manière pragmatique. Cela ne devrait pas excéder un an. Ma préférence serait six mois si c'est possible. »

« Des rencontres informelles sont-elles possibles entre les deux camps en marge de l'Assemblée générale de l'ONU ? »

« Tout le monde sait qu'il y a eu des contacts dans le passé. Mais personne n'a osé l'admettre, qui est compréhensible. Il est difficile de prévoir ce qui pourrait arriver pendant la session. New York est une grande ville. Il semble que les avis soient moins tranchés aujourd'hui en ce qui concerne la participation de Kaboul au processus de règlement, à l'exception de certaines personnalités. »

« Pensez-vous qu'en recevant prochainement les moudjahidins à Moscou les Soviétiques parleront d'autre chose que des prisonniers de guerre ? »

« C'est une question nationale pour les Soviétiques. Aucun prisonnier de guerre ne doit devenir un pion pour des raisons politiques. Toutes les parties, y compris Kaboul, doivent fournir des informations, que les détenus soient morts ou vivants. Il faut donner le choix à tous les prisonniers entre rentrer chez eux, rester où ils sont ou bien aller dans un pays tiers. C'est un problème, c'est aussi une mesure de confiance. »

Propos recueillis par GAD SUTHERLAND

Le « malaise » de la Commission à Bruxelles

Les « eurocrates » ne veulent pas
être accusés de perturber la vie localeBRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le quotidien *la Libre Belgique* a fait sensation, mardi 1^{er} octobre, en publiant un entretien de M. Antonio Cardoso e Cunha, commissaire européen chargé notamment du personnel et de l'administration de la Commission. « Le patron des eurocrates lance un avertissement : nous quitterons Bruxelles si celle-ci ne change pas. »

Ce titre était de nature à attirer les lecteurs dans une ville qui se veut la « capitale de l'Europe » et où le premier ministre, M. Wilfried Martens, dédaignant son fief de Gand, va se présenter aux élections de janvier 1992 pour obtenir une majorité massive lui permettant de « défendre cette cause nationale ». »

« Envisager d'aller ailleurs »

L'affaire du Bertelmont, l'immense immeuble que la Belgique loue à la Commission pour lui servir de siège, est à l'origine de cet article. Il va être évacué d'ici la fin de l'année pour cause d'insalubrité, et la Commission souhaite sa démolition pure et simple. Mais, contrairement à ce qui avait

été d'abord annoncé, les Belges préféreraient le rénover et le louer à ses occupants. M. Cardoso aimait savoir à quoi s'en tenir pour l'avenir et met en garde contre tout lynchage dans les nouveaux locaux.

Autre doléance de M. Cardoso : les attaques d'une partie de la presse belge contre les « eurocrates », leur train de vie, leur exemption d'impôts, etc. : « Je le dis avec modestie, sans arrogance et avec un grand esprit d'humilité : si des entités de la vie politique bruxelloise maintiennent l'idée que la Communauté à Bruxelles complique le trafic routier et fait hausser les loyers, il faudra envisager d'aller ailleurs. » Devant la presse internationale, un porte-parole de la Commission a déclaré qu'il s'agissait seulement d'un « scénario hypothétique » et que M. Cardoso avait voulu exprimer franchement un « malaise ».

En fait, peu de fonctionnaires européens ont envie de quitter Bruxelles, et surtout pas ceux qui y ont acheté un logement, dont le départ de la Commission ferait chuter la valeur. Mais - consciemment ou non - le commissaire portugais veut de donner un sérieux coup de main à Strasbourg, à qui les Belges voudraient ravir le siège du Parlement européen.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

□ Rencontre officielle entre ministres des affaires étrangères sud-coréen et chinois. Pour la première fois, les ministres des affaires étrangères de Corée du Sud et de Chine se sont rencontrés, mercredi 2 octobre au siège des Nations unies à New-York, en vue d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays, a rapporté jeudi la presse de Séoul. Le ministre sud-coréen a demandé une prompt normalisation, son homologue chinois souhaitant pour sa part une amélioration « graduelle ». - (AFP)

□ Grève des fonctionnaires de la Commission européenne. La plupart des 14 500 fonctionnaires de la Commission européenne de Bruxelles observent à partir du jeudi 3 octobre un mouvement de grève de quarante-huit heures. En paralysant toute activité au siège de l'exécutif européen, ils entendent appuyer leurs revendications immédiates et inconditionnelles d'un canonier britannique âgé de vingt-huit ans, Victor Williams, qu'elle a adopté comme prisonnier de conscience, et qui avait été condamné par une cour martiale à quatorze mois d'emprisonnement.

En visite officielle à Paris

L'émir du Koweït sera reçu
par M. Mitterrand

L'émir du Koweït, cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, qui effectue une tournée des capitales des trois principaux alliés occidentaux de la guerre du Golfe, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France, sera reçu vendredi 4 octobre en fin d'après-midi à Paris par M. Mitterrand. Ce sera la première visite en France de l'émir du Koweït depuis la fin des hostilités en février dernier. Selon l'ambassadeur du Koweït à Paris, M. Tarek Razzouki, l'émir entend évoquer avec M. Mitterrand le sort des 224 prisonniers koweïtiens toujours détenus en Irak.

L'émir s'entretiendra vendredi

avec M. Pierre Joxe, ministre de la défense, au sujet des négociations actuellement en cours entre les deux pays en vue de la conclusion d'un accord de coopération et d'assistance militaire qui permettra aux forces françaises d'utiliser des bases, d'entreposer des armes dans des écoles en France. Une négociation analogue est en cours avec la Grande-Bretagne. Le Koweït a déjà conclu avec les Etats-Unis un accord de défense, pour dix ans, qui n'implique pas cependant une présence militaire américaine permanente dans l'émirat.

EN BREF

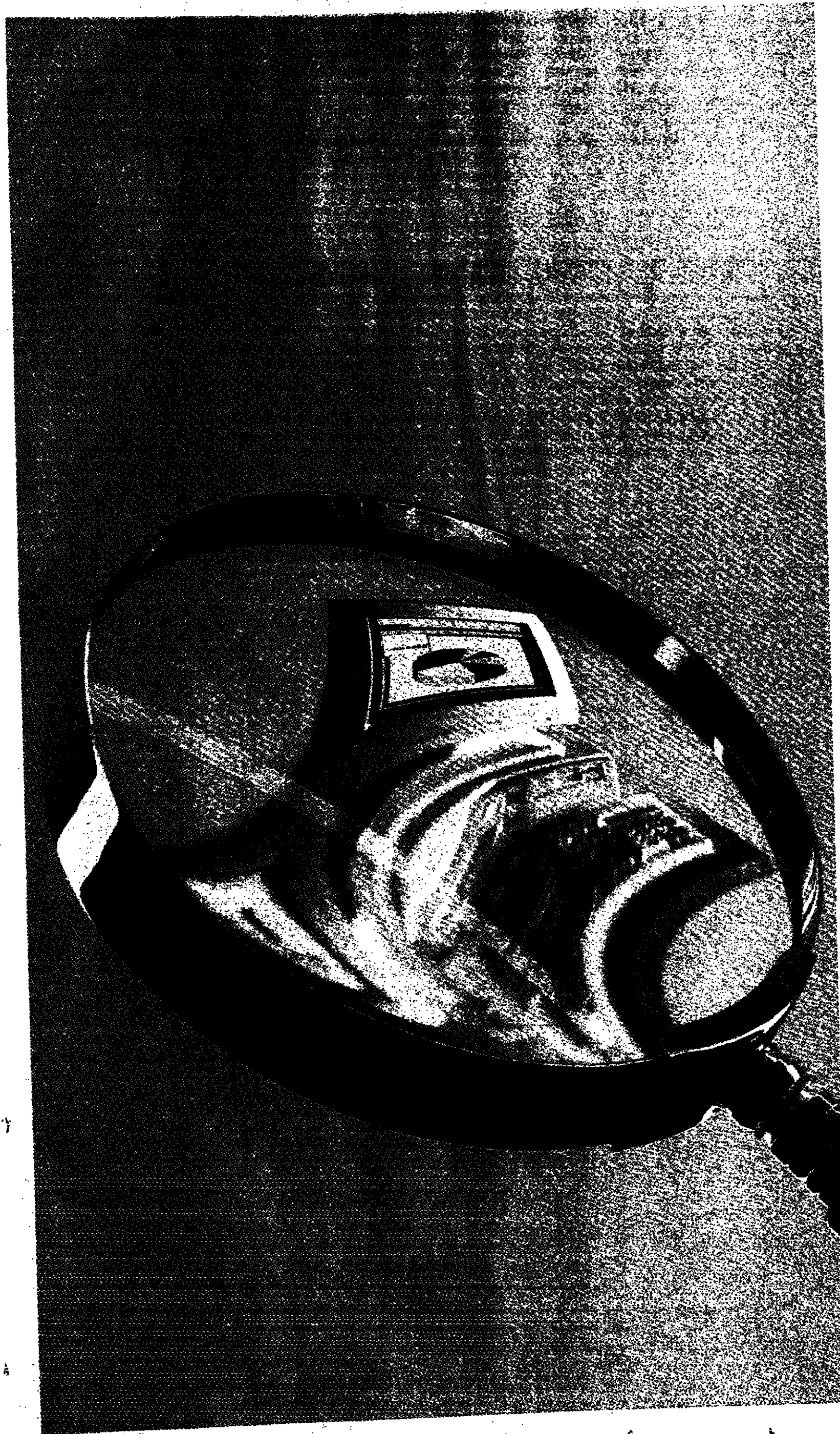
□ IRLANDE DU NORD : une « bavure » de l'IRA. - Un passant renversé, lundi 30 septembre, en Irlande du Nord, par la voiture d'un commando de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui s'enfuyait après un attentat à la grenade contre un commissariat de police de Belfast, est décédé, mercredi, des suites de ses blessures. Un deuxième passant avait été blessé. L'IRA avait présenté ses excuses aux familles des deux personnes. - (AFP)

pour désertion pendant la guerre du Golfe et pour attitude préjudiciable au moral de l'armée. Après avoir quitté son régiment, le soldat avait participé à des manifestations contre la guerre. Victor Williams est le premier Britannique se présentant comme objet de conscience adopté par Amnesty, qui a déjà pris en charge vingt-cinq soldats américains dans la même situation. - (AFP, UPI)

□ PHILIPPINES : Manille souhaite que le retrait des forces américaines débute dès 1992. - Le chef des forces armées philippines, le général Lisandro Abadía, a confirmé, jeudi 3 octobre, au commandant des forces américaines dans l'archipel que Manille souhaitait assister, dès le début de 1992, à « des efforts significatifs » dans la réduction des effectifs américains, qui doivent avoir quitté le pays en trois ans (le Monde du 3 octobre). Toutefois, le président du Sénat, M. Jovito Salonga, a affirmé que la majorité de la Chambre haute continuait d'exiger que ce retrait soit achevé dès septembre prochain. - (Reuters, AFP)

Nouveaux PC HP.

Ces petites choses qui changent la vie.



**Le petit guide
Hewlett-Packard de
la micro-informatique
en toute confiance.**

- 1 Consultez dans votre magazine informatique les résultats d'une enquête sur le constructeur le plus fiable.
- 2 Appelez votre distributeur et commandez un des nouveaux PC Hewlett-Packard.
- 3 Branchez-le.
- 4 Mettez-vous au travail.
- 5 Faites une pause. Appuyez sur la touche prévue à cet effet: l'écran s'efface et le clavier est verrouillé.
- 6 Dégustez votre café en admirant l'élégance et l'ergonomie du nouveau design. Appréciez le silence et le scintillement atténué de l'écran.
- 7 Remettez-vous au travail.
- 8 Décidez de vous connecter au réseau de votre entreprise.
- 9 Connectez-vous. Votre PC est opérationnel en moins de 60 secondes grâce à la carte réseau intégrée.
- 10 Arrêtez de travailler.
- 11 En rentrant chez vous, méditez sur la raison qui pousse Hewlett-Packard à se donner autant de mal pour concevoir des ordinateurs si fiables.

**Il est temps de passer à
Hewlett-Packard.**

Pour tout renseignement:
3616 HP MICRO ou tél.: 46.92.16.36.

**hp HEWLETT
PACKARD**

EUROPE

ALLEMAGNE : à l'occasion de la première « fête de l'unité »

Le gouvernement affirme que les attaques contre les immigrés sont « une honte »

L'Allemagne célébrait, jeudi 3 octobre, un an après l'unification, le Jour de l'unité allemande, la nouvelle fête nationale. L'Office fédéral des statistiques vient d'indiquer, dans sa première édition « unifiée » depuis cinquante ans, que le pays comptait officiellement 79 millions d'habitants sur une superficie de 357 000 kilomètres carrés. Bien que confirmée le 20 juin dernier comme capitale à part entière du nouvel Etat, devant abriter après l'an 2000 le siège du Parlement et du gouvernement, Berlin est restée discrète, jeudi, pour ne pas conférer à ce jour chargé d'émotion une connotation « nationale » trop voyante. On a tenu à souligner le caractère fédéral de la nouvelle Allemagne : la « fête de l'unité » sera célébrée désormais chaque année, dans la capitale du Land qui présidera à ce moment la Chambre des Lander, le Bundesrat.

BERLIN

de notre correspondant

Cette première fête se déroulait donc, jeudi, à Hambourg. Le chancelier Helmut Kohl et le président en exercice du Bundesrat, M. Vorschell, bourgmestre de Hambourg, ont présidé ensemble une réception à la chambre de commerce de la cité hanséatique avant l'allocution du président de la République, M. Richard von Weizsäcker, à l'hôtel de ville. Dans une déclaration à la télévision la veille au soir, le chef de l'Etat avait souligné l'ampleur de la tâche encore à accomplir pour parfaire la réunification sur le plan économique, social, et humain. Il a considéré que « l'Allemagne unifiée ne sera pas seulement une grande République fédérale (de l'Ouest), mais quelque chose de neuf à construire en commun ».

« Les deux parties de l'Allemagne, a-t-il dit, doivent y apporter leur histoire et leurs expériences. »

« Respecter la dignité (des étrangers), a-t-il dit, est un devoir (...). Nous ne sommes pas un peuple d'extrémistes, pas plus à l'Est qu'à l'Ouest. » A l'issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, avait indiqué que le gouvernement condamnait avec la plus grande fermeté les attaques de ces derniers jours contre les immigrés, qui étaient « une honte » et constituaient « une atteinte à l'Etat de droit ».

Le gouvernement allemand a reçu à l'occasion de cet anniversaire de nombreux messages de chefs d'Etat étrangers, notamment du président Mitterrand, qui souhaitait que « l'élan de liberté qui vous a donné l'unité, puisse per-

mettre à tous les peuples d'Europe de construire l'unité et le bien-être, en même temps et ensemble, selon leur propre volonté ».

Dans leurs très nombreux commentaires, les responsables politiques estiment que l'Allemagne — en raison de sa taille, et de sa place en Europe — doit assumer de nouvelles responsabilités. Mais ils affirment, en même temps, qu'il est important, en regard aux pays voisins et partenaires, d'assumer ces responsabilités avec doigté. Dans une interview radiodiffusée, le chancelier Kohl a souligné que les craintes suscitées à l'étranger par la réunification n'étaient pas encore surmontées et que le nouveau poids de l'Allemagne rendait la conduite de ses relations extérieures plus compliquée. Son

objectif reste plus que jamais d'insérer l'unification allemande dans le cadre de l'unification européenne.

Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (libéral), a estimé que la nouvelle Allemagne s'était placée une fois pour toutes dans le camp de la démocratie et de la liberté, qu'elle souhaitait voir la Communauté évoluer vers une Union européenne et les Etats-Unis d'Europe « dans lesquels tous les Etats démocratiques d'Europe » pourraient entrer. L'ancien chancelier social-démocrate, M. Helmut Schmidt, appelle dans l'hebdomadaire *Die Zeit* à la prudence dans les relations de l'Allemagne avec ses partenaires, notamment la

Pologne et la France. « Notre direction politique et notre opinion publique n'ont pas toujours conscience des répercussions au niveau de l'Europe de notre réunification étatique », écrit-il en constatant lui aussi « une inquiétude » grandissante en Europe. Il met en garde aussi bien contre la tentation de négliger l'importance que des slogans anti-polonais peuvent avoir que contre « les rhétoriques illusives sur la fonction de pont que l'Allemagne pourrait jouer à l'égard de l'Union soviétique ou de la Russie ». « Une aide financière démesurée à Moscou, dit-il, irrite non seulement les Polonais, mais aussi les Français et d'autres en Europe. »

HENRI DE BRESSON

ESPAGNE : tout en souhaitant une autonomie accrue

Le Parlement catalan rejette les tentations indépendantistes

La poussée de fièvre indépendantiste qui avait touché la région autonome de Catalogne espagnole (6 millions d'habitants) à la suite de la reconnaissance d'indépendance des pays baltes, semble quelque peu retombée aujourd'hui. L'exemple de la Yougoslavie est là pour apporter, en contrepoint, une image plus funeste des risques que font courir les nationalismes mal maîtrisés. Le président du gouvernement autonome de Catalogne (Generalitat), à majorité centriste et démocrate-chrétienne, M. Jordi Pujol, affirme que « l'option nationale catalane doit exister dans l'unité espagnole ».

BARCELONE

de notre envoyé spécial

M. Pujol n'a pas caché devant les journalistes espagnols, allemands et français, réunis la semaine dernière dans la capitale catalane pour un colloque sur l'Europe (1), que « le nationalisme pouvait donner le pire comme le meilleur ». C'est donc le meilleur, a-t-il expliqué, qu'essaye de dépasser le gouvernement catalan en s'appuyant, à la fois, sur le riche passé historique nationaliste de cette région — qui, dès le quinzième siècle, exerçait de larges fonctions exté-

rieures — et sur l'Europe, qui devrait, espère M. Pujol, faire demain la place encore plus belle aux régions.

Le Parlement catalan a à présent discuté de toutes ces questions à l'occasion du traditionnel débat de politique générale de rentrée. Sur 138 députés catalans, seuls 3 élus de la Gauche républicaine (le parti historique, au pouvoir avant le déclenchement de la guerre civile) se sont prononcés pour l'indépendance. L'immense majorité souhaite poursuivre le débat autour du principe d'« autodétermination », a expliqué M. Pujol, en précisant que ce terme recouvrait la notion d'autonomie renforcée. En fait, cette région économiquement dynamique, qui doit accueillir les Jeux olympiques l'année prochaine, souhaite conserver pour elle-même les bénéfices de sa croissance. « Or elle estime, souligne un observateur sur place, que les flux financiers entre Barcelone et Madrid se font au détriment de la Catalogne. » Ainsi, dans le contexte actuel, l'esquisse d'une menace indépendantiste peut être une arme efficace dans le cadre de négociations pour une autonomie renforcée.

Les Catalans espèrent, par exemple, qu'un jour viendra où les trois polices existant actuellement — police nationale, garde civile (gendarmérie), police catalane — disparaîtront au profit de la seule police catalane. Pour l'heure, M. Pujol affirme haut et fort que la Catalogne est une « nation », mais que cette option pourrait lui permettre de bénéficier

d'une croissance renforcée au sein de l'Espagne, tout en développant sa politique d'expansion par la coopération avec d'autres régions européennes, notamment celles du pourtour méditerranéen. Au passage, M. Pujol a égratigné le gouvernement de Madrid, qui aurait montré quelque froideur européenne par le passé et en proclamant bien fort ses convictions et en optant systématiquement pour les directives tirant l'Europe vers le haut (notamment dans le domaine social), tout en espérant secrètement que la Grande-Bretagne de M^{rs} Thatcher viendrait ensuite, par derrière, remettre de l'ordre dans tout cela... « En Espagne, l'europhisme est relativement récent. Il y a vingt-cinq ans, nous étions très peu nombreux », rappelle-t-il, pour expliquer ce « double jeu », qui n'exclut pas, selon lui, par ailleurs, « les attitudes sincères ».

Le dossier de l'indépendance de la Catalogne est-il définitivement clos, dans un monde en plein mouvement ? Le président Pujol semble l'affirmer, tout en sachant que la population garde ce sentiment à fleur de peau. Le premier secrétaire du Parti socialiste catalan, M. Ramon Obiols, ne l'ignore pas non plus. Aussi souhaiterait-il présenter au Parlement une proposition de résolution ne fermant pas complètement la porte au principe de l'indépen-

dance. Il n'a pu finalement le faire et a donc exposé le contenu de cette résolution à la presse : résolution qui se prononce en faveur d'un système ouvert laissant le soin aux Catalans de décider, s'ils le souhaitent, de leur « niveau d'autogouvernement » en fonction des circonstances historiques. Autre signe qui prouve que si l'indépendance n'est vraiment pas à l'ordre du jour aujourd'hui, elle conserve des partisans un peu plus nombreux que les trois députés qui s'y sont montrés ouvertement favorables : un élu de la majorité, M. Max Canher, a expliqué que s'il ne votait pas pour la notion d'indépendance de la Catalogne, c'est parce qu'il était favorable à l'indépendance de tout le pays catalan, et que souhaitant le plus, il ne voulait pas voter pour le moins.

PIERRE SERVANT

(1) Cette rencontre était organisée par le Bureau international de liaison et de documentation (BILD), présidé par M. Joseph Rovani, son homologue allemand, la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, l'Office franco-allemand pour la jeunesse, la Generalitat de Catalogne, ainsi que par différentes associations de journalistes de Catalogne sur le thème : « Les responsabilités de l'Europe pour un nouvel ordre mondial ».

Blocus des principaux ports de la Croatie

Suite de la première page

Des bombes à fragmentation ont, en outre, été lancées sur la région de Konavle, bordée par le Monténégro — dont le chef de gouvernement, M. Milo Djukanovic, a dit espérer « en finir à tout jamais avec la vie en commun » avec les Croates. « Nous allons gagner la guerre qui est imposée contre les Croates, comme nous avons toujours vaincu de tels adversaires », a-t-il déclaré, selon l'agence yougoslave Tanyug. La télévision croate a, de son côté, montré mercredi soir un avion piloté par des forces armées de l'armée fédérale dans sa base située à l'embouchure de la rivière Sava, qui domine Dubrovnik. La ville et ses environs sont privés d'eau, d'électricité et de téléphone. Le couvre-feu a été décrété entre 20 heures et 4 heures GMT. Un peu plus au nord, les environs de la ville côtière de Zadar ont également été le théâtre de violents combats, qui ont fait une dizaine de blessés. Enfin, un garde national croate a été tué dans les environs de Nova Gradiska (260 kilomètres à l'ouest de Belgrade), à proximité de l'autoroute Zagreb-Belgrade, fermée à la circulation sur ce tronçon depuis plus d'un mois. La télévision croate a fait état de « plusieurs morts » dans les « rangs ennemis ».

Devant la dégradation constante de la situation, M. Tudjman a demandé l'envoi « immédiat » en Croatie d'une mission militaire pour empêcher la catastrophe naissante, dans une lettre adressée au président George Bush. Malgré les efforts de paix déployés par la Communauté européenne et les Etats-Unis, M. Tudjman relève « la mobilisation en Serbie dans le but d'intensifier l'agression contre la Croatie ». L'annonce ajoutée dans ce texte publié par l'agence croate Hina, fait ses derniers préparatifs pour attaquer les villes croates. Elle « va jusqu'à endommager des villes comme Dubrovnik et Split, classées patrimoine culturel de l'UNESCO, ou comme Zadar et Sibenik, où des monuments de catégorie A, selon les

critères de l'UNESCO, ont subi des dommages », écrit encore M. Tudjman, qui presse M. Bush de « prendre des mesures urgentes » et d'« envoyer immédiatement une mission militaire pour superviser l'évolution de la situation en Croatie ». Le président croate a lancé le même appel à lord Carrington, président de la Conférence de La Haye sur la Yougoslavie, et au ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek.

En visite à Rome mercredi, le président Tudjman s'est d'autre part déclaré prêt à lever les blocs des casernes de l'armée fédérale dans sa République dès qu'aura cessé le pillage de la Croatie par les forces de Belgrade. « Je confirme que les Croates sont disposés à lever le blocus des casernes des troupes étrangères », a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec les responsables italiens. Le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a précisé que, lors de l'entretien avec le dirigeant croate, le président du conseil, M. Giulio Andreotti, et lui-même avaient invité à faire un geste envers l'armée fédérale « afin d'éviter une escalade du conflit ». M. Tudjman devait être reçu jeudi au Vatican par le pape Jean-Paul II.

A Paris, le président slovène Milan Kucan a indiqué que M. Mitterrand, qu'il a rencontré mercredi, l'avait assuré du soutien de la France à l'indépendance de la Slovénie — qui doit entrer dans les faits lundi 7 octobre — « si c'est le peuple, si c'est la nation qui le veut ».

Enfin, la présidence collégiale yougoslave devait à nouveau se réunir jeudi à Belgrade en l'absence de deux de ses membres — le Croate Stipe Mesic, président de la Fédération, et le Slovène Janez Drnovsek. Cette réunion pourrait déboucher sur la proclamation de l'état d'urgence. Une réunion de la présidence ainsi incomplète avait déjà eu lieu mardi (Le Monde du 3 octobre). — (JFP, Reuters)

Primat d'honneur des 200 millions d'orthodoxes

Dimitrios I^{er} patriarche de Constantinople est mort

Mgr Dimitrios I^{er}, patriarche orthodoxe grec de Constantinople, à ce titre primat d'honneur des 200 millions de fidèles orthodoxes dans le monde, est décédé à l'âge de soixante-dix-sept ans, jeudi 3 octobre, des suites d'une crise cardiaque, à l'hôpital américain d'Istanbul, où il avait été admis lundi 30 septembre après un premier infarctus (Le Monde du 1^{er} octobre).

Lorsque le saint synode de l'Eglise grecque orthodoxe s'est réuni à Constantinople, le 13 juillet 1972, pour élire un successeur au célèbre patriarche Athénagoras, décédé le 7 juillet précédent, Dimitrios Papadopoulos était le dernier de la liste des douze évêques participants soumise aux autorités turques. Celui-ci ont écarté le favori, Mgr Meliton, bras droit d'Athénagoras, et récusé la plupart des candidats du saint synode. C'est ainsi que le dernier de la liste, le plus jeune — cinquante-trois ans — et celui qui avait le moins d'expérience politique, a été élu, après trois jours de délibérations, 269 archevêques de Constantinople et patriarche oecuménique.

Ces circonstances ont pesé lourd sur le règne de dix-neuf ans de Dimitrios I^{er}. Autant son prédécesseur Athénagoras était un homme d'état et d'envergure, menant avec le pape Paul VI rencontré à Jérusalem, le 4 janvier 1964, une réconciliation historique après neuf siècles de schisme orthodoxe-catholique et d'anathèmes, autant Dimitrios laissera le souvenir d'un patriarche effacé et intérieur, surtout estimé pour ses qualités spirituelles.

Dialogue avec Rome

Il lui a fallu attendre quinze ans pour pouvoir sortir du Phanar, sa résidence de Constantinople, et entreprendre un voyage à l'étranger qui, en 1987, l'a conduit auprès des patriarches de toutes les Eglises orthodoxes, ainsi qu'à Rome auprès de Jean-Paul II — qu'il avait déjà reçu à Istanbul en novembre 1979. — A Londres auprès de Mgr Francis, archevêque de Canterbury, ainsi qu'à Genève, au siège du Conseil oecuménique des Eglises.

Dimitrios I^{er} a maintenu contre vents et marées les grandes orientations de son prédécesseur : sortir l'orthodoxie de son contexte oriental et de son émiettement international ; maintenir le dialogue largement ouvert avec toutes les confessions chrétiennes. Si le concile « panorthodoxe », dont le projet avait été lancé par Athénagoras, n'a toujours pas vu le jour, Dimitrios en a accéléré la préparation. Le concile prévoit une nouvelle organisation canonique de l'Eglise orthodoxe, qui ne compte pas moins de huit patriarches et une trentaine d'Eglises locales, nées notamment de la diaspora et toutes jalouses de leur autonomie.

Des querelles d'autorité et de préséance ont ainsi émaillé son règne. Reprochant au patriarche de Moscou d'avoir accordé le statut d'« autocephalie » à l'Eglise des Etats-Unis (5 millions de fidèles, notamment des émigrés russes), le patriarche Dimitrios avait ostensiblement boudé, en 1988, les célébrations à Moscou du millénaire de l'Eglise russe.

Les deux rencontres du pape et du patriarche de Constantinople, en 1979 au Phanar et en 1987 au Vatican, ont permis l'ouverture d'un dialogue théologique approfondi entre les Eglises catholique et orthodoxe. Mais elles n'ont rien réglé la divergence principale, qui demeure celle de la « primauté » de l'évêque de Rome, que les orthodoxes sont prêts à admettre, tout en rejetant l'« infallibilité » et le principe d'une « juridiction directe » du pape dans leurs Eglises nationales. Le réveil des catholiques « uniates » (détachés de l'orthodoxie) en Europe de l'Est et en Orient, ainsi que certaines initiatives de Jean-Paul II sur le Vieux Continent ont fait renaitre des réflexes de méfiance.

H. T.

[Né le 8 septembre 1914 à Constantinople, Dimitrios Papadopoulos a fait ses études au lycée impérial de Galatasaray puis au fameux monastère de Chalki, qui a formé la plupart des théologiens et évêques orthodoxes. Il a été ordonné prêtre le 29 mars 1942. De 1945 à 1950, il a exercé son ministère à Ténédos. Sacré évêque le 9 août 1964, avant d'être élu archevêque de Constantinople le 16 juillet 1972, il était, depuis le mois de février précédent, archevêque d'Istanbul et Tenedos, deux îles cédées à la Turquie après la première guerre mondiale et habitées par des Grecs.]

SAA : L'AFRIQUE DU SUD AU PLUS VITE ET SANS ESCALE.

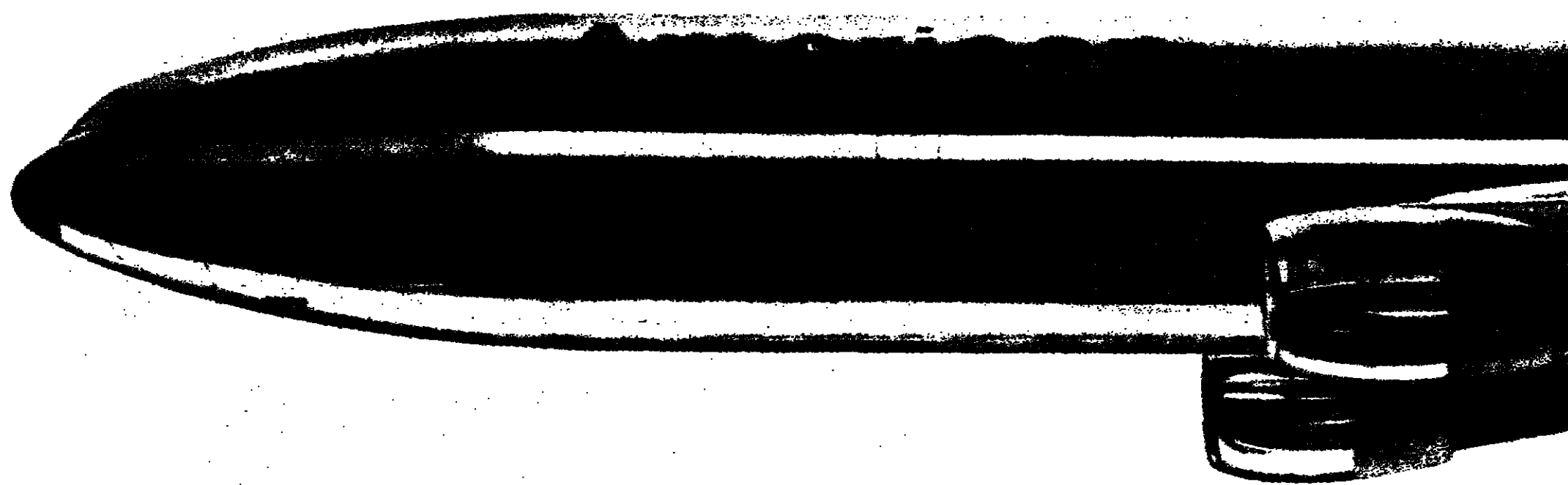
Le vol le plus rapide et le seul sans escale pour Johannesburg, tous les mardis au départ d'Orly-Sud. Une exclusivité SAA qui s'ajoute au vol direct du dimanche. SAA, un service à la réputation légendaire. La « Carte Prestige » réservée aux passagers réguliers. De nombreux avantages exclusifs

offerts en Afrique du Sud à tous les passagers internationaux de SAA (hébergement, location de voitures...). Des tarifs spéciaux sur tout le réseau intérieur. Des correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux « Travel Magazine ».

Paris-Orly	Mardi	Départ	19h25	Dimanche	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h00

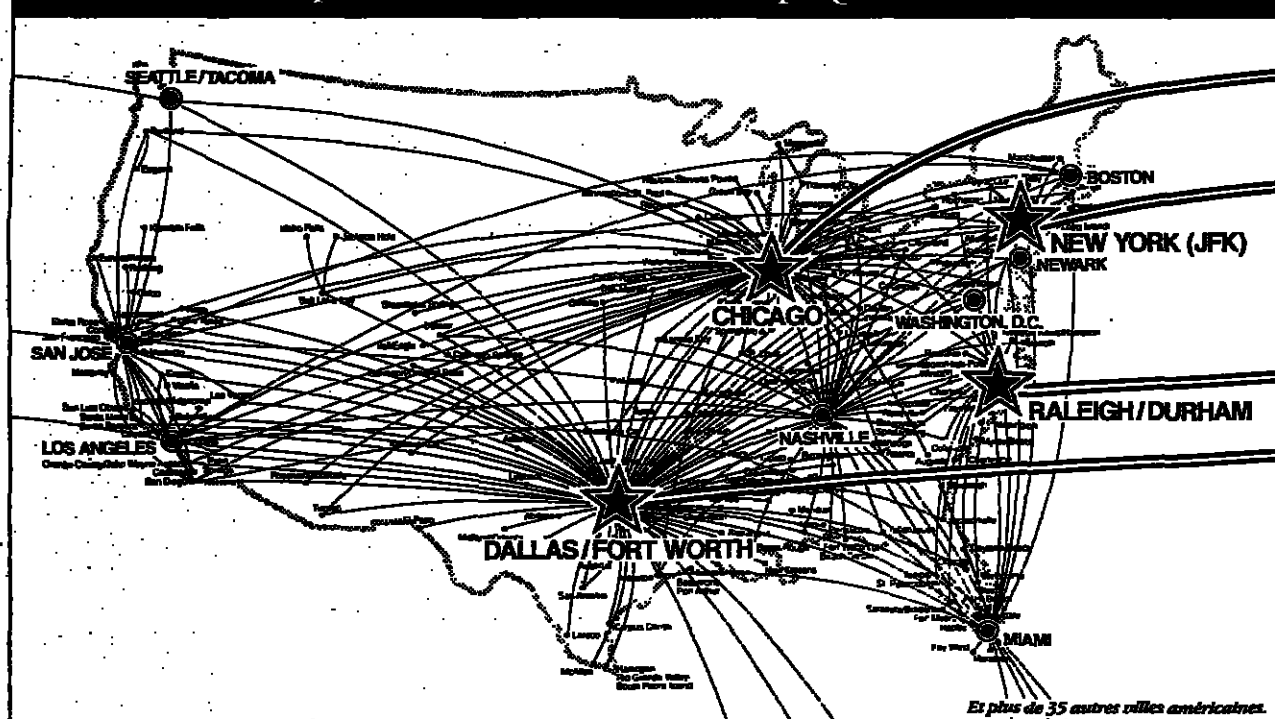
SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03



L'Amérique d'American

Il n'y a qu'une compagnie qui soit capable de vous offrir toute l'Amérique. C'est American Airlines. American Airlines vous propose plus de vols pour les U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne.



Aujourd'hui, beaucoup de compagnies vous proposent un service non-stop pour les U.S.A. mais une fois arrivé à destination, ce service s'arrête là.

Pour continuer votre voyage, il faut vous adresser à une autre compagnie et tout recommencer à zéro...

Sauf si vous prenez American Airlines.

Prenez American depuis Paris

Non seulement American vous propose tous les jours des vols non-stop de Paris à New York (JFK), Chicago, Dallas/Fort Worth et Raleigh/Durham, mais également 270 autres destinations.

Pour aller à Dallas/Fort Worth, départ de Paris (Orly) à 10h10* et arrivée à 14h15.

Pour New York (JFK), départ à 12h50* et arrivée à 15h15.

Pour Chicago, départ à 13h30* et arrivée à 16h05. Et pour Raleigh/Durham, départ à 15h00* et arrivée à 18h05.

A chaque étape, vous trouverez les correspondances qu'il vous faut.

De Chicago par exemple, American propose plus de 450 vols non-stop en semaine.

De plus, depuis Dallas/Fort Worth, American propose plus de 500 vols quotidiens non-stop.

*Départ 1 heure plus tôt du 29/09 au 26/10 - horaires susceptibles de modifications sans préavis.

Prenez American pour plus de 270 villes Sans changer de compagnie, American vous emmène



Tous les jours des vols non-stop pour New York (JFK) et en direct.

dans plus de 200 villes en Amérique, en plus des 70 réparties au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, en Asie et dans le Pacifique.

American pour le travail et le plaisir

Avec American, vous pouvez vous rendre dans d'importants centres d'affaires tels que Los Angeles, San Francisco, Houston, Denver, Boston, Miami, Atlanta, New Orleans et Washington D.C.

Ainsi que les principaux centres d'affaires internationaux comme Montréal, Mexico, Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago et Tokyo.

Et des destinations excitantes pour les vacances : Las Vegas, Acapulco, Orlando, Palm Springs et Hawaii.

Cartes d'embarquement à l'avance pour tous vos vols.

Nous pouvons bloquer votre numéro de siège jusqu'à 11 mois à l'avance et vous délivrer les cartes d'embarquement 30 jours avant votre départ pour tous vos vols sur American.



Miami : Le soleil, la mer, le sable aux portes de l'Amérique Latine.

Le service "Flagship" international

En Première Classe comme en Classe Affaires, vous apprécierez notre cuisine primée, nos grands crus, notre service personnalisé, nos luxueux fauteuils en cuir et laine d'agneau.

En Première Classe, vous pourrez aussi profiter d'un écran vidéo personnel vous offrant ainsi un large choix de films.

Un privilège d'American

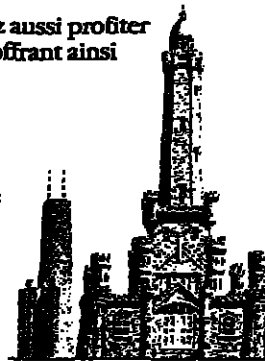
Si vous allez aux U.S.A. en Classe Affaires, vous voyagerez en Première Classe sur tous les vols intérieurs d'American.

AAdvantage®

Seule American vous offre le programme AAdvantage, le premier - et toujours le meilleur - programme de fidélisation.

Avec chaque vol, vous obtenez des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassé soit en Classe Affaires soit en Première Classe ou d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Appelez simplement American et nous vous inscrirons instantanément.



Chicago : Non-stop depuis Paris et à quelques heures seulement des principales villes américaines.

Prenez American pour l'Amérique

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris - Ile de France) ou 05 23 00 35 (Province).



Dallas/Fort Worth : La porte de l'Ouest américain.

American Airlines

EUROPE

URSS

Rêves de privatisation
aux usines Kirov de Saint-PetersbourgSAINT-PETERSBOURG
de notre envoyé spécial

La roue tourne. Ici, aux usines Kirov de Saint-Petersbourg, qui était alors Petrograd, Lénine a prononcé, en 1917, son célèbre discours sur les tâches du prolétariat dans la révolution. Ici encore, il est venu soutenir les ouvriers en lutte contre l'armée blanche, celle des « bandits », menée par Krasnov-Keranski, comme le proclame une plaque apposée sur le mur du laminoir. Ici, aux usines Kirov, synonymes de l'épopée industrielle soviétique, on pense maintenant à la privatisation.

C'est un ensemble géant d'usines, comme il en existe plusieurs à Saint-Petersbourg et autour. Vingt mille personnes y sont employées. Les ateliers, plus d'un million et demi de mètres carrés, s'étendent sur une zone de quatre cents hectares. Ce fut aussi le pôle industriel de la Russie, puis de l'Union soviétique, puis de nouveau de la Russie, battant au rythme de l'histoire depuis près de deux siècles.

Après l'atelier de ferronnerie créé ici en 1801, les ateliers de fonderie qui lui succèdent sont — déjà — une usine d'Etat. Jus- qu'à ce que l'ingénieur Poutilov l'achète en 1868 et en fasse l'usine de pointe du siècle finis- sant : (rails, wagons...). Les usines Poutilov — c'est alors leur nom — fabriquent bien sûr des canons pendant la première guerre mondiale. Elles s'adjoi- gnent au début du vingtième siècle des chantiers navals.

Ruptures
d'approvisionnement

Devenue l'une des plus grandes usines de la Russie au début du siècle, l'usine Poutilov est nationalisée après la révolution. Dans les ateliers de Poutilov-Rouge, son nouveau nom avant que Kirov, mort, ne lui donne le sien, ouvriers et ingé- nieurs démantellent un tracteur Ford et fabriquent, au prix de cette audacieuse opération d'es- pionnage industriel, et grâce à leur grande habileté, le premier tracteur soviétique.

Pendant la seconde guerre mondiale, les ateliers, évacués dans l'Oural, se consacrent à la fabrication de chars et du maté- riel de guerre. A Leningrad, même durant le blocus, l'usine répare les chars et fabrique des fusils. Les installations Kirov garderont longtemps cette empreinte militaire : les der- nières fabrications destinées à l'armée n'ont pris fin qu'en 1990.

Aujourd'hui, les productions des usines vont du laminage aux articles de consommation courante (appareils électroména- gers...) en passant par la ferron- nerie, les turbines, le matériel de chemins de fer et, bien sûr, l'emblème : les tracteurs. Des

tracteurs de grande puissance désormais (jusqu'à 310 ch), les Kirovets, fabriqués depuis 1964, destinés aussi bien à l'agricul- ture que, sous des formes variées (légers, engins de tra- vail publics, de transport...) à l'industrie.

Depuis quelque temps, les chaînes s'arrêtent parfois, faute d'approvisionnement en telle ou telle pièce. Le laminoir connaît le même sort car le métal man- que de temps à autre. Les usines Kirov sont liées à vingt mille entreprises sous-traitantes dans toute l'URSS. Les sousre- sauts de l'empire s'y font nécessairement sentir. D'une autre façon encore : le Kirovets- 701 destiné à l'agriculture, 54 000 roubles sur le marché intérieur, a augmenté de 90 % en un an. Le modèle 702 pour l'industrie coûte désormais 120 000 roubles.

Le long de la chaîne arrêtée des tracteurs agricoles, les ouvriers discutent par petits groupes. La chaîne des 702, appelée à compenser la baisse de production prévisible des tracteurs agricoles, est en mou- vement.

Ici, comme dans le reste de la Russie, le Parti communiste n'exerce plus son activité à l'in- térieur des usines depuis que Boris Eltsine en a décidé ainsi. Sergueï, tourneur ajusteur, n'a pas de tête noire ou rouge. Il trouverait anormal que l'activité du PC soit interdite, tout comme celle de n'importe quelle autre formation politique. Pour lui, « le communisme, ce n'est pas le meilleur ». Il n'a pas aimé que le maire de la ville, Anatoli Sobtchak, après le coup d'Etat du 19 août, s'empare de ses locaux du Parti communiste.

Pourtant, il est allé aux mani- festations de protestation. S'il avait fallu défendre la mairie contre l'armée, il l'aurait fait. Mais il n'est pas totalement tranquille. Il a beau être « pour le changement, bien sûr », il a peur de voir les dirigeants démocra- tiques d'aujourd'hui se comporter un jour comme les dirigeants communistes d'hier. Pour en un mot de voir « l'histoire de mon pays, que je connais bien, se répéter ». « Le grand problème, dit-il encore, c'est que notre peuple n'a pas l'habitude de se soumettre aux lois. »

Aux usines Kirov, on dit que le personnel possède déjà, de fait, 20 % de l'entreprise par suite d'un autofinancement pré- levé sur le bénéfice, commencé en 1989. Ce n'est qu'une ébauche en principe. Sergueï qui, pour l'instant, gagne 550 roubles par mois et quelquefois double son salaire à coup d'heures supplé- mentaires, attend comme beau- coup d'autres de savoir quand et comment il aura ses actions des usines Kirov privatisées au profit du personnel. Et à quel prix.

MICHEL KAJMAN

Les forces armées de l'opposition
vont se retirer
de la capitale géorgienne

Les chefs des principales forces armées de l'opposition ont décidé, mercredi 2 octobre, de retirer « d'ici à quelques jours » leurs troupes — plusieurs centaines d'hommes — de Tbilissi.

Ces forces sont la garde nationale, dont la majeure partie des effectifs s'est rebellée contre le président de la République, Zviad Gamsakhourdia, et les hommes du président de la société Merab Kostava. Dans une déclaration faite mercredi au siège de la télévision, occupé depuis plusieurs semaines par les « rebelles », les deux responsables de ces forces armées, MM. Tengiz Kitovani et Vaja Adamia, ont cependant souligné qu'ils se réservaient le droit de revenir à Tbilissi si « des représen- tations » contre les dirigeants de l'opposition étaient ordonnées après leur départ. M. Kitovani a laissé entendre que, dans une telle hypothèse, il passerait « immédiatement » à l'attaque « au nom du peuple ». M. Kitovani a indiqué à ce propos que la garde nationale resterait « dans des environs » de Tbilissi, mais a tenu à préciser que l'endroit précis où elle sera déployée.

L'annonce du retrait des troupes de l'opposition est intervenue à la veille de l'expiration d'un nouvel « ultimatum » du président de la République. Lundi, M. Gamsakhourdia avait en effet donné à l'opposition jusqu'à jeudi midi pour remettre ses armes aux auto- rités locales.

Un wagon rempli de munitions a, d'autre part, explosé mercredi à Tbilissi, faisant une vingtaine de

blessés. Un incendie s'est déclaré dans des circonstances encore inconnues, dans un train militaire qui circulait sur la ligne Tbilissi-Moscou. Les pompiers n'ont pu arriver à temps pour empêcher l'explosion du wagon, qui était rempli de missiles sol-sol. Les vic- times, dont certaines ont été grièvement blessées, sont des habitants de Tbilissi attendant un autobus ou se dirigeant vers le métro. Si le service de presse de la présidence de la République affirme que l'ex- plosion a été provoquée par l'op- position, celle-ci a formellement rejeté ces accusations. — (AFP)

La réorganisation du KGB

M. Primakov veut collaborer avec la CIA

Le nouveau chef des services de « renseignement extérieur sovié- tique », M. Evgeni Primakov, a exprimé, mercredi 2 octobre, le souhait d'une collaboration des espions soviétiques et américains, après des décennies de guerre froide. « Nous avons besoin d'une réorganisation et elle aura lieu », a-t-il déclaré au cours d'une confé- rence de presse. Mais cette réor- ganisation doit se faire de la manière « la plus indolore possi- ble », en évitant de causer un « préjudice moral » au KGB.

M. Primakov a également indi- qué que s'il était pour l'instant subordonné au chef du KGB, M. Vadim Bakatine, l'objectif à terme était de développer des services de renseignement exté- rieur et d'en faire un organe séparé, distinct du KGB.

Poursuite des tractations en vue
de la création d'une union économique

Trois Républiques de l'ex- URSS, le Kazakhstan, l'Ouzbékis- tan et la Biélorussie, ont signé mercredi 2 octobre un accord sur la création d'un nouvel espace économique commun, ont rap- porté les agences de presse RIA et Interfax.

Ces trois Républiques étaient représentées à la réunion d'Alma- Ata, où douze Républiques s'étaient mises d'accord, lundi, sur le principe d'un accord sur une zone de coopération écono- mique, qui préfigure peut-être une nouvelle union économique.

Le projet d'accord devait être soumis jeudi au président russe, M. Boris Eltsine, qui se repose à

Sochi sur la mer Noire. L'un des proches conseillers de M. Eltsine, M. Sergueï Stankevitch, a estimé, mercredi, dans une interview à la télévision russe rapportée par l'agence Tass, que la Russie devrait proclamer son indépen- dance afin de ne pas se retrouver en porte à faux avec les autres Républiques, où le processus d'acquisition de la souveraineté d'Etat est déjà très avancé.

La Russie, a également déclaré M. Stankevitch, pourrait devenir « l'héritière » des droits et struc- tures de la défunte URSS, en concertation avec les autres Républiques. Cette concertation doit notamment porter sur le contrôle des armes nucléaires, a-t-il dit. L'ancienne Union soviétique transformée en une Union d'Etats indépendants. — (Reuter, AFP)

□ Au Tadjikistan, le Parlement interdit de nouveau le Parti communiste. L'opposition démocrati- que a remporté, mercredi 2 octo- bre, une deuxième victoire au Tadjikistan (Asie centrale) en obte- nant du Soviet suprême la suspen- sion des activités du Parti commu- niste républicain et de son « successeur », le Parti socialiste. L'opposition, qui manifeste depuis une dizaine de jours devant le Parlement contre le remplacement de son président, M. Kadriddin Aslonov, par un communiste conservateur, Rahmon Nabiev, avait déjà obtenu lundi la levée de l'état d'urgence instauré le 23 sep- tembre sur le territoire. Une élec- tion présidentielle au suffrage uni- versel direct doit avoir lieu dans cette République à la fin du mois d'octobre. — (AFP)

Enigmes
roumaines

Suite de la première page

Il les désigne nommément : la vieille nomenclature communiste et son instrument, l'ancienne Securitate, cavale vers le non de la vice-présidence d'information (SRI). M. Roman demande aujourd'hui la tête du chef du SRI, M. Virgil Magureanu, et du représentant de la tête de la garde du parti, le pré- sident du Sénat, M. Alexandre Bar- bulescu, chargé depuis longtemps des violentes attaques contre M. Roman.

C'est vrai, le dynamisme pre- mier ministre commençait à « faire le ménage ». Début septembre, il limoge plus de cent fonctionnaires locaux corrompus. Il fit tomber des lésés au ministère de l'agricul- ture. Fin juillet, des « officiers de la Securitate » réactifs ont aussi été remerciés.

Mais — involontairement ? — le chef du gouvernement roumain a peut-être très récemment fait déborder le vase, menaçant de noyer politiquement le président Ion Iliescu et ses alliés. Commentant peut-être la même erreur que Nicolae Ceausescu avant sa chute, il revendique, plus ou moins ouvertement, à Bessarabie, la Moldavie qui, roumaine jusqu'à la dernière guerre, ne veut plus être soviétique. Brisant, à Bucarest comme à Moscou, un tabou de cinquante années, M. Roman vient de déclarer en substance au quoti- dien viennois Die Presse que la Roumanie était « disponible » pour une réconciliation avec la Molda- vie. M. Roman a aussi déclaré, le 11 septembre à Sofia, que son pays envisageait de réexaminer le traité d'amitié avec l'Union sovié- tique (qui reconnaît les frontières actuelles) signé en avril dernier à Moscou par un Ion Iliescu tout souriant.

Le rôle
de l'ex-Securitate

Causa belli ? Pour peu que l'hy- pothèse de la « manipulation » des mineurs, notamment à cause de l'explosion du dossier moldave, soit la bonne, une dernière chose semble étrange. Comme lors de la révo- lution de décembre 1989, une « diversion » détourne l'attention de la Moldavie vers Budapest : le jour de l'arrivée des mineurs, on apprend qu'un gouvernement en exil pour la Transylvanie (région de Roumanie peuplée de Hongrois et qui oppose Bucarest et Buda- pest) a été créé en Hongrie. Ven- dredi 27 septembre, une fois qu'à Bucarest la situation est sous contrôle, ce gouvernement, qualifié de « provocateur » à Budapest, s'autodissout opportunément.

Bref, on peut trouver quelques raisons à une « manipulation » visant à éliminer M. Petre Roman. Mais à Bucarest certains n'ex- cluent pas que la manœuvre vise à mieux lancer sur orbite pour les prochaines élections Petre Roman et son parti, qui étaient solidai- rement impliqués dans la crise éco- nomique. D'autres pensent même qu'il s'agit de permettre la for- mation d'un gouvernement d'union nationale par Petre Roman, mais que le scénario a été dérapé à cause de la réalisation imprévue de certains mineurs. Mais tout le monde, sauf le chef des services secrets, croit à une « manipulation ».

Pourquoi ? D'abord parce que les mineurs du Jiu sont encore vraisemblablement contrôlés par des agents de l'ex-Securitate, du nouveau SRI. En août 1977, les mineurs firent brutalement Nicolas Ceausescu à se rendre dans la vallée du Jiu pour accepter leurs revendica- tions. La reprise en main par la Securitate fut ferme : élimination en douceur des leaders, infiltra- tion. Après la révolution, les hommes de la Securitate, intégrés au nouveau SRI, continuèrent à bien- ment contrôler les milliers de mineurs du Jiu, isolés, abrutis par un travail épuisant et dangereux, et par l'alcool. Leur première des- cente de juin 1990, bien organisée et précédée d'attaques contre l'op- position, le montre. Aujourd'hui, le chef du SRI reconnaît qu'il savait depuis août que la vallée du Jiu grondait. M. Roman se plaint de ne pas en avoir été informé.

Selon le quotidien d'opposition Romania Libera, le chef du SRI a déclaré avoir été en contact télé- phonique permanent avec le leader des mineurs, M. Mircea Cosma, depuis leur rencontre « en juin 90 ». Pour se préoccuper des problèmes sociaux, bien entendu. « La hausse des prix, un mécontente- ment réel, des problèmes sociaux, particulièrement graves », insistait, pour expliquer l'arrivée spontanée des mineurs, M. Virgil Magureanu, plus prompt d'habitude à déceler la « main hongroise ». M. Mircea Cosma, l'énigmatique leader des mineurs, semble, lui, bénéficier de protections. L'enquête du parquet, un des bastions de la Securitate, sur l'accident mortel, suivi de délit de fuite, qu'il a provoqué en juin 1991 n'avance pas.

Les mineurs sont manipulables. Il peut exister de bonnes raisons de les manipuler. Mais l'ont-ils vraiment été ? L'énigmatisme des films des événements le laisse pré- senter. Bien payés, les mineurs du Jiu

sont tout de même mécontents, comme le reste de la population, de l'austérité de M. Roman et des promesses électorales. Mais la grève des mineurs est étrange. Malgré le 18 septembre après des négociations, le conflit s'enflamme lundi 23 septembre. Ils demandent une hausse de salaires, l'améliora- tion de leurs conditions de travail et la venue de M. Roman. Celui-ci ne vient pas, ce sont eux qui, le mercredi, font le voir. Etrange, car le mardi soir, dans un commu- niqué, M. Roman obéit, comme à son habitude, sur tout ou presque. Le jour de la chute de M. Roman, le président Iliescu reconnaît lui- même : « La plupart des problèmes étaient déjà réglés, et ce qui avait été discuté avec le gouvernement roumain reste valable. » Aujourd'hui personne n'est en mesure de préciser quels « problèmes » n'avaient pas été réglés.

Les faux mouvements
des mineurs

Les mineurs, dont les leaders jugent les mesures de M. Roman « insuffisantes », partent quand même en train pour Bucarest. Violen- tes si l'on en croit l'agence officielle. Rompre, tous ceux qui s'opposent à leur voyage sont matraqués — ils arrivent dans la capitale, profitant de l'effet de sur- prise. Prés de vingt-quatre heures plus tard, malgré les ordres formels du gouvernement, un nou- veau train de mineurs arrive. Comme si personne ne songeait à faire donner l'armée, ou à couper l'électricité. Autre faux mouve- ment : les mineurs de la gare du Nord, les premiers mineurs débarquent, mercredi 25 en fin de matinée, de façon inattendue, dans une gare généralement déserte, plus éloignée des curieux et bien connue de la Securitate parce que c'était celle de Ceausescu, la gare de Banasa. Les « gueules noires » marchent jusqu'au siège du gouvernement. De très maigres forces de police sont présentes. Trop maigres, parce que tout le monde sait que la situation est dangereuse.

Après deux heures d'attente assis sous le soleil, à 16 heures — trop précises ? — c'est l'attaque. Inattendue. Puis les mineurs, sou- tenus par des jeunes anticommu- nistes, vont se barricader pour la nuit sur la place de l'Université, voisine. Le lendemain, jeudi 26 septembre en début d'après- midi, les mineurs sont à nouveau devant le gouvernement. Mais l'ar- mée, déployée dans la nuit, sym- pathise même avec les manifest- ants. Les mineurs réussissent une nouvelle attaque. Du balcon du Palais de Victoria, leur leader, Miron Cosma, leur demande de rentrer chez eux pour éviter « beaucoup de sang » et puisque leurs revendications sont satis- faites. Puisque M. Roman a démissionné. Mais beaucoup de mineurs, radicaux par les jeunes anticomunistes, veulent main- tenir la tête de M. Iliescu.

Chacun croit alors que l'on diriger vers le palais du président. Nou- veau faux mouvement. A un car- four, les trois camions de tête prennent la direction du Parle- ment. Le leader des mineurs avait expliqué que les députés allaient « démissionner » le président. Aucune force de police n'est là pour protéger l'Assemblée. Le ministre de l'intérieur s'en expli- quait, pas très convaincant : « On ne savait que protéger l'Assemblée, le Sénat, au Cotroceni (le palais présidentiel). » A l'Assemblée, les députés s'excusent : il n'ont pas le pouvoir de renvoyer le président. La foule repart, non pas vers le palais de M. Iliescu, dont on exige pourtant la démission, mais — nouvelle erreur d'appréciation — vers la télévision qui, elle, est bien gardée. Les forces de l'ordre tirent même, pour la première et dernière fois, à balles réelles, immobilisant l'engin de chantier avec lequel les mani- festants enfoncent les grilles. Des renforts arrivent : les mineurs sont repoussés dans la soirée vers la place de l'Université, que la police évacue pendant la nuit.

Après cet échec, l'enthousiasme des « gueules noires » s'essouffie. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le premier train de mineurs repart vers la vallée du Jiu. Le troisième jour, vendredi matin, tous les mineurs ne sont pas d'ac- cord pour exiger la démission de M. Iliescu. Surtout pas leur leader, M. Miron Cosma, qui ne l'a jamais demandée. Celui-ci décide pourtant d'aller, pour la première fois, avec le reste des troupes, les plus acharnées, au palais de Cotro- ceni, très bien protégé. Mais, lâché — il courtivement, pour « remercier » le président Iliescu. A l'issue de l'entretien, le président signe un accord avec lui. Les mineurs doivent repartir. Mais ils ont couché sur le papier, la tête de M. Roman. Ils obtiennent aussi une visite dans les quarante-huit heures de M. Iliescu dans la vallée du Jiu, dont le « report », dès le lendemain, ne crée aucun remous. Contrairement à ce qui s'était produit pour M. Roman.

Vendredi après-midi, la horde repart vers Banasa. Mais quel- ques centaines de mineurs irréduc- tibles retournent place de l'Univer- sité. Ils tombent de fatigue, sont affaiblis. Contrairement à ceux qui partent, on ne leur livre pas de salami. Ils n'ont que le pain que leur donne une population un peu sympathisante, mais surtout attirée par les violences. Samedi vers 4 heures du matin, la police évacue la place de l'Université, les quelques centaines de mineurs ren- trent chez eux.

M. Iliescu est sauvé, M. Roman est tombé, provisoirement peut-être. Pourquoi ? Les mineurs redescendent, comme des mon- tagnes, dira un journaliste, dans leurs puits obscurs. Mais, à Buca- rest, bien des questions subsis- tent.

JEAN-BAPTISTE NAUDE

LE MONDE
diplomatique

Octobre 1991

- EUROPE DE L'EST : Réaménager les circuits commerciaux, par Marie Lavigne. — Les incertitudes de la voie bulgare, par Alain Gresh.
- ESPAGNE : Quand Madrid favorise le réveil andalou, par Philippe Baqué et Miguel Rojo. — L'Espagne lobotomisée, par Juan Goytisolo.
- JAPON : L'opinion publique américaine s'alarme des succès économiques japonais, par Serge Halimi.
- Les choix géographiques et sociaux de l'aide nippone, par Claude Lelanc.
- MADAGASCAR : Révolution ou restauration ? par Philippe Leymarie.
- ÉCONOMIE : Les services publics, ces parias de l'Europe, par Sylvain Hecberg. — Haro sur le salaire minimum, par Denis Clerc.
- DÉMOCRATIE : Intégrer la « zone » dans la ville, par Patrick Viveret.

En vente chez votre marchand de journaux - 13 F

هكذا من العمل

• Le Monde • Vendredi 4 octobre 1991 9

**Le progrès
ne vaut
que s'il
est partagé
par tous.**

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

هكذا من العمل

10 Le Monde • Vendredi 4 octobre 1991 •

BDDP

TGV, 10 ans. 180 millions de passagers.

TGV

Octobre 1991 :
10 ans de TGV.

Le TGV est le train le plus rapide du monde. Depuis 10 ans, le TGV a parcouru 400 millions de kilomètres, facilitant les déplacements de centre ville à centre ville sur 100 destinations dans toute la France. En 10 ans, vous avez été 180 millions chronométrés à

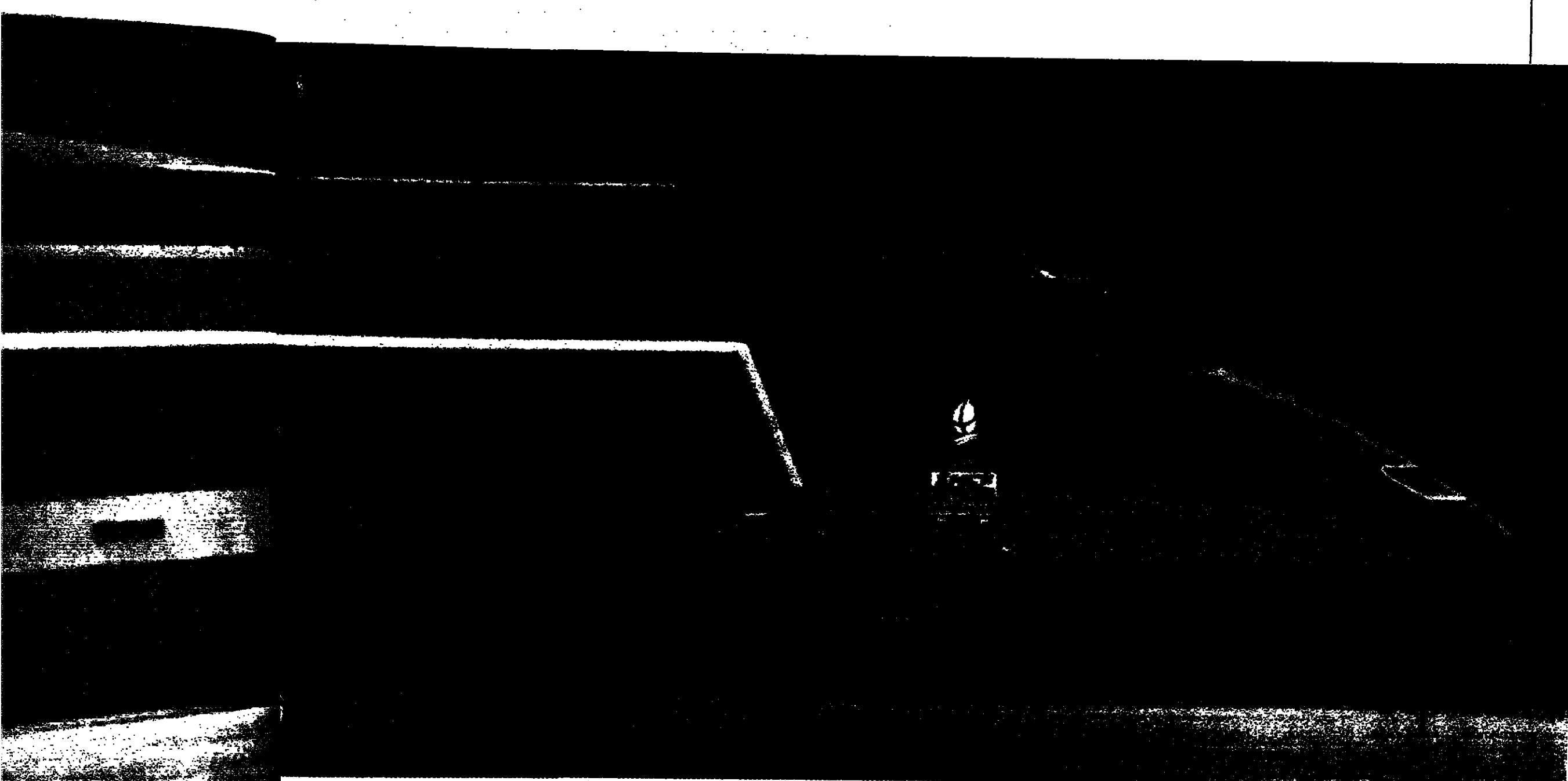
1993 :
Paris-Londres, 3h.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

هك من الفصل

ssagers.



1993:
Paris-Londres

300 km/h, dans 10 ans, vous serez 300 millions de plus à voyager à 300 km/h dans toute l'Europe. Aujourd'hui Paris-Lyon en 2 heures, demain Paris-Bordeaux, Paris-Cologne et Paris-Londres en moins de 3 heures. Les trains à grande vitesse s'apprêtent à

Demain.
l'Europe à 300 km/h.

construire l'Europe. Une liaison ira de Paris à Londres et une autre vers Bruxelles, Cologne, Amsterdam puis Francfort. La jonction de l'ensemble de ces lignes permettra la constitution du premier véritable réseau de train à grande vitesse dans le monde.

SNCF

PROCHE-ORIENT

Lors de la visite aux Etats-Unis
des trois principaux dirigeants de Beyrouth

Washington se serait engagé à garantir l'intégrité territoriale du Liban

M. Samir Geagea, le chef des Forces libanaises, a affirmé mercredi 2 octobre que la récente visite aux Etats-Unis de la «délégation présidentielle» qui a notamment rencontré le président Bush n'a abouti à «aucun résultat». En revanche, a-t-il ajouté, elle «a montré au monde la lutte pour le pouvoir, les conflits et les divergences qui existent toujours au plus haut niveau, alors qu'elle aurait dû donner l'image d'un Liban unifié».

BEYROUTH

de notre correspondant

Les trois présidents libanais, MM. Hraoui, chef de l'Etat, Karame, chef du gouvernement, et Husseini, président de l'Assemblée, ont été reçus par le président Bush à New-York, en sont revenus au terme d'une semaine de tractations tous azimuts, parfois ardues, avec les responsables américains, en ayant reçu promesse d'une lettre du président Bush garantissant la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, ce qui implique l'évacuation par Israël de la bande de territoire qu'il occupe dans l'extrême Sud libanais.

Le document dissocie, de plus, expressément la résolution 425 du Conseil de sécurité de la conférence sur la paix au Proche-Orient à laquelle le gouvernement libanais a accepté de participer, ce qui lui a valu de nombreuses critiques à Beyrouth, surtout en milieu chiite. Ces critiques ne sauraient cependant porter à grande conséquence, la Syrie ayant cautionné cette participation, notamment en incluant le Liban dans une pré-réunion à

cinq regroupant au sommet les quatre pays arabes frontaliers d'Israël (Egypte, Jordanie, Liban, Syrie) et les Palestiniens.

Quand la mise en œuvre de la résolution 425 interviendra-t-elle? «Dieu seul le sait...», a répondu le secrétaire d'Etat américain adjoint, M. John Kelly, qui venait pourtant de mettre au point la toute de l'engagement du président. Ce pourrait être théoriquement avant la paix au Proche-Orient. Ce pourrait être tout aussi bien, sinon plus probablement, dans le cadre de cette paix, et, manifestement, telle est l'idée qui prévaut à Washington, où l'on pense que, si les frontières du Liban ne sont effectivement pas à négocier, leur rétablissement demeure lié au processus général de règlement. Une «année probatoire» de pacification du Sud est aussi nécessaire, laisse-t-on entendre à présent à Washington, avant qu'il soit possible de demander quoi que ce soit à Israël.

Les trois présidents libanais avaient un autre sujet majeur sur leur agenda new-yorkais: l'aide à la reconstruction du Liban. Là aussi, ils n'ont pas obtenu exactement ce qu'ils voulaient, mais des formules compensatoires utiles. En effet, le Fonds d'aide au Liban n'a pas été constitué pendant leur séjour, mais il devrait l'être en octobre. Trois pays arabes importants sur le plan financier y ont annoncé leur contribution: l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït. Les Etats-Unis sont intervenus auprès des pays riches, notamment l'Allemagne et le Japon, pour qu'ils y souscrivent: eux-mêmes, en raison de leur législation, apporteront plutôt une aide bilatérale.

LUCIEN GEORGE

A la demande du président Bush

Le Congrès accepte de repousser au début de 1992 l'examen des garanties d'emprunts souhaitées par Israël

Le département d'Etat s'est félicité mercredi 2 octobre de l'acceptation par le Congrès du report au début de 1992 de l'examen des garanties d'emprunts bancaires demandées par Israël, report qui avait soulevé un tollé lorsqu'il avait été annoncé par le président Bush le mois dernier.

Cette acceptation, qui ne faisait plus de doute depuis deux semaines environ, s'est matérialisée mercredi lorsqu'une nette majorité de parlementaires s'est prononcée en sa faveur. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, s'est peu après félicitée, dans un communiqué, de cette attitude conforme aux «meilleurs intérêts des jeunes historiens de paix» au Proche-Orient.

A New-York, M. David Lévy, ministre israélien des affaires étrangères, a qualifié cette décision de «petit nuage» obscurcissant les

relations de son pays avec les Etats-Unis. Il s'est voulu optimiste, sûr que «le moment venu» le feu vert à ce prêt serait donné. M. Lévy a reconnu cependant que ce report — une «étrange décision» — faisait se poser «beaucoup de questions» à Israël. «Mais nous ne les poserons pas», a-t-il ajouté, expliquant qu'il ne voulait pas aller à l'encontre d'un «ami comme les Etats-Unis».

Pour sa part, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fares Boueiz, a déclaré mercredi que la conférence de paix au Proche-Orient se tiendrait à la mi-novembre dans l'une des trois villes suivantes: Lausanne, Zurich ou La Haye. Tandis que les contacts se poursuivent à l'échelle internationale pour éliminer les derniers obstacles à la convocation de cette conférence — elle devait être au centre des discussions du président Moubarak avec le roi Fahd d'Arabie saoudite, jeudi à Djeddah — le mouvement de la résistance islamique Hamas, actif dans les territoires occupés, a appelé mercredi à Amman au développement de l'intifada dans les territoires occupés afin de faire échouer «cette réunion qui vise à la liquidation de la cause palestinienne».

On apprendait par ailleurs au Caire que les autorités israéliennes avaient demandé à l'Egypte d'annuler la résolution de l'ONU de 1975 assimilant le sionisme au racisme. Mais, selon M. Boutros Ghali, le vice-premier ministre égyptien aux relations extérieures, l'examen de cette question «devrait être reporté jusqu'après la tenue de la conférence de paix, en raison de l'absence d'un consensus arabe à ce sujet et afin de ne pas créer des divisions au sein du monde arabe». — (AFP-AP)

Dans la vieille ville de Jérusalem

Une touriste allemande est tuée

Une touriste allemande a été tuée et une autre a été blessée à coups de couteau mercredi après-midi 2 octobre dans la vieille ville de Jérusalem, près de la porte de Damas. Selon le porte-parole de la police israélienne, l'agresseur, qui n'a pas été identifié, a grièvement blessé à la hanche une touriste allemande, âgée de 22 ans, qui se trouvait dans un café avec une de ses amies. Il s'est ensuite rendu dans un restaurant voisin, où il a poignardé à la poitrine une autre Allemande d'une cinquantaine d'années. Cette dernière, qui était attablée avec un groupe de touristes, est morte de ses blessures. L'agresseur, portant une barbe, a réussi à prendre la fuite dans les ruelles de la vieille ville. Une soixantaine de personnes, se trouvant sur les lieux de l'attentat, sont interrogées par les enquêteurs. D'autre part, deux soldats israéliens ont été légèrement blessés à coups de couteau jeudi matin à Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie. — (AFP)

AFRIQUE

ZAIRE: injurié par le nouveau premier ministre

Le président revient sur le compromis qui le lie à l'opposition

Le président Mobutu a déclaré mercredi 2 octobre à des ambassadeurs occidentaux qu'il allait revenir sur la nomination de l'opposant Etienne Tshisekedi au poste de premier ministre et qu'il conserverait le contrôle de l'armée.

«M. Tshisekedi n'est pas viable», a déclaré le président, selon des sources diplomatiques occidentales. Il ne m'informe pas de ce qu'il fait. Je reste le chef de l'armée. M. Mobutu, qui rencontrait les ambassadeurs des Etats-Unis et de la CEE, a ajouté qu'il allait peut-être remplacer M. Tshisekedi par M. Nguzza Kari Bond, un autre dirigeant de l'opposition, ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères.

M. Tshisekedi avait affirmé le même jour qu'il ne partagerait pas le pouvoir avec M. Mobutu, qu'il avait traité de «monstre humain» (nos dernières éditions du 3 octobre). La rivalité entre les deux

hommes menace d'effondrement le gouvernement d'union nationale, avant même sa formation. La conférence nationale qui devait se tenir mercredi et investir le nouveau gouvernement a été reportée «au courant de la semaine prochaine», a annoncé la télévision.

«Accord violé»

Auparavant, le porte-parole de la majorité présidentielle, M. Ngoy Ndonga, avait déclaré que M. Tshisekedi avait «violé l'accord conclu entre la majorité présidentielle et l'opposition par ses déclarations intempestives et en décidant de convoquer la conférence nationale avant d'être investi par l'Assemblée nationale». La majorité présidentielle a diffusé un communiqué dans lequel elle dénonce «une manœuvre sordide de taille, avec la complicité des forces étrangères, qui veut nous pousser à un coup d'Etat civil». «Le pays, poursuit ce communiqué, est venu aux

enchères avec la complicité de M. Tshisekedi».

L'Agence américaine pour le développement international a prié mercredi ses quatre derniers employés présents au Zaïre de quitter le pays, en raison de la situation «explosive», selon des responsables de l'agence. Des soldats de la garde présidentielle ont commencé le même jour à se déployer autour de l'hôtel Intercontinental, où résident la plupart des étrangers restés dans le pays.

La France a envoyé à Kinshasa un avion transportant 35 tonnes d'aide humanitaire. De son côté, la Belgique a posé comme condition à la reprise de sa coopération avec le Zaïre la poursuite de la démocratisation et un «redressement crédible et sérieux de tout le secteur socio-économique». «Nous espérons trouver un nouvel interlocuteur qui repose sur une assise démocratique incontestable», a précisé le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. — (AFP, Reuters, AP)

MAURITANIE

Un sixième parti politique est autorisé

Le ministre de l'Intérieur a autorisé, mercredi 2 octobre, la création d'un sixième parti politique, l'Union des forces démocratiques (UFD). Cette formation, qui compte quatre anciens ministres, est présidée par M. Hadrami Ould Khatry et a pour secrétaire général M. Messaoud Ould Boulkheir. Elle semble constituer la plus sérieuse opposition au parti dit «du président», le Parti républicain démocratique et social, que dirige l'ancien ministre de l'Intérieur, Cheikh Sid'Ahmed Ould Baba. — (AFP)

MOZAMBIQUE: 60 morts

lors de l'attaque d'un village. — Les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) ont tué, mardi 1^{er} octobre, soixante villageois dans la province de Gaza, dans le sud du pays, rapporte l'agence officielle d'information. Une quarantaine de personnes auraient été blessées et une centaine auraient disparu. Les négociations entre le gouvernement et la RENAMO doivent reprendre prochainement à Rome, sous l'égide de l'Italie. — (AFP)

Les relations entre Paris et Kinshasa

Mobutu ou le chaos?

La France «étudie les modalités d'un désengagement progressif» de ses troupes intervenues au Zaïre après les émeutes des 23 et 24 septembre, mais «aucune décision de retrait n'a encore été prise à ce stade», a indiqué mercredi 2 octobre, à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay. En menaçant de quitter le pays, Paris entend faire pression sur les autorités locales afin qu'elles mettent rapidement en place un gouvernement d'union nationale.

L'opposition en exil à Bruxelles a crié au loup. Encore une fois, une intervention franco-belge permettrait au président Mobutu de se maintenir au pouvoir. Certes, les militaires européens n'étaient là que pour assurer la protection et l'évacuation des étrangers. Mais, de facto, leur arrivée a ramené le calme. Et le «despote» n'a donc pas eu à affronter plus de quarante-huit heures la colère d'un peuple réduit à la misère par vingt-six années de dictature.

Plus que la Belgique, qui a rompu avec le maréchal il y a deux ans au nom du respect des droits de l'homme, c'est la France qui était montrée du doigt, Paris restant la seule capitale occidentale à soutenir le Zaïre de M. Mobutu (l'aide française a atteint, en 1990, plus de 980 millions de francs, dont une remise de dettes de 596 millions). C'est d'ailleurs à la suite de la médiation de militaires français en mission de coopération à Kinshasa, entre les soldats mutins et le gouvernement, que le calme a commencé à revenir dans la capitale.

De multiples intérêts

Si les liens entre Paris et Kinshasa s'étaient quelque peu distendus au début du premier septennat du président Mitterrand, la France continuait d'entretenir des relations assidues avec l'ancien Congo belge, au nom d'intérêts divers et multiples. D'abord, le Quai d'Orsay a toujours brandi le slogan «Mobutu ou le chaos», estimant que le maréchal était seul

capable de maintenir l'unité nationale.

Officiel, en outre, de mettre en quarantaine un pays regorgeant de cuivre, d'or, de diamants, d'uranium — un «scandale géologique», ont dit des spécialistes. D'autant que, la Belgique prenant ses distances, des places étaient à prendre.

Sans compter que le Zaïre, premier Etat francophone dans le monde par sa superficie (quatre fois et demie l'Hexagone), et deuxième par sa population, a toujours été un allié fidèle, sur lequel on pouvait compter aussi bien à l'ONU que pour intervenir au Tchad. Autant de «bonnes raisons» qui ont fait de Paris la dernière capitale à ne pas dire ouvertement sa façon de penser. Il avait fallu l'obstination du Canada et de la Belgique pour que la candidature de Kinshasa à l'accueil du prochain sommet de la francophonie soit repoussée — au grand soulagement de la France...

Paris aura donc attendu les récents troubles pour sévir et faire pression en faveur de la démocratisation. M. Bernard Kouchner n'a-t-il pas dénoncé vertement M. Mobutu sans que M. Roland Dumas y voie à redire? Fallait-il pour autant laisser tomber M. Mobutu? Ce «lâchage» comportait une risque, celui de voir la «division spéciale» présidentielle, composée de quelques milliers d'hommes originaires de son ethnie, s'évanouir dans la nature et semer l'anarchie dans le pays.

Aussi la France souhaitait-elle que l'opposition, en accordant au pouvoir, garde le contrôle de cette division musclée. D'où la nécessité de maintenir le président Mobutu en place, tout en l'obligeant à composer. Car cette fois, plus question de l'aider gratuitement. Le maréchal devra payer le prix de l'intervention française, en acceptant la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale, associant l'opposition à la direction des affaires. Mais sa conception du partage du pouvoir semble conduire à une impasse. La France, qui était décidée à accompagner un rapide processus de démocratisation, sera-t-elle contrainte de maintenir ses troupes plus longtemps que prévu?

MARIE-PIERRE SUBTIL

C. CAMEROUN: violents affrontements à Yaoundé. — De violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont causé la mort de deux personnes, ont eu lieu, mercredi 2 octobre, à Bamenda, capitale du nord-ouest anglophone, a annoncé la radio

nationale. La coordination des partis d'opposition et des associations a décidé d'organiser trois fois par semaine, dans toutes les villes du pays, des rassemblements pour réclamer la réunion d'une conférence nationale. — (AFP)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie, au pal. de just. d'EVRY (91), Merc. 16 octobre 1991 à 14 h

APPARTEMENT à GRIGNY (91350)

10, square Surcouf - avec CAVES ET PARKING
M. à P.: 100 000 F. S'adr. SCF ELLUL-GRIMAL-ELLUL
à EVRY (91000) 3, rue du Village - Tél.: 60-77-96-10

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à CRÉTÉIL
le jeudi 17 octobre 1991 à 9 h 30

UN PAVILLON à L'HAY-LES-ROSES (94)

3, rue Julien-Victor
Sous-sol, avec garage, petit local, rez-de-chaussée, séjour en L, entrée, cuis., WC, 1^{er} étage 3 ch., WC, salle de bains en construction. Terrain 328 m²
M. à P.: 600 000 F. S'adr. SCF GASTINEAU, MALANGEAU
à BOITTELE-COUSAU, AVOCATS ASSOCIÉS
2, carrefour de l'Odéon, à Paris (6^e) - Tél.: 43-26-82-98 de 9 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS
le jeudi 17 octobre 1991 à 14 h, en un lot, dans un cas. immob. sis

à PARIS (15^e) - 309-315, rue Lecourbe,

dénommé «Lecourbe XV»

un APPARTEMENT de 3 pièces princ.

au 2^e étage du bdt. I, esc. B (séjour, 2 ch.), entrée, dég., cuisine, bains, WC, rang., balcon, cave au sous-sol - PARKING au 2^e sous-sol bdt. II, esc. F
Mise à prix: 700 000 F
S'adr. pour renseignements à M^{re} ABRAHAM THÉLIER, avocat à la cour, demeurant à PARIS (7^e), 10, rue Duval-Lesleu - Tél.: 47-34-02-16, et sur les lieux pour visiter le LUNDI 14 OCTOBRE 1991 de 11 heures à 12 heures.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS
le jeudi 17 octobre 1991 à 14 h, en DEUX LOTS, dans un imm. sis

à PARIS (20^e) - 90, rue de la Réunion

1^{er} lot

APPARTEMENT

de 2 p.p., au 2^e ét., avec

Mises à prix: 250 000 F chaque lot

S'adr. pour renseignements à SCP BLANCHET, STIBBE, ULLMO, avocats, demeurant 18, rue Duphot, PARIS (1^{er}) - Tél.: 42-60-59-15 et sur les lieux pour visiter le LUNDI 14 OCTOBRE 1991 de 14 heures à 16 heures

2^e lot

APPARTEMENT

de 2 p.p., au 4^e ét., avec

Mises à prix: 250 000 F chaque lot

S'adr. pour renseignements à SCP BLANCHET, STIBBE, ULLMO, avocats, demeurant 18, rue Duphot, PARIS (1^{er}) - Tél.: 42-60-59-15 et sur les lieux pour visiter le LUNDI 14 OCTOBRE 1991 de 14 heures à 16 heures

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice à EVRY (91),
rue des Mazères, le MERCREDI 16 OCTOBRE 1991, à 14 h

UN PAVILLON à DRAVEIL (91)

16 bis, r. du Chemin-Vert, s'élève sanitaire, rez-de-cha. GARAGE. Séjour, salon, cuis., bureau, 2 ch., s. de b. de b. - 47-34-02-16, et sur les lieux pour visiter le LUNDI 14 OCTOBRE 1991 de 14 heures à 16 heures

PARCELLE de terrain 55 ca - 20, r. du Chemin-Vert

M. à P. 550 000 F S'adr. à SCP VASLOT, BOURGEOIS, VIALA, avocats, 61, rue St-Spir, à Corbeil (91100) - Tél. 64-96-24-68 - Au greffe du T.G.E. EVRY.

Vte s. sais. au pal. de just. CRÉTÉIL (94) jeudi 17 octobre 91 à 9 h 30 en un seul lot

à CHARENTON-LE-PONT

50, rue Confiance - lots n° 39-38-4-13-26 et 27

APPARTEMENT

Avec 2 balcons - 3^e étage porte gauche

4 pièces principales - placards

Avec balcon - 3^e étage porte face - entrée - séjour

2 caves au sous-sol et 2 parkings dont 1 double au sous-sol

MISE À PRIX: 450 000 F S'adr. à M^{re} TH. MAGLO

avocat à Créteil (94000) 4, allée de la Tolérance d'Or - Tél.: 43-28-48-69

et M^{re} R. BOISSEL, avocat à PARIS (7^e), 9, bd Saint-Germain. Tél.: 43-28-48-68

Vente sur licitation au Palais de justice de PARIS
le lundi 21 octobre 1991 à 14 heures, en 3 lots

Dans l'Essonne, domaine des Jallots

1^{er} lot:

MAISON de MAÎTRE à DOURDAN

de 2 ét. et 11 pces princ. - Maison de gardien - Dépend. - PARC-JARDIN

2^e lot:

FERME DES JALLOTS

composée de 15 bâtiments

à DOURDAN, & ROINVILLE-SOUS-DOURDAN

3^e lot: sur les communes de DOURDAN, ROINVILLE-SOUS-DOURDAN et des GRANGES-LE-ROI: environ 47 ha de bois

Mise à prix:

1^{er} lot: 600 000 F - 2^e lot: 1 200 000 F - 3^e lot: 490 000 F

S'adr. pour renseignements à M^{re} GUIBERT, avocat à PARIS (7^e), 52, bd Malesherbes

Tél.: 42-93-50-60 au greffe du trib. de grande instance de PARIS

Sur les lieux pour visiter, le 6 OCTOBRE 1991 à 14 heures

POLITIQUE

Le débat sur la réduction du service militaire

Le RPR se prononce pour l'abandon de la conscription sans consulter ses partenaires de l'opposition

Le projet de loi modifiant le code du service national, dont la principale disposition consiste à en réduire la durée à dix mois, a été adopté, jeudi 3 octobre, à l'Assemblée nationale, par 316 voix (PS et PC) contre 2 et 255 abstentions (RPR, UDF, UDC). L'essentiel du débat a cependant porté sur la suppression, à terme, de la conscription et la formation d'une armée de métier, désormais présentées par M. François Fillon, ancien président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, comme étant la position « officielle » du RPR.

Le Rassemblement pour la République n'a pas raté sa rentrée. Oubliant, comme l'entourage de M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas manqué de le rappeler, que l'ancien président de la République s'était prononcé pour l'armée de métier, lors d'une « Heure de vérité », dès le 29 mai 1989, le RPR a, en effet, voté la vedette à l'ensemble de l'opposition, mercredi 2 octobre, à l'Assemblée nationale, en posant publiquement cette question quasiment sacrilège depuis Valmy : « Le maintien de la conscription présente-t-il encore un réel intérêt national ? ».

En présence de la quasi-totalité de l'état-major du RPR, de son président, M. Jacques Chirac, et de quelques « barons » du gaullisme, tels MM. Jacques Chaban-Delmas

et Olivier Guichard, l'ancien président de la commission de la défense, au temps de la cohabitation, M. François Fillon, a opposé, à l'occasion d'une motion de procédure, un véritable contre-programme au projet de loi présenté par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe. « Votre projet, a-t-il lancé, nous semble gravement inadéquat, car il ne s'inscrit pas dans la perspective du seul choix conforme à la réalité stratégique qu'à l'échelle de notre société : le passage à l'armée de métier. Ce choix, c'est celui que le Rassemblement pour la République a officiellement décidé d'adopter. » S'inscrivant dans la lignée du général de Gaulle et de son livre *Vers l'armée de métier*, le député de la Sarthe a dévoilé les principaux axes d'un plan qui, a-t-il précisé, sera présenté lors de l'examen du budget de la défense pour 1992.

« Une opération de kidnapping »

L'armée de terre comprendrait 55 000 hommes affectés à la Force d'action rapide, 110 000 autres affectés à la 1^{re} armée et le restant, soit 15 000 environ, aurait pour tâche l'administration de l'armée. Une telle armée de 180 000 hommes (100 000 de moins qu'aujourd'hui) coûterait plus cher – environ 5 milliards de francs de plus par an – mais, a-t-il dit, « cet effort doit être consenti ». Au terme d'une période transitoire de cinq ans, la durée du service militaire serait réduite à trois mois. « La décision historique du passage à l'armée de métier, a

conclu M. Fillon, suppose dès à présent une révolution de pensée et d'instincts, car il s'agit bien de briser notre syndrome de clôture de l'espace national, tant la ligne Maginot semble encore perdurer dans certaines idées. »

« C'est la nouvelle de la soirée, s'est alors exclamé le ministre de la défense, M. Fillon qui, en juin dernier [lors du débat d'orientation sur la politique de défense], n'avait pas encore découvert qu'il fallait supprimer la conscription, a depuis lors réussi à retourner le RPR ! » Vous savez, nous sommes personnellement une opération de kidnapping », a ironisé de son côté le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick.

Associés au dépôt de la question préalable, visant à dire qu'il n'y a pas lieu à débattre, les porte-parole de l'UDF et de l'UDC ne purent, en effet, cacher leur embarras. « En présentant les positions qui sont les siennes et celles de son groupe, notre collègue Fillon a clairement démontré la nécessité d'un débat général sur la politique de défense », a expliqué le président du groupe UDF, M. Charles Millon. Plus tard, à l'heure des explications de vote sur l'ensemble du projet de loi, M. Daniel Collin (UDF, Var) a assuré : « Nous faisons nôtre le concept républicain selon lequel la défense du pays concerne la nation tout entière, et non pas seulement des professionnels rémunérés à cet effet. De plus, la conscription, même réduite et renouée, reste pour nous, au même titre que l'école, un creuset irremplaçable dans lequel s'apprend la solidarité avec la communauté nationale. » Tout en jugeant le ser-

vice militaire « trop inégalitaire » et « largement obsolète », M. Michel Voisin (UDC, Ain) a rappelé de son côté l'attachement des centristes au principe de la conscription.

Bien qu'unie pour juger le projet du gouvernement « largement démocratique », destiné à satisfaire une clientèle de jeunes à l'approche des élections, et pour dénoncer le fait que la réduction de la durée du service national a précédé le vote de la loi de programmation militaire, l'opposition n'a pu ainsi éviter de faire apparaître ses divergences sur le fond du dossier. La volonté du RPR de jouer sa propre partition sans se soucier de ses partenaires a, d'autre part, mis en lumière, une nouvelle fois, les difficultés de fonctionnement de l'Union pour la France et de l'intergroupe de l'opposition à l'Assemblée nationale. Dans un communiqué, le député général des adhérents directs de l'UDF, M. Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, n'a d'ailleurs pas manqué de protester : « Le moins qu'on puisse dire est qu'il aurait été préférable qu'un minimum de concertation au sein de l'UPF précède une prise de position aussi catégorique du RPR, mettant ses partenaires devant le fait accompli (...). Je demande que la défense soit d'urgence inscrite au programme [des Etats généraux de l'opposition] et que, d'ici là, on évite de donner à nos armées et à l'opinion publique l'impression de la précipitation et de la contradiction au sein de l'opposition. »

JEAN-LOUIS SAUX

Dix mois minimum ou l'armée de métier

En privé, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, ne se cache pas de dire que, durant tout le temps où il sera à son poste, le service militaire sera de dix-huit mois. La Grèce a un service militaire de quinze à vingt et un mois, selon les armées, et un service des objecteurs qui peut atteindre une durée de quarante-deux mois.

L'Italie a un service militaire de douze mois (réduit à dix mois en 1992-1993), des services civils portés à vingt-quatre mois et un service des objecteurs de vingt mois. Les Pays-Bas ont un service militaire de douze à quatorze mois et un service des objecteurs de dix-huit mois. Enfin, le Portugal a un service militaire de quinze à vingt et un mois (réduit à quatre mois pour tous les appelés après le 20 octobre des élections) et un service des objecteurs qui a une durée de quinze à vingt-quatre mois.

J. L.

emplois de grande technicité, par exemple, dans les forces blindées, les transmissions, les radars ou l'artillerie de l'armée de terre, mais aussi dans la marine et l'armée de l'air, qui auraient du mal à fonctionner au même rythme sans le contingent. Sans ce concours de recrues sur une période suffisante qu'il estime à dix mois, le ministre de la défense redoute qu'il faille imaginer un autre type d'armée, avec une organisation et des missions radicalement différentes, celles d'une armée de professionnels ou de volontaires sous contrat.

On est loin de la proposition simple – et, peut-être même, insuffisamment élaborée à l'époque – du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981 François Mitterrand, qui préconisait un service de six mois sans autre réflexion sur les implications de cette mesure sur le système de défense.

J. L.

Des unités mises en sommeil deux mois par an

Depuis six mois, sept régiments de l'armée de terre, qui relèvent du corps blindé mécanisé et de la division alpine, font l'expérience de la nouvelle organisation qui sera mise en place avec l'instauration du service militaire de dix mois et dont bénéficieront les appelés du contingent. Cette expérience vise à tester ce que, désormais, on appelle la « disponibilité opérationnelle différée » et qui deviendra le nouveau régime de fonctionnement des régiments de combat composant le corps blindé mécanisé, fort, actuellement, de 100 000 hommes environ.

Jusqu'à présent, le système en vigueur – avec un service de douze mois et une instruction initiale (les « classes ») donnée, avant l'affectation définitive dans un régiment, par des centres spécialisés – permettait de disposer, sur bref préavis, de personnels entraînés et aptes à être engagés au sein d'une formation cohérente dans les soixante-douze heures. C'est ce qu'on appelle la « disponibilité opérationnelle immédiate ». Les états-majors ont dû tenir compte de plusieurs changements intervenus entre-temps, notamment l'éloignement de la menace en Europe qui a reculé d'un bon millier de kilomètres, la déflation des effectifs qui fait perdre 50 000 hommes à la seule armée de terre, la baisse de la ressource démographique avec l'arrivée en 1992 des « classes creuses » (les jeunes nés après 1974) et la diminution de la durée du service militaire.

Grâce aux réservistes

Ce sont tous ces paramètres à la fois qui obligent l'armée de terre à revoir son organisation ou, tout au moins, celle des régiments de combat d'appelés dans son corps blindé mécanisé. La nouvelle organisation, teste dans les sept régiments baptisés « disponibilité opérationnelle différée », ne concerne ni l'armée de l'air ni la marine et, dans l'armée de terre, elle ne vise ni les régiments totalement ou partiellement professionnels (la Force d'action rapide, par exemple), ni certaines unités d'appelés (des régiments de commandement, de renseignement ou de transmissions), qui gardent leur système.

Le but du dispositif est de pouvoir aligner, au sein des régiments de combat, des unités élémentaires (compagnies, escadrons, batteries, etc.) d'appelés qui soient cohérentes

pendant les dix mois de leur incorporation et qui puissent participer de façon homogène à des opérations si elles étaient déclenchées. Selon les armes, ces régiments de combat sont composés de quatre à six de ces unités élémentaires, chacune d'entre elles comprenant cent cinquante hommes.

Dans ces conditions, les unités de combat, qui sont alimentées par une seule fraction du contingent, donneront, dès le début, une instruction de quatre mois à leurs appelés et, pendant les six autres mois, elles maintiendront leurs personnels en état de disponibilité immédiate. Pendant les deux mois qui suivent le retour du contingent à la vie civile, cette unité ne sera plus alimentée en recrues et ses cadres pourront prendre des permissions, se perfectionner dans des stages ou remettre en condition les casernes et les matériels de leur régiment.

Si les événements l'exigeaient, l'unité en question serait réactivée par le rappel du contingent qui vient tout juste d'être libéré de son service militaire et dont on peut espérer qu'il n'a pas eu le temps de perdre l'entraînement déjà subi.

Ce nouveau système aboutit à créer des unités élémentaires de combat homogènes où cadres et recrues couvrent côte à côte durant dix mois d'affilée. Le régiment reste opérationnel dans son ensemble mais il n'aura pas toutes les unités élémentaires qui le composent prêtes en permanence à un combat éventuel, à moins du rappel sous l'uniforme du dernier contingent libéré.

A l'état-major de l'armée de terre, on explique que cette formule dite de la « disponibilité opérationnelle différée » est la plus désirable possible du fait de l'absence de risque d'une attaque massive et brusquée en provenance d'un « bloc » de l'Est qui n'exerce plus la même menace sur l'Ouest. L'ancien système était basé sur un temps d'alerte et de riposte de moins de soixante-douze heures. Aujourd'hui, compte tenu du déclin du pacte de Varsovie, il n'est pas imprudent de spéculer sur une réaction de l'Ouest mise sur pied en quinze jours, voire en trois semaines, en cas d'une agression classique. Un tel délai est, dit-on, toujours de même source, acceptable, et il permet un rappel de réservistes qui, en période de crise, montreraient la volonté politique de la France de répliquer à un menace.

JACQUES ISNARD

Les exemples britannique irlandais et luxembourgeois

La durée du service national et sa différenciation en service militaire, service civil et service des objecteurs de conscience sont très différentes d'un pays à l'autre au sein de la Communauté européenne. Seuls, la Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, l'Irlande et le Luxembourg, qui ont une petite force de volontaires, ont une armée de professionnels ou d'engagés sous contrat.

L'Allemagne a un service militaire de douze mois et un service des objecteurs de quinze mois. La Belgique a un service militaire de onze mois en 1991 (dix mois dans les forces basées en Allemagne), susceptible d'être réduit à dix mois en 1992, puis à huit en 1993, avec un service des objecteurs qui est de quatre à huit mois de plus. Le Danemark a un service militaire de neuf à douze mois. L'Espagne a un service militaire

de douze mois (réduit à neuf mois en 1993) et des services civils – ainsi qu'un service des objecteurs de conscience – de douze à dix-huit mois. La Grèce a un service militaire de quinze à vingt et un mois, selon les armées, et un service des objecteurs qui peut atteindre une durée de quarante-deux mois.

L'Italie a un service militaire de douze mois (réduit à dix mois en 1992-1993), des services civils portés à vingt-quatre mois et un service des objecteurs de vingt mois. Les Pays-Bas ont un service militaire de douze à quatorze mois et un service des objecteurs de dix-huit mois. Enfin, le Portugal a un service militaire de quinze à vingt et un mois (réduit à quatre mois pour tous les appelés après le 20 octobre des élections) et un service des objecteurs qui a une durée de quinze à vingt-quatre mois.

J. L.

A l'Assemblée nationale

M. Mazeaud (RPR) élu président de la commission d'enquête sur le financement des partis

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a été élu à l'unanimité, mercredi 2 octobre, président de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales de l'Assemblée nationale en remplacement de M. Jean-François Deniau (UDF), qui avait démissionné de ses fonctions le 24 septembre (le Monde du 26 septembre).

Les membres composant la commission d'enquête (15 socialistes, 7 RPR, 5 UDF, 2 UDC et 1 PC)

avaient décidé de ne pas remettre en cause l'accord intervenu au printemps dernier, qui confiait le poste de président à un représentant de l'opposition et celui de rapporteur à un député socialiste (M. Jean Le Garrec, Nord). M. Mazeaud, qui assurait jusqu'à présent la vice-présidence de la commission, sera remplacé dans cette fonction par M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne).

Au cours de la réunion, mercredi en fin d'après-midi, les députés ont

arrêté « d'un commun accord » une liste de treize personnalités destinées à être entendues publiquement par la commission. Outre les deux rapporteurs de campagne présidentielle, M. Dominique Perben (RPR) pour M. Jacques Chirac et M. Dominique Chaboche (FN) pour M. Jean-Marie Le Pen, dont les auditions avaient été reportées, la commission devrait convoquer d'ici au 20 octobre des dirigeants de grandes surfaces commerciales et des entrepreneurs de travaux publics.

EN BREF

• Le Code pénal au Sénat. – Le Sénat a entamé, mercredi 2 octobre, l'examen du livre II du Code pénal, relatif aux atteintes contre les personnes. Les sénateurs ont adopté, par proposition de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, un amendement qui dispose que « les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement de crimes contre l'humanité ». M. Sapin a jugé « indispensable » de pouvoir sanctionner « les groupements politiques, militaires ou paramilitaires », mais aussi « les entreprises industrielles ou commerciales », qui soutiennent l'organisation des crimes contre l'humanité.

• M. Haby (UDF) appelle « les députés de base » à « bouculer le système ». – Dans une lettre ouverte « aux députés de base », M. Jean-Yves Haby, député UDF-R des Hauts-de-Seine, appelle ses collègues parlementaires « à bouculer le système politique et à renvoyer à plus tard le choix de leur présidentielle ». « Les députés de base, écrit-il, assistent silencieux à un spectacle qui se joue sans eux, au détriment du Parlement (...). Faisons en sorte que, dans les dix-huit mois qui nous séparent de la prochaine élection législative, nous soyons suffisamment nombreux pour transfor-

mer le fonctionnement du système politique tel qu'il est aujourd'hui et tel que les Français le refusent. »

• Deux nouveaux attentats en Corse. – Deux attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 octobre contre des magasins à Bastia et à Ajaccio. Il n'y a pas eu de victimes mais d'importants dégâts matériels. A Bastia, c'est une librairie-papeterie-tabac qui a été visée. A Ajaccio, dans le centre-ville, une charge a endommagé un magasin d'appareils ménagers. Ces deux attentats n'ont été ni revendiqués ni signés sur place.

DU 4 AU 7 OCTOBRE
LES PORTES OUVERTES RENAULT.

La grande parade des séries spéciales.

JUSTICE

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

Le collier à surprises de la princesse de Beauvau-Craon

La troisième journée, mercredi 2 octobre, du procès des frères Chaumet, où ont été examinés devant le tribunal correctionnel de Paris, les abus de confiance reprochés aux joailliers faillis, a réservé quelques surprises.

Quand on s'appelle Jacques Chaumet, il y a des mots qui entourent la gorge, et des choses qui ne se font pas. Par exemple, nuire en quoi que ce soit à une cliente. Fût-elle une ex-cliente, avec apparemment peu de chances de le redevenir un jour. Fût-elle la princesse Minnie de Beauvau-Craon!

La princesse était, cela va sans dire, une grande amie des Chaumet. Ils ne le formulèrent évidemment pas - ou plus - ainsi. Ils disent : « Nous connaissons la princesse depuis très longtemps. » On alors, comme Jacques Chaumet : « J'ai avec la princesse des rapports très directs. Si j'ai quelque chose à lui dire, je prends mon téléphone. » De son côté, Minnie de Beauvau-Craon, dans les trois lettres adressées aux joailliers, et lues à l'audience du 2 octobre par le président Bernard Peyrat, ne manque pas un « chers amis », ni un « j'ai été ravi de vous voir hier à votre exposition ». Elle est tellement peu en reste d'amitié que, même lorsqu'elle ne parle plus aux Chaumet que par huissiers interposés, on chuchote presque les sentiments affectueux au bas de la sommation.

Un malentendu entre amis

Il fallait pourtant qu'une méchante histoire de collier vint ternir cette belle amitié. Une histoire quelque peu embrouillée, il est vrai. Au début de 1984, la princesse confie aux Chaumet un collier de trente et une perles estimé à 180 000 dollars. Avec quel mandat ? « Uniquement en dépôt », soutient l'avocat de la princesse, absente de l'audience. « Pas du tout ! Pour que nous le

rendions », assurent les Chaumet. Voilà pour le moins, entre amis, un malentendu. Toujours est-il que les perles sont démontées, incisées dans un collier à double rang, lequel, au cours de l'été 1985, est effectivement vendu - quinze millions de francs - par les Chaumet. La princesse ne découvre que bien plus tard l'identité de l'acheteur, lorsque le pauvre collier - mais c'est une autre histoire - finira au Mont-de-piété, après la déconfiture de son propriétaire : le milliardaire américain Roberto Polo.

Dans l'immédiat, entre les joailliers et leur amie, le malentendu va se poursuivre, puisque les Chaumet, en novembre 1985, reçoivent une première lettre de la princesse qui, après les amitiés d'usage, leur « confirme que le collier n'est pas à vendre en ce moment ».

« Quand vous recevrez cette lettre, le collier est déjà vendu depuis trois mois », s'étonne le président. La princesse n'est-elle donc pas au courant ?

« Je le lui avais dit la veille. »

« Que vous alliez vendre ? »

« Non. Que nous avions vendu. »

Pense-t-on que l'équivoque va se dissiper ? Hélas ! En mars 1986, deuxième lettre de la princesse. « Cher monsieur Chaumet, je vous confirme notre conversation d'hier : le collier n'est pas à vendre. » Et troisième lettre en avril, dans laquelle la princesse « espère vivement récupérer le collier dans un court délai ».

Le président : « Ce n'est pas possible ! Elle doit mal maîtriser le français ! Comment se fait-il que vous n'ayez répondu à aucune de ces trois lettres ? Aucune de ces lettres ne vous paraissait mériter de réponse écrite ? » Jacques Chaumet est au supplice. Quand on s'appelle Jacques Chaumet, il y a des choses qui ne se font pas. Comme de demander un mandat de vente écrit à une amie.

Heureusement, son frère volé à son secours : « Elle voulait vraiment vendre. Quand elle est venue voir mon frère, je l'ai croisée dans

le petit salon. Je l'ai saluée. Elle m'a dit : « Insistez auprès de votre frère, nous avons besoin d'argent pour notre château d'Arouet, en Lorraine. » Je l'entends encore ! » D'ailleurs, il y a des réminiscences. Le co-inculpé se lève. Au temps des faits, Guy Tuijon de la Chaumet était employé chez Chaumet : « Quand M. Jacques est sorti de son rendez-vous avec la princesse, il m'a dit : « On l'a à vendre. Voyez avec le coffre ».

L'audience bascule, au point d'ébranler le président, alors effleuré par le soupçon que la mauvaise foi pourrait bien ne pas être du côté où on l'attendait. Mais que l'on ne compte pas sur Jacques Chaumet pour accabler qui que ce soit.

« Je n'ai pas à juger »

Tout empli de l'affliction délicate que l'on imagine, les joailliers se contentent de laisser le président demander la comparution personnelle, la semaine prochaine, de la princesse. Ils laissent un autre de leurs défenseurs, le bâtonnier Bernard Bigault du Granat, se livrer à une analyse juridique-délicate des trois lettres fatales, de laquelle il ressort que la princesse pourrait bien être moins ingénue, et mieux maîtriser la langue qu'on ne le croit... Ils laissent encore le président imaginer tout haut qu'en dépit de ces « relations personnelles et amicales », la princesse, en rédigeant ces lettres, aurait bien pu en effet « penser loin ».

Ils se réservent pourtant, les chers frères, l'estocade. Navrée, comme il se doit. « Puisque vous aviez vendu ce collier, demandez le président, soudain saisi d'une inspiration, pourquoi ne pas l'avoir réglé à sa propriétaire ? Les frères se regardent. Et Jacques Chaumet, dans un soufre : « Des enveloppes ont été portées chez M. Loyrette, l'avocat de la princesse. » Un temps de silence et, devant le président, tellement abasourdi qu'il

ne pense à demander ni quand, ni combien, ni pourquoi. Jacques Chaumet soupire : « Je n'ai pas à juger. »

Après cet intense moment de sincérité judiciaire, tout le reste paraît fade. Et même l'évocation incidente de M. Albin Chalandon, en fin d'audience, devant des bancs de presse quasi désertés, que l'on se fût, dans un autre contexte, gardée pour la bonne bouche. Crancier lésé par la faillite des Chaumet, l'ancien ministre possédait à la joaillerie un compte courant d'un montant de 6 millions de francs, rémunéré par le bénéfice que les Chaumet tiraient de leurs opérations. « Une telle pratique est fréquente, dans votre milieu », demande le président.

« Je ne peux parler de ce notre affaire. »

« Et c'est très rémunérateur pour vos clients ? »

« Nouveau martyre de Jacques Chaumet, qui étudie. Ça dépend de la rentabilité de nos opérations. »

« Enfin, cela doit être, sinon les clients ne garderaient pas leurs comptes », conclut le président. Jacques Chaumet, cette fois, se tait. Quand on s'appelle Jacques Chaumet...

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Interpellation du chef de la sécurité d'Iran Air à Orly

Le chef de la sécurité aéroportuaire de la compagnie Iran Air à l'escala d'Orly, M. Teimoori, a été interpellé mercredi 2 octobre, au petit matin, à Paris, par les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar. Cette nouvelle arrestation d'un iranien, occupant de surcroît un poste considéré comme très proche des services spéciaux iraniens, vient encore renforcer les soupçons pesant sur le régime de Téhéran.

A diverses reprises dans le passé, les spécialistes français de la lutte antiterroriste ont considéré qu'une filière utilisée par des terroristes iraniens pour entrer dans l'Hexagone passait par un vol d'Iran Air débarquant à Orly. Le rôle exact joué par M. Teimoori dans un dispositif de soutien logistique au commando ayant assassiné Chapour Bakhtiar reste toutefois à établir. Placé en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle, ce quadragénaire, qui était en poste à Orly depuis le milieu des années 80, était toujours interrogé par les enquêteurs, jeudi 3 octobre dans la matinée, sur l'aide éventuelle qu'il aurait apportée aux deux iraniens venus de Téhéran - Ali Rad Vakil, aujourd'hui inculpé et écroué, et Mohammad Azadi, toujours en fuite - et à leur complice iranien rési-

dant en France, Farydoun Boyer Ahmadi, également en fuite.

A la mi-septembre, l'état s'était brusquement resserré autour du réseau français de soutien aux tueurs de Chapour Bakhtiar, avec l'interpellation de Massoud Hendi, ancien responsable de la radiodiffusion iranienne à Paris. Le 21 septembre, celui-ci avait été inculpé de « complicité d'assassinats et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste » par M. Jean-Louis Bruguière, le magistrat instructeur chargé du dossier.

Il est notamment reproché à Massoud Hendi d'avoir accompli des démarches administratives pour faciliter la venue en France d'Ali Rad Vakil et de Mohammad Azadi en leur procurant des visas d'entrée dans l'Hexagone (Le Monde du 21 septembre).

Peu après son arrestation, une iranienne de quarante-quatre ans avait à son tour été interpellée et inculpée d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Son nom et sa fonction n'ont pas été divulgués, pour des raisons de sécurité, expliquées-on du côté des enquêteurs. Elle a cependant affirmé appartenir aux « services de renseignement iraniens », ajoute-t-on de même source.

ERICH INCIVAN

Inculpé d'abus de biens sociaux

Le directeur de la caisse d'épargne de Béziers est écroué

MONTPELLIER

de notre correspondant

Jacques Royet, cinquantesept ans, directeur général depuis vingt ans de la Caisse d'épargne de Béziers et des hauts cantons, qui gère 50 agences et 180 personnes, a été placé en détention provisoire le 1^{er} octobre après son inculpation par M. Antonio Folleada, doyen des juges d'instruction de Béziers, d'abus de biens sociaux et de faux en écriture publique à la suite d'une enquête ouverte après dépôt d'une plainte le 17 avril dernier par le syndicat Force ouvrière de l'établissement.

Ce syndicat s'était étonné d'apprendre que la caisse d'épargne avait vendu entre décembre 1989 et novembre 1990 sept parcelles du lotissement « Les Ecuries-II » situé sur la colline de Montimas à Béziers, à un prix défiant toute concurrence : les lots (2 400 à 4 000 m²) avaient été cédés pour 60 à 100 F le mètre carré dans une zone où les prix se situent entre 250 et 300 F.

Les auditions et perquisitions effectuées par le SRPJ de Mont-

pellier ont permis de constater que parmi les bénéficiaires de la transaction figuraient, outre Jacques Royet lui-même, un membre du conseil d'orientation et de surveillance (COS) de la caisse d'épargne, par ailleurs inspecteur des domaines, qui avait procédé à l'estimation desdits terrains sans y être habilité. D'autres proches du directeur et plusieurs personnalités en vue à Béziers sont également sur la liste des acheteurs.

Ancien maire de la ville, et responsable départemental du RPR, M. Georges Fontes, président du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'épargne de Béziers depuis le 10 mars 1988, qui a été entendu comme témoin le 1^{er} octobre dans le cadre de l'enquête, a précisé que « tous les éléments constitutifs du dossier avaient les apparences de la correction parfaite. J'ai signé par délégation le COS, en fonction des éléments d'appréciation en notre possession. Nous avions toujours apprécié le caractère très professionnel de notre directeur. »

J. M.

SPORTS

FOOTBALL : Coupes d'Europe

Marseille et Auxerre qualifiés

L'Olympique de Marseille et l'AJ Auxerre se sont facilement qualifiés pour le deuxième tour des Coupes européennes de football, mercredi 2 octobre. En Coupe des clubs champions, l'OM a pris le meilleur, sur le stade-vélodrome, sur l'équipe de l'US Luxembourg (5-0), deux semaines après une victoire sur le même score au grand-duc lors du match aller. Les buts marseillais ont été inscrits par Jean-Pierre Papia (deux fois), Jocelyn Angloma, Patrice Eyraud et Daniel Xuerb.

En Coupe de l'UEFA, Auxerre, victorieux lors de la première manche au Danemark (1-0), s'est de nouveau imposé face aux Danois d'East (5-1), les buts étant inscrits par Jean-Marc Ferreri (deux fois), Pascal Vahirua, Christophe Cocard et Kalman Kovacs. Ce premier tour a été marqué par l'élimination de l'Inter de Milan, écarté de la coupe de l'UEFA par la modeste équipe portugaise de Boavista (0-0 en Italie, après une défaite au Portugal 2-1). Une autre équipe italienne a été éliminée de cette compétition, celle de Parme, dominée par les Bulgares du CSKA Sofia (0-0 et 1-1).

EN BREF

Le viol au commissariat de Sèvres : l'un des deux policiers inculpés est séropositif - Au cours de son audition par les enquêteurs, l'un des deux policiers inculpés par le juge Gérard Caddéo, du tribunal de Bobigny, et écroués pour le viol d'une jeune femme de vingt-cinq ans le 31 août au commissariat de Sèvres (Seine-Saint-Denis), a déclaré que quelques jours avant les faits il avait connu les résultats d'un test anonyme de dépistage du sida concluant à sa séropositivité.

La jeune femme avait été interpellée pour une escroquerie aux chèques volés et pour usage de fausses ordonnances médicales. Placée dans les locaux de garde à vue du commissariat, elle avait été violée. Il est reproché au standariste du commissariat, inculpé de non-assistance à personne en danger, d'avoir fait le guet.

L'affaire Hellis instruite par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon - La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné mercredi 2 octobre la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour l'instruction de l'information judiciaire ouverte pour non-assistance à personne en danger après le décès d'une détenue de Nancy. Corinne Hellis, trente et un ans, incarcérée par un juge d'instruction du tribunal de Metz le 13 août pour chèques sans provision, avait succombé à une crise d'asthme après son transport à l'hôpital de Nancy dans un état de « détresse vitale », selon les

médecins (Le Monde du 16 septembre). La Cour de cassation avait été saisie en raison de la mise en cause du juge d'instruction qui avait placé M^{me} Hellis sous mandat de dépôt.

Un journaliste de « L'Est Républicain » inculpé à la suite d'une plainte du président de PNFE - M. Laïd Sammari, journaliste à « L'Est républicain », a été inculpé mercredi 2 octobre de complicité de violation du secret de l'instruction et complicité de diffamation par M^{me} Béatrice Imassi, juge d'instruction au tribunal de Nancy. Cette inculpation est la conséquence d'une plainte déposée par M. Claude Comilleau, président du Parti national français et européen, « un mouvement d'extrême droite. Dans un article publié le 18 mai 1990, M. Sammari citait M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse chargé des attentats des foyers Sonacotra dans le Sud-Est, qui affirmait notamment que la profanation de Carpentras « était tout à fait dans les cordes du PNFE, un mouvement néonazi suspecté dans les attentats contre les foyers Sonacotra. C'est un parti antisémite avant d'être un parti anti-immigrés ». (Corresp.)

Le principal collaborateur de M. Jacques Médéric en liberté conditionnelle - M. Jean Orla, le principal collaborateur de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médéric, a bénéficié mercredi 2 octo-

bre, à Nice, au terme de sept mois et demi de détention, d'une mesure de libération conditionnelle « avec obligation de payer les sommes dues à l'Etat ». Les frères se regardent. Et Jacques Chaumet, dans un soufre : « Des enveloppes ont été portées chez M. Loyrette, l'avocat de la princesse. » Un temps de silence et, devant le président, tellement abasourdi qu'il

bre, à Nice, au terme de sept mois et demi de détention, d'une mesure de libération conditionnelle « avec obligation de payer les sommes dues à l'Etat ». Les frères se regardent. Et Jacques Chaumet, dans un soufre : « Des enveloppes ont été portées chez M. Loyrette, l'avocat de la princesse. » Un temps de silence et, devant le président, tellement abasourdi qu'il

LE MARCHÉ AUX PUCES EN FÊTE
WEEK-END EXCEPTIONNEL
DU VENDREDI 4 AU LUNDI 7 OCTOBRE 1991

MARCHÉ BIRON
85, rue des Rosiers - 93400 SAINT-OUEN

MARCHÉ MALASSIS
142, rue des Rosiers - 93400 SAINT-OUEN

MARCHÉ SERPETTE
110, rue des Rosiers - 93400 SAINT-OUEN

DU 4 AU 7 OCTOBRE
LES PORTES OUVERTES RENAULT.

50 Clio
200 000 blousons
à gagner.

Grand jeu national gratuit.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Face à la crise de l'enseignement religieux

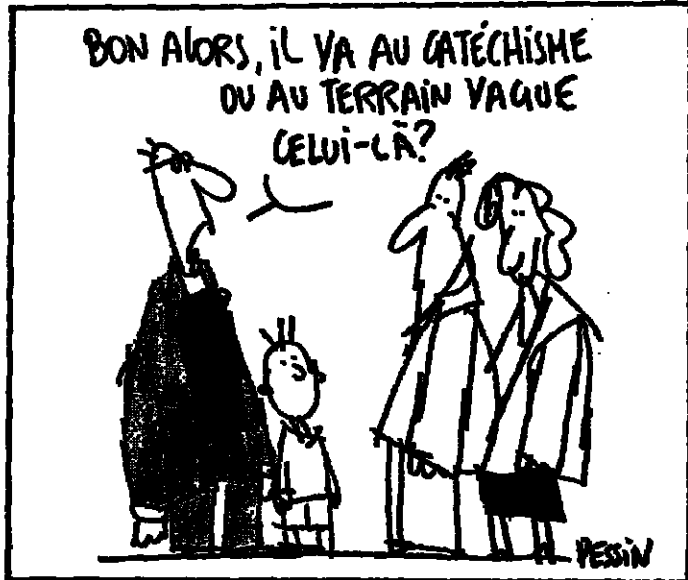
L'épiscopat est favorable à la semaine scolaire de quatre jours

Tout en restant vigilant, Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges et président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, s'est plutôt réjoui, mercredi 2 octobre, de l'application des nouvelles dispositions du ministère de l'éducation, donnant plus de souplesse à la semaine scolaire.

L'épiscopat s'estime plutôt satisfait de la tournure prise par l'application du décret du 22 avril 1991 autorisant l'assouplissement des horaires scolaires. Il redoutait le pire : la suppression du jour de congé du mercredi, par tradition réservé à l'enseignement religieux. Or, selon des pointages dans 85 départements, seules 2 500 écoles primaires auraient demandé à bénéficier d'une dérogation pour travailler le mercredi et valoir le samedi : 1 100 auraient reçu une réponse favorable de l'inspecteur d'académie, les cas les plus marquants étant ceux de Bordeaux (286 demandes de dérogation sur 967 écoles) et surtout de Lyon où les écoles ont fait le bond vers la semaine de quatre jours, qui libère et le mercredi et le samedi.

Dans presque tous les cas, l'épiscopat local a été consulté, ce qui correspond à la lettre et à l'esprit du décret du 22 avril. Lorsque le mercredi est travaillé, les plages horaires libérées pour la catéchèse sont le mardi en fin de journée ou le mercredi avant 10 h ou après midi : des propositions « timides et économes », selon Mgr Plateau. La formule qui a la préférence de l'Eglise catholique est la semaine de quatre jours, lancée à Hérouville (Calvados), étendue à Lyon et quelques autres villes. Elle assure un meilleur respect des rythmes de l'enfant, un réajustement sur l'année des temps de travail et de vacances. Elle évite la répétition des guerres scolaires sur la question du mercredi, puisque celui-ci n'est pas menacé.

« Jusqu'à quand il y avait quatre ou cinq enfants qui n'allaient pas au catéchisme, on les montrait du doigt, aujourd'hui, quand quatre ou cinq y vont, ce sont eux que l'on désigne »,



cette observation d'une mère de famille de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en dit long sur la crise qui frappe en France l'enseignement religieux et, à des degrés divers, toutes les confessions. Les chiffres du Centre national de l'enseignement religieux (CNER) traduisent un effritement d'au moins 1 % par an. Moins de 40 % des enfants de l'âge du catéchisme (8 à 12 ans, en cours élémentaire deuxième année et cours moyen) sont inscrits. S'il reste des points de forte fréquentation, avec plus de 70 % d'enfants catholiques dans l'Ouest (Vendée), le Sud-Ouest (Pyrénées-Atlantiques) ou le Centre (Cantal), la chute est assez vertigineuse dans les grandes villes : 30 % à Marseille, 35 % à Lyon, 38 % dans les Hauts-de-Seine, 26 % dans le Val-de-Marne, etc.

Des tendances récentes accentuent la tonalité du tableau : les parents inscrivent leur enfant de plus en plus tard et pour des périodes de plus en plus courtes, la pointe étant celle du cours moyen (CM1, CM2). L'effectif fond en passant du primaire à la sixième : la ville de Lille,

par exemple, compte 57 % d'enfants du CM2 inscrits au catéchisme et 16 % seulement de sixième. De plus en plus d'enfants entrent au catéchisme sans avoir été baptisés (10 % à Lyon). A Paris, plus de 700 enfants de 8 à 12 ans ont reçu le baptême l'an dernier.

« Deux cultures côte à côte »

La montée de l'indifférence, la concurrence des activités périscolaires, la mobilité et l'écartement des familles sont autant de raisons qui expliquent cette désaffection. Il faut y ajouter une sorte de « relativisme » et de « syncrétisme », explique Claude Masse, directrice de Points de repère, due à la fréquentation des autres religions, à l'école, dans l'immeuble ou à la télévision : sur 46 000 enfants scolarisés en CM1-CM2 au Seine-Saint-Denis, 27 600 sont d'origine étrangère, dont 75 % de Maghrébins.

Cette érosion de l'enseignement religieux inquiète de plus en plus responsables d'Eglises et d'ensei-

gnants. « Leur culture religieuse se réduit à un film vu à la télévision ou à une conversion de table où le nom de Dieu est prononcé en latin », dit un animateur de catéchèse. « Deux cultures vivent côte à côte, ajoute un professeur d'histoire. Les enfants ignorent tout ou presque de la symbolique religieuse de l'Eglise qu'ils visitent ou du livre d'histoire qu'ils feuilletent. Les moyens que l'homme a utilisés - une cathédrale ou un tableau - pour exprimer sa foi deviennent étrangers à l'enfant d'aujourd'hui. »

Devant cette situation, les responsables de la catéchèse ne sont pas loin de penser qu'il remplissent une mission de « service public » et que l'accès à la catéchèse devrait être facilité, notamment par la garantie d'un « temps réservé ». « La catéchèse ne doit pas être une course d'obstacles », dit le Père Stanislas Lalanne, directeur du Centre national de l'enseignement religieux. Mais la disparité croissante des âges, du niveau d'éveil des enfants, du degré de motivation des parents fait peser de nouvelles menaces : « Il y a ceux qui possèdent le lexique de base et ceux pour qui les mots de la foi sont une langue étrangère », dit une animatrice.

Des tours de force pour changer l'image de la catéchèse, ses méthodes, différencier sa pédagogie sont exigés à un moment où grandissent les difficultés de recrutement des bénévoles qui assurent traditionnellement cette formation religieuse. La catéchèse en France emploie 150 000 personnes dans le primaire et 70 000 dans le premier cycle, dont 83 % de femmes. Si l'effort de formation et de « professionnalisation » est toujours plus poussé, si de plus en plus de personnes habituées depuis de longues années à prendre leur comprimé d'Halcion avant de dormir, les autorités britanniques recommandent aux patients d'arrêter progressivement, suivant les conseils de leur médecin généraliste, de manière à éviter un sevrage trop brutal.

HENRI TINCO

(1) Selon le 15 mai dernier, le « catéchisme national pour adultes » a déjà été vendu à 110 000 exemplaires.

MÉDECINE

Sonnifère le plus vendu dans le monde

L'Halcion est retiré du marché par les autorités sanitaires britanniques

Le Comité britannique sur la sécurité des médicaments a décidé, mercredi 2 octobre, de suspendre la commercialisation du triazolam (Halcion), le somnifère le plus vendu dans le monde. Cette décision, motivée par l'apparition d'effets secondaires psychiatriques fréquents, a été immédiatement dénoncée par la firme pharmaceutique américaine qui fabrique cette benzodiazépine.

Présidé par M. William Ascher, le Comité britannique sur la sécurité des médicaments a décidé, mercredi 2 octobre, d'envoyer à chaque médecin, dentiste ou pharmacien du Royaume-Uni, une lettre expliquant sa décision de retirer du marché l'Halcion. Les autorités sanitaires britanniques font valoir que de fréquents effets secondaires d'ordre psychiatrique (en particulier des pertes de mémoire et des dépressions) sont survenus chez des personnes prenant ce type de somnifère. Selon M. Ascher, « on peut maintenant considérer que les traitements à base de triazolam comportent des risques plus importants que leurs bienfaits ».

De manière à éviter toute réaction de panique de la part des personnes habituées depuis de longues années à prendre leur comprimé d'Halcion avant de dormir, les autorités britanniques recommandent aux patients d'arrêter progressivement, suivant les conseils de leur médecin généraliste, de manière à éviter un sevrage trop brutal.

Immédiatement après la décision britannique, la firme pharmaceutique Upjohn, dont le siège est à Kalamazoo (Michigan), faisait savoir qu'elle demandait une audience auprès du Comité sur la sécurité des médicaments, précisant que le CSM lui avait donné jusqu'au 9 novembre pour faire appel. Upjohn avertit les autorités sanitaires des quatre-vingt-deux pays dans lesquels l'Halcion est commercialisé. En France, où cette classe de médicaments est utilisée par 15 % environ de la population, les autorités sanitaires n'ont pas sou-

haité, pour le moment, réagir publiquement.

Pour le président d'Upjohn Company, le docteur Theodore Cooper, « aucune preuve scientifique ni médicale ne justifie le retrait du triazolam du Royaume-Uni ou de n'importe quel autre pays. Ce produit a été introduit pour la première fois sur le marché en 1977. Il est utilisé par des millions de patients. Les résultats des essais cliniques et l'expérience des patients ont fait la preuve que c'est un médicament sûr lorsqu'il est pris dans le respect des recommandations d'usage ».

Effets secondaires

Le docteur Cooper a d'autre part ajouté qu'« au cours des derniers mois, le CSM a demandé des données complémentaires sur la sécurité du triazolam. Nous lui avons fourni ces données et sommes convaincus que celles-ci corroborent la décision initiale du CSM d'autoriser le produit en 1978. Notre deuxième analyse des données ne modifie en aucune sorte le profil bénéfico-technique du produit. Upjohn continue à soutenir ce produit, et les médecins qui le prescrivent, les pharmaciens qui le délivrent et les patients qui l'utilisent ». Pour brutalement qu'elle soit, la décision des autorités sanitaires britanniques ne doit pas vraiment surprendre. Il y a quelques semaines, l'hebdomadaire américain Newsweek (daté 19 août) avait, dans un article retentissant, attiré l'attention sur l'innocuité, selon lui, toute relative, du triazolam (le Monde du 14 août).

Au-delà du problème de santé publique que représente (surtout en France) la surconsommation de médicaments hypnotiques, tranquillisants ou somnifères (le chiffre d'affaire des ventes annuelles d'Halcion est estimé à 250 millions de dollars), on peut se demander si la décision britannique n'est pas un peu disproportionnée : au total, 161 cas d'effets secondaires psychiatriques auraient été recensés par les autorités britanniques de pharmacovigilance. D'autre part, en septembre 1989, la Food and Drug Administration américaine avait, après avoir examiné entièrement le dossier de l'Halcion, décidé de le maintenir sur le marché.

FRANCK NOUCHI

PARIS

Un nouvel « ascenseur » pour Montmartre

A l'occasion de la mise en service du nouveau funiculaire de Montmartre, à Paris, samedi 5 octobre, le trajet sera gratuit pendant le week-end.

Le remplacement du vieux funiculaire électrique installé en 1935, qui avait lui-même succédé au premier funiculaire à eau de 1900, aura demandé un an. Plus qu'une simple modernisation, les nouvelles cabines et les nouvelles gares révèlent une conception originale, plus proche, selon le mot de M. Barrier, directeur de la RATP, de « l'ascenseur incliné » que du funiculaire traditionnel.

« Le funiculaire » ne réussissait plus à transporter ses 2 350 000 passagers par an. L'afflux de voyageurs en augmentation de 10 %

par an l'essouffait et imposait des frais d'entretien excessifs : 1 million de francs à l'année. Le coût de la maintenance sera désormais réduit de moitié et la capacité, à l'inverse, multipliée par deux, passant de 700 à 800 passagers à l'heure à 2 000. Les nouvelles cabines dessinées par M. Roger Tallon, designer du TGV, accueillent 60 passagers au lieu de 48. Leur vitesse a presque doublé : 40 secondes pour monter, contre 70 auparavant. Et elles sont... indépendantes l'une de l'autre. Chacune a son propre câble et circule à son rythme : un système de pesage des passagers entrés dans la cabine déclenche le départ dès qu'un certain seuil est atteint, l'attente ne dépassant cependant

jamais deux minutes. La conduite sera totalement automatique, comme la commande à distance d'un portillon destiné à faciliter l'accès des personnes handicapées et des poussettes.

Les nouvelles installations, entièrement financées par la RATP, ont coûté 80 millions de francs. Les deux gares ont été reconstruites dans un style de transparence du verre et d'absence de couleurs vives pour une meilleure intégration au site. Entre 6 heures du matin et 0 h 30, les voyageurs - dont 79 % sont des touristes - pourront découvrir Paris pour le prix d'un ticket de métro.

CHARLES VIAL

(Publicité)

SANTÉ
Rassemblement pour la Dignité

Une Mutuelle soutient les attentes des Personnes handicapées

La Mutuelle des Personnes handicapées, des familles et des travailleurs sociaux. Santé, Mutualité, Solidarité (SMS), membre de la Mutualité française (FNM), reconnaît l'importance des mesures prises par l'Etat et les départements au cours des dernières années, mais soutient les grandes Associations, telles que l'UNAPEI, l'AFPH, la FNATH, lorsqu'elles réclament que cet effort soit poursuivi et amplifié par la création d'emplois protégés et de places d'accueil pour les personnes polyhandicapées et les autistes, ou par l'augmentation du montant des allocations...

Le 9 septembre, une délégation de la SMS conduite par son président Patrick GOHET, par ailleurs directeur général de l'UNAPEI, et composée de représentants des associations d'aveugles, de malades mentaux, d'handicapés physiques et de parents, a été reçue par Michel GILLIBERT, secrétaire d'Etat aux handicapés.

La délégation a insisté sur les conséquences, pour les personnes handicapées, de l'augmentation du forfait journalier hospitalier, sur la nécessité de maintenir la prise en charge à 100 % des frais médicaux liés au handicap et sur l'opportunité de prendre des

mesures de nature à favoriser l'épargne des personnes handicapées, moyen de leur autonomie et de leur insertion.

Cette Mutuelle est proche de ses adhérents, au nombre de 50 000, elle est installée à Paris et dans toute la France : Lille, Rennes, Toulouse, Lyon, Marseille, Strasbourg et bientôt Poitiers, Bordeaux, Dijon...

Pour répondre aux attentes de ses adhérents, elle a su mettre en place des produits adaptés. Pour les connaître, contactez-la au 89, rue Damrémont à Paris-18°, ou par téléphone, au (16.1) 42-62-48-00.

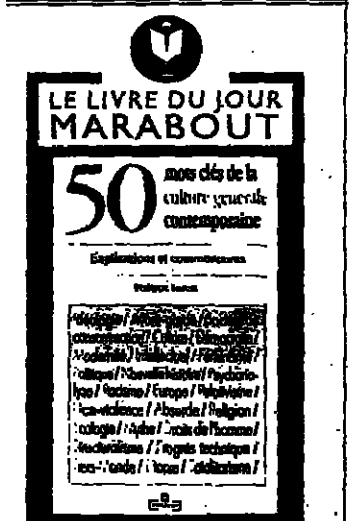
ÉDUCATION

Un projet de loi

Les lycéens devraient être représentés au Conseil supérieur de l'éducation nationale

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a présenté, mercredi 2 octobre, au Conseil des ministres, un projet de loi visant à permettre aux élèves des lycées d'être représentés au Conseil supérieur de l'éducation, organisme consultatif où siègent notamment les représentants des parents d'élèves, des syndicats d'enseignants et des étudiants.

Au cours de ses négociations avec les lycéens, lors du mouvement de novembre 1990, le gouvernement s'était engagé à modifier dans ce sens la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Mais la difficulté résidait dans l'absence, chez les lycéens, d'organisations nationales représentatives. Les représentants lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, au nombre de trois, seront élus par les membres lycéens des conseils académiques de la vie lycéenne, qui émanent eux-mêmes des conseils de délégués d'élèves existant dans chaque établissement.



Pour réclamer la création de nouveaux établissements spécialisés

Vingt mille parents de handicapés mentaux ont manifesté à Paris

A l'appel de l'Union nationale des parents d'enfants inadaptés (UNAPEI), vingt mille personnes environ, venues de la plupart des départements, ont manifesté à Paris, mercredi 2 octobre, pour réclamer notamment la création de nouveaux établissements adaptés à leurs besoins.

Pour la deuxième fois de leur histoire, les parents de handicapés mentaux ont osé occuper massivement, avec leurs enfants, le pavé parisien. En 1988, au cours d'une étonnante Journée de la dignité, ils avaient pacifiquement envahi le jardin des Tuileries et s'étaient fait connaître du grand public et du monde politique comme une force organisée. Ils avaient obtenu le lancement d'un programme pluriannuel de construction de centres d'aide par le travail (CAT) et de maisons d'accueil spécialisées (MAS) qui devraient offrir à leurs enfants plus de 19 000 places nouvelles en 1993.

Gigantesque cahier de doléances

Mais les besoins subsistent : l'UNAPEI estime que 15 000 jeunes handicapés mentaux restent dans leurs foyers totalement inoccupés, improductifs et privés de tout espoir d'intégration. Avant d'avoir décidé de mobiliser à nouveau ses militants pour le dire haut et fort le jour de la rentrée parlementaire.

Démonstration apparemment réussie. Une partie du septième arrondissement a été bloquée par des centaines de cars affilés de toute la France. Vingt mille personnes en sont descendues et, sagement rangées derrière leurs banderoles départementales, elles ont convergé vers la place Vauban, au pied de la chapelle des Invalides. Stands de ravitaillement, toilettes de campagne,

podium, écran géant et carré spécial pour l'impressionnante flottille de fauteuils roulants les attendaient.

L'après-midi, ponctué de menus spectacles et d'allocutions, s'est déroulé comme un show bien monté. Après que les représentants du PC, du RPR (M. Jacques Toubon) et du PS eurent manifesté publiquement leur soutien - Antoine Waechter pour les Verts l'a fait par sa présence muette - le final a été l'étalage sur le pavé, au pied de la tribune, des quatre-vingt-dix cahiers revendicatifs portés par des handicapés. Un gigantesque cahier de doléances en somme, dont les pages frémissaient au vent du soir.

Mme Bernadette Wahl, présidente de l'UNAPEI, a évoqué les espoirs qu'avaient engendrés les « avancées » de ces dernières années et la relative désillusion des responsables, en constatant que trop d'incertitudes et de déconvenues sont encore le lot des familles de handicapés mentaux. M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, a annoncé qu'un nouveau plan pluri-annuel allait être mis à l'étude. Mais ses exhortations à « déplacer les montagnes » n'arrivaient pas à retener les militants fatigués, qui regagnaient leurs cars.

MARC AMBROISE-RENDU

MUTUELLE
des
Personnes handicapées
des familles
et des travailleurs sociaux
42.62.48.00

CULTURE

Ciné-chirurgie

Le premier festival des films retrouvés et restaurés, « Ciné-Mémoire », se tient du 4 au 11 octobre dans vingt-trois villes de France

« La remise à neuf des films pose des problèmes passionnants, dit Jacques Meny, l'un des cinéastes de la Cinémathèque française. Par exemple, du temps du muet, les phrases de texte inscrites entre les images (explications, dialogues) étaient tirées sur des pellicules d'une qualité inférieure à celle des images elles-mêmes. Résultat : à un même degré d'usure, les images sont encore là, et les textes ont disparu. Souvent la reconstitution de ces simples textes a été plus longue, plus épineuse, que celle des images.

Autre tracas : les réalisateurs du muet filmèrent, la plupart du temps, avec deux caméras placées l'une à côté de l'autre. Certains négatifs sont faits avec des vues de la caméra de gauche, d'autres avec celles de la caméra de droite, ou bien c'est un mélange des deux, mais pas le même d'une copie à une autre.

Il y a mieux : on filmait alors plusieurs prises, comme aujourd'hui. Mais, alors que, de nos jours, le négatif est considéré par un choix définitif de chaque prise, les cinéastes du muet fabriquaient, pour l'étranger par exemple, un négatif à partir des prises qui n'avaient pas été retenues pour la sortie française. C'est-à-dire que, lorsque nous confrontons des copies d'un même film, afin de retrouver le meilleur état de chaque bobine, de chaque plan, nous nous trouvons devant des films sensiblement différents. Et, plus d'une fois, les copies les plus utilisables ont été retrouvées à l'étranger (je parle là des films français), où les différences sont les plus marquées. Dans cet imbroglio, une question : où se trouve le « vrai » film, celui qu'avait choisi l'auteur, le réalisateur ? Ou bien allait-il de soi, pour certains cinéastes, que plusieurs versions, aussi méritantes l'une que l'autre, étaient normales ?

Et voici le tracasard bien connu de la vitesse de tournage (et donc de projection) : nous tournons à 24 images/seconde, les « muets » tournaient à 18 ou 20 images. Donc lorsque nous projetons, dans nos projectionneuses à 24 images, les films muets, les passants sentent tout à coup de la lenteur. Mais voilà : ce n'est pas si simple. D'abord, corriger la vitesse apparente du pas des ouvriers qui sortent des usines Lumière, ou celui des voyageurs qui quittent le train à La Ciotat, c'est modifier le film original, ce n'est

plus le reconstruire. Ensuite, les opérateurs qui ont filmé la sortie de l'usine ou la descente du train tournaient la manivelle à la main. Il leur est arrivé de changer de rythme. Il y a parfois, aussi, des changements de vitesse nettement volontaires, d'une séquence à une autre. Mais rien n'est là, ou trop peu de chose, pour nous guider à travers les décisions et les faiblesses ou les enthousiasmes soudains des preneurs de vues et des projectionnistes.

La seule reconstitution appropriée, ce serait un projectionniste d'une sensibilité d'ail extraordinaire, et un peu médium, qui devinerait, sentira, d'après l'image et ses variations, quelle a été la vraie vitesse de la prise de vues, quels sont ses changements en cours de film, et qui, projetant lui-même le film en tournant la manivelle à la main, respecterait toutes ces nuances. Il y a eu, qui opéraient encore il y a peu, un projectionniste anglais qui atteignait ce prodige. Mais là nous touchons au délire. Seulement, à regarder les choses en face, une reconstitution digne de ce nom, c'est

cela. Si le cinéma doit se perpétuer, et survivre, la reconstitution des films muets et parlants, est absolument nécessaire, et bien souvent problématique, incertaine.

Un film « en couleurs sans couleurs »

Et Jacques Meny n'ajoute pas que c'est pour cette raison que les restaurateurs de films forment, d'un pays à l'autre, une peuplade de fous de tous de leur travail. Voilà pourquoi cet événement, « Ciné-Mémoire », est bien plus qu'un festival : c'est une fête pathétique, le témoignage de folles passions.

Jacques Meny, pour sa part, présente l'un des films qu'il a remis à neuf : Un roi sans divertissement, de François Leterrier, adaptation du roman de Jean Giono.

Le travail fut relativement simple. Il ne fut pas nécessaire d'aller explorer des cinémathèques étrangères, des collections privées, des archives de producteurs et de distributeurs, des entrepôts d'exploitants et des caméras de géants (car les géants ont beaucoup diffusé le cinéma, en plein air, jusque vers les années 50) afin de réunir les copies survivantes d'un film et de récupérer les séquences les moins détériorées, celle-ci dans la copie retrouvée à la Cinémathèque de Prague, celle-là dans la copie qui donnait chez un ancien exploitant de l'ouest.

Le problème de cette reconstitution, c'était que Jean Giono et Jean Badal avaient mis un soin infini à réaliser un film « en couleurs sans couleurs », un film tourné dans des plaines blanches à perte de vue (six mètres d'épaisseur de neige et le ciel blanc (toujours couvert), un film en couleurs totalement blanc, exception faite de quelques taches rouges, des taches de sang.

Jean Giono avait voulu précisément son film, il l'avait surveillé, il était implacable sur cette rigueur de la couleur. Il avait ses lubies : « Derrière le sang coule, on n'est plus seul... Le sang est la grande distraction : si vous faites un trou dans quelque chose, dès que le sang coule on est tout de suite un autre homme... Le blanc et le blanc font un tel vide qu'on a envie de mettre du rouge et des cris dans tout ça. »

Or, raconte Jacques Meny, le film n'était plus une bande d'images : toutes blanches avec quelques taches de rouge, il était devenu, d'un bon à l'autre, un film rouge, le blanc avait disparu (les pigments colorés qu'utilisent les usines de pellicule coulent dans les années 60 - le film date de 1963 - présentent fréquemment ce défaut de vivre uniformément au rouge). Il a suffi dès lors à Jean Badal de procéder à de multiples essais en laboratoire, de varier les bains, la vitesse des bains, les « étalonnages », pour obtenir une copie parfaite d'un film qui n'a pas pris une ride.

Mais la chance fut, avant tout, que Jean Badal, le véritable créateur du blanc et du rouge du film de Giono, ait été là. Il gardait tout en mémoire. Il disposait, toute fraîche, toute vivante, de la qualité première du sauveur de films : l'intuition.

MICHEL COURNOT



Une scène de « Judea », de Louis Feuillade (lire l'article ci-dessous), un film restauré présenté dans le cadre du Festival « Ciné-Mémoire ».

Le chevalier du Bien

Le retour du justicier au visage masqué, héros des cinéromans

JUDEA

de Louis Feuillade

En 1913, le producteur Léon Gaumont achetait les droits des romans populaires de Pierre Souvestre et Marcel Allain consacrés aux aventures de Fantomas, le « maître de l'effroi », roi des criminels en cage noire, invisible sous ses mille visages. Louis Feuillade, réalisateur attitré de la maison, en tira un cinéroman en cinq épisodes d'une heure qui, de 1913 à 1914, marquèrent les mentalités.

La Belle Époque, qui allait s'effondrer dans le sanglant conflit mondial, se trouvait démythifiée avec cette fresque souvent tragique, cette épopée du vol et du meurtre, dont le sombre héros triomphait toujours des représentants de la loi et du bien lancés à sa poursuite. En tournant, souvent, en décors naturels, Louis Feuillade allait laisser dans ce cinéroman la trace documentaire du contemporain et inventer, en même temps, le « réalisme fantastique ».

En 1915-1916, en pleine guerre, Feuillade fait encore mieux dans le genre ténébreux avec les dix épisodes des Vampires, substituant à un bandit insaisissable une bande organisée, avec plusieurs chefs et une égarée, Irma Vep, ravageuse sous d'hôtel en hôtel collant et cageole noire.

Les vampires essaient dans toutes les classes de la société, et leurs exploits délirants avaient été écrits par Feuillade lui-même, des improvisations au tournage venant encore amplifier l'appel à l'imaginaire, la folle poésie des apparences truquées, des inquiétantes boîtes de nuit, des grands hôtels et des châteaux piégés, des engins de terreur et de mort.

Louis Feuillade, toujours fidèle exécutant des commandes de la maison Gaumont, s'était trouvé obligé de s'écarter pour consacrer un serial américain de Louis Gesnier avec Pearl White : les Mystères de New-York. Peut-être ne savait-il pas lui-même que son réalisme fantastique, transcendant le feuilleton et le divertissement populaire. Dans les

Vampires comme dans Fantomas apparaît en filigrane la vérité cachée de la société bourgeoise, menacée de tout côté. Feuillade y avait mis, aussi, de l'humour.

Mais le mélange était trop détonnant. La guerre s'éternisait, la violence anarchiste de ces cinéromans soulevait des critiques dont Léon Gaumont s'émouit. Il fallait transformer, maintenant, les forces ténébreuses du Mal en chevalier du Bien. Ainsi naquit Judea le justicier. Les douze épisodes furent écrits par Arthur Bernède, romancier populaire prolifique, dont l'écriture brouillonne est aujourd'hui illisible (on lui doit *Cœur de Française*, les *Mystères de la Bastille*, *Séphégor* et bien d'autres titres). Feuillade, ayant reçu le projet de la série, y apporta beaucoup de remaniements, mais, lorsque le cinéroman sortit en 1917, Bernède écrit tout sa version feuilletonesque publiée, en même temps, dans le *Petit Parisien*.

Ruines et suicides

Un banquier, Favreau, a, par ses excentricités, provoqué des ruines et des suicides. Deux frères ont décidé de le châtier. L'un prend le nom de Judea. Sa tâche est d'autant moins facile qu'il est tombé amoureux de Jacqueline, la fille de Favreau, et qu'une aventurière, Diana Monti, installée comme institutrice chez Favreau, se dresse contre lui. Les titres des épisodes sont fidèles aux lois du genre : *L'Œuvre mystérieuse*, *L'Explosion*, *La Meute fantastique*, *Le Secret de la tombe*, *La Femme en noir*, etc.

Normalement, Judea, personnage antithétique de Fantomas et des vampires, devait être un chevalier blanc. Feuillade lui a pourtant donné un aspect ténébreux, l'habillant d'une grande cape noire à agrafes d'argent, de bottes et d'un feutre aux larges bords cachant le haut du visage. René Gréant, l'acteur choisi pour le rôle, était un grand garçon brun à la figure très pâle et à l'œil lourd de mélancolie. Il avait, sur les affiches qui attirèrent le

public vers le Gaumont-Palace et à l'écran, une allure de héros romantique, portant le mystère de quelque fatalité. Il était atteint d'une tuberculose. Il mourut jeune, en 1922.

Bien que réalisé dans le même esprit de « réalisme fantastique » (et Georges Franju s'en souviendra en 1963 lorsqu'il réalisera son *Judea* en hommage à Feuillade), ce cinéroman n'a pas la somptueuse puissance onirique et angoissante de *Fantomas* et des *Vampires*, sur lesquels les surréalistes devaient dériver. Reste que le cinéroman devint un art et que la restauration entreprise par Gaumont permet de nuancer les vrais feux du feuilleton tel qu'il se présentait, magique, à des foules que le cinéma faisait rêver.

JACQUES SICLIER

DU 4 AU 7 OCTOBRE

LES PORTES OUVERTES RENAULT.

Une parade d'offres exceptionnelles.

MUSIQUES

Dire Straits les nababs du swing

A l'orée d'une tournée mondiale le groupe de Mark Knopfler menace de crouler sous son propre poids

LONDRES

de notre envoyé spécial

Autour de la Wembley Arena, les revendeurs de tickets font des affaires florissantes. Voilà plus de cinq ans que Dire Straits ne s'est pas produit à Londres et les tickets s'arrachent au marché noir. Ils ont vendu sans peine les cinquante mille places de leurs cinq concerts consécutifs, tout comme leurs trois soirs à Bercy ont affiché complet quelques jours après la mise en vente des billets.

Après six ans de silence discographique, cinq ans d'absence sur scène, Dire Straits est partout au sommet des classements de ventes de disques et s'apprête à donner trois cents concerts en dix-huit mois de par le monde. Une tournée qui restera sans doute dans les annales financières du show-business.

Pour l'instant, tout s'annonce bien. *On Every Street*, le disque, n'a ni déçu ni surpris. Dire Straits pratique une musique essentielle, conservatrice, un rock qui serait tout à fait américain s'il n'était joué par des Londoniens. Mark Knopfler, auteur, chanteur, guitariste et *lider maximo* du groupe a démontré pendant les quelques années sabbatiques de Dire Straits son amour de la tradition américaine : en produisant Randy Newman, en enregistrant en duo avec Chet Atkins, pilier de la guitare country, en redécouvrant le répertoire de l'avant-rock n'roll avec les Notting Hillbillies, un assemblage de musiciens réunis par leur révérence pour toutes choses américaines.

Et puis, l'an passé, Mark Knopfler a reformé Dire Straits. Du groupe fondé en 1978, il ne reste que John Illsey, le bassiste, et la musique, donc. En commençant à jouer plus tôt, Dire Straits aurait pu devenir le meilleur groupe de pub rock qu'ait connu l'Angleterre, à une époque où la fraction du public qui ne supportait pas le rock pompier s'était réfugiée entre zinc et acène pour écouter des musiciens à l'accent cockney maintenant une tradition qui n'intéressait même plus les Américains.

Mais en 1978, Dire Straits a occupé presque tout seul l'espace libéré à la fois par l'explosion punk et l'effondrement des dinosaures. En 1986, avec *Brothers In Arms*, le groupe a été admis, bon gré mal gré, au club des multimillionnaires en disques vendus, entre Madonna et U2. Contrairement à celle de leurs collègues superstars, leur musique, faite de blues et de *try*, ne pouvait pas résister à cette promotion.

Elle ne s'épanouit vraiment que dans le plaisir de jouer, quand les enjeux - esthétiques, financiers - sont restés à la porte. Or pour un groupe qui a la stature financière de Dire Straits, il ne s'agit plus de

jeu mais de marketing : la raison d'être première de la tournée est de faire vendre des albums. Pendant les deux heures du concert, on a largement le temps de méditer sur cette métamorphose finalement injuste, pour le groupe comme pour le public.

Habillé comme l'as de pique

Dire Straits commence par *Callin' Elvis*, le premier simple extrait de l'album : l'ombre d'une mélodie marmonnée, un rythme cahotant deux fois plus complexe qu'il n'y paraît et des entrées de guitares (Knopfler est secondé par Phil Palmer, qui occupait le poste de second couteau lors de la dernière tournée d'Eric Clapton). Le chef est habillé comme l'as de pique, d'une chemise blanche et d'un pantalon de survêtement. Le rituel bandeau d'époque retient ses ultimes boucles grises et il grogne dans le micro les antennes du rituel rock : « Yeah, alright, do you want to rock'n'roll ? »

Comme l'on sait par ailleurs que Knopfler n'est pas dépourvu d'humour, on lui ferait volontiers crédit du second degré si cette petite chose sans conséquence qu'est *Callin' Elvis* n'était pas gonflée jusqu'à l'éclatement par le groupe pour finalement rassembler les excès d'un second rappel d'un grand concert de rock international, solo de batterie compris.

Au fur et à mesure que se déroule l'enchaînement prévisible des tubes et des nouveaux titres, de *Sultans of Swing* à *Walk of Life*, il faut se rendre à l'évidence : pour toucher jusqu'aux derniers rangs de la Wembley Arena (un peu plus petite, nettement plus laide que Bercy), Knopfler force systématiquement le trait. C'est pour mieux éblouir (aveugler, même) qu'il a besoin de deux claviers, capables de se transformer en section de cordes ou de cuivres à volonté, c'est parce que tout le monde doit en avoir pour son argent que les lumières sont d'une banalité que leur puissance ne compense jamais.

Les quelques idées musicales neuves - l'addition d'une *pedal steel guitar*, certaines inflexions dans les arrangements, suffisent à peine à donner la nostalgie de ce que pourrait être un concert de Dire Straits.

THOMAS SOTINEL

► Les 3, 4 et 5 octobre au Palais Omnisports de Paris-Bercy, 75012 Paris. Autres concerts parisiens et tournée prévus en avril.

PHOTO

Les monstres de Joël Witkin

Magnifiés par la volupté des tirages, grattées, maculées, brossées comme des tableaux vivants et rehaussées pour le meilleur par des couleurs pâles, les dix dernières œuvres de Joël Witkin sont des variations sur une suite de grands sujets picturaux en référence aux tableaux du dix-huitième siècle dont il parodie les codes, hommage à Adolphe Braun, Nègre ou Massey.

Obèse, naine nue, hermaphrodite, *Vénus*, fous morts sont les héros ricanants d'icônes maléfiques auxquels Witkin insufflé les angoisses et les chimères de son univers. Fidèle à son habitude, qui consiste à représenter l'Infigurable, ce démiurge provoque à coup en partie ses dernières créations d'après des membres amputés, conservés dans les territoires non réfrigérés d'une morgue.

Vision d'apouvante matérialisant les démons qui le tentent, cette composition de cauchemar n'est pas la projection libératrice d'une vision intérieure. Elle réveille au contraire les terreurs enfouies de son enfance et rappelle le temps de son service militaire, où il était assistant d'un médecin légiste et avait pour mission de photographier des cadavres.

PATRICK ROEGERS

► Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bratonnerie, 75004 Paris. Jusqu'au 12 octobre.

MUTUEL
12.62

la référence au bout des pages...

ECONOMIE & STATISTIQUE

Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an (11 n°s) 390 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17

SAMEDI 5 OCTOBRE

S. 8 - 16 h, Jacques LACAN. - M. LOUDMER.
S. 15 - Nombreux lots de métal argenté. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

LUNDI 7 OCTOBRE

S. 1 et 7 - 21 h, sculptures modernes et contemporaines. - M. HOEBANX-COUTURIER. Expo le 5-10, 11 h/18 h et le 7-10, 11 h/17 h.
S. 3 - Bijoux. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4 - Art moderne et contemporain. - M. RIBREYRE, BARON.
S. 7 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e. - M. ADER, TAJAN, M. DILLÉ, expert. (Catalogue : poste 469).
S. 10 - Cartes géographiques. ARCOLE (M. RENAUD).
S. 13 - Jouets, dentelles. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 14 - Ensemble de peintures par B. BONNAREL, A. HUET, P. de BOYSSON, L. PEYRAT. - M. MILLON, ROBERT.
S. 15 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MARDI 8 OCTOBRE

S. 5 - 20 h 15. Art primitif : masques, Tableaux, sculptures par Arman, Biais, Y. Klein, W. Lam, S. Lewitt, R. Long, Mathieu, Poliakoff, Rippele, Rüchtem, Soto, Tappin, Vasarely, Viala, Vieira da Silva, Villos, L. Weiner. - M. Catherine CHARBONNEAU. (Expo le 7-10, 11 h/18 h et le 08-10 11 h/17 h).
S. 8 - Argentier, bijoux, objets de vitrine. - M. ROGEON.
S. 9 - Tableaux, bijoux, mobilier de style. - M. CARDINET-KALCK.

MERCREDI 9 OCTOBRE

S. 1 - 14 h. Bibliographie de la librairie GIARD. 5 000 volumes. - M. DEURBERGUE.
S. 3 - Art africain. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4 - Bijoux, Meubles et objets d'art. - M. MILLON, ROBERT.
S. 7 - Atelier Nicolas ISSAËV. ARCOLE. - (M. OGER, DUMONT).
S. 15 - Bib., meub. - M. BONDU.

JEUDI 10 OCTOBRE

S. 5 - Vieux papiers. - M. MILLON, ROBERT, M. C. WILKES.
S. 6 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. BOISGIRARD.
S. 9 - Bijoux, por. mobilier. ARCOLE (M. RENAUD).
S. 10 - 16 h 30. Tapir d'Orient. - M. ADER, TAJAN, M. Barthéol, expert. (Catalogue, poste 469). (Expo 10/10-10 h/16 h).

VENDREDI 11 OCTOBRE

S. 3 - Décorations, ordres de chevalerie. - M. RIBREYRE, BARON.
S. 4 - Timbre-poste, Tableaux anciens, objets d'art, meubles anciens. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 - 14 h 15. Livres d'art de référence et catalogues raisonnés. - M. PICARD.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

DIMANCHE 6 OCTOBRE à 14 h 30
LE REGARD D'ALAN
M. BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs
(Expo le 5-10, de 11 h à 23 h).

MARDI 8 OCTOBRE, à 15 h et 20 h 30
ARTS PRIMITIFS
de la collection Roger BUDIN (Genève)
et appartenant à divers amateurs
M. PICARD, commissaire-priseur, M. Guy Mounabaron, expert.
(Expo le 7-10, 11 h/21 h et le 8-10, 10 h/12 h).

DROUOT NORD - SALLE A
Jeudi 10 octobre à 10 h, 130 tapis judiciaires
(Expo le 10-10 de 9 h à 10 h).
M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, Commissaires-priseurs.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009) 48-24-06-11.
Catherine CHARBONNEAU, 124, rue St-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.
HOEBANX-COUTURIER, 10, rue Chausse (75009), 47-70-82-66.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHÉNIS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 45, rue Lafayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009) 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBREYRE, BARON, 3, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
nouveau pour B.T.S.
manuel de gestion
A. Brigand et J. Obadia
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

ARTS

CULTURE

La mort du père

Les dessins de jeunesse de Picasso, en quelque cent numéros parfois venus de Barcelone

«PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE»
à l'Hôtel Salé

Picasso avant Picasso, c'est déjà Picasso. L'exposition des dessins de jeunesse au musée de l'Hôtel Salé le montrent bien, des croquis de taureaux de 1893, dont il n'y a pas grand-chose à dire, sinon que l'artiste avait une douzaine d'années, qu'il vivait encore à La Corogne et qu'il n'y a pas de quoi crier au génie à ce moment-là, jusqu'aux portraits-charges des amis, à Paris, vers 1905, ubuesques et réjouissants : Apollinaire, tête en poire, Paul Fort, unche en suspens, Mordas fumant sa moustache, qui pris isolément, qui en vrac sur les pages, qui en syntheses moyennes de figures en frise rebondissant de maison close en vernissage de galerie.

En 1905, date à laquelle il se fixe définitivement à Paris, Picasso, qui n'est plus un enfant, mais continue à dessiner tout le temps, comme il respire, s'adonne avec ardeur et plus que de costume à la caricature. De «poutains» (pour reprendre l'écriture phonétique de l'artiste) en copains, de Laureac au pseudo dessin d'enfant, d'ellipse en graffiti, de

déformations en dégradations, il ne fait que poursuivre dans cette veine argotique, basse de plafond, que Pablo Ruiz, avant Picasso, avait exploré, en écolier digne de Jarry : cette veine du «primitivisme» dont William Rubin a parlé.

Une «régression» qui permet à l'artiste d'échapper aux normes académiques, de désapprendre à dessiner selon les normes, comme il avait appris à le faire et savait le faire très bien, se montrant capable de maîtriser le modèle en pâte, d'interpréter Goya ou de portraiturer son père avec grande élégance. Lequel père, obscur professeur justement de dessin, aurait, dit la légende bien entretenue par l'ami Sabartés, passé officiellement palette et pinceaux à son fils, l'estimant, déjà en 1894, nettement plus fort que lui.

L'intérêt majeur des dessins de jeunesse de Picasso ne réside évidemment pas tant dans la manifestation d'un savoir-faire précoce, véritable sur le moindre croquis, que dans la façon dont l'artiste entreprend, non sans douleur, non sans confusion, non sans écarts, non sans rires, de s'en débarrasser, de ce métier. En se déployant sur tous les terrains, il le peut, il sait tout faire;

en multipliant les sujets et les styles, bien capable qu'il est de sombrer avec Goya, d'évoluer dans les eaux lourdes de Munch, de se poser en digne héritier de Puvion, de froisser avec Lantier, d'en découper avec le bourgeois, comme on le fait dans les cabarets.

Selon l'humeur du moment, souvent sinistre - l'ami Casagemas est mort, - et selon l'air du temps, entre Barcelone et Paris, Barcelone, Picasso y vit de 1895 à 1905, mais en liaison avec Paris à partir de 1901, l'année où il expose pour la première fois, chez Ambroise Vollard.

Dans ces années, Picasso dessine tout, procède, cela va de soi, le peintre, mais aussi le débord, ce qui est moins évident. C'est une espèce de chien fou en liberté. Sans maître (qui alors en avait?), le crayon en main, il cherche une discipline à travers mille maîtres, il est protéique, se dépeint, d'après lui, en égaré. Autre intérêt de l'exposition : les thèmes abordés, ceux de la tarabiscation, du bordel et de la crucifixion, entre autres, qui resurgissent.

A noter dans chaque salle, où les feuilles ont été regroupées de façon à montrer le «suivi» des sujets autant

que la chronologie, des dessins éblouissants. Qui peuvent relever de l'esquisse appuyée, griffonnée dans l'encre, comme la *Course de taureau* (1896-99) ou le *Couple enlacé* (1901) plus parisien; de l'étude hiératique, dépeinte, au trait pur, souvenir des grottesques rémis au goût du jour (pour l'*Enlèvement*, 1901-1902); de l'écriture légère, à frissons et sensations (la *Danseuse de French-canon*, 1900-1901); du dessin fini comme cette *Tête de femme* (1903), douloureusement sculpturale, qui fait penser à la Jeanne d'Arc-Falconetti de Dreyer.

«Picasso, jeunesse et genèse», tel est le titre de l'exposition. Il est juste. Avant 1905, la plupart des thèmes sont en place, tour à tour profanes et sacrés, et la méthode sans discours, qui consiste à glisser d'un monde à l'autre, bien préparée au travers, par exemple, des salimbanques. Qui peuvent être drapés à l'antique, groupés comme des figures au pied de la croix ou du taureau, quand l'arène des sacrifices peut devenir le lieu d'une bouffonnerie. Comme dans la vie.

GENEVÈVE BREERETTE

Musée Picasso, Paris, jusqu'au 25 novembre.

THÉÂTRE

Poupées en quête de sens

A Charleville-Mézières, il y a eu 65 000 entrées au 9^e Festival mondial des théâtres de marionnettes

CHARLEVILLE-MÉZIERES

de notre envoyée spéciale

Trente ans après sa création, le festival de Charleville-Mézières vient d'assumer pleinement sa schizophrénie. Autrement dit, cette rencontre mondiale des théâtres de marionnettes a manifesté sa double personnalité : conviviale et expérimentale, résolument avant-gardiste et gentiment ringarde. Deux événements coexistent désormais, en fait, sous les apparences d'un seul festival, aussi différents que le sont les deux familles de professionnels implantées dans la ville.

Le premier est le rassemblement bon enfant, provoqué en 1961 par le marionnettiste ardennais Jacques Félix et renouvelé tous les trois ans, d'hommes et femmes du monde entier qui animent des figures animées. Peu importe qu'ils se servent de fils, de tringles ou de gaines, sculptent des poupées ou découpent des ombres, racontent des histoires anodines ou exorcisent les esprits malins : leur réunion massive démultiplie leur discipline, et plus les troupes sont nombreuses - 160 environ cette année, représentant une quarantaine de pays - plus elles sont susceptibles d'être prises au sérieux.

La domination de «l'ingénierie»

Le second événement, moins immédiatement perceptible, est la confrontation de recherches artistiques pointues, bérénies parfois du Bauhaus ou du futurisme italien, à toutes sortes de pratiques anthropologiques. Ce «festival dans le festival» pour les références de l'Institut international de la marionnette (IIM) que dirige à Charleville, depuis 1981, la Roumaine Margareta Niculescu. Elle prévoit d'ailleurs de le prolonger, entre deux rendez-vous triennaux, par des rencontres annuelles sur des thèmes comme «la marionnette et la musique» (en 1992) ou «les mythes dans le théâtre de marionnettes» (1).

De rudes chocs peuvent survenir quand les vieux amis de Jacques Félix se heurtent à certains interlocuteurs de Margareta Niculescu. On a vu se succéder cette année, au cours d'une des soirées de gala inaugurées à l'Opéra de Charleville, la marionnette d'André Talon millionnaire un «complément», et les esprits des morts du Ki Yi M'Bock ivoirien. Certaines «tendances actuelles du théâtre de marionnettes», pour

représenter le thème de réflexion d'un groupe interdisciplinaire présidé par Robert Abirached, se référaient à la fois, curieusement, dans des spectacles forts comme dans des productions pour public peu exigeant. La plus troublante, cette année, a été l'entrée en scène des marionnettistes, non seulement comme manipulateurs mais comme acteurs à part entière. Une mutation particulièrement intéressante dans *Room five*, du génial Neville Tranter. Cet Australien d'Amsterdam, révélé à l'avant-dernier festival, descend aux enfers d'une relation sadomasochiste marionnette sans cesse la frontière entre réalité et simulacre, psychodrame et bouffonnerie.

Une autre tendance, relevée avec quelque inquiétude par Margareta Niculescu, est la domination de «l'ingénierie» - entendons : la proesse technique. Peu de marionnettistes, apparemment, ont quelques choses de neuf à dire. Plus rare encore sont ceux qui parlent du monde dans lequel ils vivent. Si bien que Peter Schumann, fondateur des Bread and Puppet, théâtre pacifiste des années 60, a fait l'événement en engageant ses stagiaires de l'Ecole supérieure nationale des arts de la marionnette (associée à l'IIM), dans un spectacle sur les événements de Yougoslavie. De l'agit-prop à Charleville-Mézières ? Une parade contre la guerre, plutôt, dans laquelle les moyens les plus simples, bougies allumées, farfouilles entrecroisées, procession de grandes têtes grises peintes sur panneaux, mettaient en scène la tragédie d'un peuple.

Il est trop tôt pour savoir si ce spectacle nocturne, donné deux fois, marquera le festival 1991, ou si les spectateurs se souviendront plutôt des Marionnettistes sur l'eau du Vietnam (le Monde du 19 septembre). Du moins n'oublieront-ils pas le rassemblement, provoqué par l'IIM, des «marionnettistes en territoire africain», rencontre de l'art et de l'ethnologie, avec des poupées rituelles sorties pour la première fois de la brousse, et des shows de troupes attentives aux techniques et logiques méditerranéennes d'Europe.

Le mini-festival africain, de ce fait, participait de la schizophrénie générale. Mais il est, apparu, lors d'un colloque passionnant sur «Marionnette et thérapie», que les petites poupées peuvent intervenir aussi efficacement contre les psychoses que contre le sida. Préventives en tant qu'instruments de communication, elles guérissent par leur aura magique. Le festival de Charleville est excusable s'il confond, par moments, ces deux fonctions.

BERNADETTE BOST

(1) L'Institut international de la marionnette fêtera une revue triennale. Quel que soit le dernier numéro consacré au «corps dans l'espace».

► A voir à Charleville-Mézières, en attendant le prochain festival, l'horloge géante du «Grand marionnettiste» qui vient d'être installée place Churchill : un automate de Jacques Monestier dont les mains de cuivre animent, à chaque heure, des figurines illustrant la légende des quatre fils Aymon.

Faire jeune à l'usage des vieux

Quand Barillet et Grédy longent du côté du Splendid

MAGIC PALACE

au Théâtre des Mathurins

Six ans après *Lily et Lily*, histoire de jumelles amoureuses écrites sur mesure pour Jacqueline Maillan, Pierre Barillet et Jean-Pierre Grédy, à l'occasion du quarantième anniversaire de leur tandem, livrent *Magic Palace*, histoire de deux jeunes comédiens-auteurs en pleine gloire, façon théâtre du Splendid, qui décident d'associer à leur nouveau spectacle une ex-sociétaire du Français à la recherche d'un nouveau - dernier? - souffle.

Il va donc essentiellement s'agir, en deux heures et cinq minutes, de broser un état des lieux du conflit des générations et de la confrontation entre «jeune théâtre» et «théâtre de tradition». Conflit des générations, d'abord : à gauche, trois jeunes gens de moins de trente ans, Blondel et Jublin (Thierry Wermuth et José Paul), coauteurs des succès du Magic Palace, qui vivent en communauté avec Zoé (Zoélie Ganvia), mère d'un petit Bruno que lui a fait Jublin ; à droite, Rosine Dumas (Micheline Boudet), qui fut longtemps une inoubliable interprète de Marivaux.

Les uns sont plutôt délégués, disent beaucoup de gros mots, draguent sans arrêt et boivent beaucoup. L'autre est une grande bourgeoise coincée, égoïste, qui parle haut et... boit beaucoup. Frotements.

Confrontation entre «jeune théâtre» et «théâtre de tradition» : Barillet et Grédy se moquent gentiment mais obstinément d'une certaine façon d'écrire aujourd'hui à laquelle ils opposent en dialogues croisés de nombreux emprunts au répertoire classique dits joliment, on l'imagine, par Micheline Boudet, qui est effectivement ex-sociétaire de la Comédie-Française. Sans renoncer bien sûr à leur style propre caractérisé par des fait de répliques incisives qui font semblant de s'en prendre à la bourgeoisie et à

l'un de ses meilleurs produits, le «boulevard», pour mieux le défendre, tandis qu'elles résistent un certain nombre de poacifs contre le théâtre public, en gros : emmerdant, prétentieux, mortifère.

Il serait cruel pour les coauteurs de *Magic Palace* de faire la liste des spectacles produits par des théâtres publics la saison passée et qui ont décliné des éclats de rire sans commune mesure avec les trois ou quatre sourires que suscite leur dernière pièce, très inférieure à leurs *filles* qui sont toujours *Fleur de cactus* (1964) ou *Folle Amanda* (1971).

Il serait cruel d'ajouter que les interprètes de ces divertissements subventionnés étaient incomparablement supérieurs à la petite distribution de *Magic Palace* que Micheline Boudet ne parvient pas à faire décoller, si ce n'est dans la seule scène réjouissante de la pièce, celle de la première lecture du manuscrit des jeunes auteurs, qu'on a attendue une heure et demie... Le rire est un métier, c'est même un devoir aujourd'hui. Barillet et Grédy paraissent en avoir usé les ficelles.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre des Mathurins. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi à 19 h et samedi à 17 heures et la dimanche à 15 heures. Tél. : 42-85-90-00. De 50 F à 230 F.

PROLONGATIONS
Jusqu'au 11 octobre

LES BONNES

de Jean Genet

Mise en scène
Alain Ollivier

C'est très beau, et cela ressemble beaucoup à Jean Genet lui-même.
M. Cournot - Le Monde
Splendide et inusable.
J.P. Thébaud - Libération
Jarras on n'aime si bien réentendre ce texte.
A. Hélot - Le Quotidien
L'exacte charge du théâtre d'aujourd'hui qu'il faut et qu'il suffit.
J.P. Lemerand - L'Humanité

STUDIO-THÉÂTRE
DE VITRY

18 avenue de l'Industrie
94400 Vitry sur Seine

46 81 75 50
Réservations indispensables

CINZANO
et
L'ANNIVERSAIRE
DE SMIRNOVA
de Lioudmila Petrouchna-Kala
WESSELSKIE
STEPHAN MEIDEGG
JUSQU'AU 10 NOVEMBRE

DU 28 SEPT. AU 13 OCT.
LE DECAMERON DES FEMMES
"époustouflant de virtuosité : on rit aux larmes!"
TELERAMA
"rarement spectacle aura procuré un tel plaisir : une merveille!"
BIBA
"jubilaire et plein d'humour, des comédiennes épatantes."
7 A PARIS
"Spectacle tendre et très drôle qui cogne les cœurs."
LE MONDE
T.B.B. FR
46 03 60 44

D
LES POR

D

D

D

D

D

D

D

D

D

D

D

DANS TOU

DU 4 AU 7 OCTOBRE LES PORTES OUVERTES RENAULT.

Des séries spéciales à découvrir.

CLIO NRJ ET CLIO S, RENAULT 19 PRIMA, EUROPA, DYNAMIC,
RENAULT 21 MANAGER, RENAULT 25 COURCHEVEL

Une fête de reprises.

REPRISE 5000 F* TTC minimum de votre véhicule pour tout achat
d'une Supercinq Five ou Clio essence.

REPRISE 6000 F* TTC minimum de votre véhicule pour tout achat
d'une Clio Diesel, Renault 19 ou 19 Chamade essence.

REPRISE 7000 F* TTC minimum de votre véhicule pour tout achat
d'une Renault 19 ou 19 Chamade Diesel.

Crédits exceptionnels.

Profitez des crédits et des financements DIAC exceptionnels. Sous réserve
d'acceptation du dossier par la DIAC RCS Nanterre B 702 002 221.

Economisez jusqu'à 7 000 F.

Economisez jusqu'à 7000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez
depuis au moins 6 mois, ou 90 % sur le prix des équipements en option, du contrat
Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de
7000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

50 Clio et 200 000 blousons à gagner.

Ne laissez surtout pas passer la chance de gagner l'une des 50 Clio RN 1.2 5 portes ou l'un des
200 000 superbes blousons mis en jeu chez votre concessionnaire ou agent Renault participant
au grand jeu national gratuit de la clé.



* Cette offre réservée aux particuliers, possesseurs du véhicule depuis au moins 6 mois, concerne les véhicules neufs (VP).

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT



**** PUBLICIS STOLTES

Tapez 36-14

30 Le rapport du Fonds monétaire international
— La malaise paysan

32 Communication
33-35 « Le Monde Affaires »

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Le libero et le stoppeur

Les contraires s'attirent, dit la sagesse populaire. Dans l'informatique comme dans la publicité, deux secteurs fort éloignés mais qui traversent l'un et l'autre une période de mutation accélérée, c'est une même riposte à la crise qui a été imaginée : le rapprochement de frères ennemis, la collaboration d'entrées aux valeurs, aux modes de fonctionnement et aux styles totalement éloignés. Le numéro un mondial IBM et son challenger de toujours Apple étaient opposés l'un et l'autre que le sont Eurocom et RSCG, les deux agences françaises qui viennent de fusionner.

D'un côté, IBM ou Eurocom (du groupe Havas), symbolisent la puissance et la rigueur, avec leurs travers : des organisations rigides, parfois sclérosées, des difficultés à « faire des coups » ou à « innover », bref, une image de sérieux. De l'autre, RSCG comme Apple sont de petites entités, qui se sont créées par rébellion, refusant l'image que leur envoyait leur grand frère, fonctionnant au brio, au culot, au mythe, incarnées par une individualité forte, parfois exaspérante et souvent charismatique : l'ancien fondateur Steve Jobs pour Apple, Jacques Séguéla pour RSCG.

Ces poids légers sont aujourd'hui également handicapés : leur taille, leur esprit, leurs moyens financiers et commerciaux plus limités les mettent à la merci d'une marginalisation dans deux branches d'activités où il est désormais nécessaire d'être grand et fort pour soutenir le rythme de l'innovation et imposer ses produits, ses standards (informatique) ou pour négocier avec des annonceurs multinationaux et ne pas être distancés dans la course à la taille critique (la publicité).

Difficile de prévoir ce qui sortira de ces deux mariages de raison. Les fusions et accords de collaboration entre sociétés proches culturellement sont déjà des opérations délicates à mener. Le rapprochement de frères ennemis pourrait donc être explosif. Il traduit en tout cas de la part des gros comme des petits une certaine lucidité et une propension à mettre sous le boisseau certaines craintes. L'avenir avant tout, et leur survie. Bref, un signe d'intelligence. Le pari est délicat. Les entraîneurs le savent bien : le joueur complet n'existe pas. Un libero a du mal à se soumettre à la rigidité du stoppeur et vice versa.

CAROLINE MONNOT

Bruxelles met son veto à l'achat du canadien De Havilland par Aérospatiale et Alenia

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La décision de la Commission européenne d'interdire à Aérospatiale et Alenia d'acquérir De Havilland freine les ambitions industrielles d'un groupe européen dynamique sur un marché mondial où la compétition avec les Américains est serrée. Elle a d'autant plus surpris que, jusqu'à présent, au niveau des adjoints des commissaires, une majorité s'était prononcée contre les conclusions de M. Brittan, estimant sa démonstration peu convaincante, voire tendancieuse.

Au terme d'un règlement adopté en 1989, sous présidence française, grâce alors aux efforts conjugués

de M^{me} Edith Cresson et de M. Brittan, la Commission doit se prononcer sur les fusions et autres concentrations entre entreprises dont le chiffre d'affaires additionné dépasse 5 milliards d'euros, soit 35 milliards de francs. La Commission ne s'est jusqu'ici jamais opposée aux projets de concentration qui lui étaient soumis. Elle perdrait toute crédibilité si elle ne trouvait pas le courage de refuser une opération jugée peu satisfaisante en termes de concurrence, a souligné, en substance, M. Brittan au cours du débat de mercredi.

L'argument a apparemment porté puisqu'il s'est finalement trouvé une majorité pour le suivre et que le président Jacques Delors lui-même s'est abstenu. M^{me} Christine Scrivener, le second commis-

saire français, n'ayant, semble-t-il, pas participé au vote. Il est intéressant de noter qu'entre les deux commissaires italiens le vice-président Martin Bangemann, chargé de la politique industrielle, et le commissaire Karel Van Miert, responsable de la politique des transports, ont voté contre la proposition de M. Brittan.

Le règlement « concentrations »

Les services de M. Bangemann avaient fait valoir qu'en aucune façon la position et les moyens dont disposait la nouvelle entité ATR et De Havilland ne lui permettraient d'entraver le jeu normal de la concurrence sur le marché mondial et communautaire, ajoutant que les rivaux du groupe fran-

çais pourraient tenir le choc, soit en raison de leur puissance propre, soit par le biais de restructurations que le caractère exorbitant du marché rend de toute façon nécessaires.

Certains experts bruxellois considèrent que cette aventure, fût-elle regrettable sur le plan industriel, pourrait être méditée utilement par les entreprises françaises qui, disent-ils, n'ont pas pris suffisamment au sérieux les contraintes et les dangers du règlement « concentrations » et mènent de manière trop peu attentive leurs tractations avec Bruxelles. Ce reproche s'adresse également à l'Aérospatiale et à Alenia, qui, dit-on, n'ont pas manœuvré de manière particulièrement efficace face aux services de M. Brittan.

PHILIPPE LEMAITRE

Aéronautique : le mariage interdit

Suite de la première page

Ce n'est pas la première fois que la Commission examine à la loupe les accords, les rapprochements et les fusions d'entreprises pouvant créer des monopoles ou des positions dominantes afin de défendre le consommateur et les autres entreprises du secteur concerné. On se souvient que le mariage Renault-Volvo avait été longuement soupesé. Bruxelles avait demandé à Alcatel-Asthom et à Fiat de réaménager leur alliance dans les télécommunications et à Air France d'accepter un renforcement de la concurrence aérienne en France même, après la fusion avec UTA et Air Inter. Une cinquantaine de dossiers ont ainsi reçu le feu vert. En interdisant, pour la première fois, un mariage dans la construction aéronautique, l'exécutif européen franchit un pas qui pose des questions vitales aux gouvernements et aux entrepreneurs de la Communauté.

Passons sur le caractère inquisitorial qu'ont pris les démarches de la DG 4 (direction générale de la concurrence) animées par M. Brittan et qui procèdent à de véritables perquisitions au siège de la SNCF, par exemple, pour s'assurer que l'accord laborieusement négocié dans le transport combiné routier-rail entre la société nationale et les transporteurs routiers n'est pas anti-concurrentiel. Après tout, la recherche de la vérité peut nécessiter des démarches vigoureuses ou inélegantes, même si elles sont traumatisantes pour les « suspects ».

Il y a plus grave. La Commission semble, avec M. Brittan, se faire une idée plutôt sommaire de la concurrence. Dans le domaine aéronautique, qui n'est pas un sec-

teur de grande consommation, tant s'en faut, raisonner en part de marché relève d'une méconnaissance des réalités économiques. D'une part, les avions de transport régionaux ne sont qu'une petite partie de la production d'avions commerciaux. Les plus petits appareils (moins de 30 places) comme les plus gros (plus de 100 places) effectuent des « transports régionaux ».

Une politique industrielle pour l'Europe

Les avionneurs et les motoristes du monde entier sont, à la fois, concurrents et alliés : l'espagnol Casa participe au consortium Airbus, tout en fabriquant des pièces pour les avions concurrents de Boeing et de McDonnell-Douglas. Cette pratique garantit qu'aucun d'entre eux ne risque de « se faire sortir » du marché. Quand Fokker et British Aerospace orientent au meurtre en dénonçant à la Commission le rachat de De Havilland par leurs concurrents, ils font preuve d'une certaine mauvaise foi.

Enfin, la situation est loin d'être figée dans l'aéronautique civile. Les succès du brésilien Embraer, les ambitions de l'industrielle indonésienne et les capacités de l'Américain Bombardier-Learjet laissent prévoir de belles empoignées sur le marché de l'avion de transport régional dont le premier constructeur mondial Boeing a décidé de se retirer, ce qui laisse à penser qu'il n'est pas si profitable que cela.

Devant ces incohérences, les questions se multiplient sur les raisons qui ont conduit Bruxelles à une telle décision. M. Brittan,

véritable procureur, construit-il à bon compte une carrière politique européenne en jouant la carte du consommateur même dans des secteurs où celui-ci se moque de la concurrence ? A ce sujet, pourquoi avoir interdit l'achat de De Havilland qui ne concerne pratiquement pas le passager aérien alors que la fusion Air France-UTA-Air Inter, acceptée, elle — est autrement dangereuse pour le client ? Si l'on comprend bien Bruxelles, le consortium Airbus qui associe Aérospatiale, British Aerospace, Casa et Deutsche Aerospace serait représentable aujourd'hui, et chacun devrait construire son Airbus de son côté. Et être ainsi mis inévitablement en péril, compte tenu des dizaines de milliards de francs nécessaires pour lancer un avion !

Il faudrait que, loin de toute démagogie, la Commission ne se contente pas de veiller à la concurrence et qu'elle élabore les règles du jeu d'une politique industrielle, celle-ci ayant nécessairement des points d'opposition avec celle-là. Car, alors que la compétition mondiale fait rage dans tous les secteurs, il serait intolérable que Bruxelles se contente de faire des crocs-en-jambe aux entreprises européennes sous prétexte qu'elles seules sont à sa portée.

ALAIN FAUJAS

Les Britanniques veulent se retirer d'un projet européen de missile antichar

Le ministère britannique de la défense a adressé une lettre à ses partenaires français allemands dans le projet de missile antichar Trigat à longue portée pour leur demander six mois de réflexion supplémentaire avant de se retirer éventuellement de ce programme. Pour Londres, ce projet n'est plus prioritaire. Des négociations devront avoir lieu, d'ici à mars prochain, pour déterminer les modalités du retrait britannique ou — si l'accord était maintenu — une baisse du niveau de l'engagement financier attribué au Royaume-Uni. A l'origine, les Britanniques étaient parmi les plus chauds partisans du programme, proposant une coopération à trois pays européens. Le développement du Trigat — un missile portant à 4,5 kilomètres de distance et destiné à des hélicoptères ou à des véhicules terrestres — a commencé en 1988. Il est estimé à 6,2 milliards de francs, sur lesquels 55 % sont déjà engagés. Le Royaume-Uni a dépensé 1,5 milliard de francs à ce jour.

EN BREF

Des avions d'entraînement brésiliens pour l'armée de l'air française. — La Délégation générale pour l'armement a passé commande, mercredi 2 octobre, à la société brésilienne Embraer de deux avions légers d'entraînement Tucano destinés à former les élèves-pilotes de l'école de l'air à Salon-de-Provence. Il est envisagé une commande d'une cinquantaine de Tucano, soit 1 milliard de francs, pour remplacer les Fouga-Magister actuels. Cet achat, attendu depuis plusieurs mois, est une façon de compenser l'acquisition par le Brésil d'une cinquantaine d'hélicoptères conçus par le groupe français Aérospatiale.

Pour limiter le déficit budgétaire de 1991

Sept milliards de francs ont été prélevés sur la Caisse des dépôts et consignations

Afin de faire face une nouvelle fois à la diminution des recettes fiscales provoquée par le ralentissement de la croissance économique cette année, le gouvernement a prélevé 7 milliards de francs sur le fonds de réserve de l'épargne-logement, constitué par la Caisse des dépôts et consignations. Ces 7 milliards s'ajoutent aux 15 milliards de francs prélevés sur divers fonds d'organismes publics, dans le cadre du projet de loi portant sur diverses mesures d'ordre économique et financier (DDOEF) voté en juin par le Parlement.

Les portes de recettes fiscales sont évaluées au total, cette année, à 90 milliards de francs par le ministère des finances. Après imputation des 15 milliards de francs du DDOEF, des 10 milliards issus des contributions étrangères au financement de la guerre du Golfe, et des 7 milliards

de la CDC, les portes devraient être contenues à 18 milliards.

Le fonds de réserve de l'épargne logement est alimenté par le solde de gestion de cette épargne, une fois versée la rémunération des caisses d'épargne chargées de la collecte des dépôts des particuliers. A sa création, il avait pour but de garantir les risques liés aux opérations d'épargne logement. Cependant, depuis 1985, les caisses d'épargne prennent elles-mêmes en charge ces risques. Le gouvernement estime donc que le fonds de réserve a perdu son utilité et que le total de sa trésorerie, qui s'élève à 7 milliards de francs, doit être reversé dans le budget de l'Etat. En 1992, la cession de titres financiers appartenant au fonds, pour une valeur de plus de 10 milliards, devrait également alimenter le budget.

F. L.

En réaction à la crise mondiale de l'informatique

L'accord entre IBM et Apple débouche sur une coopération générale entre les deux groupes

Trois mois après la signature d'une première lettre d'intention (Le Monde du 4 juillet), IBM et Apple ont révélé mercredi 2 octobre les détails de leur accord de coopération. Cette alliance historique globale réunit les deux géants de l'informatique américaine, que tout opposait jusqu'à présent. Elle s'accompagne, pour chacun d'entre eux, d'un réaménagement en profondeur de sa stratégie et est extrêmement ambitieuse dans son contenu.

Pour le président d'Apple, M. John Sculley, l'accord constitue « le fondement d'une renaissance ». Pour le patron d'IBM, M. John Akers, c'est tout bonnement « la seconde décennie de l'ordinateur personnel » qui a pris corps, mercredi 2 octobre. Le hymne employé est à la mesure du « big bang » que veut

provoquer ce rapprochement spectaculaire. Deux mondes jusque-là totalement impénétrables se concentrent. Les coopérations envisagées sont multiples : des microprocesseurs aux systèmes d'exploitation, des applications multimédias aux logiciels.

L'accord passé entre les deux firmes prévoit la mise au point d'ici « deux à trois ans » de matériels IBM et Apple, rendus compatibles par un système d'exploitation commun (d'ores et déjà baptisé PowerOpen), cette architecture de base qui permet à un ordinateur de fonctionner. Les possesseurs d'Apple ou d'IBM devraient ainsi pouvoir faire tourner indifféremment leurs programmes sur l'un ou l'autre matériel, ce qui était impossible jusqu'à présent. D'ici à la fin de l'année, des solutions d'interconnexion devraient être proposées pour rapprocher les parcs existants.

Cette mise en conformité s'étend aux composants, les fameuses puces qui rendent intelligent une

machine. Les deux firmes ont prévu d'équiper, à l'avenir, leurs matériels, et notamment leurs stations de travail (micro-ordinateurs montés en réseaux et destinés à des usages scientifiques et techniques), du même microprocesseur, sous technologie Risc, dont la conception a été confiée à Motorola, le partenaire de toujours d'Apple, devenu récemment fournisseur d'IBM.

Apple et IBM ont, par ailleurs, décidé de créer une société commune pour la mise au point d'ordinateurs multimédias alliant texte, son et image vidéo. Une seconde société conjointe devrait voir le jour pour le développement de « logiciels outils » rendant la programmation plus aisée. Les deux constructeurs informatiques jettent ainsi les bases d'une collaboration d'une vaste ampleur, dont l'objectif est clair et précis : imposer un nouveau standard et assurer leur survie en tant qu'acteurs majeurs du monde de la micro-informatique.

C. M.

Des missiles Exocet pour la marine des Philippines. — Pour armer trois patrouilleurs achetés à l'Espagne, la marine des Philippines a conclu avec la France un protocole d'accord portant sur l'achat de missiles surface-surface Exocet conçus par le groupe Aérospatiale. Le montant global de ce contrat est de quelque 900 millions de francs. Ces patrouilleurs, construits par les chantiers navals Bazan en Espagne, devraient également être armés d'un canon de 76 produit par la société italienne Oto Melara. Cet accord est la première étape d'un plan décennal de modernisation de la marine philippine.

Faillite prochaine d'Air Holland. — En difficulté depuis plusieurs mois, Air Holland ne pourra plus être sauvée, et sa faillite sera demandée, a annoncé, mercredi 2 octobre, son administrateur judiciaire, M. Jansz. M. Jansz, à la démission du week-end dernier, et la compagnie de charters a demandé un sursis de paiement le lundi matin. Selon le vice-président du comité d'entreprise, des possibilités de cession totale ou partielle sont à l'étude : les milieux aéronautiques citent la compagnie charter allemande Lufttransport Sued.

ÉCONOMIE

FINANCES INTERNATIONALES

Le rapport annuel du FMI à la veille de l'assemblée générale

Les concours du Fonds monétaire sont restés relativement modérés en 1990-1991

A quelques jours de l'ouverture de son assemblée générale, le 11 octobre à Bangkok, le Fonds monétaire international (FMI) a rendu public jeudi 3 octobre son rapport annuel. Au cours de l'exercice écoulé (entre avril 1990 et avril 1991), l'organisation internationale a légèrement accru ses concours.

Ses experts s'inquiètent toujours de l'insuffisance d'épargne dans le monde. L'année aura été marquée pour le FMI par l'approbation de la candidature de la Suisse, ainsi que les demandes d'adhésion d'un certain nombre d'autres pays qu'on n'aurait pu imaginer accéder au Fonds monétaire il y a encore quelques années ou même quelques mois : demande de l'Albanie en janvier 1991, de l'URSS en juillet. Les trois pays baltes ont également posé leur candidature. L'assemblée générale qui doit s'ouvrir le 11 octobre à Bangkok accueillera les délégations des 155 pays actuellement membres à part entière. A eux s'ajoutera une délégation de l'URSS, pays qui, pendant une période transitoire, recevra un statut *ad hoc* de membre associé. Le rapport annuel consacre son premier chapitre à ce

qu'on appelle la « surveillance », c'est-à-dire en fait l'examen par le Fonds des politiques macro-économiques des pays adhérents. A la France, il est recommandé de réduire les obstacles encore opposés au commerce international en ce qui concerne le secteur de l'agriculture et celui des textiles.

Pour l'ensemble des pays industrialisés, le Fonds monétaire reprend le thème cité dans pratiquement tous les communiqués officiels, à savoir l'insuffisance réelle ou supposée de l'épargne par rapport aux investissements. Non sans raison, le Fonds monétaire estime que le retour à un meilleur équilibre devrait être d'abord obtenu par une réduction des déficits budgétaires (dont le financement absorbe une partie non négligeable de la dite épargne).

Pendant l'exercice en question, le Fonds monétaire a fait face à 6,2 milliards de droits de tirages spéciaux (un DTS vaut environ 8 francs) d'achats de devises par les pays membres. Dans la procédure du Fonds, un pays emprunteur achète des devises au Fonds monétaire et les lui rendra à terme (l'opération de revente correspondant au remboursement). Les remboursements en question se sont élevés pendant l'exercice à 5,4 milliards de DTS, si bien que cette année, pour la première fois

depuis 1985, les concours apportés par le Fonds monétaire ont dépassé le montant des remboursements. L'excédent des crédits accordés a donc augmenté pour atteindre 22,9 milliards de DTS.

Pendant le même exercice, le Fonds monétaire a souscrit de nouveaux engagements pour un montant global de 5,1 milliards de dollars, les principaux pays emprunteurs ayant été ceux de l'est européen : la Bulgarie pour 0,3 milliard de DTS, la Tchecoslovaquie pour 0,6 et la Roumanie pour 0,4.

Hausse des réserves en deutschemarks

Parallèlement, le Fonds monétaire a continué de développer les procédures mises en œuvre il y a quelques années pour financer les réformes dans les pays à bas revenus. Il s'agit de la facilité d'ajustement structurel renforcé. Ces expressions désignent des prêts accordés à un taux très privilégié (0,5 %), les remboursements ne commençant qu'au bout d'une période de grâce de cinq ans et demi. Au total, le Fonds a déboursé 2,5 milliards de DTS au titre de ces opérations.

A la clôture de l'exercice, le Fonds monétaire disposait encore

d'un total de 23,8 milliards de dollars de devises utilisables. Ce montant représente environ le quart des ressources théoriquement accessibles par les pays membres au Fonds monétaire. A la suite de la nouvelle révision des quotas, le total de ces ressources devrait passer de 90,1 milliards de DTS à 135,2 milliards. Mais, comme on s'en souvient, cette augmentation est soumise à une condition suspensive : à savoir le vote par les pays membres d'un troisième amendement aux statuts. Selon les statuts actuels, un pays qui accumule les arriérés à l'égard du Fonds monétaire risque l'expulsion. Comme celle-ci n'est jamais prononcée, la sanction manque de crédibilité. C'est pourquoi on l'a remplacé par un dispositif complexe combinant la carotte et le bâton. Un pays qui ne rembourse pas le Fonds monétaire perd ses droits de vote, mais s'il se conduit en bon éleve, il acquerra de nouveaux droits de vote pendant la période probatoire, ce qui lui permettra d'avoir droit, à l'issue de cette dernière, à un certain montant de crédit pour peu qu'un ou plusieurs pays créanciers se proposent pour l'aider.

Le total des arriérés a encore augmenté pendant l'exercice 1990-1991, mais « légèrement », note le rapport. Le total des impayés est passé de 3,3 à 3,4 milliards de DTS, les neuf pays moribonds du doigt sont les suivants : le Cambodge, le Libéria, le Panama, le Pérou, la Sierra-Leone, la Somalie, le Soudan, le Vietnam et la Zambie.

Dans ses tableaux statistiques, le Fonds monétaire établit la décomposition des réserves monétaires en devises. En 1990, le total atteignait 594 milliards de DTS dont près de la moitié, 270 milliards, étaient détenus en dollars. Le fait saillant est l'augmentation des avoirs en deutschemarks, marquant la montée rapide de l'Allemagne internationale de l'Allemagne. Le montant est passé de 64 milliards de DTS en 1988 à 101,5 milliards en 1990. Autrement dit, les réserves internationales en DM sont désormais supérieures au tiers de celles qui sont détenues en dollars. C'est un changement potentiellement considérable du paysage monétaire international.

PAUL FABRA

La Micronésie demande son adhésion au FMI. — Les Etats fédérés de Micronésie ont adressé une demande d'adhésion au Fonds monétaire international (FMI), a-t-on appris à Washington mercredi 2 octobre. Cet archipel du Pacifique sud est devenu membre de l'ONU le 17 septembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS AU 30 JUIN 1991

Les résultats consolidés du Groupe DELMAS arrêtés au 30 juin 1991 ont été examinés par le Conseil d'Administration de DELMAS le 30 septembre 1991. Ils se présentent de la façon suivante :

En millions de francs	30.06.1991	30.06.1990	Variation
Chiffre d'affaires	3.381	3.135	+ 7,2 %
Excédent brut d'exploitation	379	317	+ 19,6 %
Résultat d'exploitation	113	69	+ 63,8 %
Résultat courant	77	50	+ 55,7 %
Résultat exceptionnel	8	88	NS
Résultat net	47	82	- 41,7 %
dont part du Groupe	38	73	- 47,4 %

La croissance du chiffre d'affaires traduit :
- l'intégration globale de TTA, de TRANSCAP INTERNATIONAL et de SOFRAVA.

- l'impact de la hausse du dollar, ces deux facteurs compensant largement l'impact de la réduction d'activité sur le Moyen-Orient.

Le résultat d'exploitation atteint 113 millions de F après amortissements (la durée d'amortissement des navires étant fixée à 15 ans). L'amélioration sensible du résultat d'exploitation (+ 64 %) est la caractéristique marquante du 1^{er} semestre 1991. Cette amélioration est plus imputable à une meilleure maîtrise des coûts qu'à un redressement des volumes transportés et de la recette unitaire.

Le niveau du résultat net au 30 juin 1991 n'est pas comparable à celui du 1^{er} semestre 1990 en l'absence, au cours du 1^{er} semestre 1991, de profits exceptionnels sur cessions d'actifs.

Les perspectives de l'exercice à ce jour restent favorables : conformément aux prévisions, les résultats au 31 décembre 1991 du Groupe DELMAS devraient être en sensible amélioration sur ceux de l'exercice précédent.

AGRICULTURE

Le malaise paysan

La France demande à Bruxelles une « hausse substantielle de la prime à la vache allaitante »

Le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a indiqué, mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale, que la France avait demandé à la Commission européenne « une hausse substantielle de la prime à la vache allaitante ».

Depuis longtemps, les organisations agricoles réclamaient d'urgence le doublement de cette prime, qui est, à l'heure actuelle, de 455 francs au minimum, la plus grosse part étant payée par la CEE. Dans le projet de budget français du ministère de l'Agriculture, les crédits pour cette prime sont en légère baisse (- 2,9 %).

Les responsables des organisations agricoles se montrent scepti-

ques, voire hostiles, sur la capacité des autorités communautaires à contrôler, selon les termes de l'accord conclu le 30 septembre, les futures augmentations d'exportation de viande des pays de l'Est pour les réexporter vers l'URSS (le Monde du 2 octobre). « Cet accord est une gifle pour les jeunes agriculteurs », a déclaré M. Philippe Mangin, président du CNJA. Il faut que le gouvernement exprime de la manière la plus claire sa position quant au principe de la préférence communautaire. Le leader syndical a renouvelé sa demande d'une conférence nationale d'orientation agricole.

Dans les Gers

Un commando d'agriculteurs s'empare d'une tonne et demie de foie gras hongrois

AUCH

de notre correspondant

Selon un scénario désormais classique, un « commando agricole gersois », composé de membres de la FDSEA, du CDJA et de l'Association pour la promotion du foie gras, a fait irruption, mardi 1^{er} octobre en fin de journée, dans les frigos que la chambre de commerce de Tarbes (Hautes-Pyrénées) loue à différentes entreprises dans la commune de Semeac, découvrant, selon les responsables agricoles, une véritable « cave d'Alti foie gras » : trente tonnes de foie de canard congelé, de provenance hongroise si l'on en croit l'étiquetage.

« Nous soupçonnons une importation de foie gras », a indiqué M. Gilles Sarrant, président de l'Association de promotion du foie gras du Gers. Un vétérinaire, mandaté par le CDJA, avait confirmé que 40 % de ces foies maigres étaient en fait des foies gras. Une partie des produits a cependant été expédiée à l'école vétérinaire de Toulouse aux fins d'analyse. Les producteurs gersois sont déterminés à lutter contre des importations qu'ils jugent préjudiciables à leur propre activité : « Si la clause de sauvegarde n'est pas respectée, nous la ferons respecter par la force », a menacé M. Sarrant. Jamais avare de symboles, le commando gersois a fait main basse sur une tonne et demie des produits hongrois pour les déverser en différents points du Gers.

D. H.

ENVIRONNEMENT

La fièvre monte au col du Somport

PAU

de notre correspondant

Le projet de tunnel routier du Somport, dans les Pyrénées-Atlantiques, suscite une agitation fiévreuse depuis quelques jours. Conçu pour permettre une meilleure liaison entre Bordeaux et Valence, en Espagne, via Pau et Saragossa, le tunnel est très attendu par les milieux économiques du Béarn et de l'Aragon, car il doit désenclaver leurs régions.

Mais, depuis trois semaines, un groupe d'écologistes essaie d'entraver les travaux préliminaires sur le site des Forges d'Abel. Mercredi 2 octobre, l'un de ces militants, Eric Pétard, a été condamné par le tribunal de Pau à huit jours de prison avec sursis, et 1 000 francs d'amende, pour avoir traité les gendarmes de « visages pâles » et avoir rayé leur véhicule. Dimanche 29 septembre, M. Noël Mamère, maire de Bègles, et porte-parole régional de Génération écologie, avait été condamné par les élus et les agriculteurs de la vallée d'Aspe. Lui aussi s'oppose au tunnel « parce qu'il fera le lit d'une autoroute dans la vallée et que cela n'empêchera pas les écoles de fermiers ».

Mais le plus mal accueilli a été M. Antoine Waechter, mardi 1^{er} octobre. Sa voiture a été retenue pendant plus de deux heures au point d'écot par une consigne de Valéens en colère. Le leader des Verts, lors d'une réunion tenue le soir près d'Oron, a réaffirmé son opposition au tunnel routier et demandé la réouverture de la ligne ferroviaire Pau-Caenfranc. « Nous y travaillerons depuis deux ans au Parlement européen. Pourquoi ne s'inspirerait-on pas de l'exemple de la Suisse qui a adopté la solution rail ? »

Les tenants du tunnel routier ont décidé de contre-attaquer en organisant, dimanche 6 octobre, une grande action de masse sur le site du chantier.

JEAN-MICHEL GUILLOT

Un an après l'unification de l'Allemagne

La Bundesbank aura une structure de direction moins régionale

Après un long débat, le gouvernement allemand a adopté, mercredi 2 octobre, une réforme de la banque centrale qui réduit le rôle des régions (les Länder). Après l'unification, le conseil central de la Bundesbank, qui comptait les sept membres du directoire et les onze représentants des Länder de l'Ouest, aurait dû s'élargir et accueillir les représentants des cinq régions de l'Est. Le président fédéral, Karl Otto Poehl, et l'actuel, M. Helmut Schlesinger, ont souligné, comme d'autres membres, que le comité aurait été trop lourd. Ils ont été entendus.

Les représentants des régions ne seront plus que huit (M. Schlesinger proposait le chiffre de huit). Même si elles conservent une majorité, les régions sont, pour la plupart, faiblement représentées au projet de loi gouvernemental. M. Edgar Meister, le ministre des finances de la Rhénanie-Palatinat, a vivement critiqué, mercredi 2 octobre, « la tentative du gouvernement de réduire la diversité des opinions au sein du conseil central ». Toutefois, le projet du gouvernement devrait aboutir à un vote positif au Bundestag.

Selon ce projet, seul le Land est-allemand, la Saxe, sera doté d'une banque centrale régionale propre. Les autres devront fusionner avec des banques centrales régionales de l'Allemagne de l'Ouest. Ainsi la Saxe se regroupera avec la Thuringe, tandis que Hambourg, le Schleswig-Holstein et le Mecklembourg-Poméranie occidentale formeront une autre entité.

EN BREF

La Banque de Suède baisse son taux d'escompte de 9 % à 8 %. La banque de Suède a décidé, jeudi 3 octobre, d'abaisser son taux d'escompte de 9 % à 8 %. Il s'agit de la quatrième baisse du taux d'escompte depuis février dernier, le taux passant de 11 % à 8 % dans cette période. Cette baisse est un signe que la banque centrale considère que l'inflation est en train de se ralentir fortement en Suède. La hausse des prix devrait être limitée à moins de 4 % l'an prochain, contre près de 10 % cette année.

Négociations agricoles : Ottawa menace d'agir unilatéralement. — Le Canada a fait savoir, mercredi 2 octobre, qu'il engagerait une action unilatérale pour protéger ses agriculteurs si les discussions du GATT (Accord général sur le tarif douanier et le commerce) n'aboutissent pas cette année, a indiqué le ministre de l'Agriculture, M. Bill McKnight. Après un entretien à Bruxelles avec le commissaire

La réunion à Paris des ministres de la zone franc

Pour l'Afrique

Les ministres des finances de la France et des quatorze pays africains de la zone franc devaient se réunir, le 3 octobre à Paris, en vue d'élaborer une stratégie commune avant les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok.

Pour ceux qui veulent encore croire au développement de l'Afrique, la démocratisation en marche dans une vingtaine de pays — du Cap-Vert à l'Afrique du Sud — est une lueur d'espoir. Le continent noir semble-t-il attirer que fileaux, malnutrition, sida, sécheresse et guerres civiles. Sur cette terre qui connaît la colonisation et l'esclavage, puis l'indépendance entachée par les dictatures, l'expression populaire grandissante est une revanche. Comme en témoignent les troubles de ces derniers jours au Zaïre et au Togo, le processus démocratique est à la fois fragile et convulsif. Il s'inscrit dans un contexte d'exaspération des populations en butte au chômage et à l'insécurité. La production agricole et industrielle africaine stagne, la dette s'élève (272 milliards de dollars) et le continent comptera un milliard d'habitants d'ici vingt ans.

Par la voix du ministre de la coopération, M. Edwige Avice, le gouvernement français souhaite « plus que jamais agir pour mobiliser l'attention européenne et internationale en faveur des Etats africains ». Devant le conseil des ministres du 2 octobre, M. Avice a ainsi plaidé pour une politique contractuelle

de la France « sur des projets déterminés, destinés à résoudre les grands secteurs de l'économie » en Afrique. Les priorités dégagées par Paris (conforter le secteur productif, assurer la santé primaire et la sécurité alimentaire) montrent combien le politique et l'économique ont partie liée. Le développement du continent est subordonné à la démocratisation que M. Avice qualifie de « chance historique ». Mais la situation délabrée que connaît l'Afrique permettra-t-elle aux démocraties de s'acclimater durablement ?

C'est le défi lancé au monde occidental : aider les nations noires à enraciner des pratiques institutionnelles modernes, à canaliser des revendications concrètes de niveau de vie, alors que la pénurie et la faillite menacent partout. Il en est déjà en Europe comme en Afrique pour assimiler démocratie et désordre, élan populaire et pagaille ; pour regagner le temps des despotes qui malmaitaient les leurs mais payaient rubis sur l'ongle les entreprises étrangères. D'aucuns considèrent aussi que la démocratie est un luxe permis aux seuls pays riches. C'est un fait : les réformes politiques majeures engagées sur le continent coûtent cher, surtout quand elles sont émaillées de destructions d'infrastructures et de conférences nationales interminables. Mais le prix à payer ne doit pas masquer l'enjeu : sortir l'Afrique, continent hors monde, du chaos silencieux.

ERIC FOTTORINO

européen, M. Ray MacSharry, il a indiqué que les fermiers canadiens font face à une « crise dévastatrice » en raison de la guerre des subventions à l'exportation que se livrent la Communauté européenne et les Etats-Unis. Le Canada a besoin d'exporter 80 % de ses grains et de ses oléagineux, mais les revenus de ce marché sont passés de près de 3 milliards de dollars (17 milliards de francs) en 1986 à moins de 500 millions cette année (2,8 milliards de francs).

Les Australiens protestent contre les subventions européennes. — Une délégation parlementaire australienne conduite par le ministre du commerce, de la coopération et du développement, le Dr Neal Blewett, s'est rendue à Paris mardi 1^{er} octobre afin de protester contre la guerre des subventions à laquelle se livrent les Etats-Unis et la CEE. La hausse constante des subventions à l'exportation financées par la Commu-

nauté européenne, en provoquant une baisse sans précédent des cours mondiaux du blé, est responsable, selon les membres de cette délégation, reçue par M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, de la réduction massive des revenus des agriculteurs australiens.

La CFTC d'accord pour réformer le régime de retraite des banques. — La fédération CFTC des banques a annoncé, mercredi 2 octobre, sa volonté de s'engager dans une négociation visant à réformer le régime de retraite des banques. « Ce problème doit être pris à bras le corps pour éviter la faillite de nos institutions à l'horizon 2005 », estime la CFTC, qui a décidé de signer le relevé de conclusions de la commission paritaire retraite de l'Association française des banques (le Monde daté 22-23 septembre). Alors que la CGT, FO et le SNB-CGC ont refusé de parapher ce texte, la CFTC a réservé sa décision.

TOTAL, afin d'accroître la c
a demandé son a
et envisage une a
public aux Etats-Un

TOTAL, afin d'accroître la diffusion et la liquidité de son titre,

- a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange
- et envisage une augmentation de capital avec placement public aux États-Unis, en France et sur le marché international.

TOTAL a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange afin d'ouvrir plus largement le marché de l'action aux actionnaires américains. Cette initiative devrait permettre d'accroître encore davantage la diffusion et la liquidité du titre TOTAL. La division de l'action par 4 envisagée pour les prochains mois s'inscrit dans la même perspective d'élargissement du marché du titre.

L'admission au New York Stock Exchange s'accompagnerait d'une augmentation de capital portant sur un montant de 2,9 millions d'actions nouvelles, dont le placement serait réparti en trois tranches : une tranche américaine, une tranche française et une tranche internationale. Le montant de la tranche américaine pourrait être augmenté de 200 000 actions en fonction de la demande sans toutefois que le montant total de l'émission excède le nombre maximum de 3,1 millions d'actions, soit une dilution maximum de 6,4% sur le capital dilué de TOTAL.

Les fonds ainsi obtenus contribueront à financer la croissance du Groupe.

Afin d'assurer un placement simultané des actions nouvelles sur les trois marchés, l'émission ne comportera pas de droit préférentiel de souscription ni de délai de priorité. Elle sera précédée d'une campagne d'information qui commence aujourd'hui.

CALENDRIER DE L'ÉMISSION :

La date de lancement de l'émission étant fonction des conditions générales du marché, le calendrier présenté ci-dessous pourra, le cas échéant, être reporté.

Lundi 21 octobre 1991

Fixation des caractéristiques définitives des actions nouvelles, en particulier le prix d'émission, par le Conseil d'Administration de TOTAL.

Du mardi 22 octobre au jeudi 24 octobre 1991 inclus

Période de souscription des actions nouvelles sans possibilité de clôture par anticipation.

SYNDICATS DE GARANTIE ET DE PLACEMENT :

Le placement sera garanti et assuré simultanément dans les 3 zones par des groupes de banques respectivement dirigés par :

- LEHMAN BROTHERS pour la tranche américaine;
- la BANQUE PARIBAS pour la tranche française;
- CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON pour la tranche internationale.

La coordination globale du placement sera assurée par LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL et PARIBAS CAPITAL MARKETS GROUP.

La liste des banques composant le syndicat de placement en France, sous la direction de la BANQUE PARIBAS, chef de file et du CRÉDIT LYONNAIS, co-chef de file, sera portée à la connaissance du public ultérieurement.

JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES :

Les actions nouvelles seront créées jouissance du 1^{er} janvier 1991 et seront donc, dès leur création, entièrement assimilées aux actions anciennes.

PRIX D'ÉMISSION :

Le prix d'émission des actions nouvelles dépendra des conditions de marché au moment du lancement de l'émission et sera en tout état de cause, conformément à la Loi, au moins égal à la moyenne des cours de l'action constatés pendant 20 jours consécutifs choisis parmi les 40 précédant le jour du début de l'émission.

COTATION :

Les actions nouvelles seront admises sur le marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris après la réalisation de l'opération et feront l'objet, dès la clôture du placement, de négociations sous forme de promesses d'actions. Elles feront également l'objet, outre leur demande d'admission au New York Stock Exchange, d'une demande d'admission à l'International Stock Exchange de Londres.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES ÉTATS-UNIS :

Les actions de la société réservées aux placements français et international ne sont pas offertes et ne pourront pas être offertes ou vendues aux États-Unis sous réserve de certaines exceptions.

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE :

Un document de référence, comprenant notamment le rapport d'activité et les renseignements financiers, a été enregistré sous le numéro R 91-005 auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 25 avril 1991 et est tenu à la disposition du public au siège de la société (Tour TOTAL - 24, cours Michelet, La Défense 10 - 92800 PUTEAUX) et auprès de la banque PARIBAS (Réf. 211 - 3, rue d'Antin - 75002 PARIS).

NOTE D'OPÉRATION :

Préalablement à l'ouverture du placement, une note d'opération sera soumise au visa de la Commission des Opérations de Bourse. Cette note sera publiée dans la presse, en principe le mardi 22 octobre 1991.

Pour toute information sur l'opération : **N° Vert 05 22 24 26**



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

La Commission des Opérations de Bourse attire l'attention du public sur le fait qu'aucune souscription ou réservation de souscription ne pourra être effectuée tant que les modalités précises de cette émission n'auront pas fait l'objet de la note d'opération, visée par la Commission et publiée dans la presse.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Des exonérations de charges sociales étendues

M^{me} Aubry fait adopter des mesures en faveur de l'emploi

Outre le projet de loi réformant la formation professionnelle (*le Monde* du 3 octobre), M^{me} Marine Aubry, ministre du travail, a présenté mercredi 2 octobre en conseil des ministres plusieurs mesures concernant l'emploi. Il s'agit en particulier de la confirmation et de l'extension d'exonérations de charges sociales.

La première mesure en faveur de l'emploi adoptée mercredi en conseil des ministres porte sur l'exonération de charges sociales, pendant deux ans, accordée aux petites entreprises recrutant leur premier salarié. Cette disposition a déjà permis de créer 60 000 emplois supplémentaires depuis 1989. Elle est reconduite pour deux années supplémentaires.

jusqu'au 31 décembre 1993 donc. De plus, elle est étendue aux associations qui embaucheraient une personne, à condition qu'elles n'exercent pas d'activité commerciale.

Ensuite, le contrat de retour à l'emploi (CRE) mis en place par M. Jean-Pierre Soisson avec le plan emploi de 1989, et régulièrement reconduit depuis, est définitivement pérennisé. Cette formule, également exonérée de charges sociales, s'adresse aux chômeurs de longue durée. Elle a permis d'accueillir 110 000 en entreprise, en 1991, et le ministère espère atteindre les 120 000 en 1992. Dans le même esprit, et pour les mêmes publics, les associations intermédiaires bénéficieront d'une exonération de cotisations patronales de sécurité sociale dans la limite d'un plafond annuel de 750 heures par salarié. Jusqu'à pré-

sent, elles ne profitaient de cet avantage que pour un volume de 254 heures et, en cas de dépassement, devaient rétroactivement verser l'ensemble des cotisations.

Le dernier volet des mesures arrêtées en conseil des ministres semble a priori peu spectaculaire mais, en réalité, risque fort de modifier les conditions de contrôle des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, et de faciliter la détention des « faux chômeurs ». Techniquement, il s'agit de rassembler dans un seul texte de loi toutes les obligations dont doit s'acquitter un chômeur, en contrepartie du droit reconnu à l'inscription, alors que ces règles étaient jusqu'à présent dispersées dans plusieurs décrets ou circulaires internes à l'ANPE. Ce qui facilitera le travail du Conseil d'Etat, qui ne pouvant s'appuyer sur ces textes administratifs, souhaitait que les obligations aient une valeur législative.

Désormais, sous peine de sanctions - la radiation des listes et de condamnations pouvant s'élever de 1 000 à 20 000 francs en cas de fausse déclaration, le chômeur inscrit à l'ANPE devra appliquer la loi. Notamment, il lui faudra aviser l'agence des changements de sa situation, dès lors qu'ils ont une incidence sur sa qualité de demandeur d'emploi : il devra répondre aux convocations qui lui sont adressées.

Nombre de personnes qui ont retrouvé un emploi n'en préviennent pas l'agence. Elles préfèrent ne pas se rendre à un contrôle et, ainsi, être radiées automatiquement. De plus, chaque devra renvoyer tous les mois le document qui remplace le pointage et se soumettre aux visites médicales demandées, en cas d'invalidité. Jusqu'à présent, en effet, on pouvait invoquer une cause de santé, même passagère, pour refuser un emploi ou une convocation.

ALAIN LEBEAUE

REPÈRES

AUTOMOBILE

Légère reprise des immatriculations

Les immatriculations de voitures neuves, en hausse de 3,1 % en septembre 1991 par rapport à septembre 1990, témoignent d'une légère reprise du marché automobile français. Un résultat que confirme la part des marques françaises, qui a atteint 62,3 % en septembre 1991 contre 58,8 % en 1990, selon les estimations du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Les constructeurs français restent cependant méfiants. En effet, le mois de référence utilisé - septembre 1990 - coïncide avec les premières conséquences économiques de la crise du Golfe. Avec 142 500 immatriculations cette année, le marché reste en retrait par rapport aux mois de septembre 1988 et 1989. Si l'on exclut les 145 000 et 157 000 unités vendues en septembre 1988 et 1989, le marché de l'année, le marché a connu un recul de 13 % du nombre des immatriculations par rapport à la période correspondante en 1990.

SALAIRE HORAIRE

Hausse de 1,6 % au deuxième trimestre

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 1991, selon les chiffres définitifs, publiés mercredi 2 octobre par le ministère du travail. Les résultats provisoires (*le Monde* du 23 août) faisaient état d'une hausse de 1,7 %. Sur un an, l'augmentation du TSH atteint 4,7 %, soit un gain de pouvoir d'achat de 1,3 %. Au cours de la même période, la hausse du SMIC est de 4,4 %. Cette forte progression du TSH s'explique en partie par les revalorisations intervenues dans le bâtiment à la suite de l'accord portant sur une révision de la grille des classifications. Si l'on exclut ce secteur, l'augmentation du TSH au deuxième trimestre est ramenée à 1,3 %. Quant à la durée hebdomadaire du travail, elle a subi un léger accroissement - de caractère saisonnier, selon le ministère du travail - au deuxième trimestre. Elle s'établit à 38,99 heures pour les non-ouvriers et à 39,13 pour les ouvriers.

COMMUNICATION

Après la prise de contrôle d'Enfants magazine

Le groupe Bayard-Presse va lancer plusieurs titres

Le groupe catholique de communication Bayard-Presse vient de racheter, pour un montant tenu secret, 51 % du capital du mensuel *Enfants magazine*, dont l'ancien propriétaire, le groupe Express, conserve 49 %. Ce dernier, afin de mieux résister aux difficultés de la conjoncture publicitaire, avait arrêté, au début de l'été, la publication de son magazine *Mensuel* et du supplément de *l'Express* *l'Express-Paris*. *Enfants magazine*, dont la diffusion payée 1991, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), se situait à 155 080 exemplaires - contre 164 238 en 1989 - faisait partie des titres que le président du groupe Express, M. Willy Stricker, souhaitait céder, car il n'en traitait pas dans la sphère de publications du groupe.

Enfants magazine constitue en revanche un atout pour Bayard-Presse : il s'inscrit dans la cohérence de la chaîne de journaux pour enfants et pour jeunes qui sont l'une des spécialités du groupe catholique (*Popi*, *Pomme d'api*, *Okapi*, *Astrapi*, etc.). En outre les hors-séries d'*Enfants magazine* diffusés dans les maternités serviront à Bayard de support promotionnel de

ses journaux pour enfants auprès des jeunes parents. Enfin, *Enfants magazine* va rejoindre le *Chasseur français* et *Bonne Soirée*, deux titres que Bayard a rachetés l'an dernier, ainsi que *Notre temps* et le *Pèlerin*, au sein de la règle publicitaire que le groupe vient de créer en partenariat avec Interdoc, déjà régisseur de nombreux titres d'hebdomadaire. La nouvelle structure, qui pourrait s'appeler Bayard-Presse Publicité, est détenue majoritairement par le groupe catholique, le reste du capital étant aux mains d'Interdoc et des cadres. L'objectif est de doubler les recettes publicitaires du groupe, actuellement de 100 millions de francs, soit un peu moins de 10 % du chiffre d'affaires du groupe, à l'horizon 1994.

D'autre part, Bayard est en quête d'une solution pour l'imprimerie de son quotidien *la Croix*, actuellement installée au siège du groupe, dans le centre de la capitale. Des négociations ont été menées avec les imprimeries du groupe Les Echos et Riccoboni (qui fabrique notamment *Libération*). Mais Bayard pourrait aussi transférer son imprimerie presse à Montrouge, sur le site où sont fabriqués ses magazines. En dépit des difficultés que rencontre

Bayard, dont les publications pour jeunes enregistrent une baisse de diffusion en kiosque de l'ordre de 15 % et malgré l'échec du *Journal de Babar*, qui n'a pas atteint les 50 000 exemplaires de diffusion fixés, et va tenter d'y remédier en adoptant un rythme mensuel et en s'ouvrant à l'international (Allemagne, Pays-Bas, Grande-Bretagne et Finlande), le groupe prépare plusieurs lancements de titres.

Un manuel visant les étudiants et les jeunes à la recherche d'un premier emploi, baptisé *Talents*, devrait être lancé en 1993 à destination des dix-huit-vingt-six ans ; un magazine sur l'évolution du monde, appelé *Cosmos*, est prévu pour la fin 1993, ainsi qu'un autre titre, à vocation plus culturelle, *Culture*, programmé pour 1994-1995. Mais le groupe réfléchit aussi à une déclinaison de son mensuel du troisième âge *Notre temps* par centres d'intérêt (voyages, loisirs, santé, etc.). Enfin, Bayard, déjà présent à l'étranger - qui représente 20 % de la diffusion totale de ses journaux, carvage de nouvelles implantations de titres aux États-Unis, en Belgique et en Espagne.

YVES-MARIE LABÉ

La CFE-CGC renouvelle ses propositions sur la protection sociale et la fiscalité

M. Paul Marchelli, son président, l'assure : la CFE-CGC est devenue une organisation « raisonnable ». Aussi, son quatrième intercongrès, du 3 au 5 octobre à Montpellier, signera-t-il la fin d'une époque qui voulait que, entre deux congrès « politiques », marqués par des échéances électorales internes, la Confédération française de l'encadrement réunisse ses instances pour approfondir sa réflexion. Outre quelques modifications statutaires, quatre rapports seront présentés lors de ce qui devrait donc être le dernier intercongrès.

Le premier rapport souligne la nécessité de « repenser notre système de protection sociale » et comporte une série de propositions qui, à défaut de constituer des nouveautés, témoignent d'un certain courage politique. Sur la retraite, la CFE-CGC se déclare favorable, comme le suggère le

Livre blanc, à un allongement progressif de la durée de cotisation et un calcul de la pension sur les vingt-cinq ou trente dernières années. Elle se prononce aussi en faveur d'un renforcement des mécanismes « contributifs », quitte à « diminuer les droits de ceux qui ont travaillé moins longtemps ».

Dans le domaine de la politique familiale, la CFE-CGC propose notamment la création d'un congé de paternité d'un mois rémunéré de même qu'un congé légal pour la garde d'un enfant malade, mais témoigne d'une grande prudence dans le domaine de l'assurance-maladie. Enfin, la confédération réclame que la contribution sociale généralisée (CSG) soit déductible du revenu imposable.

Le deuxième rapport, qui traite de la fiscalité, prône le dépeçage du quotient familial et sa modulation (une demi-part jusqu'à onze ans, 0,75 part au-delà et une part entière pour les étudiants). La CFE-CGC considère aussi que le développement d'emplois de proximité exige que « les ménages employeurs bénéficient des mêmes avantages que ceux accordés aux entreprises ». Salaires et charges sociales correspondant à ce type d'emplois devraient donc être totalement déduits de l'assiette de l'impôt sur le revenu.

Les autres rapports - l'un sur le syndicalisme, l'autre sur les mutations de l'encadrement - sont plus prospectifs. Selon la CFE-CGC, la catégorie sociale de l'encadrement pourrait, à terme, représenter 70 % de l'ensemble des salariés. Pour autant, le syndicalisme n'a pas le vent en poupe parmi les cadres, techniciens, ingénieurs ou agents de maîtrise. Dans ces conditions, la proposition d'instaurer une cotisation syndicale obligatoire, rétorquée par la CFE-CGC, risque d'être accueillie plutôt fraîchement.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le Monde de l'ÉDUCATION

Octobre 1991

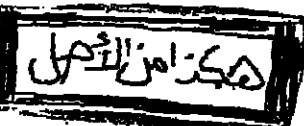
« AU TÉLÉPHONE SONNE »
FRANCE-INTER - Lundi 7 octobre 19 h 15
avec Catherine BEDARIDA
rédactrice en chef du Monde de l'éducation

ENQUÊTE

A QUI PROFITE L'ÉCOLE PRIVÉE

Plus d'un élève sur trois a recours à l'enseignement privé pendant sa scolarité. Ce choix est-il efficace ? Et pour qui ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
4^e et 5^e p^{ts} 3 p., trav. 1200 000 F. 45-67-95-17

VALENTIN, A. Réaménager
2/3 p., 60 m² neu. Carrelé,
1 380 000 F. 45-67-95-17

7^e arrdt

INVALIDES
CHARENTAIS 2 p.
Parquet état.
47-41-60-07 ap. 20 h.

8^e arrdt

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

PARIS 8^e, RUE LA SCOTTE
Studio 28 m² dans env. élég.
1 p^{ts} 400 000 F. 45-67-95-17

bureaux

bureaux

Locations

MULLER

International

MARAIS 3^e

Hôtel particulier 2 570 m².
Rénovation de prestige.
Livraison décembre 91.
Parkings.

MADELEINE 8^e

580 m² divisibles. Parkings.
Conditions intéressantes.

WAGRAM 17^e

Tout bel hôtel particulier
d'une surface de 450 m².
Parkings.

STEPHENSON 18^e

300 m² belle rénovation.
Charges faibles. Parkings.

CLICHY 92

Proximité RER/C.
1 400 m² sur un plateau.
Extension activité possible.
Patio fermé. Parkings.
Disponibilité immédiate.

SAINT-QUEN 93

Parc Dhalenne 1 873 m².
Bureaux et activités dans
immeuble indépendant.
R + 3 et sous-sol.
Disponibilité immédiate.

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

bureaux

bureaux

Locations

MULLER

International

MARAIS 3^e

Hôtel particulier 2 570 m².
Rénovation de prestige.
Livraison décembre 91.
Parkings.

MADELEINE 8^e

580 m² divisibles. Parkings.
Conditions intéressantes.

WAGRAM 17^e

Tout bel hôtel particulier
d'une surface de 450 m².
Parkings.

STEPHENSON 18^e

300 m² belle rénovation.
Charges faibles. Parkings.

CLICHY 92

Proximité RER/C.
1 400 m² sur un plateau.
Extension activité possible.
Patio fermé. Parkings.
Disponibilité immédiate.

SAINT-QUEN 93

Parc Dhalenne 1 873 m².
Bureaux et activités dans
immeuble indépendant.
R + 3 et sous-sol.
Disponibilité immédiate.

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

SAINT-QUEN 93

Garbelle bureaux rénovés.
1 300 m².
divisibles/588 m².
47, rue Vauquelin. 7^e arr.
Tél. : 42-22-24-05

Le Monde AFFAIRES

Ben et Jerry, les « babas cool » de l'ice-cream

Féru de comptes d'exploitation, gauchistes sur les bords, ils concurrencent maintenant le géant américain de la crème glacée

WATERBURY (Vermont)
de notre envoyé spécial

« **A** dire vrai, quand nous avons commencé, nous ne savions pas très bien ce qu'était une entreprise, encore moins comment il fallait la gérer. A tel point qu'un jour nous avons dû fermer boutique pour simplement commencer à payer les factures et mettre un peu d'ordre. Nous avons mis un panneau sur la porte avec ces quelques mots : nous sommes fermés pour essayer de comprendre ce qui se passe ici ! » Treize ans après, Jerry Greenfield, le fondateur avec son compère, Ben Cohen, de Ben & Jerry's Homemade Inc., rit encore de leur inexpérience lorsqu'ils se sont lancés dans des affaires qu'ils voulaient d'un genre bien particulier : capitalistes, certes, mais un brin altruistes. « Une entreprise solide, assortie d'une mission sociale. Au profit des employés et de la communauté », c'est ainsi qu'ils définissent leur expérience, résumant toute idée de paternalisme. A quelques mètres de là, les centaines de personnes (il en vient 30 000 par mois durant l'été) qui se pressent pour visiter les installations du Petit Poucet de la crème glacée devenu le concurrent direct des géants de l'agroalimentaire et d'égouter sur place le *heath bar crunch*, le produit fétiche de la maison, ou les vingt autres parfums offerts au public, semblent prouver que la formule était bonne.

La légende, assez proche de la réalité, raconte avec un ton bon enfant à tous les gamins de la côte ouest des Etats-Unis venus en voisins venir que Ben et Jerry, deux caucasiens qui avaient fait de vagues études à Oberlin et leurs premières épiphanies dans la petite ville de Merrick, dans l'Etat de New-York, aient décidé de mettre en commun leur expérience réciproque et leur totale absence du sens des affaires pour « faire quelque chose d'amusant ». Qui pourrait si possible rapporter de l'argent.

Tout petit déjà, ils adoraient ça !

Il n'en fallait pas davantage. En 1978, Ben, fils de comptable, et Jerry, fils de pérorateur de porte-parole (deux ascendances qui ne seront pas totalement inutiles), rassemblent les 12 000 dollars économisés à titre personnel ou recueillis auprès de proches de la famille et d'investisseurs inconscients pour acheter une station-service installée à Burlington, dans le Vermont, une contrée choisie parce qu'ils veulent vivre à la campagne et parce que c'est ici que l'été indien se fait par ses forêts des plus belles teintes d'automne.

Le contrat est simple : on vendra de l'essence, certes, un peu d'épicerie, mais surtout des crèmes glacées. Parce que, depuis qu'ils sont tout petits, ils adorent ça ! Un cours par correspondance à 5 dollars leur suffit pour enrichir leur savoir-faire sur l'art de marier le lait et la crème des meilleurs vaches du Vermont afin d'en tirer ces premiers parfums *funky et chunky* ou cette vanille venue de Madagascar qui allaient leur valoir en 1981 les honneurs de l'hebdomadaire américain *Time*, qui leur attribua la note enviable de « meilleure glace au monde ». Une publicité qui allait conforter leur notoriété auprès des supermarchés et restaurants de la région.

Aujourd'hui, Ben Cohen, qui, à quarante ans, estime avoir atteint l'âge de raison, préside la société et s'occupe de l'entendances, tandis que Jerry Greenfield, quarante ans éga-

lement et qui a conservé l'allure bébé cool et la barbe mal taillée de ses débuts, directeur de la promotion et des ventes, passe l'essentiel de son temps sur les routes. Le tandem a été rejoint par plusieurs responsables qui ont apporté leur expérience et accepté de se plier aux mêmes principes, notamment Fred Luger, trésorier et directeur général de la firme, qu'il a quitté au début de l'année 1991 tout en conservant un rôle de consultant auprès de Ben & Jerry's Homemade. La société, qui a abandonné en 1985 la station-service de Bur-

triple par rapport à 1986. Des chiffres qui peuvent sembler encore modestes au regard du géant américain dans sa catégorie, Haagen Dazs (voir l'article de Martine Leventer), mais qui ont séduit de petits porteurs et aussi des investisseurs institutionnels depuis que la société est cotée en bourse.

Son développement n'a pas été sans mal. Un procès antitrust livré (et conclu par arrangement amiable) en 1984 contre justement Haagen Dazs, accusé de menacer ses distributeurs de leur suspendre ses approvisionnements s'ils persis-

saient à accepter les produits concurrents de Ben & Jerry's, a finalement été une bonne chose pour ces derniers, grâce à la médiatisation de l'affaire.

Capitalisme social

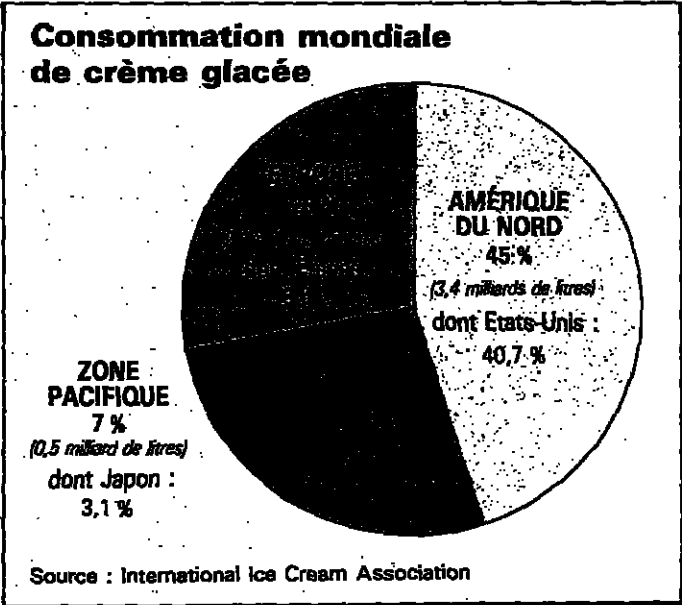
En revanche, c'est à l'intérieur de l'entreprise que sont nées les véritables difficultés. Inspirés par des soucis de justice sociale, les deux fondateurs qui gagnent aujourd'hui un salaire de 4 autres patrons de groupes américains jugeraient misérable, même à taille identique (83 000 dollars par an), ont dû batailler ferme pendant plusieurs années pour maintenir l'écart de salaires initialement fixé de un à cinq entre le plus faible et le plus important rémunération (pour l'instant plafonnée). Et ce n'est que l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient d'attirer des personnalités compétentes à des postes d'encadrement qui les a contraints à faire une entorse à leurs principes en acceptant que cet écart soit dorénavant de un à sept.

Au jour le jour, la célébration d'un « capitalisme social » peu fréquent aux Etats-Unis est aussi parfois remise en question. Est-il normal que cette société qui a besoin de capitaux pour assurer son déve-

loppement continue à consacrer 7,5 % de son bénéfice avant impôts à la Ben & Jerry's Foundation, une institution à but non lucratif créée en 1985 et qui a décidé récemment d'axer ses efforts sur les enfants, les familles et les groupes sociaux à problèmes ? demandent ouvertement certains employés lors des séances de discussion sur l'avenir du groupe. Faut-il continuer à soutenir des initiatives telles que le « One Percent for Peace », une demande adressée au ministère de la défense pour qu'il prélève 1 % sur son budget (près de 300 mil-



Ben Cohen et Jerry Greenfield, les fondateurs de Ben & Jerry's



liation pour s'installer à proximité, dans une usine toute neuve, à Waterbury, où elle produit 15 millions de litres de crème glacée par mois et, depuis un an, du *frozen yoghurt*, moins riche en crème, emploie environ 400 personnes. Grâce à une seconde installation ouverte en 1990 à Springfield (Vermont), elle dessert quarante-six Etats sur les cinquante que compte l'Union, essentiellement sur la côte est mais aussi en Californie. Sa présence hors des frontières est encore timide : seules quelques installations opérant sous licence sont exploitées au Canada et en Israël. Un projet de joint venture à Petrozavodsk, en République de Russie, a toutefois vu le jour. Les récents événements en Union soviétique risquent de retarder une ouverture initialement prévue pour octobre.

Procès antitrust

Après avoir atteint en 1986 la barre des 20 millions de dollars (en hausse de 100 % sur l'exercice précédent), le chiffre d'affaires du numéro deux américain de la crème glacée de qualité supérieure a poursuivi sa forte croissance, pour s'établir à 77 millions de dollars fin 1990, avec un bénéfice net de 2,6 millions de dollars, pratiquement

La stratégie planétaire du glacier Haagen Dazs

NEW-YORK
correspondance

Étonnante trajectoire que celle de Haagen Dazs, leader de la crème glacée de luxe aux Etats-Unis et au Japon. Malgré son non à consonance scandinave, l'entreprise est d'origine américaine. Elle a été créée en 1960 par Reuber Mattes, petit artisan glacier dans le quartier du Bronx, à New-York. Celui-ci a forgé de toutes pièces un nom apparemment européen pour convier auprès de sa clientèle une image de raffinement et de tradition dans la qualité, distinguant d'emblée son produit de la masse de ses concurrents. Une initiative qui lui a permis, une quinzaine d'années plus tard, d'ouvrir des boutiques à son enseigne, de les franchiser, et, profitant de l'engouement pour les produits de luxe européens, de devenir (un comble !) la première marque de prestige américaine couvrant l'ensemble du territoire.

Acquisée en 1983 par le groupe alimentaire Pillsbury, Haagen Dazs est passée - à ironie - sous bannière européenne, quand Pillsbury a été racheté par le géant britannique Grand Metropolitan (environ 17 milliards de dollars de chiffre d'affaires) en 1989. Si Ove Sorensen, PDG de Haagen Dazs depuis deux ans, n'avait à son actif une carrière internationale (chez Pepsi Cola et chez Mars), on pourrait presque croire qu'il a été choisi parce qu'il est danois !

En fait, l'entreprise se veut internationale et affiche des ambitions planétaires. Elle fait preuve en cela d'une gourmandise au moins égale à celle de ses clients, comme en témoigne le rythme de son expansion (250 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1989, environ 500 millions cette année) et ses projets sur un marché mondial plutôt stagnant (voir encadré).

Dans le luxe et la volupté

A peine Haagen Dazs a-t-elle posé le pied en Europe qu'elle y compte une trentaine de « cafés » (dont une dizaine en France), conçus pour que ses produits y soient vendus et dégustés « dans le luxe et la volupté » : les premiers ouverts à Paris et à Londres l'an dernier sont situés place Victor-Hugo et Leicester Square. Et déjà l'entreprise a posé début septembre la première pierre de son usine européenne, située près d'Arras. Elle devrait être pleinement opérationnelle début 1993 et employer environ deux cents personnes (en attendant, les glaces sont importées des Etats-Unis). Coût total de ces investissements : de 40 millions à 50 millions de dollars pour les cafés, environ 60 millions pour l'usine. Des chiffres qui laissent pantois au vu des « petites » 36 millions de dollars de chiffre d'affaires prévus en 1991, en Europe, essentiellement en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

Mais Ove Sorensen compte rentabiliser ses investissements rapidement, car il prévoit, au cours des trois ans à venir, de doubler chaque année son chiffre d'affaires sur le Vieux Continent ! Ce bel optimisme vient du fait que pour le moment le terrain est quasi vierge. « Seuls des artisans comme Berthillon ont jusque-là associé prestige et qualité », affirme-t-il. Au niveau industriel, le concept est américain.

La qualité est liée, entre autres, à la quantité d'air entrant dans la confection de la glace : environ 10 % pour Haagen Dazs, contre environ 50 % pour les glaces de qualité courante. Ove Sorensen ne doute pas que les papilles européennes sauront faire la différence et que les consommateurs seront prêts à

payer plus cher, aussi bien chez Haagen Dazs que dans les magasins où la marque est de plus en plus présente (Monoprix, Picard, épicerie de luxe...), ainsi que dans des restaurants triés sur le volet.

Quant au prestige, il est lié à l'ouverture des fameux « cafés », à la présence de la marque dans des manifestations culturelles ou sportives de haut niveau (où des millions d'échantillons sont distribués chaque année - preuve de la confiance d'Haagen Dazs dans le pouvoir de sa qualité), et à l'image projetée par les campagnes de publicité. Dans ce dernier domaine, l'entreprise met les bouchées doubles : le budget mondial (publicité-promotion) doit passer de 35 millions à 38 millions de dollars cette année à quelque 60 millions de dollars en 1992. « Notre enseigne est avant tout une « vitrine ». Notre but est de réaliser dans chaque pays 90 % des ventes dans les supermarchés et magasins de proximité. »

S'imposer avant Nestlé Mars ou Unilever

Dans la zone Pacifique, où la stratégie de développement est désormais similaire à celle de l'Europe (le chiffre d'affaires réalisé au Japon pour l'essentiel) est passé d'environ 70 millions de dollars en 1990 à 120 millions cette année. Un accord de joint-venture avec Suntory a permis de pénétrer le système de distribution japonais. Huit cafés ont été ouverts à Hongkong et Singapour, un autre ouvrira bientôt à Séoul, où un joint-venture a été créé avec plusieurs mois. « La croissance est telle que la petite usine japonaise et notre usine californienne ne peuvent plus suffire à alimenter le marché », déclare Ove Sorensen. Nous sommes donc en négociation avancée avec l'industrie laitière de Nouvelle-Zélande pour y construire une usine en joint-venture destinée à approvisionner toute la zone Pacifique.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, Haagen Dazs s'efforce de moderniser leurs magasins (dont le look n'a rien à voir avec celui des cafés) et se lance dans un programme de diversification de ses produits. Le « frozen yogurt » (littéralement : yaourt glacé) et autres snacks glacés sont appelés à représenter une part importante des ventes. Produits à forte valeur ajoutée, ils devraient permettre à l'entreprise d'augmenter ses bénéfices avant impôts sur le marché américain, déjà très confortables. Condition nécessaire - mais non suffisante - pour qu'Ove Sorensen puisse tenir son pari : « J'ai promis à Grand Metropolitan de faire de Haagen Dazs le numéro un mondial de sa catégorie, et donc de conquérir le marché européen, qui manquait à notre palmarès, sans altérer notre rentabilité », explique-t-il. Selon nos prévisions, nous devrions réaliser en 1994 un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars, et 12 % à 13 % de bénéfices avant impôts.

La moitié des ventes seraient alors réalisées en Amérique du Nord (où Haagen Dazs revendique environ 7 % du marché), le reste se répartissant de manière à peu près égale entre l'Europe et la zone Pacifique. Si le PDG de Haagen Dazs s'impose un tel rythme d'expansion « c'est, dit-il, parce qu'il faut occuper la première place » avant que des mastodontes comme Nestlé, Unilever ou Mars ne marchent trop sur ses plates-bandes. « Tous trois ont des projets dans les domaines qui nous intéressent. » Reste à savoir qui, des consommateurs ou des fabricants, aura une indigestion. Ove Sorensen a manifestement donné sa tête à couper que ce ne sera pas son cas.

MARTINE LEVENTER

SERGE MARTI

AFFAIRES

L'irruption des Anglaises au sommet de l'entreprise

Au pays de la suprématie masculine, l'industrie, les services et même la City découvrent le culte de la femme-manager

LONDRES

correspondance

Sil de jolies femmes symbolisent toujours les grands magasins dans les publicités, le métier de manager dans la distribution, en revanche, parut longtemps l'apanage des hommes. La présence de Mair Barnes à la tête de Woolworths, célèbre chaîne britannique de grandes surfaces, témoigne de l'arrivée en force des femmes à des postes de direction dans ce royaume où le vieux complexe masculin de supériorité s'est plus affirmé qu'ailleurs. « S'imposer dans un monde masculin est d'abord une question de motivation. Quand, au cours de ma carrière, j'ai été confrontée à la misogynie, je me suis dit... je vais leur en remontrer. Les femmes doivent en savoir plus. On les attend toujours au tournant », explique M^{me} le directeur, responsable de 794 magasins et de 26 000 employés.

Le monde des affaires britanniques a longtemps ignoré les Anglaises, malgré Maggie « au cœur d'homme » ou la souriante Elisabeth II. L'apparition de celles-ci en tant que cadres est toute récente. La preuve : la désignation d'une salariée au top-management la précipite immédiatement sous les feux de la rampe, à la « une » de toute la presse. Ce n'est plus une entrée sur la scène économique, c'est une irruption. Les journalistes veulent tout savoir : la situation de famille, les plats favoris, les distractions, les goûts vestimentaires. Kathy

O'Donovan (BTR), trente-quatre ans, première femme directrice financière d'une compagnie figurant à l'indice Footsie des cent principales sociétés britanniques. Yvette Newbold, secrétaire générale de Hanson Trust, Mair Barnes (Woolworths), Judy Hutcheson (Scholl), Helen Haigh (Wharfedale), Fiona Harrison (Jaeger) se sont enfin engouffrées dans les brèches ouvertes par l'évolution nationale et mondiale. Un défilé s'est produit : l'industrie, les services et même, dans une certaine mesure, la City des gentlemen sortent de l'ombre et de l'oubli. La lady-manager existe désormais dans ces files.

Culture machiste

Le déclin des industries manufacturières, bastion de l'homme britannique, au profit d'un secteur tertiaire défilé des tabous victoriens, l'importance pour une firme de projeter une image moderniste dans un monde en perpétuel changement, la pénurie de cadres de direction expliquent cette arrivée du sexe qui fut dit faible au sommet des entreprises d'Albion.

« Le phénomène est encourageant, mais on n'en est qu'au début », explique lady Howe, qui a dirigé une étude de la Hansard Society consacrée à ce sujet. Son rapport n'a pu que constater la sous-représentation des femmes au sommet de la hiérarchie. Sur les 33 000 directeurs répertoriés dans une centaine de firmes, on ne compte que 2 000 femmes. Celles-ci représen-

tent moins de 1 % des cadres supérieurs des cent premières sociétés industrielles britanniques. Les salaires sont certes mieux représentés dans les secteurs les plus en phase avec l'évolution de l'opinion, comme la distribution, la mode, les transports, les loisirs, les médias et l'édition.

En revanche, la banque et l'assurance restent des sanctuaires de la suprématie masculine puisque seulement 3 % des cadres moyens sont des femmes. Les difficultés d'intégration dans une culture d'entreprise machiste, dominée par la pub, la passion du sport autant que les discriminations subtiles des chasseurs de têtes expliquent cette sous-représentation dans le square mile. Par ailleurs, les femmes semblent mieux percevoir dans les firmes où se pratique le travail d'équipe. « Pour qu'une femme réussisse dans une société de ce pays, il lui faut avant tout savoir écouter ses collègues et avoir du bon sens », estime Helen Haigh.

Discriminations subtiles

Des discriminations subtiles à l'embauche, les problèmes de promotion, expliquent qu'en Grande-Bretagne bon nombre de femmes entrepreneurs ont préféré fonder leur propre entreprise plutôt que de poursuivre le rêve - encore illusoire pour la majorité d'entre elles - de diriger un jour quelque chose qu'elles n'ont pas créé. Les succès stories des années 80, dont les héroïnes sont Anita Roddick (Body Shop), Laura Ashley, Sophie Mir-



man (Sock Shop), Pru Leith (restauration) l'attestent. D'autres préfèrent opter pour la fonction publique, en particulier les organes de supervision de la City (Barbara Mills à la tête du bureau des fraudes sérieuses est un exemple), ou dirigent des organisations professionnelles (à l'instar de la présidente des caisses hypothécaires).

L'exemple américain

Mair Barnes se souvient de ce directeur du personnel de la chaîne Marks & Spencer qui, naguère, lui avait proposé un poste de stagiaire en lui précisant dès le départ les limites de promotion : « Tout au plus pouvez-vous espérer devenir directrice du personnel. » Aujourd'hui, le géant de la distribution est cité en exemple par le rapport Hansard pour avoir mis en place un système de management à mi-temps pour permettre à ses employés de s'occuper de leur famille. Parmi les autres compagnies qui ont découvert le culte de la femme-manager figurent British Rail (organisation d'audits réguliers des plans de carrière de ses employés), British Petroleum, qui favorise les changements de carrière pour les femmes, ou Midland Bank (crédits...). Lady Howe propose même de s'inspirer de l'exemple américain de discrimination à rebours (positive discrimination) visant à favoriser systématiquement les femmes lors des promotions, indépendamment des critères professionnels. Cette idée pourrait être bientôt soumise aux 650 députés. Dont 41 femmes...

MARC ROCHE

Le champagne en pleine déprime

La chute des ventes provoque une baisse du cours du raisin et l'arrêt de la hausse du prix des bouteilles

POUR une fois, les faits ont donné raison aux Cassandres qui, l'an dernier, prédisaient la fin des beaux jours pour les vigneronniers champenois (le Monde du 13 septembre 1990). A la fin août 1991, les ventes de champagne avaient fléchi de 19 % sur celles de l'an dernier, avec un très vif recul sur certains marchés à l'exportation, comme ceux des États-Unis, et surtout de la Grande-Bretagne, premier acheteur étranger, en chute de 40 %, un véritable effondrement. Il faut dire que le relèvement massif (25 % à 30 %) du prix du raisin aux vendanges 1990 avait malencontreusement coïncidé avec l'éclatement de la crise du Golfe qui, non seulement vicia à moitié hôtels et restaurants, mais encore pesa sensiblement sur les livraisons effectuées à l'approche des fêtes pendant tout le quatrième trimestre 1990 (50 % des ventes annuelles en France).

Sans doute certaines situations étaient-elles particulières, comme celle de la Grande-Bretagne, où les réseaux de distribution ont massivement distoqué, à la fois pour se procurer de la trésorerie et pour se garantir contre les effets d'une campagne de presse qui avait voulu confondre hausse du prix du raisin et hausse du prix des bouteilles. Mais le ralentissement général de la plupart des économies, sauf en Allemagne, conjugué avec une augmentation moyenne de 10 % du prix des bouteilles en question, a passablement déprimé les marchés du champagne, qui connaissent leur troisième accident conjoncturel en trente ans, après ceux de 1974-1975 et de 1980-1983.

Sans doute, également, un léger mieux se fait-il sentir actuellement, les livraisons de septembre 1991

étant meilleures que celles de septembre 1990 avec des frémissements sur la Grande-Bretagne. Néanmoins, la chute des expéditions pour 1991 devrait atteindre tout de même 10 % à 15 % : aux environs de 200 millions de bouteilles, contre 232 millions en 1990, soit un retour aux chiffres de 1985-1987, et un arrêt de l'expansion, apparemment irrésistible, des sept dernières années. Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel.

Récolte abondante

Pour ne rien arranger, en cette période de névénus, la récolte 1991 s'annonce très abondante. Elle sera probablement au niveau des deux récoltes précédentes de 1989 et 1990 (270 millions de bouteilles), malgré le gel d'avril, qui a substantiellement affecté les vignobles dans l'Aube et dans la vallée de la Marne, mais a épargné les grands crus où l'état sanitaire du vignoble est excellent. En conséquence, le prix indicatif du kilo de raisin payé au vigneron par les maisons de négoce, qui avait bondi de 27 francs à 32 francs l'an dernier, et souvent bien davantage après le non-renouvellement du fameux contrat interprofessionnel de six ans, a été ramené à 30 francs. Sans doute, pour reprendre les termes techniques du communiqué officiel de l'interprofession, « ce prix d'orientation correspond à la volonté de maintenir inchangé le coût d'approvisionnement global des acheteurs de raisin afin de contribuer à la nécessaire stabilisation des cours ». Mais en décodant un peu cette langue de bois, destinée à ménager l'épiderme des vignerons, toujours en retard d'une bataille, on constate que les maisons de négoce repren-

nent en main le marché du champagne, très déséquilibré ces dernières années.

En effet, ces maisons, qui commercialisent les deux tiers des bouteilles produites, assurent 90 % de l'exportation et effectuent l'essentiel de la promotion, ne possèdent que 12 % du vignoble et sont donc largement tributaires de leurs achats de raisin, de plus en plus contingents ces dernières années par des viticulteurs désireux d'élaborer et de vendre leurs propres bouteilles. Cette année, ces achats seront largement supérieurs aux expéditions, et les stocks vont se reconstituer au profit des « maisons » qui cherchent, en signant davantage leurs cuvées, à valoriser leur fonction commerciale aux dépens des suiveurs. Comme tout le monde ne peut en faire autant, il est infiniment probable que certains recassements douloureux se produiront en Champagne l'année prochaine.

M. Yves Béard, PDG du groupe Moët et Chandon, dont les propos donnent le « la » dans la profession, puisque, avec ses 31,7 millions de bouteilles vendues en 1990, son groupe est, de loin, le numéro un sur les marchés français et étrangers, avec 13,4 % des livraisons totales et 25 % des exportations, a clairement annoncé la couleur : « Les viticulteurs produisent du raisin, les maisons élaborent des bouteilles ».

Il a précisé que les prix du champagne, majorés de 10 % en moyenne, parfois moins, pour la campagne 1990-1991, resteront stables pour les fêtes de fin d'année et « très certainement » l'année prochaine. Une bonne nouvelle pour des consommateurs que ces prix commencent sérieusement à rebiter.

FRANÇOIS RENARD

Solvay récupère un site en ex-RDA

Le groupe chimique belge a obtenu la restitution d'une soude. Un musée des horreurs industrielles !

BERNBURG

de notre envoyé spécial

Ly a bien maintenant un distributeur automatique du journal Bild à l'entrée de la soude. Le décor demeure pourtant identique depuis la levée du séquestre sur les actifs du groupe belge Solvay dans l'ancienne RDA : un musée des horreurs industrielles, inchangé depuis le jour de 1952 où les communistes soviétiques passèrent le flambeau aux communistes allemands. D'innombrables roues métalliques tournent dans un atelier échappé des Temps modernes : cela s'appelle un compresseur à gaz à pistons, façon stakhanoviste radieux des années 60. Simplement, la rouille s'est accumulée au fil des ans. A l'évidence, le plan ne prévoyait pas le remplacement des vitres cassées !

« Le spectacle d'une soude n'est jamais réjouissant », admet placidement le baron Daniel Janssen, PDG de Solvay, venu annoncer les temps nouveaux au personnel de l'usine, mercredi 25 septembre. Bernburg, ville historique de Saxe, entre Halle et Magdebourg, était le siège de la direction de Solvay en Allemagne avant que les nazis ne s'emparent de l'usine, qui allait devenir ensuite la plus grande unité de production de carbonate de soude en RDA. Un accord conclu récemment entre le chimiste belge et la Treuhandschaft, l'organisme chargé de la privatisation dans l'ancienne Allemagne de l'Est, restitue ce « fleuron » à son ancien propriétaire, à l'exclusion d'autres usines, jugées inexploitable.

Le baron Janssen a annoncé 4 milliards de francs belges (environ 650 millions de francs français) d'investissements sur les cinq ans à venir pour faire de Bernburg une unité compétitive, produisant non plus du carbonate de soude « léger », mais un produit « lourd », comme le demande aujourd'hui la clientèle. Marchés visés : non pas l'Ouest de l'Allemagne, où Solvay s'était réinstallé depuis longtemps, mais les anciens pays satellites de Moscou. Des profits sont espérés à partir de la fin 1992.

La méfiance toujours

Les salaires, qui ont augmenté de 60 % en quelques mois, continueront à se rapprocher de ceux pratiqués à l'Ouest. Mais pour rester compétitif, a expliqué le baron aux rescapés du personnel, le groupe doit poursuivre ses efforts de rationalisation. Les effectifs ont déjà été pratiquement réduits de moitié, passant de 1 700 personnes en 1989 à moins de 900. Le travail de « dégraissage » a été laissé à la Treuhandschaft avant le retour effectif de Solvay. Le groupe ne cache pas qu'il faudra encore procéder à des départs, « ce qui confirmera le ratio habituel : une personne là où il y en avait au moins deux sous les communistes, pour rester dans les normes de productivité du monde développé ».

Comment réagissent les heureux élus invités à passer du collectivisme au mariage avec une entreprise à capital largement familial et qui exige un zèle à la hauteur des salaires ? Un cadre belge, arrivé

récentement de Bruxelles avec quelques collègues pour la reprise en main, indique simplement qu'il est difficile de savoir ce qui se passe dans la tête de ses subordonnés, « encore habitués à se méfier, après tant d'années de communisme ». Apparemment, le maintien du personnel d'encadrement subalterne, issu de l'ancien régime, ne pose pas de problèmes.

A l'hôtel de ville de Bernburg, un responsable de l'économie locale vante les perspectives de sa région, située « au centre de l'Europe », mais avec un taux de chômage de 20 %, « qui va diminuer avec le boom de la construction ». Il y a de quoi faire, au vu de l'état des lieux. Sur la route de Leipzig, la Saxe semblerait pétrifiée depuis l'avant-guerre s'il n'y avait tant de monstres sites industriels où la productivité communiste était inversement proportionnelle aux dégâts sur l'environnement.

Une brochure remise par les autorités de Bernburg récapitule les grandes dates de l'histoire de la ville : « 16 avril 1945 : invasion des Américains ; 30 avril 1945 : retrait des Américains ; 1^{er} juillet 1947 : invasion des Soviétiques ; 22 novembre 1990 : retrait de l'armée soviétique. » Ces différentes « invasions », apparemment mises sur le même plan, sont-elles le reflet d'une grande confusion des esprits dans une population qui cherche encore ses marques ? En tout cas, les choses vont vite : deux heures de retard au décollage à Leipzig. Les contrôleurs aériens sont débordés. Sur l'aéroport encore dépourvu de taxiway, des vols partent ce soir pour Palma et Monastir...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde

INITIATIVES

Jacques Cellard et Alain Key

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS

NON

CONVENTIONNEL

1100 pages

1991

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

Les Allema

Le Monde SANS VISA

AFFAIRES

Les Allemands découvrent la carte de crédit

Jusqu'à présent, ils préféraient payer en liquide ou par chèque. La carte connaît aujourd'hui outre-Rhin un véritable boom, mais elle est déjà menacée par le paiement électronique

FRANCFORT
correspondance

L y a même des domaines dans lesquels les Allemands sont encore en retard sur les Français : la carte de crédit en est un exemple. Ce n'est en effet qu'aujourd'hui que nos voisins germaniques découvrent, pour payer, les charmes de la petite carte en plastique. L'ouverture du marché à la concurrence et l'arrivée des grands distributeurs mondiaux provoquent outre-Rhin un véritable boom. Déjà pourtant les moyens de paiements électroniques menacent la carte.

La méfiance des Allemands pour les cartes de crédit reste fondée sur le souvenir traumatisant de l'hyperinflation des années 30. Aujourd'hui encore, ils préfèrent régler leurs emplettes en liquide plutôt que par chèque ou au moyen de « l'argent plastique ». Néanmoins, sous l'effet de la concurrence, notamment étrangère, les établissements de crédit ont entrepris d'implanter les cartes. Malgré un démarrage rapide, les cartes de crédit représentaient en 1990 à peine 5 % des paiements en Allemagne contre 74 % aux États-Unis et 40 % en France. La majorité des paiements, 90 %, s'effectue donc en liquide avec les 5 % restants pour les eurochèques.

Jusqu'à présent, l'Eurocard, la version de Mastercard en Allemagne, y détenait quasiment une situation de monopole. D'un coût annuel de 40 à 80 deutschemarks pour son porteur (entre 100 DM et 130 DM pour la version « or »), elle fonctionnait comme la Carte bleue en France avec les achats débités du compte en banque en fin de mois. A la fin de 1990, il y avait tout de même 2,6 millions d'Eurocard, sur les 4,9 millions de cartes répandues par la société d'études Ordina. Mais depuis le 1^{er} janvier, l'Eurocard a perdu l'un de ses atouts. Elle n'est plus la seule carte acceptée par la Gesellschaft für Zahlungssysteme (GZS), la société pour le système de paiement, un peu l'équivalent du GIE cartes bancaires français - de Francfort. Toutes les cartes, y compris Visa (1,2 million), American Express (800 000) et Diners Club (360 000) peuvent désormais être émises par n'importe quel établissement bancaire ou caisse d'épargne.

Un marché sous-développé

Au-delà de cette ouverture du marché, la concurrence étrangère est venue aussi bouleverser la situation, provoquant une réaction des établissements locaux. Depuis le début de l'année, la Deutsche Bank, propose ainsi une version Eurocard avec un crédit revolving. « Le marché allemand a le plus fort potentiel de croissance en Europe parce qu'il est le plus sous-développé », explique Claus Meyer, directeur du marketing et responsable de produits à la Banco de Santander de Francfort. En 1987, la banque libanaise a racheté à la Bank of America sa filiale d'outre-Rhin pour les cartes de crédit, devenant ainsi le principal pourvoyeur - sous licence - de Visa en Allemagne avec 450 000 cartes distribuées l'année dernière. « Le plus difficile a été de faire accepter aux Allemands l'idée d'utiliser une ligne de crédit, sur-tout du crédit octroyé par une banque étrangère », précise Claus Meyer.

L'année dernière, Visa a connu le plus fort taux d'expansion en Allemagne pour le nombre de nouvelles cartes émises (+53 %) en raison, notamment, d'une distribution massive de cartes par l'ADAC - l'Automobile club allemand - au coût annuel très bas de 30 DM. La « Business Card » de Visa, annoncée depuis longtemps, n'a toujours pas été introduite en Allemagne, ce qui aurait permis à Visa d'empiéter sur le marché du loisir et des voyages, la traditionnelle chasse gardée d'Amex et de Diners. Pour le haut de gamme, la tendance est à une plus grande segmentation (golf, chasse, mutuelle, caisse de maladies, etc.).

ce qui a abouti à une multiplication des cartes Visa : de 20 au début de 1990, elles étaient passées à 30 à la fin de l'année.

Un autre phénomène, le « co-branding », explique aussi ce taux de croissance élevé. Ainsi, depuis un an, Volkswagen, premier groupe automobile en Europe, et Quelle, premier groupe pour la vente par correspondance en Allemagne, se sont lancés dans le « telebanking » couplé avec une carte Visa portant leurs sigles respectifs. Un nouveau pas a été franchi, fin mars, avec l'annonce par la Barclays Bank de l'émission de deux cartes de crédit, l'Eurocard et la Visa, au prix unique de 70 DM et des crédits assortis d'un taux d'intérêt annuel de 14,7 %. Selon le dirigeant de Barclays, Chris Davis, cette démarche commerciale s'explique par le fait que les Allemands sont devenus « les plus grands voyageurs du monde » et « les plus gros consommateurs en Europe pour les crédits à la consommation ».

Rude concurrence

Le « co-branding » n'a pourtant pas été une réussite pour tout le monde. De l'avenement du directeur de la GZS, Detlev Buchel, les projets de coopération initiaux de la centrale de paiement avec ses quatre partenaires, Mercedes-Benz, l'automobile club KVDB, la compagnie aérienne LTU et le grossiste d'ameublement Interform, se sont traduits par un flop. Chacun des participants s'était engagé à distribuer au moins 100 000 nouvelles cartes par an. Au lieu de cela, le total a atteint l'année dernière à peine 50 000 cartes supplémentaires. Sans se laisser rebuter, la Deutsche Bank, vient d'annoncer l'émission d'une Eurocard avec la DTB, la fédération du tennis allemand.

Les autres grandes banques allemandes sont aussi toutes à la recherche de partenaires. Selon Burkhard Richter, directeur du marketing à la Dresdner Bank, le point de saturation pour les cartes de crédit ne sera pas atteint avant au moins cinq ou six ans, quand leur nombre atteindra entre 10 et 12 millions. D'ici là, le marché va connaître un développement très rapide. Une étude de la société Ordina pronostique un triplement du chiffre d'affaires des sociétés émettrices de cartes d'ici à 1994, soit un volume de transactions atteignant 36 milliards de dollars et des gains estimés à 1,49 milliard de dollars pour un total de 8,7 millions de cartes en circulation.

La concurrence promet d'être rude : les services supplémentaires offerts par la société émettrice vont faire la différence auprès des acquéreurs, plus que les coûts. Dans la perspective du grand marché européen, la Dresdner Bank a décidé, quant à elle, de s'associer avec le plus grand groupe d'assurance du pays, Allianz, pour l'émission d'une Eurocard.

Le développement des cartes de crédit en Allemagne ne semble même pas freiné par le taux élevé des commissions supportées par les commerçants (entre 3 % et 3,75 %). Par ailleurs, la publicité faite par la GZS, depuis le début de l'année, pour la promotion des paiements électroniques outre-Rhin a jeté le trouble dans les

esprits. Pour l'instant, il y a seulement 800 magasins équipés en Allemagne, en plus des stations services où cette forme de paiement est déjà largement répandue, ce qui représente au total 8 500 terminaux avec, en moyenne, 1,5 million de transactions mensuelles pour une valeur de 100 millions de DM. Après s'être longtemps opposé au développement des paiements électroniques, la principale association du commerce de détail en Allemagne, la HDE de Cologne, a finalement annoncé, le 23 juin, qu'elle consentait à favoriser le « cash électronique » parmi ses membres. Les raisons invoquées par son président, Hermann Franzen, ne laissent toutefois aucun doute sur les intentions des commerçants : mettre en concurrence les cartes eurochèques, dotées d'un « pin » ou d'un numéro « secret » au moyen desquels le paiement électronique par l'intermédiaire de terminaux est possible, avec les cartes de crédit afin de faire baisser le coût des provisions.

Comme pour l'Eurocard, c'est la GZS qui gère les Eurochèques dont le nombre a fortement progressé l'année dernière (+2 millions de cartes) à cause de la demande des cinq nouveaux Lander. Pour être accepté, un Eurochèque doit être présenté avec une carte d'identification, la fameuse

carte eurochèque qui, jusqu'à présent, ne pouvait pas servir de carte de paiement mais permettait seulement de débiter le compte. Actuellement, 25 millions de ces cartes circulent en Allemagne, ce qui représente un taux de pénétration pharmaceutique même si les chèques, qui sont garantis jusqu'à 400 DM, restent par conséquent distribués par « paquets » de dix. Dans un pays où la plupart des paiements courants (loyers, électricité, téléphone, etc.) s'effectuent par des virements, on comprend le peu d'empressement des établissements bancaires et de crédit à voir se multiplier les paiements par chèque chez les commerçants. D'où leur ralliement au « cash électronique » qui, selon l'Association des banques populaires et caisses de crédit agricole mutuel, va connaître un développement accéléré en Allemagne. Selon les estimations, 50 000 terminaux devraient être installés d'ici à 1995 et au moins 100 000 d'ici à l'an 2000.

Les responsables d'Eurochèques et d'Eurocard International à Bruxelles viennent d'annoncer, pour leur part, la création d'une société commune à compter du 1^{er} janvier 1992. Le but de cette « Europay », qui utilisera le réseau international de Mastercard, est de permettre le paiement électronique à l'étranger, ce qui n'était pas possible jusqu'à présent.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le vol en plein essor

Il n'y a pas que le nombre des cartes de crédit qui augmente en Allemagne. La criminalité aussi. L'année dernière, selon l'Office fédéral du crime (BKA) de Wiesbaden, les pertes dues à l'utilisation de cartes falsifiées ou volées ont atteint 64 millions de deutschemarks, soit un doublement par rapport à 1989.

Le phénomène nouveau est incontestablement l'entrée en force de faussaires internationaux. Ceux d'Asie, les plus actifs avec les Américains sur le plan mondial, se sont déchaînés l'année dernière avec des contrefaçons sur les cartes de crédit allemandes d'une « qualité exceptionnelle », de l'aveu même des responsables du BKA. En juin 1990, l'un de ces réseaux a été démantelé et ses membres arrêtés à Manille grâce au BKA.

Même si l'on se refuse dans la plupart des cas à donner des chiffres précis sur ces délits, le problème a été ressenti de façon suffisamment urgente outre-Rhin pour que la riposte soit organisée. Les quelque 2,7 millions d'Eurocard actuellement en circulation seront ainsi complètement renouvelées d'ici à 1993. La nouvelle version sera plus difficile à

imiter. Rien que pour Hongkong, qui détient le record absolu pour les dommages subis par Eurocard/Mastercard avec 23,3 % du total, les pertes du groupe ont été estimées l'année dernière à 9 millions de DM, soit une augmentation de 400 % par rapport à 1989. Les pays du sud de l'Europe, particulièrement l'Espagne avec 10,4 % du total, enregistrent aussi une recrudescence de la criminalité sur les cartes de crédit.

Epargnés, jusqu'à présent, puisque les cartes de crédit y étaient inconnues, les cinq nouveaux Lander de l'Est se sont mis au diapason. Près de 300 000 délits ont été enregistrés l'année dernière. L'ouverture de comptes en banque sous une fausse identité, le plus souvent par des bandes de faussaires venant de l'ouest de l'Allemagne, a déjà entraîné des pertes importantes pour les établissements de crédit, selon l'Office fédéral des cinq nouveaux Lander de Berlin (GLK). Les faux billets se sont aussi multipliés depuis l'entrée en vigueur de l'Union monétaire, le 1^{er} juillet 1990.

C. H.-M.

The world made manageable.

The Economist

Every Friday

Traduction de l'annonce ci-dessus : « LE MONDE ENCADRÉ »

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

MARCHÉS FINANCIERS

Alors que la démission du ministre des finances est refusée

Le Japon adopte une nouvelle législation sur le blanchiment de l'argent et sur les transactions boursières

Le ministre japonais des finances, M. Ryutaro Hashimoto, a remis, jeudi 3 octobre, sa démission. Celle-ci a été refusée par le premier ministre, M. Toshiki Kaifu. Auparavant, il avait fait approuver par le Sénat, mercredi 2 octobre, une nouvelle loi sur le blanchiment de l'argent. Jeudi, il avait fait ratifier, toujours par la Chambre Haute, un amendement à la loi sur les transactions boursières. Le Japon a renforcé, jusqu'à un certain point, son appareil juridique en matière de contrôle des opérations financières.

TOKYO

de notre correspondant

Estimant accomplir la tâche de réforme qu'il s'était assignée lors que éclata le scandale des dédommagements versés par les maisons de titres à leurs clients institutionnels, le ministre des finances, M. Hashimoto a annoncé sa démission. Le premier ministre a refusé cette démission, demandant à son grand argentier de participer aux réunions du FMI de Bangkok à la mi-octobre.

La loi sur le blanchiment de l'argent comble une lacune évidente et ouvre la voie à la ratification par Tokyo de la convention des Nations unies sur le trafic des narcotiques signée à Vienne en 1988. L'amendement de la loi sur les transactions boursières devrait, elle, faire obstacle à la pratique des maisons de titres de dédommager leurs gros clients, qui est à l'origine du plus grand scandale boursier que le Japon ait connu.

Pénalisation

Constituant un progrès, ces deux lois ne présentent pas moins des lacunes qui en limitent la portée. En ce qui concerne la loi sur le blanchiment de l'argent, tout dépendra des décrets d'application. La loi punit les coupables de dissimulation de profits provenant du trafic de drogue d'une peine allant jusqu'à cinq ans de prison et d'une amende de 3 millions de yens (1,3 millions de francs). Trois points de la nouvelle loi retiennent l'attention : les banques sont tenues de fournir des informations au ministère des finances sur les comptes ou les transferts de fonds qui leur semblent d'origine douteuse. La saisie des avoirs (mobiliers et immobiliers) des coupables est autorisée. Enfin, la police est habilitée à laisser passer un carrosse de drogue pour remonter une filière (pratique des « livraisons contrôlées »).

Sur le papier, les autorités japonaises disposent donc d'un appareil juridique comparable à celui des autres pays industrialisés. Se donneront-elles les moyens en hommes et en matériel pour mettre en œuvre ces dispositions ? Comment, notamment, seront appliquées les mesures de surveil-

lance des comptes bancaires, qui remettent en cause un principe de secret couvrant des pratiques délictueuses qui, au Japon, sont souvent difficilement dissociables d'activités répandues (spéculation immobilière) ou tacitement admises (intimidation, jeux clandestins) ?

La révision de la loi sur les transactions boursières soulève finalement moins d'interrogations. La plupart des commentateurs se déclarent satisfaits par le contenu d'un texte que le gouvernement présente comme un premier pas dans le renforcement des mesures de contrôle du ministère des finances. Certes, l'amendement prévoit une pénalisation de la pratique des dédommagements des pertes subies en Bourse (punie d'une peine d'un an de prison et d'une amende de 1 million de yens). L'une des deux résolutions adoptées en commission préconise, en outre, la poursuite des clients des maisons de titres qui ont demandé des compensations ; la seconde résolution est favorable à la création d'un organisme indépendant de contrôle des activités boursières.

« Demi-mesures »

Aux termes du rapport présenté récemment au premier ministre par la commission de réforme administrative, l'organisme de surveillance envisagé ne sera cependant pas indépendant du ministère des finances (celui-ci devra seulement solliciter l'accord de la Diète pour la nomination de ses membres). Alors que, de l'avis des commentateurs, les scandales qui ont défrayé la chronique de ces derniers mois ont mis en lumière la collusion entre les milieux professionnels et le ministère des finances, ce dernier, loin de céder une partie de ses attributions, renforce son pouvoir. La transparence des opérations boursières, condition de l'assainissement du marché, continuera par conséquent à être régie par le ministère des finances agissant par le biais de directives administratives. Les nouvelles dispositions ne remettent pas en cause non plus le principe d'autorisation par le ministère des finances d'ouverture de maisons de titres. Enfin, elles ne s'attaquent pas à l'origine même de la pratique des compensations : la manipulation du marché par les maisons de titres.

Selon le rapport du ministère des finances, publié jeudi par la presse, la moitié des entreprises qui ont été dédommagées par les maisons de titres ont reçu plus que le montant de leurs pertes : en d'autres termes, ces compensations n'avaient pas simplement pour objet d'annuler des pertes, mais visaient en réalité à assurer aux meilleurs clients un certain niveau de bénéfices en exécution de promesses antérieures. Des lacunes qui conduisent le quotidien *Mainichi* à qualifier la réforme sur les transactions boursières de « demi-mesures ».

PHILIPPE PONS

NEW-YORK, 2 octobre

Repli

En hausse irrégulière durant la majeure partie de la séance, la tendance s'est renversée durant la dernière heure de transactions mercredi à Wall Street, le Dow Jones clôturant à 3 012,52 points en baisse de 5,82 pts (-0,19 %).

Les analystes ont attribué le comportement du marché aux incertitudes sur la conjoncture économique et à la prochaine évolution des taux d'intérêt.

Cependant, l'aspect positif d'une baisse des taux d'intérêt. Mais, en fait, les statistiques sur le chômage, publiées vendredi, seront déterminantes dans ce domaine, estimant les professionnels.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} oct.	Cours de 2 ^o oct.
Alcoa	51	50 3/4
AT&T	51 3/4	51 1/2
Boeing	50 5/8	50 1/2
Chem. Manhattan Bank	18 1/4	18 3/8
Du Pont de Nemours	38 3/4	38 1/2
Eastman Kodak	43	42 5/8
Exxon	60 3/8	60 1/4
Ford	30 1/2	30 1/4
General Electric	39 7/8	39 1/2
General Motors	43 1/8	42 3/4
IBM	100 5/8	100 1/8
Intel	43 1/2	43 1/4
ITT	58 3/8	58 1/2
Mod. Oil	58 3/8	58 1/2
Pfizer	65 1/2	65 3/4
Rockwell	58 3/8	58 1/2
Transco	63 5/8	63 3/8
U.S. Corp. de Alaska	125 7/8	124 1/4
Union Carbide	70 1/2	70 1/4
United Tech.	44 1/8	43 7/8
Westinghouse	22 1/4	22 1/8
Xerox Corp.	61	60 7/8

LONDRES, 2 octobre

Effacement

Un coup d'arrêt a été donné mercredi à la Bourse de Londres après trois séances de hausse. Après avoir accueilli favorablement, mardi, le report des élections, au printemps, les opérateurs ont été troublés par la bonne réception du discours du secrétaire du Trésor, M. Neil Kinnock, lors du congrès de son parti, à Brighton, et par un nouveau sondage donnant deux points d'avance au Labour.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 1,4 point à 2 642,2. Mais l'indice FT-30 a gagné 2 points, à 2 037,9.

FAITS ET RÉSULTATS

■ BNP : résultats du premier semestre 1991 en hausse de 71 %.

■ En forte baisse l'an dernier (-30 %), les résultats du premier semestre de la BNP pour l'année 1991 s'inscrivent en hausse de 71,2 %, à 1,6 milliard de francs contre 941 millions de francs au premier semestre 1990, et le résultat par action a augmenté de 65,5 % (22,77 francs contre 13,76 francs). La stagnation des dépôts à vue a entraîné une réduction relative du coût des ressources, et les risques liés à la situation des entreprises se sont dégradés. Mais les gains en réajustement ont permis de compenser les pertes de la dette. La tendance a été meilleure sur les taux d'intérêt et certains gains en réajustement ont permis de compenser les pertes de la dette. Enfin, l'effet des mesures prises depuis septembre 1990 pour réduire les coûts de gestion, notamment en France, et pour augmenter le produit net bancaire, a commencé à se faire sentir à l'échelle de l'ensemble des activités. Le résultat d'exploitation du groupe a atteint 5,41 milliards de francs, en hausse de 10,8 % par rapport au premier semestre 1990, soit 2,14 milliard de francs. Les risques sur les entreprises, de faible importance unitaire, et ceux sur les particuliers, notamment en France, ont bondi de 125 %.

■ CCF : progression de 10 % du résultat semestriel. Le Crédit commercial de France (CCF) a enregistré au premier semestre 1991 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 647,9 millions de francs, contre 589,2 millions de francs au premier semestre 1990. Le président du CCF, M. Michel Pébereau, Ce résultat, acquis après prise en compte des éléments exceptionnels des plus-values de cession et de l'impôt sur les bénéfices, ne peut être comparé à celui du premier semestre 1990 (327,7 millions de francs) à priori de consolidation comparable, ni à la moitié de l'année 1990 (390,4 millions), puisqu'il intègre l'incidence de la plus-value réalisée sur les titres Européenne de banque, précisée la banque. Après « élimination de l'effet de cette plus-value de cession », le résultat net consolidé du CCF au premier semestre 1991, le taux de progression du bénéfice net serait de l'ordre de 9,8 % par rapport à une demi-année 1990, souligne la banque.

■ American Express restructure sa division « voyage » et supprime 1 700 emplois. American Express, le groupe américain spécialisé dans les services financiers et touristiques, a annoncé que sa division voyage (*Travel Related Services*) envisage de réduire ses activités dans le cadre d'un plan de restructuration qui devrait entraîner une provision pour charge de 265 millions de dollars (1,5 milliard de francs). Cette restructuration vise à diminuer les charges d'exploitation d'environ 100 millions de dollars (570 millions de francs) par an. Elle se traduit, entre autres, par la suppression de 1 700 emplois à travers le monde, soit environ 3 % des effectifs de la division voyage.

PARIS, 3 octobre

Poursuite de la baisse

La Bourse de Paris continue de manquer de conviction jeudi. En retrait de 0,44 % au début des transactions, l'indice CAC 40 n'a cessé d'osciller des pertes au fil des échanges. En fin de matinée, le recul moyen des valeurs françaises atteignait 0,8 %. Aux alentours de 13 heures, la tendance continuait de s'aggraver, l'indice de la place abandonnant près de 0,8 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, il s'inscrivait en baisse de 0,78 % sur son niveau de clôture précédent.

Le moral des boursiers restait déprimé. A la mi-journée, sur les 40 valeurs qui composent l'indice de référence de la place parisienne, 34 étaient en baisse.

Quelques titres toutefois se distinguaient. Hutchinson notamment, qui revenait à la cotation ce jour après avoir été suspendu le 18 septembre dernier lors de l'offre publique alternative d'achat ou d'échange lancée par Total. Les modalités de l'opération sont de 21 actions « B » Total pour 10 Hutchinson dans l'opération d'échange et de 1 700 francs par titre Hutchinson dans l'opération d'achat.

TOKYO, 3 octobre

Nouvelle progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette hausse jeudi, l'indice Nikkei progressant de 339,33 yens (+1,4 %), à 24 711,44 yens.

Après avoir ouvert en baisse, la Bourse s'est redressée à la mi-séance, sous l'effet d'une hausse des obligations d'Etat japonais (*Telegraph and Telephone* (NTT) progressant en fin de matinée, de même que les banques, les métaux non ferreux et les médicaments. Baisse chez les constructeurs d'instruments de précision, dont Canon, et aux sociétés pharmaceutiques.

VALEURS	Cours de 2 ^o oct.	Cours de 3 ^o oct.
Asahi	1 080	1 080
Daikoku	1 150	1 150
Canon	1 280	1 280
Fuyo	2 200	2 200
Marubeni	1 800	1 810
Sanwa Bank	1 250	1 250
Sumitomo	1 150	1 150
Sanyo Corp.	5 400	5 380
Toyota Motors	1 600	1 600

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	3740	3740	Immo. Habitat	815	815
Amont Assoc.	288	288	Intern. Comput.	156 40	156 40
B.A.C.	130	130	I.P.B.M.	78	78
Ban. Paribas	820	824	Loca Invest.	248	250
Ban. Paribas	385	380	Locatim	107 50	105
Ban. Paribas	215	220	Locatim	189 50	175 40
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	510	509	Min. Comm.	405 50	405 50
Calsonic	402	390	Publ. Filippini	610	605
Carif	645	645	Renal	321	321
C.E.G.E.P.	137	137	Rhone-Alp. En. (E.P.)	185	179 50
C.F.P.I.	280	286	S.A.M.	110	110
C.N.I.M.	940	938	Select Invest. (S.I.)	398 80	397
Codacore	274	274	Serbo	285 50	285
Conforama	883	794	S.M.T. Group	130	130
Crédit	178	178	Sopra	360	349
Danaher	418 80	418 80	S.T.M. (S.T.M.)	285	285
Danaher	1235	1235	Thomson H. (H.)	210	201 80
Danaher Wm. Co.	380	380	Unilog	80 50	80
Danaher	518	507	Y. de Lorient Group	883	880
Danaher	290	290			
Danaher	144	138 70			
Danaher	280 50	285			
Danaher	271 80	271			
Danaher	135	135			
Danaher	127	125 10			
Danaher	165	164			
Danaher	438	434			
Danaher	195	195			
Danaher	740	740			
Danaher	590	590			
Danaher	230	230			
Danaher	113 60	115			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 2 octobre 1991

Nombre de contrats : 10 840

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	107	107,84	107,30
Précédent	106,96	107,06	107,34

CAC 40 A TERME			
Volume : 5 004		(MATIF)	
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 891	1 904,50	1 920
Précédent	1 894,50	1 915	1 929,50

CAC 40 A TERME

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 891	1 904,50	1 928
Précédent	1 904,50	1 918	1 929,50

CHANGES

Dollar : 5,6610 F

Le dollar était légèrement en hausse jeudi 3 octobre à Paris, s'échangeant à 5,6610 francs contre 5,6590 francs mercredi à la cotation officielle. Les opérateurs attendaient la publication, vendredi, des statistiques américaines du chômage en septembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (3 oct.)	9 516 - 9 716 %
New-York (2 oct.)	9 516 - 9 716 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
1^{er} oct. 2 oct.
Valeurs françaises : 123,10 122,90
Valeurs étrangères : 115 114,90
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 497,20 497,61
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 887,29 1 878,25

NEW-YORK (indice Dow Jones)	1 ^{er} oct. 2 oct.
Industrielles	3 018,34
LONDRES (indice Financial Times)	1 ^{er} oct. 2 oct.
100 valeurs	2 645,68 2 644,28
30 valeurs	2 835,00 2 837,50
Mines d'or	128,00 127,70
Fonds d'Etat	87,56 87,48
FRANCFORT	1 ^{er} oct. 2 oct.
Dax	1 689,62 1 687,32
TOKYO	1 ^{er} oct. 2 oct.
Nikkei Dow Jones	24 711,44 24 711,44
Indice général	1 862,04 1 862,74

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS DU JOUR	US DOLLAR	DEUX DOLLAR	SEIZ DOLLAR
+ les	+ les	+ les	+ les
S.E.-U.	5,6585 5,6605	+ 191	+ 201
Suisse	5,0858 5,0877	+ 25	+ 37
Yen (100)	4,3244 4,3293	+ 93	+ 104
DM	3,4073 3,4095	+ 115	+ 121
Franc	3,0227 3,0254	+ 1	+ 7
FR (100)	16,5160 16,5270	+ 1	+ 6
PS	3,8964 3,9024	+ 35	+ 47
L (1 000)	4,5541 4,5576	+ 84	+ 98
£	9,5278 9,5370	+ 108	+ 119

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.-U.	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/4	5 3/8	5 7/16	5 9/16
1m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
3m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
6m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
12m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
18m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
24m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
36m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
48m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
60m	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 3 octobre
Jacky Fromion,
directeur de la filiale française
de Høegh Dags.
« Le Monde Affaires » daté 4 octobre
publie une enquête sur l'industrie
de la crème glacée aux Etats-Unis.

Vendredi 4 octobre :
Jean-Pierre Chauvart,
directeur général
de Koni France.

4 ESPACES CONSEILS
AU CŒUR DE PARIS

3, RUE LA BOÉTIE 112, BD ST-GERMAIN 132, BD ST-GERMAIN 18, BD DE SEBASTOPOL

9990 F.T.C. 9990 F.T.C. 9990 F.T.C.

CANON PC 23 Photocopieur sans extraction, agrandissement et réduction, plateau fixe

CANON STARWINTER 80 Traitement de texte portable, imprimante laser d'impression, totalement silencieuse

CANON FAX 365 F Télécopieur avec fax, 64 numéros de gèle

DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT

BUREAUTIQUE DURIEZ INFORMATIQUE

BOURSE DU 3 OCTOBRE

[illegible]

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Fr./cint.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr./cint.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr./cint.	Rachet net
Alcatel	7055 87	7127 87	Freemove	898 36	884 74	Poste German.	61722 73	61722 73
Alcatel	230 74	204 83	Freemove	200 13	195 13	Reunis. Cit.	10682 12	10682 12
Alcatel	918 69	920 69	Fructi-Phone	10947 21	11076 43	Pelway, Sound.	112 96	111 74
Alcatel	7658 08	7363 54	Fructi-Phone	5021 40	5078 70	Pro-Associations	27717	27717
Alcatel	645 61	620 42	Fructi-Phone	1349 65	1316 63	Profrance	1108 96	1061 91
Alcatel Comp. T.	6770 70	6770 70	Genlcom	12630 92	13061 61	Quartz	131 47	126 26
Alcatel	1135 28	1135 28	Genl. Associations	170 76	167	Radioray	874 82	857 67
Alcatel	361 80	362 59	Genlcom	1237 32	1201 28	Radioray	161 82	159 43
Alcatel	1257 80	1220 24	H.M. Mobilcom	13075 46	13075 48	Reunis. Transm.	504 26	526 24
Alcatel	1257 80	1220 24	Intercom	13075 46	13075 48	Reunis. Transm.	504 26	526 24
Alcatel	161 36	167 23	Intercom	13439 78	13776 24	Reunis. Transm.	1189 23	1189 23
Alcatel	7438 23	7482 23	Intercom	540 54	526 85	St Honoré Bore & Tr.	10650 30	10527 66
Alcatel	128 98	127 42	Japancom	171 95	168 94	St Honoré Bore & Tr.	235 55	222 96
Alcatel	122 71	111 43	Japancom	273 19	269 15	St Honoré Bore & Tr.	750 05	724 03
Alcatel	117 38	112 13	Latina America	241 91	232 05	St Honoré Bore & Tr.	501 61	491 42
Alcatel	112 51	112 17	Latina Europe	245 11	235 12	St Honoré Bore & Tr.	209 67	204 77
Alcatel	143 69	137 50	Latina Europe	250 13	238 93	St Honoré Bore & Tr.	527 58	524 04
Alcatel	121 15	121 15	Latina Europe	230 27	229 35	St Honoré Bore & Tr.	14001 94	14025 74
Alcatel	111 77	109 51	Latina Europe	220 68	221 45	St Honoré Bore & Tr.	495 8	476 58
Alcatel	5939 70	5933 77	Latina Japan	418 68	401 78	Stonorac	1945 29	1945 29
Alcatel	6110 06	5990 94	Latina Only	138 21	132 58	Stonorac	12301 06	12942 12
Alcatel	1237 94	1219 65	Latina Scandinavia	198 30	190 22	Stonorac	711 89	701 88
Alcatel	29 05	28 35	Latina Tokyo	350 89	330 21	Stonorac	132 98	131 84
Alcatel	1262 88	1222 32	Latina Tokyo	2124 31	2121 31	Stonorac	1475 48	1740 87
Alcatel	3000 89	3086 72	Leamy C.T.	11633 23	11638 30	Stonorac	670 91	670 91
Alcatel	299 22	299 22	Leamy C.T.	1501 87	1501 87	S.G. H. Appointments	1070 31	1065 21
Alcatel	499 62	476 35	Leamy Association	11569 45	11569 45	S.G. H. Appointments	428 83	418 33
Alcatel	1218 20	1194 31	Leamy Association	27827 25	27755 86	S.I. Est.	1474 28	1410 79
Alcatel	1252 92	1222 38	Leamy	921 26	903 20	Stonorac	899 48	871 03
Alcatel	871 62	833 89	Lithcom	2192 82	2141 50	Stonorac	421 17	409 30
Alcatel	1039 89	995 11	Leamy 20 000	24783 16	24783 16	Stonorac	213 16	206 97
Alcatel	254 87	243 89	Leamy 20 000	557 31	541 08	Stonorac	436 86	426 86
Alcatel	1252 92	1222 38	Leamy 20 000	557 31	541 08	Stonorac	436 86	426 86
Alcatel	1252 92	1222 38	Leamy 20 000	557 31	541 08	Stonorac	436 86	426 86

	Cours	Dernier	Fouquetons.....
			France L.A.R.D.....
			France S.A. & al.....

VALUES		price	volume	FBIHQ SA (H)		price	volume	
				General	2500	6000	Glaxo	200
				General	700	700	Shaw	895
				General	289	288.50	S.I.P.H.	2120
				General	620		S.M.C.I.	148.20
				G.P.C.	375	380	Solex	635
				G.P.C.	278	278	Sofia	382
				Gr. Min. Pk.	1480		Soflax	1210
				Grupa Victoria	1185	1185	Soflax (ex. S. S. S. S.)	89.80
				G.T. (Transp.)	371		Soflax	2257
				Imperial	700	700	Soflax	400
				Imperial	300	300	Staph.	140
				Imperial	3350	5170	Staph. A. S. S. S.	888
				Imperial	300	300	Staph.	351
				Imperial	472	472	Staph.	781
				Imperial	3252	3251	Talberg	3280
				Imperial	3251	3251	Talberg	3280
				Imperial	1276	1276	Talberg	3280
				Imperial	388	388	Talberg	3280
				Imperial	459	459	Talberg	3280
				Imperial	205	205	Talberg	3280
				Imperial	245	245	Talberg	3280
				Imperial	2550	2550	Talberg	3280
				Imperial	1450	1450	Talberg	3280
				Imperial	33	33	Talberg	3280

Actions		price	volume
Agencia (ex R.)	1130	1140	
Applications Hylar	1540	1540	
Baini C.M. Sion.	1280	1280	
B.H. Sion. Sion.	383.70	383.70	
B.N.P. Sion.	271.20	271.20	
B.N.P. Sion.	420	480	
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.	3000		
B.N.P. Sion.			

Seattle Mariners	438	438
S.F. Giants	154	154

Game Group	25-40	
SIC Anthropology	102	92 0
Technical Arts	282-40	
Technical Arts	78-00	
Toy and Game	28-10	
Vital Recordings	3000	
Wardrobe	1005	1120
Wrestling Contests	10-05	10-60

Horse-cote

Bone Horse Emmer	310	
C H G Coughlor	112	114
C Ould, Fennell	188	
Chamberlain (M)	578	
Cochran Boarder	360	
Cosgrove	540	
David Semantides	246	
El Anting	1500	
Empire, Azzari	86	
Ernest B. B. and	20	
Gardner S. A.	62	62
Grady Education	65	
Gray Design	495	
Heckler Books	710	

Capitalisation	2430 13	2408 07	Mansel C.C.
Géométrie	2234 60	2169 51	Moscow

Net Investments	425.38	412.90	Monodon	537.76	67.87	Sogin	1302.39	1303.52
Net Management	629.10	622.10	Mon-L	684.93	10	Solih Investments	1820.40	877.34
Net Marketing	37.17	37.08	Mon-L	770.50	16	Solih	215.07	215.07
Net Operations	33.04	33.04	Mon-L	1274.20	1274.20	Solih Acct.	813.96	762.67
Net Payables	200.04	200.04	Mon-L	156	148.50	Solih	1233.77	1231.11
Net Receivables	22.6182	22.6182	New York Times	2689.01	2689.01	Techon	1069.28	1069.28
Net Sales	271.78	271.78	New York Times	1675.02	1675.02	Techon	5853.61	5705.35
Net Share	327.94	327.94	New York Times	118.58	118.58	Techon	818.78	818.78
Net Short-Term	439.71	439.71	New York Times	7414.93	7402.13	Techon	144.61	138.38
Net Assets	25.40	25.40	New York Times	121.81	117.18	Techon Plus	1220.21	1208.13
Net Capital	1744.37	1744.37	New York Times	1389.57	1383.90	Techon Plus	1218.12	1205.10
Net Cash	824.34	824.34	New York Times	1333.80	1333.80	Techon Plus	1218.12	1205.10
Net Cash	1079.55	1079.55	New York Times	54.34	53.80	Techon Plus	1531.91	1508.80
Net Cash	96.82	96.82	New York Times	1400.63	1400.63	U.A.P. Investments	455.45	438.95
Net Cash	6550.80	6550.80	New York Times	84.02	84.02	U.A.P. Inv. Fund	591.23	589.86
Net Cash	20.00	18.84	New York Times	103.11	103.11	U.A.P. Inv. Fund	541.55	541.55
Net Cash	138.61	138.61	New York Times	122.04	122.04	U.A.P. Inv. Fund	591.23	589.86
Net Cash	187.21	187.22	New York Times	86.22	84.03	U.A.P. Inv. Fund	591.23	589.86
Net Cash	138.61	138.61	New York Times	6195.54	6195.54	U.A.P. Inv. Fund	591.23	589.86
Net Cash	1080.13	1080.13	New York Times	4491.63	4491.63	U.A.P. Inv. Fund	131.34	128.58
Net Cash	1278.76	1278.76	New York Times	142.34	142.34	U.A.P. Inv. Fund	1065.40	1065.40
Net Cash	441.43	441.43	New York Times	2537.83	2537.83	U.A.P. Inv. Fund	128.38	128.38
Net Cash	1218.42	1218.42	New York Times	1029.62	1029.62	U.A.P. Inv. Fund	1212.82	1280.60
Net Cash	7930.50	7930.50	New York Times	183.01	183.01	U.A.P. Inv. Fund	181.94	187.45
Net Cash	847.35	847.35	New York Times	121.94	121.94	U.A.P. Inv. Fund	137.74	137.74
Net Cash	182.78	182.78	New York Times	1213.95	1213.95	U.A.P. Inv. Fund	106.06	106.06

PUBLICITÉ

**PUBLICITE
FINANCIERE**
Renseignements :
46-62-72-67

AGENDA

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 2 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits.

- Formation professionnelle et emploi
(Le Monde du 3 octobre et lire page 32)
- Organismes génétiquement modifiés
(Le Monde du 3 octobre)
- Brevets communautaires

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères, a présenté un projet de loi autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, de la convention, du règlement et des protocoles prévus pour son exécution, faits à Luxembourg le 15 décembre 1989.

Il existe aujourd'hui un brevet européen : sous réserve que le brevet ait été déposé dans la langue de chacun des États signataires, l'invention est protégée dans chacun de ces États selon les règles qui lui sont propres. Dans la perspective du grand marché unique, l'accord en matière de brevets communautaires institue un nou-

veau type de brevet, bénéficiant d'une protection renforcée. Sous la réserve, la aussi, du dépôt du brevet dans les langues de la Communauté européenne, l'invention sera protégée selon un corps de règles unique sur l'ensemble du territoire de la Communauté.

- Enseignements et pratiques artistiques en milieu scolaire
(Le Monde du 3 octobre)
- Politique de coopération
(Lire page 30.)

La dissolution de deux conseils municipaux. Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé, mercredi 2 octobre, la dissolution du conseil municipal de la commune d'Aspremont (Hautes-Alpes) et la dissolution du conseil municipal de la commune de Neuviller-sur-Moselle (Meurthe-et-Moselle).

Le conseil des ministres a adopté la mesure individuelle suivante : sur proposition du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, M^{me} Anne-Marie Leroy, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommée directrice des affaires générales, internationales et de la coopération au ministère.

Le général Vincent Lanata devient chef d'état-major de l'armée de l'air

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 2 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Air. — Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air à compter du 2 décembre, le général d'armée aérienne Vincent Lanata en remplacement du général d'armée aérienne Jean Fleury, qui occupait ce poste depuis avril 1989 et qui atteint la limite d'âge de son rang le 1^{er} décembre prochain (ses dernières éditions du 3 octobre).

[Né le 7 juin 1935 à Brest (Finistère) et ancien chef de l'école de l'air de Salon-de-Provence, Vincent Lanata, pilote de chasse, a notamment commandé, entre 1972 et 1974, la 33^e escadre de reconnaissance basée à Saint-Denis. Après avoir servi à l'entre de prospective et d'évaluation au ministère de la défense, il est devenu depuis la 1^{re} division générale aux études, il commande la base aérienne d'Orléans (Vaucluse) de 1979 à 1981. En 1982, il est, avec le grade de général de brigade aérienne, chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de l'air. En 1983, il commande la IV^e région aérienne (Alsace-Provence) et il est promu général de division aérienne. Avec le rang de général de corps aérien, il est nommé en 1986 major général de l'armée de l'air avant de devenir, en 1989, avec le rang de général d'armée aérienne, inspecteur général de l'armée de l'air.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Guy Manach, nommé inspecteur technique de l'armée de l'air ; général de brigade aérienne, le colonel Jean-Paul Huot ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Jean-Claude Veinmant, nommé directeur régional du commissariat de l'air en région aérienne Méditerranée.

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jean-Charles Lefebvre ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Jacques Meheut et Philippe Roy ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe Christian Maureau, nommé chef de service des marchés généraux du commissariat de la marine.

Est nommé sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de

M. Le Taillandier de Gabory est nommé préfet du Val-de-Marne

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 2 octobre, préfet du Val-de-Marne, M. Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, directeur du cabinet du préfet de police de Paris, en remplacement de M. Michel Blangy, nommé, le 11 septembre, préfet de la région Poitou-Charentes et du département de la Vienne.

[Né le 7 juin 1936 à Virsac (Gironde), diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences politiques, entré en 1961 dans le corps préfectoral comme chef de cabinet, M. Le Taillandier de Gabory occupe divers postes territoriaux. Adjoint au directeur central des renseignements généraux en 1970, chef de cabinet du préfet de police en 1971, directeur du cabinet du directeur général de la police nationale en 1973, il est nommé, en 1974, directeur du cabinet du préfet de la région Alsace-Normandie et de la mission régionale Haute-Normandie en 1975, secrétaire général du Calvados en 1979, il devient directeur général des services départementaux de la Seine-Maritime en 1982. Il avait été nommé directeur du cabinet du préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, en janvier 1987.]

ÉCHECS

La Coupe du monde

Ljubojevic bat Karpov

Le Yougoslave Ljubojevic est un joueur dont le talent est aussi connu que l'irrégularité de son jeu. En forme, il peut battre n'importe qui, c'est-à-dire Karpov lui-même, ce qu'il a fait avec les Noirs de surcroît, dans la huitième ronde du tournoi de la Coupe du monde d'échecs, à Reykjavik. Ivanchouk, en annulant devant Belavsky, s'est donc rapproché de Karpov, qu'il suit à un demi-point.

CLASSEMENT APRÈS HUIT RONDES. — 1. Karpov, 6 pts ; 2. Ivanchouk, 5,5 ; 3. Ljubojevic, 5 (+ une journée) ; 4. Nikolic, 5 ; 5. Seirawan, 4,5. Il reste sept rondes.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 2 octobre et du jeudi 3 octobre 1991 :

UN DÉCRET
N^o 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n^o 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n^o 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations.

DES ARRÊTÉS
Du 1^{er} août 1991 fixant la liste des diplômes exigés des candidats au concours spécial d'entrée à l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts ;

Du 11 septembre 1991 relatifs à la reconnaissance du Bureau national interprofessionnel de l'armagnac et du calvados, du pommeler et des eaux-de-vie de cidre et de poir.

Naissances

— Bonne fête grand frère, Bonne fête papa.

Alexandre Vassili MARGUERIT, 29 septembre 1991.

Sylvie, Michel et Raphaël Dimitri, Rua Dom-Paulo-Pedrosa, 573, CEP 05687 Sao Paulo, SP Brasil.

— Serge et Sylvie PLATTARD, ainsi que

Jean et François, sont heureux d'annoncer la naissance de

Antoine, à Paris, le 27 septembre 1991.

4-11-62 Minami Azabu, Minato-Ku Tokyo 106.

— Nathalie et Thierry NICAULT

sont très heureux d'annoncer la naissance de leur fils,

Benjamin, le 19 septembre 1991.

74, rue de l'Industrie, 92700 Colombes.

— Claire et Jean-Marc STEINDECKER

sont heureux d'annoncer la naissance de

Clémence, le 21 septembre 1991.

3, rue Vauquelin, 75005 Paris.

— Mariel et Jérôme SIMONEITI

sont heureux d'annoncer la naissance de

Elle, le 26 septembre 1991, à Châteaufort-Malabry.

— M^{me} Denys COURBIER, née Claire Ducruy,

survenue à Cherbourg, le 23 septembre 1991, à l'âge de quarante-deux ans.

Des cérémonies religieuses ont été célébrées à Cherbourg et en la cathédrale d'Autun dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 11 octobre, à 18 h 30, en l'église Saint-Victor de Meylan (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Marcel DORANDEU, administrateur des PTT,

chevalier de la Légion d'honneur, officier,

dans l'ordre national du Mérite, survenue le 10 septembre 1991, dans sa

quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Marquian (Pyrénées-Orientales) le jeudi 12 septembre.

Une messe à son intention sera célébrée le jeudi 10 octobre, à 19 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15.

« Et quem vultis non carnam a te loquitur, sed qui tunc la lum de la tria. »

24, rue du Jardin-d'Enfants, 66000 Perpignan.

42, rue de la Procession, 48-50, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

— Pierre, Jean-Charles, Anne et leurs proches,

ont la douleur de faire part du décès de

Arlotte GRUNSTEIN, née Battenberg,

survenue à Paris, le 26 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les

exemplaires du Carnet du Monde, sont priés de leur indiquer leur numéro de référence.

— M^{me} Juliette Bénatar, son époux,

Ralph Bénatar, son fils,

Odile Radreau, Les familles Bénatar, Cohen,

Bensimhon, Bensimon, Ruimy, Abergel, Azoulay, Lequen, Bénézy,

Elkessy, Mainnan, ont la douleur de faire part du décès de

Nissim BÉNATAR, survenue à la suite d'une longue maladie, le 2 octobre 1991, à Lyon.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Lyon, le 3 octobre, à 16 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

« Il annulera la mort à tout jamais. » Isaïe, XXV, 8.

74, rue Salomon-Reinach, 67007 Lyon.

— Le docteur et M^{me} Maxime BENZACAR, Hélène, Frédéric et Arthur,

M. et M^{me} Louis Dronne, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Santos BENZACAR. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 2 octobre 1991.

— Simone Rabière, Gérard Coulaud, Laurence Coulaud,

son époux, son fils, M. et M^{me} Jean Lefort,

M^{me} Michèle Lefort, M. Michel Lefort, ses enfants,

Anna-Cécile et Delphine Lefort, Aurélien et Laure Bossard, ses petits-enfants,

Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand LEFORT, maire honoraire de Saint-Ouen, sénateur honoraire,

membre honoraire du Parlement, ancien conseiller général de la Seine et de la Seine-Saint-Denis (1953-1973), conseiller municipal de Saint-Ouen, ancien combattant 1939-1945, ancien prisonnier de guerre, lieutenant FTPF.

Un hommage solennel sera rendu à la mairie de Saint-Ouen, le samedi 5 octobre 1991, à 11 heures, place de la République, à Saint-Ouen, Seine-Saint-Denis, méro Mairie-Saint-Ouen.

A sa mémoire, des dons peuvent être adressés au comité du Secours populaire de Saint-Ouen, 32, rue des Rosiers, 93400 Saint-Ouen, CCF 4560-44 F Paris.

M. Fernand Lefort a été maire de Saint-Ouen, de 1945 à 1979, et sénateur de la Seine-Saint-Denis, de 1968 à 1986.

[Né le 9 octobre 1911 à Paris, Fernand Lefort, qui exerça la profession de métier, fut élu conseiller municipal communiste et maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) en 1945. Il occupa cette fonction sans interruption jusqu'en 1979, dans laquelle il renoua ce mandat au profit de M^{me} Paulette Fort. Fernand Lefort fut également conseiller général communiste de la Seine de 1953 à 1967, puis conseiller général communiste de Seine-Saint-Denis, de 1967 à 1973. Suppléant d'Elisabeth Follon, député communiste de la Seine puis de la Seine-Saint-Denis, en 1962, 1967 et 1968, Fernand Lefort fut élu sénateur communiste de Seine-Saint-Denis en 1968. Réélu en 1977, il ne s'est pas représenté lors du renouvellement de 1986.]

— Famille et amis ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Mordo PISANTE, survenue à Jérusalem le 1^{er} octobre 1991, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

20-34, Rehov-Mahal, 97763 Jérusalem, 7, rue de la Saint-Germain, 92100 Boulogne.

— Robert Schebat, ses enfants, petits-enfants, Les familles Schebat, Becache, parentes et alliées,

ont la douleur d'annoncer le décès subit de

Mireille SCHEBAT, née Becache, survenue le 30 septembre 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 4 octobre, à 10 h 30, au cimetière de Pantin.

13, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

— M^{me} Marcel SCAMAMA, son époux,

M. et M^{me} Jean-Luc Abeasis et leurs enfants,

M. et M^{me} Yves Borenschein et leurs enfants,

M^{me} Nicole Scamama-Charbit et ses enfants,

M^{me} Emilie Zilli, M^{me} Rachel Scamama, Les familles Ifrah, Zilli, Scamama, Bensaï,

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Marcel SCAMAMA, survenue le 2 octobre 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 octobre 1991, à 10 h 45, au cimetière de Pantin, porte principale.

— M. et M^{me} Bernard SCHNEIDER, son fils et sa belle-fille, Sébastien, François et Emmanuel, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre SCHNEIDER, née Lise Khodors, survenue le 29 septembre 1991.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 3 octobre.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenue le 24 septembre 1991, de

M. Jacques Noël ZAMPONI, administrateur civil en retraite, ancien directeur régional de l'ORTF.

De la part de Ses enfants et petits-enfants, La famille Garcia-Munoz, à Chicago (USA), La famille Zamponi, à Paris, La famille Barre, à Lille, Également de ses parents et alliés en Corse.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), 62, cours de Vincennes, 75012 Paris.

— Dans l'avis de décès de

M. Jacques GENEST la famille nous prie de préciser qu'il fallait bien lire :

M^{me} Robert Genest, et ses enfants, Les familles Valhen et Joumal.

Anniversaires

4 octobre 1991.

Il y a vingt ans aujourd'hui,

Roger LESCUEUR, inspecteur général d'électricité de France, disparaissait accidentellement.

Une pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

— Il y a un anniversaire

M. Maurice MOLLO, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

Une messe de requiem sera célébrée à son intention, en l'église du cimetière de Zografos (Athènes, Grèce), le 13 octobre.

30, avenue Alexandras, Athènes, Grèce.

Communications diverses

— Loge l'Échelle de Jacob, n^o 27, Franc-maçonnerie Émulation de tradition, Style Anglaise Émulation, Mercredi 16 octobre, à 19 h 30. Conférence : « Le mot du maçon en Écosse au dix-septième siècle ». Sur invitation, BP 646, 75161 Paris Cedex 04. Note d'information sur demande.

— Forum Bernard Lazare. — Cycle sur le judaïsme moderne. Table ronde, intervenants : Claude Birman, professeur de philosophie ; Raphaël Cohen, auteur de *Judaïsme en soixante-dix thèmes* ; Étienne Douchet, professeur à l'Institut d'études politiques ; Art Shapir, historien ; animée par Philippe Soukhar. Dimanche 6 octobre, à 16 h 45, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, Tél. : 42-71-68-19.

CARNET DU Monde

Décès

— M^{me} René Herdt et ses enfants, M. et M^{me} Bernard Herdt et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Louis Herdt et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Jobart et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

pasteur René HERDT, survenu à Saint-Agrève, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée au temple de Dieulefit (Drôme), le 28 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Je suis la Résurrection et la Vie. » Jean XI, 25.

Les Sources, 26220 Dieulefit.

— Etienne Jérôme, Jean-Pierre et Catherine Jérôme, Denis et le grand Jérôme, Dominique,

et Marie-Christine Jérôme, Ainsi que toute la famille, font part du décès de :

M^{me} Etienne JÉRÔME, née Yvonne BECHAMA, survenue le 26 septembre 1991, dans sa

quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Jouy-en-Josas.

— M^{me} Rachel Lefort, son époux,

M. et M^{me} Jean Lefort, M^{me} Michèle Lefort, M. Michel Lefort, ses enfants,

Anna-Cécile et Delphine Lefort, Aurélien et Laure Bossard, ses petits-enfants,

Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand LEFORT, maire honoraire de Saint-Ouen, sénateur honoraire,

membre honoraire du Parlement, ancien conseiller général de la Seine et de la Seine-Saint-Denis (1953-1973), conseiller municipal de Saint-Ouen, ancien combattant 1939-1945, ancien prisonnier de guerre, lieutenant FTPF.

Un hommage solennel sera rendu à la mairie de Saint-Ouen, le samedi 5 octobre 1991, à 11 heures, place de la République, à Saint-Ouen, Seine-Saint-Denis, méro Mairie-Saint-Ouen.

A sa mémoire, des dons peuvent être adressés au comité du Secours populaire de Saint-Ouen, 32, rue des Rosiers, 93400 Saint-Ouen, CCF 4560-44 F Paris.

M. Fernand Lefort a été maire de Saint-Ouen, de 1945 à 1979, et sénateur de la Seine-Saint-Denis, de 1968 à 1986.

[Né le 9 octobre 1911 à Paris, Fernand Lefort, qui exerça la profession de métier, fut élu conseiller municipal communiste et maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) en 1945. Il occupa cette fonction sans interruption jusqu'en 1979, dans laquelle il renoua ce mandat au profit de M^{me} Paulette Fort. Fernand Lefort fut également conseiller général communiste de la Seine de 1953 à 1967, puis conseiller général communiste de Seine-Saint-Denis, de 1967 à 1973. Suppléant d'Elisabeth Follon, député communiste de la Seine puis de la Seine-Saint-Denis, en 1962, 1967 et 1968, Fernand Lefort fut élu sénateur communiste de Seine-Saint-Denis en 1968. Réélu en 1977, il ne s'est pas représenté lors du renouvellement de 1986.]

— Famille et amis ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Mordo PISANTE, survenue à Jérusalem le 1^{er} octobre 1991, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

20-34, Rehov-Mahal, 97763 Jérusalem, 7, rue de la Saint-Germain, 92100 Boulogne.

— Robert Schebat, ses enfants, petits-enfants, Les familles Schebat, Becache, parentes et alliées,

ont la douleur d'annoncer le décès subit de

Mireille SCHEBAT, née Becache, survenue le 30 septembre 1991.

L'inhumation aura lieu le vendredi 4 octobre, à 10 h 30, au cimetière de Pantin.

13, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

— M^{me} Marcel SCAMAMA, son époux,

M. et M^{me} Jean-Luc Abeasis et leurs enfants,

M. et M^{me} Yves Borenschein et leurs enfants,

M^{me} Nicole Scamama-Charbit et ses enfants,

M^{me} Emilie Zilli, M^{me} Rachel Scamama, Les familles Ifrah, Zilli, Scamama, Bensaï,

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Marcel SCAMAMA, survenue le 2 octobre 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 octobre 1991, à 10 h 45, au cimetière de Pantin, porte principale.

— M. et M^{me} Bernard SCHNEIDER, son fils et sa belle-fille, Sébastien, François et Emmanuel, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Le sida et les transfusions sanguines

Une polémique entre M. Jean-Louis Bianco et les compagnies d'assurances sur l'indemnisation des hémophiles contaminés

S'exprimant, mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale, à l'occasion des questions d'actualité, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, est revenu sur le problème de l'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida. « C'est un des événements les plus graves que nous ayons connus en matière de santé publique », a déclaré M. Bianco. « C'est une tragédie (...) qui exige d'être abordée avec rigueur, honnêteté et sans esprit polémique. Nous avons à l'égard de toutes les personnes concernées un double devoir de vérité et de solidarité. »

Rappelant que le rapport demandé à M. Michel Lucas, inspecteur général de l'IGAS, avait été transmis au garde des sceaux, M. Bianco a précisé que « sans attendre, le gouvernement a demandé aux compagnies d'assurances de mettre au point une indemnisation rapide, complète et

juste à titre de transaction - le mot est horrible en l'occurrence, mais c'est le terme d'usage. Nous souhaitons que les malades puissent poursuivre les procédures sans renoncer à leur droit à la solidarité nationale ». « Reste », a ajouté M. Bianco, le cas des transfusés non hémophiles : pour eux aussi, la solidarité nationale et les compagnies d'assurances jouent leur rôle. »

Ces déclarations ont provoqué une réaction, jeudi 3 octobre, de la Fédération française des sociétés d'assurances, selon laquelle « l'Etat ne peut imposer aux sociétés d'assurances de prendre en charge les conséquences de cette contamination dramatique. Dans tous les cas, une indemnisation par les sociétés d'assurances ne peut reposer que sur les engagements contractuels qui les lient à leurs assurés. Or les conditions nécessaires à la mise en jeu des contrats et à la prise en charge des indemnités ne sont pas réunies ».

Les assureurs ajoutent : « Même au nom de la solidarité, les sociétés d'assurances n'ont pas le droit, vis-à-vis de la collectivité et de leurs assurés, de disposer de sommes d'une telle ampleur (plusieurs milliards de francs, NDL) en dehors de tout engagement contractuel. Devant une telle tragédie, la seule réponse réside dans la mise en jeu de la solidarité nationale. Il convient de rappeler que les produits sanguins, tout au long de la chaîne, quel qu'il soit, du prélèvement au traitement et au conditionnement, sont placés sous la tutelle de l'Etat et soumis à sa réglementation. »

F. N.

La publication d'un interrogatoire de 1989

Les fausses «révélation» de Klaus Barbie

Serait-ce le fameux «testament» de Klaus Barbie promis par M. Jacques Vergès dès le lendemain de la mort de son client, le 23 septembre? Ou un court prologue en forme de rictus déplaçant, mêlant habilement allégations et insinuations déjà distillées en décembre 1989? Toujours est-il que le contenu d'un procès-verbal d'audition de Klaus Barbie a été diffusé le 2 octobre sur les ondes de RTL, suffisant à provoquer sa charge d'émotion.

De quoi s'agit-il? Barbie, le 13 décembre 1989, est entendu par le juge d'instruction Jacques Hamy. Son premier procès pour crimes contre l'humanité, remonte déjà à deux ans. Il purge sa condamnation à la réclusion à perpétuité. Mais une nouvelle instruction a été ouverte pour tenter d'établir s'il n'a pas ordonné la déportation des chefs résistants arrêtés à Caluire.

Caluire. Ce seul nom renvoie à un moment tragique de la Résistance. Cette réunion, le 21 juin 1943, devait permettre aux responsables militaires de prendre toute une série de mesures décisives. Jean Moulin, représentant en France du général de Gaulle, était présent. Parce que les Allemands arrêteront tout le monde, l'évidence s'imposait. Il y eut, à l'origine de l'opération allemande, un traître. Et ce traître, depuis 1948, Barbie l'a toujours désigné sans détour : René Hardy, chef de la «Résistance-Fer», arrêté par les Allemands et selon eux retourné.

Quarante et un ans plus tard, devant son juge d'instruction, que va dire Barbie? Va-t-il s'en tenir à ses souvenirs? Va-t-il, en présence de M. Vergès, innover? C'est la voie qu'il choisit en tentant de jeter la suspicion sur un résident du mouvement Libération, M. Raymond Aubrac, présent à la réunion de Caluire. « Je tiens à préciser, dit-il au juge, que Raymond Aubrac avait été arrêté par la police française au cours du mois de mars 1943 et que les policiers français avaient trouvé de nombreux documents touchant à la résistance. En raison des accords Bouquie-Ober, la police française m'a alerté, et c'est ainsi que j'ai été amené à entendre Raymond Aubrac dit Vallet (...) Ayant été démasqué, il a accepté de collaborer avec mon service, sachant qu'il risquait la peine de mort. »

Etrange retour de mémoire. D'abord, il est d'annoncé que la police française a découvert au domicile de Raymond Aubrac des documents compromettants : un PV de la police française du 16 mars 1943 le montre clair-

ment. Ensuite, jusqu'en 1987, date de son procès, Barbie n'avait jamais accusé M. Raymond Aubrac. M. Vergès, en revanche, pour avoir porté des accusations contre M. Aubrac dans un film de Claude Bar (Que la vérité est amère), se vit condamner en 1987, sanction confirmée en appel.

Mais la torpille de Klaus Barbie relève aussi de l'esquive. Dès son accusation portée, il s'en défend : « Je ne puis vous dire quels sont les renseignements qu'il m'a fournis Aubrac car [mon adjoint] Florek était chargé de suivre cet agent double. » Prudent retrait puisque les Allemands, après les arrestations de Caluire, furent persuadés durant quarante-huit heures que Jean Moulin, dit «Max», leur avait échappé alors qu'il était entre leurs mains. Or Raymond Aubrac était l'un des proches de Jean Moulin.

Au final, la «révélation» de Klaus Barbie n'apporte aucune lumière sur un épisode charnière de la Résistance française. Voilà plus de trente ans que le général de Gaulle écrivait lui-même dans ses Mémoires de guerre que Jean Moulin avait été «trahi, fait prisonnier, affreusement torturé par un ennemi sans honneur».

LAURENT GRELSAMER

M. Soisson garde l'espoir de créer un groupe de centre gauche

« Les conditions politiques ne m'ont pas permis de constituer un nouveau groupe à l'Assemblée nationale avant l'ouverture de la session parlementaire », a déclaré, mercredi après-midi 2 octobre, M. Jean-Pierre Soisson. Malgré cet insuccès, le ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative ne renonce pas à la démarche qu'il entreprend depuis de longs mois en vue de donner une assise parlementaire au mouvement France unie.

Cet objectif continue à être partagé par M. Emile Zuccarelli, président du MRG, qui n'avait pu convaincre que trois de ses huit collègues députés radicaux de gauche de renoncer à leur appartenance au groupe socialiste pour adhérer à un nouveau groupe de centre gauche. Encouragé tant par l'Elysée que par Matignon et la direction du PS, cette initiative, à laquelle moins de vingt députés (minimum nécessaire à la création d'un groupe à l'Assemblée nationale) avaient donné leur aval, vise à rassembler dans un même groupe parlementaire des apparentés PS et des non-inscrits issus de la majorité présidentielle ou des familles contraires et gaullistes. Les artisans de ce projet comptent donc que M. Soisson appelle un «sursaut républicain» devant «l'enracinement progressif des idées de M. Le Pen dans la classe politique».

ANNE CHAUSSEBOURG

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid, le froid et les affreux courants d'air, les FENETRES viant poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Dévis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Faites ce que je dis...

T'EN es sous les bigoudis, dis donc, la Cresson! Géniale, ta proposition de diminuer le salaire des patrons dont l'entreprise bat de l'aile. Une entreprise nationale, s'entend. Financée par qui? Par Bibi, pour plus de la moitié. C'est pas que je leur verse des fortunes, les mecs que t'as placés à la tête de Thomson, Renault, Pechiney ou Bull, ils gagnent beaucoup moins que dans le privé, mais, bon, il n'y a pas de petites économies.

Question de morale aussi, t'as bien raison. Pourquoi ce serait toujours les mêmes, ceux du bas de l'échelle, qui feraient les frais des décisions à la con prises au sommet? Quand, à la direction, on s'aperçoit que les affaires vont mal, le personnel est prié de ramasser les siennes, de vider ses tiroirs ou son vestiaire et d'aller se faire voir ailleurs.

Résultat : bientôt trois millions de chômeurs à inscrire au passif d'une société, la France and Co, beaucoup moins performante que

ses concurrentes, je pense à l'Allemagne ou au Japon. Alors, qu'est-ce que t'attends pour donner l'exemple, hein, M^e le PDG?

Combien je te donne, déjà? Autour de 80 000 balles par mois. Sans compter les à-côtés. D'argent de poche, attention! T'es nourri, logé, blanchi. M^e le Béré, ton directeur financier, et l'autre, là, le responsable du département commerce et industrie, pareil, ils sont, s à plaindre, eux non plus. Et je parle pas du Président du conseil d'administration qui a eu la légèreté de te confier la gestion de la boîte.

Si tu demandais à Michou-les-Bretelles de sortir sa calculatrice? Va falloir sérieusement rogner vos appointements pour réduire nos pertes et sauver nos emplois. Quel que soit le prix à payer, connaissant votre sens des responsabilités, je suis sûr que vous n'hésitez pas à vous sacrifier sur l'autel de la solidarité. Encore bravo! Et merci.

Un débat de SOS-Racisme

Les députés issus de l'immigration tracent «une ligne rouge» devant M. Le Pen

Le fait d'avoir des origines étrangères, quand on est député, influe-t-il sur l'approche qu'on peut avoir à l'égard du problème de l'immigration? SOS-Racisme s'est posé la question, et a tenté d'y répondre, mercredi soir 2 octobre, au co... d'un débat organisé à la Sorbonne, sous la présidence de M. Harlem Désir, devant une assistance nombreuse.

Huit députés avaient accepté de contribuer à cette réflexion : quatre élus de gauche, MM. Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis), Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris), Julien Dray (PS, Essonne), François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis), et quatre de droite, MM. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), Etienne Finat (RPR, Yvelines), Ladislav Ponikvarski (UDF, Eure) et Nicolas Sarkozy (RPR, Hauts-de-Seine).

Tous ont joué le jeu, en se retrouvant pour débattre de la démagogie des thèses de l'extrême droite, et en condamnant, au passage, les récents propos de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration et le «droit du sang». Mais s'ils se sont accordés sur la nécessité d'éviter toute compromission avec le Front national, ils

ont tout aussi nettement exprimé leurs volontés convergents de s'opposer sans concession à leurs différences. Il n'a donc pas été question de constituer, dans le paysage politique, quelque «front républicain» que ce soit, même si, pour tout le monde, il existe, face à M. Jean-Marie Le Pen, «une ligne rouge à ne pas franchir», selon l'expression de M. Harlem Désir.

M. Bergé

souhaite un «pacte»

M. Pierre Bergé, qui était à l'origine de ce débat, a suggéré que les parlementaires hostiles au Front national concluent un «pacte» en s'engageant à faire barrage à l'extrême droite aux élections. Mais cette question est restée ouverte. Résumant apparemment le sentiment général, M. Dray a notamment fait observer que l'important serait surtout, au moment des échéances, que les candidats des partis traditionnels, à droite comme à gauche, n'abandonnent pas, par électoralisme, dans le sens de M. Le Pen.

V. D.

(Publicité)

Prêt-à-porter de luxe à la baisse Profitez vite de la crise pour acheter ici cachemire et super 100.

Trois étages d'un hôtel particulier ouverts sur la cour du 13, rue ROYALE... le rendez-vous raffiné des femmes et des hommes qui, allergiques au commun, savent trouver ici un prêt-à-porter de grande classe à des prix très souvent inférieurs de moitié à ceux pratiqués par les boutiques parisiennes de qualité. Sa réputation, DAVID SHIFF - CLUB DES DIX, l'a acquise en proposant d'abord aux hommes des vestes en cachemire et des costumes en Super 100 à des prix qui ont parfois déconcerté les clients. La méfiance disparue, ils sont devenus des inconditionnels qui ne sont donc pas étonnés des prix actuellement consentis. En effet la crise qui touche tous les secteurs d'activité se traduit chez DAVID SHIFF - CLUB DES DIX par une réduction des marges sur certains vêtements; ainsi des costumes en Super 100 à 1990F (3500F) ou des robes en soie à 1590F (4900F). Côté cachemire, c'est plus que jamais un très exceptionnel déploiement de force, plus de mille vestes, pour homme et femme, coupées dans des somptueux cachemires, vendues au seul prix de 3995F. Et les deux pulls en cachemire d'Ecosse pour 3500F valent à eux seuls de rendre visite à ce magasin d'exception.

DAVID SHIFF - Club des Dix
Paris 8^e 13 rue Royale, 4 rue Marbeuf - lundi au samedi 10h à 18h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Protection sociale : « Les privés dans l'action publique », par François Bloch-Lainé 2

Les suites du coup d'Etat en Haïti 3 et 4

La crise au Zaïre

Le président Mobutu remet en cause le compromis 12

Les travaux parlementaires

La RPR se prononce pour la fin de la conscription 13

Le financement des partis M. Pierre Mazeaud (RPR) succède à M. Deniau à la présidence de la commission d'enquête 13

Le procès Chaumet

Le collier à surprises de la princesse de Beauvau-Craon 15

« Ciné-Mémoire »

Des «incunables» du cinéma, retrouvées et restaurées, sont projetées dans vingt-trois villes de France 17

Picasso : dessins de jeunesse Une exposition à l'hôtel Salé 18

SECTION B

LIVRES • IDÉES

• Rembrandt chef d'entreprise • La course légère d'Arthur Bernard • Le feuillet de Michel Braudeau : les lettres à la NRF de Céline • Enquête : la guerre des libraires • D'autres mondes, par Nicole Zand : entre Jésus, Marx et Luther 21 à 28

SECTION C

L'accord IBM-Apple Une alliance globale 29

Rapport annuel du FMI Les concours du Fonds sont restés modérés en 1990-1991 31

Communication Bayard-Pressa prépare plusieurs nouvelles publications 32

AFFAIRES

• Ben et Jerry, les «babas cool» de l'ice-cream • Les Allemands découvrent la carte de crédit • La déprime du champagne 33 à 35

Les suites des scandales au Japon 36

Services

Abonnements 20
Annonces classées 32
Carnet 38
Loto, Tac-o-tac 38
Marchés financiers 36-37
Météorologie 39
Mots croisés 38
Radio-Télévision 39
Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 octobre 1991 a été tiré à 500 202 exemplaires.

LIVRES • IDEES

Rembrandt chef d'entreprise

Quels sont les mécanismes qui peuvent légitimement fixer la valeur de la peinture ? Contre le mécénat et ses humiliations, l'artiste hollandais, le premier, a choisi les lois du marché

L'ATELIER DE REMBRANDT.
La liberté, la peinture
et l'argent
de Svetlana Alpers.
Traduit de l'anglais
par Jean-François Senti.
Gallimard, « NRF Essais »,
379 p., 193 ill., 260 F.

Le hasard bien ménagé qui assure la publication simultanée des traductions françaises du livre classique de Francis Haskell, *Mécènes et peintres. Étude sur les rapports de l'art et de la société au temps du baroque italien* (1), et de celui de Svetlana Alpers (publié en anglais il y a trois ans) est riche d'enseignements. Il manifeste, d'abord, deux manières de penser l'inscription des artistes et des œuvres au sein de la culture qui est la leur. À l'empirisme et au scepticisme du professeur d'Oxford, qui fait large place au caprice, aux personnalités, aux circonstances, et qui doute de l'existence de quelque loi générale que ce soit, Svetlana Alpers oppose, à trente ans de distance, une démarche qui jongle avec les disciplines (comme on le fait à Berkeley dans la revue *Representations*, dont elle est l'une des animatrices), qui multiplie les rapprochements audacieux, qui articule les particularités internes des œuvres avec la logique spécifique qui a organisé leur production.

Une voie risquée

Le rapprochement des deux ouvrages permet, aussi, de dessiner l'espace des positions que les peintres du dix-septième siècle pouvaient occuper. La partie se joue entre trois pôles : la corporation, le patronage et le marché. Francis Haskell et, après lui, Roberto Zapperi, à propos des Carrache (2), soulignent comment l'acceptation du lien de clientèle, de la protection d'un mécène ou de la dépendance à l'égard des commanditaires est dans la Rome baroque le moyen le plus ordinaire permettant aux artistes d'échapper aux réglementations des communautés de métier et de distinguer leur art des professions « viles et mécaniques ».

En reprenant l'étude de Rembrandt, qu'elle avait évoquée, mais tout autrement, dans son précédent livre (3), Svetlana Alpers montre qu'il est une autre voie, certes étroite et risquée, mais qui peut libérer le peintre non seulement des tracasseries de la corporation, mais aussi des servitudes du patronage. Cette stratégie s'appuie sur deux réalités : l'une toute matérielle (l'atelier), l'autre abstraite (le marché). Ce qui les unit est une même question : quels sont les mécanismes qui



Autoportrait, daté de 1648

peuvent légitimement fixer la valeur de la peinture ?

Rembrandt refuse les critères qui déterminaient traditionnellement le prix des tableaux, faisant dépendre leur valeur soit du coût des matériaux employés, soit de l'illusion de réalité créée par l'artiste, soit du temps passé à la réalisation de l'œuvre. La valeur qu'il produit est d'un tout autre ordre, proprement picturale en ce qu'elle réside dans la manière, le métier, la main du peintre. Si le tableau utilise l'or, il ne doit pas l'exhiber ; s'il représente un objet, il lui faut rendre perceptible « la différence qui existe entre l'apparence et la valeur de

l'objet et l'apparence et la valeur d'une image ». La préférence de Rembrandt pour le style rigoureux, sa technique particulière, qui, contre le goût de la cour, travaille la couleur en pâte épaisse, parfois avec le couteau ou même avec les doigts, comme s'il s'agissait d'un matériau à modeler, manifestent dans la façon de peindre l'autonomie assignée à la valeur picturale.

Pour Rembrandt, cette valeur, « d'ordre représentationnel », écrit Svetlana Alpers, est tout à fait susceptible d'une équivalence monétaire. C'est même celle-ci qui, bien plus que les distinctions curiales ou les éloges académiques, doit être reconnue

comme le principe fondamental d'évaluation et de hiérarchisation des œuvres – et des peintres. Le statut de l'artiste est en raison directe de la valeur marchande de ses œuvres, fixée par le libre jeu du marché et non pas par les règlements corporatifs ou par les normes traditionnelles qui dictaient les conditions de rémunération des peintres.

Dans un pays où existe un large marché des œuvres peintes – plus large, en tout cas, que dans l'Italie contemporaine – Rembrandt est le premier qui s'efforce de « trouver une place pour la peinture dans le cadre des mécanismes du marché capitaliste alors en plein développement ».

Des tableaux contre des dettes

Il pousse d'ailleurs fort loin la logique de l'équivalence économique des œuvres d'art, puisqu'il utilise ses tableaux, existants ou promis, comme moyen de remboursement des dettes qu'il contracte. Tout comme les lettres de change ou les constitutions de rentes, les créances payables en tableaux ou gravures de Rembrandt se négocient et circulent à l'intérieur d'un « marché restreint mais fort actif des billets à ordre du peintre ».

Le marché devient une alternative au mécénat, à ses contraintes et à ses humiliations. Refusant les séductions des cours comme les attraits d'une carrière publique, Rembrandt est avant tout homme d'atelier. C'est dans ce lieu, séparé de l'habitation domestique, mis à distance de la famille, qu'il transmet son savoir et qu'il construit son autorité. L'atelier est un lieu théâtral où des scènes représentées réellement par les élèves et les modèles mués en acteurs ou fictivement dans l'esprit du peintre permettent de briser avec les conventions anciennes et les références canoniques.

Roger Chartier

Lire la suite page 24

(1) Francis Haskell, *Mécènes et peintres. Étude sur les rapports de l'art et de la société au temps du baroque italien*, (1963), Paris, Gallimard, 1991. Voir le compte rendu de Philippe Dagen dans le *Monde* du 20 septembre 1991.

(2) Roberto Zapperi, *Annali Carracci. Portrait de l'artiste en jeune homme*, Paris, Alinéa, 1990 (le *Monde* du 18 mai 1990).

(3) Svetlana Alpers, *L'Art de dépendre. La peinture hollandaise au dix-septième siècle*, Paris, Gallimard, 1990.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Qui paie quoi ?

Céline n'aimait pas les éditeurs. Il eut, pourtant, avec les siens, Denoël et Gallimard, une correspondance fournie. Questions d'argent, de tirage, mais aussi, dans ses lettres à la NRF surtout, jugements sur la littérature. Proust ? S'il n'avait pas été juif personne n'en parlerait plus ! Racine ? Des histoires de cul entre grands judaïques » etc. Heureusement que Louis-Ferdinand se révèle plus fin lorsqu'il évoque son art personnel...

Page 22

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Trois éléphants

Francis Lacassin publie diverses études littéraires de Simenon, notamment des portraits d'écrivains. C'est avec Balzac, possédé comme lui par ses propres créatures, que le créateur de Maigret se découvre le plus d'affinités.

Page 22

HISTOIRE

Passé simple ?

« Les Grecs, les Romains et nous » : c'était, l'an dernier au Mans, un forum du *Monde*. C'est aujourd'hui un livre qui tourne tout entier autour de cette question : l'Antiquité est-elle moderne ?

Page 24.

La course légère d'Arthur Bernard

La chute des graves est un premier roman d'une rare liberté où l'on passe naturellement de l'ordre du récit au désordre de la vie

LA CHUTE DES GRAVES
d'Arthur Bernard.
Éditions de Minuit, 252 p., 88 F.

Plus de maîtres, plus d'école, plus de théorie, plus de référent politique ou spirituel qui n'ait pas versé sur les bas-côtés de l'Histoire : le roman jouit d'une liberté rare. Il en profite, jusqu'à la licence. Il se peut aussi qu'il s'y perde : pour naviguer sans sextant ni boussole, il faut être un sacré marin, surtout quand la nuit est sans lune et que la tempête fait rage.

Arthur Bernard semble avoir compris le danger. Pour mener à bien son premier roman, il s'est forgé des instruments de mesure, précis, rigoureux ; il s'est inventé des contraintes quasi mathématiques, des personnages qui suivent des lignes de déplacement déterminées, des situations qui rincent. Ces cadres soigneusement tracés, ces garde-fous installés, il a pu laisser libre cours à sa fantaisie verbale qui est grande ; à son goût pour l'insolite, à un humour tendu et désabusé qui n'est pas la moindre de ses séductions.

Dans la *Chute des graves*, on passe donc délicieusement et

imperceptiblement de la nécessité à la liberté, des lois immuables qui gouvernent la nature aux transgressions que permet la littérature, de l'ordre du récit au désordre des choses et des vies. L'écrivain y demeure un monarque, jaloux de ses pouvoirs, mais c'est un monarque constitutionnel, mis à l'abri des tentations de l'arbitraire.

Des messages clandestins

Ce mouvement contradictoire, cette tension donnent au roman d'Arthur Bernard un ton inhabituel, tout à la fois dramatique et

désinvolte : celui qui pourrait prendre un homme de cinquante ans en regardant le jeune homme qu'il était au début des années 60, quand prospéraient ce qu'on nomme aujourd'hui d'un ton méprisant les « idéologies » et qui étaient autant de manières d'être fortement liés au monde et à ses palpitations. Justement, le héros de la *Chute des graves*, Frédéric Palmède, a vingt ans en 1960, pendant la guerre d'Algérie, et il porte des messages clandestins pour le compte d'un mystérieux « Office postal universel de Berne ». Ce qui lui vaut d'aller en prison ; ce qui l'obligera

ensuite à fuir à travers le monde pour tenter d'échapper à deux groupes rivaux qui veulent lui arracher un secret qu'il détiendrait, à son insu probablement. Dès les premières pages du livre, on sait que sa course était vouée à l'échec et que ses poursuivants ont réussi à l'abattre, tout près de la maison où il a vécu son enfance.

Alors, la *Chute des graves* est une sorte de fable qui met en scène la fatalité de l'Histoire, l'ineffable cours des choses qui rabote les illusions, ride les corps et les mémoires, transforme les espérances de la jeunesse en guenilles malodorantes et les espérances de l'humanité en fantômes sanglants ? Heureusement pas. Chez Arthur Bernard, le texte ne colle pas à des idées préétablies dont il serait une transcription dans l'ordre de la fiction. L'imaginaire résiste au réel, le roman ne cède pas devant l'Histoire et le bonheur des mots, leur légèreté, leur existence immatérielle leur permettent d'échapper à cette loi qui veut que toute chose soit attirée vers sa fin, la loi de ce qu'on appelait autrefois la chute des graves.

Pierre Lepape

Bordeaux à l'heure allemande

Devenu, peu à peu, l'un des grands rendez-vous annuels de l'édition, le Salon du livre de Bordeaux ouvre ses portes ce vendredi 4 octobre, pour sa cinquième édition. Ses organisateurs l'ont placé, cette année, sous le signe de la littérature allemande, à laquelle ce numéro du *Monde des livres* a donc choisi de consacrer ses pages « Lettres étrangères ».

Pages 26, 27 et 28

ALAIN ETCHEGOYEN LA VALSE DES ÉTHIQUES



La morale aujourd'hui.

EDITIONS FRANCOIS BOURIN

LETTRES A LA NRF
1931-1961de Louis-Ferdinand Céline.
Gallimard, 618 p., 250 F.CÉLINE ET LES ÉDITIONS DENOËL
1932-1948

IMEC Editions, 210 p., 150 F.

«TOUS les éditeurs sont des charognes», écrit Céline sur le ton nuancé qu'on lui connaît, en 1948, dans une lettre à son ami Paraz. Cela fait plus de deux ans que son premier éditeur, Robert Denoël, a été assassiné sur l'asplanade des Invalides dans des circonstances restées mystérieuses. Il ne l'a jamais aimé. Avec Gaston Gallimard, qui sera son second éditeur, les relations seront plus complexes. La publication des archives Denoël et surtout de la correspondance de Céline avec la NRF — tour à tour Jean Paulhan, Gaston Gallimard, Roger Nimier — éclaire d'un jour contrasté, colérique et souvent très drôle le commerce du grand imprécateur Céline avec ses indispensables «charognes».

Tout commence en 1932 lorsque le docteur Louis-Ferdinand Destouches, qui n'a pas encore choisi de se coiffer du prénom de sa mère, Céline, soumet le manuscrit du *Voyage au bout de la nuit* simultanément au comité de lecture de Gallimard et à Robert Denoël. Chez Gallimard, on traîne un peu. Robert Denoël envoie un télégramme et emporte l'affaire. Céline et la NRF regretteront toujours ce rendez-vous manqué. Eût-il été publié à la NRF, Céline aurait eu le Goncourt cette année-là, qui est allé à Guy Mazeline, dont chacun se souvient. Lui, Céline, n'a eu «que» le Renaudot. Mais soit, il restera chez Denoël pour *Mort à crédit* et *Mea culpa* (1936) et, puisque Denoël, éditeur éclectique, a aussi une collection de textes antisémites, pour les fameux pamphlets des années suivantes, *Bagatelles pour un massacre*, *L'École des cadavres*, les *Beaux Draps*, qui lui vaudront de solides inimitiés et quelques années d'exil en Allemagne et au Danemark, de 1944 à 1951.

Robert Denoël est de la même génération que Céline, il a les dents longues, peu de scrupules. Les deux hommes ne font pas dans le sentiment. Après l'échec au Goncourt, Céline fixera le ton entre eux : «Je hais tout ce qui ressemble à de l'intimité, amitié, camaraderie, etc. C'est un des côtés de la vie qui me dégoûtent. On ne se refait pas. Considérez-moi comme un excellent placement, rien de plus, rien de moins.» Pour le reste, la quasi-totalité du courrier échangé avec les éditions Denoël porte sur des questions d'argent, de tirage, en toute froideur.

LES Lettres à la NRF sont autrement passionnées et passionnantes. Plus tardives aussi. A l'exception de quelques lettres par lesquelles il soumettait son *Voyage* («C'est du pain pour un siècle entier de littérature. C'est le prix Goncourt 1932 dans un fauteuil pour l'heureux éditeur qui saura retenir cette œuvre sans pareil, ce moment capital de la nature humaine...»), le gros de la correspondance commence en 1947, alors que Céline est dans les ennuis jusqu'au cou, en résidence surveillée à Copenhague.

LE FEUILLETON

de Michel Brandeau



«Moi vous savez le grand écrivain me fait bien chier !»

Qui paie quoi ?

Jean Paulhan publie une mise au point en défense de Céline qui se conclut tout de même ainsi : «Cela dit, il faut reconnaître que Céline a montré, avant guerre, un grand dégoût de l'homme en général ; et des Juifs en particulier : jusqu'à faire grief de leur sang israélite à Racine, à Louis XIV et même à Hitler ; jusqu'à envisager sans regrets la disparition de la race humaine. Mais, sauf erreur, il n'existe pas encore de loi qui punisse de tels crimes...» Céline remercie, dit bravo, se défend d'avoir recommandé qu'on massacre les Juifs. On l'a mal lu. Il déteste l'Allemagne, s'il est allé à Sigmaringen, c'est parce que Laval lui avait refusé la Suisse. Il souligne trois fois : JE SUIS EFFROYABLEMENT FRANÇAIS. C'est à craindre, effroyablement.

Entre deux prophéties, dont on ne voit que trop l'écho qu'elles recueilleront aujourd'hui chez les tenants de l'invasion, où il annonce que les Juifs fondront avec nous dans l'océan nègre et jaune, Céline brosse son panorama de la littérature française.

Racine, «obscur avec sa déification, lyrisme éperdu pantelant des histoires de culs entre grands Juifs». Balzac, sans parler de Gide ou de Proust, ce sont des impostures, des plans de romans. «L'incompatibilité entre nos goûts est totale, irréductible, sans doute ce qui a existé entre les impressionnistes et le jour d'atelier. Je trouve qu'aucun de ces batifoliers n'est «DANS LA CHOSE». Ils se branlent éperdument A L'EXTÉRIEUR.» Et Proust : «Oh Proust s'il n'avait pas été juif personne n'en parlerait plus ! et enclut ! et hanté d'enculer ! Il n'écrit pas en français mais en franco-yiddish tarabiscoté absolument hors de toute tradition française». Ses confrères en populisme ? «Bien entendu je ne trouve pas une seule page de Carco ou de Dorgelès digne de me torcher le cul ! il va sans dire !» On peut soupçonner le docteur Destouches d'être resté particulièrement bloqué au stade anal. Ce n'est pas un reproche, du reste, mais il aurait pu se montrer tolérant pour les autres. On sait ce qu'il en fut. Ramener Proust à un juif homosexuel et tarabiscoté, même en lui accordant au passage «un carat de créateur», ce n'est plus de la démeche, c'est de la bêtise.

Il est plus fin quand il définit son art personnel : «Tout mon travail a été d'essayer de rendre la prose française plus sensible, raide, voltaisée, pétante, cravacheuse et méchante, en lui injectant un langage parlé, son rythme, sa sorte de poésie et de tendresse malgré tout, du rendu émotif.» Vingt fois, il revient à ce rendu émotif qui marque bien la différence entre lui et ceux qui ne font que des plans de romans, sans la musique, la fameuse musique célinienne. «Instantanéiste, je suis. Le rendu émotif de la Seconde, rien d'autre. Déjà c'est du Passé. Le Temps l'emporte... Je n'entends pas là danser le Temps, son air, sa magie. Le secret de notre âme, chantant... toujours en train de fier... le mouvement de notre rigodon de vie... sur le rouet des Parques.» Il se voit comme un petit ouvrier musicien de banlieue («Moi vous savez le grand écrivain me fait bien chier, le brasseur de fresques !... Je trouve tous ces gens impuissants à barrir, agaçants, irritants, rabâchant à l'infini des propos archi fatigués, des bouts d'Évangile en somme, jazzés un peu... à peine et mal. Je ne suis qu'un petit inventeur et ça ne m'amuse pas au surplus !») Un petit artisan qui sait bien que sa place est dans la Pléiade et qui l'aura.

DANS sa très brillante préface, Philippe Sollers s'étonne du mot de Malraux recommandant Céline à Claude Gallimard («Si c'est sans doute un pauvre type, c'est certainement un grand écrivain») comme si l'on ne pouvait être les deux, fromage et dessert. Et pourquoi donc ? On a vu des exemples. Et Sollers de conclure : «Il a pris ses risques. Il a vu et dit. Il a payé. Cartes sur table. Les dévôts ne l'aiment jamais. Lecteur de bon sens, il le sait. Pour les dévôts, il a raison, mille fois. Mais ce «il a payé», ça se discuterait volontiers. Payé plus cher que d'autres, mais moins que Brasillach, fusillé. Payé quoi, sinon des mots impayables d'abjection et qui ont tué, malgré la musique. Est-ce que les gens qu'on massacrait au nom de ces idées, de ces mots l'entendaient bien, la musique ? Jusqu'où irresponsable, l'artiste qui déraile ? Vaste sujet pour une autre fois.

* Signaler également la parodie, aux éditions De Lérat, de Lettres à Marie Bell, du même Louis-Ferdinand Céline (67 p., 90 F.).

PORTRAIT-SOUVENIR DE
BALZAC ET AUTRES TEXTES
SUR LA LITTÉRATUREde Georges Simenon.
Édition établie et préfacée
par Francis Lacassin.
Christian Bourgois, 268 p., 120 F.

VERS la fin, Simenon et Maigret avaient de la peine à se supporter. C'était la même chose pour Chandler et Philip Marlowe. C'est comme cela dans les vieux couples. On connaît trop les manies de l'autre. Alors, les romanciers mettant leurs personnages à la retraite comme on envoie les enfants se coucher.

Francis Lacassin publie diverses études littéraires de Georges Simenon. Des portraits d'écrivains — notamment un *Portrait-souvenir* de Balzac, — des réflexions sur la littérature et trois textes sur le cher Jules Maigret. Simenon faillit se séparer définitivement de son commissaire en 1934. Ou c'est Maigret lui-même qui décida de se retirer à la campagne, sans demander son avis au romancier. A l'époque, Georges Simenon redoutait de faire rire les inspecteurs de la Police judiciaire avec ses histoires où les assassins, croyait-il, avaient le visage de Cain. «Les assassins, disait-il, ne sont pas Cain. Ce sont des voyous, des dégénérés, ou encore de pauvres hommes affolés qui ont esquissé le geste fatal.» En tout cas, le commissaire prit de longues vacances et ne revint qu'en 1942.

Il était né en 1929, à cause d'une mésaventure maritime, dans un port de Hollande, imprononçable pour les Français : Delfzijl. Simenon naviguait déjà depuis quelque temps. Avec son bateau, le *Ginette*, il avait visité la France des rivières et des canaux. Il

jugeait les villages trop «renfrognés» sur le bord des routes, tandis qu'ils livraient volontiers leur «intimité» au bord de l'eau. Georges Simenon s'arrêtait souvent pour écrire. Il tapait à la machine sur les berges, et donnait à ses travaux littéraires le charme des parties de campagne.

Il se rendit en Hollande avec un bateau tout neuf, l'*Ostrogoth*, mais celui-ci eut une avarie qu'il fallut réparer. Obligé de séjourner dans le port imprononçable, Simenon trouva refuge à bord d'une goélette abandonnée. S'emparant d'une caisse pour y poser sa machine à écrire, c'est là qu'il inventa Jules Maigret. Le génie favorisa l'inspiration du romancier. Un matin, ayant abusé de cette boisson, il vit «se dessiner la masse puissante et impassible d'un monsieur qui ferait un commissaire acceptable».

L'après-midi, Georges Simenon pensa à vêtir son personnage. Il lui donna la fameuse pipe, ainsi qu'un pardessus à col de velours. Il n'oublia pas, non plus, de mettre «un vieux poêle» dans le bureau du commissaire. Au moins, celui-ci ne craignait pas les hivers trop rigoureux...

Simenon avait alors vingt-cinq ou vingt-six ans. Il donna aussitôt quarante-cinq ans à Maigret. Mais, ensuite, il le ferait vieillir très lentement. De sorte que, en 1966, le commissaire n'aurait encore que

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Trois éléphants



cinquante-deux ans. Les personnages romanesques trouvent quelquefois des accommodements avec le temps. Cela fait partie de leurs privilèges. Ils ont également découvert le moyen de tromper la mort. Elle souhaite les emporter comme tout le monde, mais certains d'entre eux franchissent les époques en fraude. Qu'ils soient «financiers», «grands seigneurs», «artisans», «blanchisseuses», «femmes du monde» ou autre chose, «les deux mille trois cents person-

nages de Balzac vivent encore», écrit Georges Simenon.

L'IMAGE de Balzac qu'il préfère, c'est la sculpture de Rodin. Ce «bloc de pierre», où le visage se remarque à peine, semble être animé par «une sourde énergie». C'est que «l'homme Balzac avait moins d'importance que les personnages sortis de sa plume». Simenon se découvre beaucoup d'affinités avec l'auteur de la *Comédie humaine*, non seulement parce qu'ils étaient tous les deux des

sortes d'éléphants, ou bien des poids lourds du ring littéraire, mais parce qu'ils étaient possédés par leurs créatures. «Parfois, on pourrait croire que Balzac est jaloux de ses propres personnages», dit Georges Simenon. Lui-même était-il jaloux de Jules Maigret ? C'est probable, car, aussi voraces que celles de Balzac, ses créatures lui prenaient tout. Sa vie, son temps, ses sentiments, ses pensées. Il affirmait qu'il épousait facilement l'existence des autres. Il adoptait leur allure. Il faisait leurs rêves. Il éprouvait leurs désirs. Et les autres le mangeaient. De même, «Balzac ne disait-il pas que c'était épuisant pour lui de suivre deux amants dans la rue, parce qu'il ne tardait pas à partager leur exaltation, leurs joies et leurs déchirements?»

S'adressant aux jeunes gens qui entretenaient des espérances littéraires dans leurs modestes chambres ou leurs lointaines provinces, Simenon leur déconseillait la profession d'écrivain. Car ce n'était pas un métier. C'était «une maladie». Mais, alors, pourquoi écrivait-il ? Quand il devait répondre à cette éternelle question de cours, Georges Simenon laissait entendre qu'il avait fait des livres pour ne pas devenir «clochard» ou «criminel». En somme, Maigret l'avait sauvé. La si dévoué commissaire, qui avait tellement payé de sa personne,

méritait surtout de la gratitude, et non pas cette jalousie balzacienne que j'évoquais.

Un autre trait commun de Balzac et de Simenon, c'est «l'affection» qu'ils portaient à ceux que l'on appelle (abusivement) «les petites gens». La *Comédie humaine* les a fait entrer dans le domaine romanesque. Auparavant, pour espérer s'y trouver, il fallait «au moins cinq mille livres de rente», comme le dit joliment Georges Simenon.

DANS ce volume, il parle aussi de Paul Fort, de Claude Farrère, d'Edmond Jaloux, de Jules Romains, de Léon Daudet, de Maurice Barres, de Maupassant, de Blaise Cendrars, de Jean Cocteau, de Pierre Benoit, de Pierre Mac Orlan et de quelques autres. Simenon éprouvait une admiration particulière pour Paul Fort. Lorsqu'il était arrivé à Paris, en 1922, il avait couru à La Closerie des Filles, afin de repérer l'endroit où le poète avait l'habitude de s'asseoir. Jules Maigret n'était pas encore au monde. Le commissaire aurait sans doute grogné contre cet excès d'enthousiasme.

Trois mots suffisent à Georges Simenon pour définir Jean Cocteau : l'auteur de la *Difficulté d'être* s'occupait «des hommes, des anges et des astres». Quant à Tristan Bernard, il apparaît curieusement sous l'aspect d'un «éléphant en pyjama». Mais ce n'était pas l'éléphant qui faisait rire Simenon. C'était le pyjama. Tristan Bernard, dit-il, rendait pitoyables tous nos «accoutrements».

* Le tome 16 de l'*Œuvre romanesque* de Georges Simenon vient de paraître aux Presses de la cité. Il comprend notamment le *Chien jaune*, *Pierre Le Lotus*, la *Nuit de carrefour*, le *Crime en Hollande* et le *Baiser d'Alena*.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

La mort sur un échiquier

Un maître d'échecs dans un camp de concentration :
un roman de Patrick Séry sur la fatalité calculée du destin

LE MAÎTRE
ET LE SCORPION
de Patrick Séry.
Flammarion, 258 p., 95 F.

Pourquoi les échecs ont-ils partie liée avec la mort ? Ce jeu qui, écrit Zweig dans le *Joueur d'échecs*, ne consiste pourtant qu'à « tendre de toute la force de sa pensée vers ce but ridicule : acculer un roi de bois dans l'angle d'une planchette » devient, dans son livre, le lieu du dernier combat, d'une ultime force de résistance, l'unique expression de la liberté et du salut alors que M. B., enfermé de longs mois par les nazis dans une chambre vide, sans objet, sans livre, sans personne à qui parler, échappe à la folie du néant en jouant des parties contre lui-même, dans un duel imaginaire où il reprend vie.

Personne ne connaît mieux l'enjeu d'un échiquier, personne n'aura vécu plus intensément ce tournoi engagé avec la mort que Julius David von Frisch, héros de l'excellent premier roman de Patrick Séry, *Le Maître et le Scorpion*. Le Maître, c'est lui : Julius est champion inégalé depuis son plus jeune âge. Le Scorpion, c'est encore lui : car c'est ainsi que, dans l'imagerie du Moyen Âge, on représentait les juifs. Julius David von Frisch, de père aryen, jouissant d'un patronyme parfaitement aryen, a voulu, après la Nuit de cristal, être juif à part entière, adopter son deuxième prénom David, et le nom de sa mère, Morgenstein. Il ne savait pas que cet acte d'héroïsme lui coûterait plus encore que le camp de concentration, l'infamie d'un privilège : être bourreau.

Un sursis
de vie

Vite repéré comme maître d'échecs par le commandant du camp, Morgenstein a pour mission quotidienne de disputer avec lui une partie. Trêve insensée comme un état de grâce où il retrouve ses jalons, jouissant presque d'un statut d'extraterritorialité. « Le plateau noir et blanc, avec son peuplement lilliputien, représentait un espace de souveraineté magique opposée par la force de l'esprit au mirage de la réalité. » L'invincibilité du Maître, qui force l'admiration du SS lui vaut, chaque fois, telle Shéhérazade, un sursis de vie. Mais, peu à peu, cette lutte individuelle contre la mort où Mor-

genstein, seul face à l'officier, jouait sa propre destinée, s'étend, pour le plaisir des nazis, au combat de coqs : des tournois sont organisés entre les détenus des différents camps. La victoire, alors, ne se résume plus à gagner sa propre vie, elle induit la mise à mort du perdant, d'un camarade de souffrance. Insatisfait des limites de cette torture, un nouveau commandant imagine plus succulent encore : un duel entre Morgenstein et un brillant officier nazi. Sur un immense échiquier de la grandeur de la cour, les pièces sont représentées par des prisonniers qui passent au gibet à chaque prise.

Un sanglot
immense

Morgenstein est pris entre deux logiques de mort : celle, rationnelle, des échecs, où l'on sait pourquoi l'on perd, et celle, absurde, de sa judéité. « *Héros maudit de cette putain de fête* », il n'échappe aux deux qu'en se rendant complice de l'une et de l'autre, jouant le jeu du champion et du juif, du maître et de l'esclave, du Maître et du Scorpion. Trente ans plus tard, désespéré de sa survie dans le paysage sans ride d'une vallée suisse, il a décidé de gommer les visages et de ne plus jouer que par correspondance.

Mais si les adversaires sont anonymes, la technique de jeu d'un correspondant en Argentine, persécute ses souvenirs, le soumet à des fièvres odieuses, lui rappelant affreusement les coups bas d'une partie engagée au camp, naguère, en grandeur nature.

Si, dans le Maître et le Scorpion, l'histoire des camps parle d'elle-même, débordant de mots pour revivre, sans détour, dans une sorte d'insupportable nudité, l'abomination du sadisme, sa perception à travers la métaphore des échecs lui donne cette autre dimension. « L'autant plus effrayante qu'elle est dérisoire : tout se résume à un jeu savant, sans hasard dont les pions, esclaves, sont toujours contrôlables. »

Le cauchemar se répand, la violence s'écoule au rythme d'un rire s'effrayant, l'érotisme octroie au Maître par faveur, le temps d'une nuit, ressemble à un sanglot immense, à un dernier souffle poussé de toutes ses forces. Le roman, lui, se déroule à la manière d'une rencontre de maîtres, serrée, intense et tragi-

que, impeccablement logique et d'une émotion terrible, mettant à plat, avec une certitude hémilante et à coups de pions que l'on écarte, la fatalité calculée du destin.

Il y a pourtant derrière ce grand savoir-faire romanesque quelque chose qui chiffonne. Comme si l'on trahissait le réel. Les éminences du génocide n'ont-elles pas été assez imaginatives en matière de cauchemar qu'il faille rivaliser avec elles en inventant cet autre procédé de torture, sans doute trop sophistiqué pour être vraisemblable ? Avoir placé la fiction dans un camp de concentration, l'avoir figée dans une époque caractérisée, c'est ce qui atténue la portée du roman : la fiction de l'horreur, située dans un réel connu, a tendance à la fois à déconsidérer le réel et à brimer la fiction. Un reproche, malgré tout, qui ne parvient pas à occulter les qualités d'intelligence et d'émotion, la grande réussite de ce premier roman.

Marion Van Renterghem

■ Deuxième sélection du Goncourt. — Les membres du jury du Goncourt ont rendu publique leur deuxième sélection pour le prix qui sera octroyé le 4 novembre. La *Rue du Capitaine-Olivier* de Michel Chaillou (Gallimard) ; *Les Filles du Calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *Marguerite devant les pourceaux*, de Claude Duneton (Grasset) ; *La Séparation*, de Dan Franck (Seuil) ; *En douceur*, de Jean-Marie Laclavie (Gallimard) ; *Un si bel orage*, de Pierre Mousters (Albin Michel) ; *Sous l'aile du chien*, de Bernard Pouch (Joc Corti) ; *Une vie de recharge*, de François Salvaing (François Bourin).

■ ... et première du Femina : — Voici la première sélection pour le prix Femina qui sera décerné le 25 novembre. *Baltimore*, de Gilles Barbédette (Gallimard) ; *Sonate au clair de lune*, de Nicolas Brehal (Mercure de France) ; *Bel-Air*, de Sylvie Casse (Grasset) ; *Une femme*, de Michel de Castille (Seuil) ; *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *La Séparation*, de Dan Franck (Seuil) ; *La Plage d'Ostende*, de Jacqueline Harpman (Stock) ; *Un long dimanche de fiançailles*, de Sébastien Japrisot (Gallimard) ; *Deborah et les anges dissipés*, de Paula Jacques (Mercure de France) ; *Le Troisième Mensonge*, de Agota Kristof (Seuil) ; *Un si bel orage*, de Pierre Mousters (Albin Michel) ; *L'hôtel de Kaolack*, de Denis Tillinac (Laffont).

Le jeu des souvenirs

La confession d'un vieil écrivain au plus profond d'un château irlandais :
la langue sensuelle et poétique de Philippe Le Guillou

LE DONJON DE LONVEIGH
de Philippe Le Guillou.
Gallimard, 190 p., 86 F.

Philippe Le Guillou est un promoteur solitaire, un peu géographe, un peu naturaliste, et surtout poète. D'étranges rêveries l'habitent. Il y a chez lui quelque chose du Bachelard de *L'Eau et les Rêves*, tant les liquides — eaux salées ou saumâtres, courantes ou croupies, « eaux mémorielles, troubles d'encre et d'hallucinations » — occupent dans ses romans une place essentielle, presque obsessionnelle.

L'auteur imagine tantôt sa propre « dissolution » : « *C'était mon corps, liquide, qui se détachait par fragments, filaments, comme des algues ou des rhizomes nocturnes*... », un corps ophélien qui se vidait lentement dans la nuit marine. Tantôt il rêve d'immersion dans une nature intacte, d'identification avec les éléments, de communion avec « les matières » — pierre, humus, limon, fange, mousse, tourbe... — dont il réinvente avec délice les processus de métamorphose ou de décomposition.

La langue sensuelle, luxuriante, de Philippe Le Guillou, convient particulièrement pour traduire ces rêveries de la terre et de l'eau. On a beau s'agacer, ici ou là, des constructions un peu systématiques (« *Captivaient mon regard la découpe des vasques et le drapé des statues*... ») ou de certains raffinements de vocabulaire (ces « remugles », ces « bêtyles »... que l'auteur affectionne tant), on est saisi dès les premières pages du *Donjon de Lonveigh* par le souffle, le rythme, les sinuosités d'une écriture poétique, enchevêtrement d'images foisonnantes et de mots oubliés.

Après les paysages tropicaux de la *Rumeur du soleil* (1), la vieille terre celtique d'Irlande séduit le Breton qu'est Philippe Le Guillou. C'est dans ce Connemara « *troué de loughs* » que son personnage principal, le vieil écrivain Thomas Daigre, s'est retiré du monde. Réfugié au plus profond du château de Lonveigh, il cherche à « *entrer en résonance avec cette matière qu'il croyait morte et qui est sa vie* ». Il se raconte la nuit à un narrateur-admirateur venu de France pour l'interviewer. Le livre est ponctué par ces théâtrales « *cérémonies de la réminiscence* » : une antique cathédrale fait office de divan, des feuillets de journaux intimes resurgissent par bribes à demi brûlés et le whiskey rituel ajoute



Philippe Le Guillou : au bouillonnant pays des mots

à l'excitation de ce voyage à rebours.

Soigneusement mis en scène, douze entretiens (douze « stations » dans l'itinéraire d'un écrivain maudit) devront suffire pour expliquer ce que cache Daigre de son passé. Que signifie cette amitié trouble avec un certain Brien, « *collabo jusqu'au bout des ongles* » et, comme son presque homonyme Drieu, suicidé en 1945 ? Qui était cet oncle Frédéric, à la beauté singulière, qui éveilla chez Daigre ses premiers émois homosexuels ? Et que dissimule cette relation ambiguë entre l'écrivain et sa propre fille, étrange peintre qui le fait poser nu, la nuit, en saint Sébastien percé de flèches ? Ainsi s'engage le « *jeu serré des souvenirs* », exercice dangereux où l'on peut se composer un double visage, distiller la vérité ou se laisser submerger par elle. Le lecteur s'interrogera jusqu'au dénouement.

Daigre est-il un monstre, un saint, un martyr ? Va-t-il perdre ou gagner la « *fin de partie* » qui clôt le livre, en clin d'œil à Beckett, cet Irlandais qui opta lui aussi pour l'exil et partageait avec Daigre cette absence totale d'« *acquiescement au monde* » ?

Comme souvent chez Philippe Le Guillou, le roman est prétexte à une aventure intérieure, une quête douloureuse, presque mystique d'un individu qui demeure, à ses propres yeux, une énigme. Il est aussi le lieu d'une redécouverte passionnée de l'écriture, un hymne à la création, un voyage initiatique au bouillonnant pays des mots.

Florence Noiville

(1) Gallimard, 1989.

★ Signalons également la parution, en janvier dernier, d'un essai de Philippe Le Guillou sur Julien Gracq : *Julien Gracq, fragments d'un usage scriptural* aux Éditions de La Table ronde.

Courtot fulmine encore

L'OBÉLISQUE ÉLÉGIQUE
de Claude Courtot.
François Bourin, 193 p., 99 F.

A l'orée de sa cinquante-deuxième année, Antoine Vellin, professeur de latin à la Sorbonne, se rappelle soudainement que Virgile est mort à cinquante et un ans. Sa vie lui apparaît alors comme le brouillon de ce qu'elle aurait pu être. Elle est l'écho sournois des « biographies » inachevées qui encombrant sa mémoire. La dernière en date étant celle de Caius Cornelius Gallus, poète et général, qu'Auguste contraignit au suicide.

Antoine Vellin est, bien sûr, un double transparent de l'auteur qui, ainsi qu'il l'avait déjà fait dans *Une épopée soumise* (1), profite de ce « roman » pour fulminer à son aise. Un nouveau livre de Claude Courtot, c'est d'ailleurs une suite de rendez-vous obligés. On peut parler à l'avance que l'on croira André Breton et Paul Léautaud, et que les citations ne manquent pas. Il y a du collectionneur chez cet écrivain qui, s'il continue ainsi, finira pas nous donner à lire un ouvrage uniquement constitué de collages.

Maître Courtot sur ses colères perché joue, à la

manière d'un Léon Bloy, au démolisseur. Les journalistes, les critiques littéraires et les politiciens ne lui suffisent plus, tant sa vindicte est inextinguible. Il s'en prend désormais aux cancras, aux autres pamphlétaires, et même à ses anciens amis surréalistes. « *En amitié, comme en amour, seuls les infidèles ont des théories* », dit-il comme pour justifier qu'il ait tourné le dos à la part la plus flamboyante de sa jeunesse.

Claude Courtot, sans doute par goût de l'échec et des ruines, a tout fait pour exaspérer le lecteur dans l'*Obélisque élegique*. Pourtant, la magie opère et il est impossible d'abandonner la lecture de ce « manifeste » qui n'entend rallier personne à sa cause. L'auteur, derrière son apparent et dérisoire mépris de ses contemporains, met à nu ses fractures. Le désespoir n'est-il pas, selon André Breton, « un collier de perles pour lequel on ne saurait trouver de fermoir et dont l'existence ne tient pas même à un fil » ? Mais, que l'on se rassure, tant que cet égoïste aura l'écriture pour antidote, il ne pourra pas s'empoisonner avec son venin.

Pierre Drachline

(1) José Corti, 1987.

LA CULTURE POUR TOUS

LES GUISES ET LES MAUX DE PAR L'UNIVERS
ET À TRAVERS LES TEMPS

Manuscrits d'origine physique, picturale et analogique :
manuscrits, peintures, photographies, collages, etc.

Une sélection de :
Manuscrits, peintures, photographies, collages, etc.

Une sélection de :
Manuscrits, peintures, photographies, collages, etc.

TOME I

Jack Harcourt

Quarante 130x210x25, ouverture et fermeture en cuir, reliure en cuir, 190 FF
à Paris, 11, rue de la Harpe, 105, 75004 Paris, France.

LÉVI-STRAUSS
par Marcel Hénaff

MARCEL HÉNAFF
CLAUDE
LÉVI-STRAUSS

Une ample et lumineuse étude
Roger-Pol Droit
Le Monde

les dossiers belfond

440 p. - 190 F

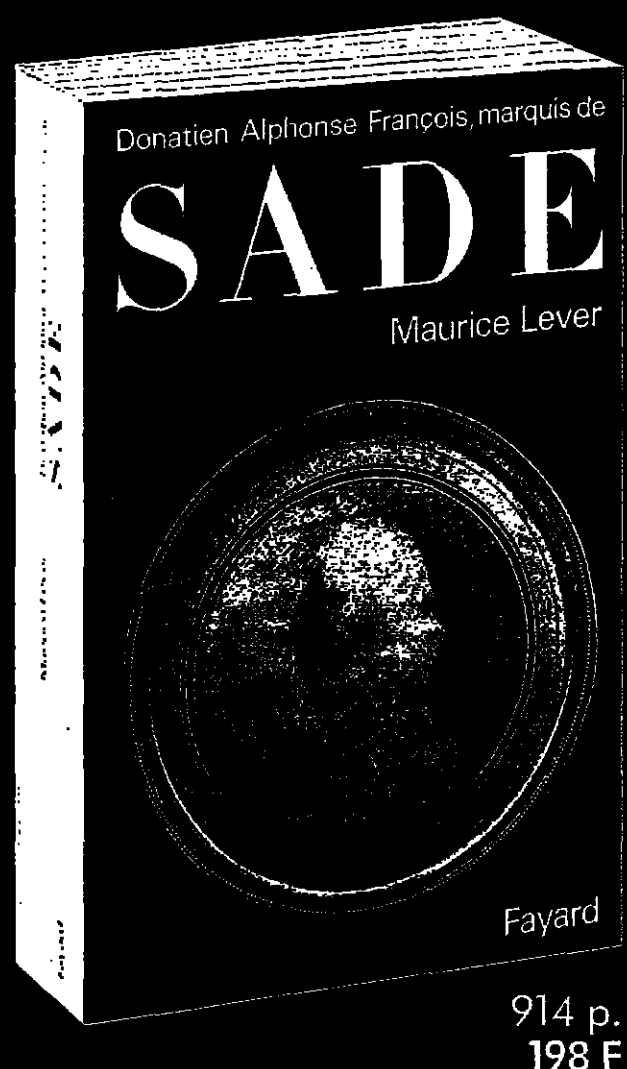
Dans la même collection :
Edmond Jabès par Didier Cohen
Saint-John Perse par Mireille Sacotte (à paraître)

belfond

SADE

À personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Didier Sénécot, Lire



Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le: cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crépu, La Croix

La nouvelle biographie de l'auteur de "Justine" fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

FAYARD

LES GRECS, LES ROMAINS ET NOUS
Forum
Le Monde-Le Mans 1990
sous la direction de Roger-Pol Droit.
Le Monde-Éditions, 482 p., 150 F.

«Les Grecs, les Romains et nous»: ce fut un colloque organisé par le Monde, au Mans, en 1990, et c'est maintenant un recueil constitué de toutes les réponses à la question: l'Antiquité est-elle moderne? Ce volume présente le double intérêt de mettre à la portée d'un public cultivé mais profane les objets qu'étudient des chercheurs prestigieux et d'exposer les conflits que ces érudits ne manquent pas de rencontrer ou de susciter dans le cours de leur travail. Le monde des études antiques n'est en effet pas celui d'un long regard sur le cadavre des dieux. L'histoire des hommes ne lui laisse pas de répit et les spécialistes de ces langues et civilisations disparues abritent, dans les plis de leur érudition, des affrontements majeurs où il est toujours question d'obscurissements entre le passé, l'avenir et le présent: origine oblige.

Ces actes éclairaient justement les lecteurs sur le clivage fondamental qui divise les chercheurs en ces matières: d'une part, ceux qui, du côté des humanités et de l'humanisme, s'enchaînent de la proximité du lointain et cherchent la manière humaine d'être grec ou romain; d'autre part, ceux qui enquêtent sur les manières grecques ou romaines d'être homme, veulent se purger de leur familiarité avec l'héritage classique et parviennent à nous dépayser en découvrant dans ces peuples anciens et dans leurs œuvres une inappropriable étrangeté. Il y a donc ceux qui tendent à voir les problèmes contemporains dans le miroir des Anciens, et ceux qui tentent de briser le privilège de ces deux cultures, voire de construire des conditions d'approche qui en rendent impossible une lecture à livre ouvert.

Décisifs
glissements de sens

Encore ne faut-il pas caricaturer l'opposition. Jean-Pierre Vernant peut à la fois dire que, des Grecs à nous, «l'homme n'est pas resté semblable à ce qu'il était, pas plus dans sa façon d'être soi que dans ses rapports avec les autres et avec le monde», et préciser qu'il ne prendrait pas à son compte la formule: «Il n'y a rien de commun entre l'homme grec et nous». De même, si Nicole Loraux, s'autorisant du grand

Moses Finley, réclame «le droit imprescriptible de ce qui a existé à être avant tout compris en son temps», elle n'en revendique pas moins, «face aux tenants de la pensée libérale qui font commencer toute politique digne de ce nom à Machiavel et à Kant, les vertus intellectuelles d'un regard qui repèrerait dans la Grèce antique quelques-unes des figures de la démocratie actuelle». C'est dire comme les partages peuvent s'atténuer ou bien se renforcer selon les exigences de la recherche et les urgences du com-

Ce qui d'emblée s'impose au lecteur de ces pages, c'est la volonté, exprimée par presque tous les auteurs, de faire voler en éclats l'entité gréco-romaine, de distinguer, bien entendu, les Romains des Grecs jusqu'à demander, comme le fait Jacques Brunschwig, dans une troublante intervention, si les questions que nous posons aux Grecs ne sont pas des questions romaines. Mais il s'agit encore de marquer la différence entre Athènes et la Grèce, d'isoler Sparte, de donner au christianisme un statut de plein

l'identité de ce «nous». Sommes-nous les héritiers des jacobins, imitateurs des modèles antiques, ou de Condorcet qui, de même que les physiocrates, refusait de tenir pour un exemple ce qu'on a pu nommer, à l'époque, «le despotisme démocratique» et où se conjuguent l'esclavage et la démocratie directe? Ou bien encore nous rattacherions-nous à Benjamin Constant, qui oppose la liberté des Modernes, civile et individuelle, à celle des Anciens qui consistait dans la participation collective des citoyens à l'exercice de la souveraineté? Différenciation des temps ou indifférenciation: la question obéit le colloque comme elle a haïté l'histoire occidentale.

«Une nouveauté sensationnelle»

Les enjeux politiques peuvent se faire encore plus dramatiques quand, par exemple, Nicole Loraux, avec une implacable élégance, explique, point par point, à Marie-France Stirbois qui, lisant un discours écrit par un idéologue du Front national, se servait de la référence athénienne pour justifier l'exclusion des immigrés, que ce «segment-là du passé» n'a rien à voir avec cette «séquence-ci du présent raciste». On reconnaît, de même, l'incontestable urgence d'une mise au point théorique quand Maurice Olender démonte l'usage fait des travaux de Dumézil par un ramassis de falsificateurs qui appliquent à des peuples conjoncturaux ce qui n'est vrai que des langues, qui confondent l'archéologie avec l'histoire.

Politique aussi, mais intervenant dans un contexte moins dramatique, le propos de Marcel Détienné, révélant que rien d'important n'avait lieu, dans la cité athénienne, sans que les dieux fussent requis. Montrer que «le polythéisme était chevillé au politique», c'est ébranler malicieusement le mythe progressiste d'une autonomie de l'espace politique grec et d'une origine laïque de la démocratie. Cornelius Castoriadis, quant à lui, développe, à propos de l'imaginaire politique grec, des thèses presque inverses, mais avec, en plus, cette remarque philologique, discrète et abyssale: «Le grec est la seule langue où mortel signifie humain et humain, mortel.» Politique encore, s'il en est, la communication très théorique et très militante d'Emmanuel Teyssier sur l'égalité telle qu'elle s'institue chez «eux» et chez «nous». On y apprend, par exemple, que la pratique de l'ostracisme, loin de mériter la péjoration dans laquelle on la tient communément, servait à maintenir l'égalité et que les démocraties antiques déniaient moins l'inégalité sociale que les États de droit modernes.

Ce n'est pas recourir à une formule de politesse que de dire à quel point on regrette de ne pouvoir évoquer la manière qu'eut chacun de traiter la question selon sa compétence et son humeur propres: Barbara Cassin abordait le motif — ô combien actuel! — du consensus à travers une étude sur le genre de l'éloge, Rémi Brague rappelait tout ce que la conservation des œuvres, à l'époque des copistes, réclamait de persévérance, Alexandre Touraï analysait la convention et le préjugé où s'enracine l'opposition de l'Orient et de l'Occident.

Comme Paul Veyne le fait remarquer, à travers une suite de boutades érudites et renversantes, «une nouveauté sensationnelle» se manifeste dans le retour actuel à l'Antiquité classique: «La Grèce n'est plus notre fondement, elle n'est pas davantage notre propre passé, elle n'est pas pour autant primitive et elle est encore moins exotique.» Mais il ne faudrait pas oublier, en refermant ce recueil, que la méthode n'est pas tout. C'est dans le style aussi que se jouent la singularité et la vérité de l'approche, car, à ces matières, la frontière entre la théorie et le plaisir des textes, entre la méthode et la passion de passé païen, reste, le plus souvent, délicieusement indécise.

Elisabeth de Fontenay
★ Le troisième forum Le Monde-Le Mans, «Comment penser l'argent?», aura une trentaine de participants, historiens, économistes et philosophes, les 28, 29 et 30 octobre. Renseignements et brochure détaillée sur demande: Palais des congrès et de la culture, cité Caennaise, 72000 La main. Tél.: (06) 43-24-22-44. Télécopie: (06) 43-28-33-68.

Roger Chartier

Le passé n'est pas si simple

L'Antiquité est-elle moderne?

Ce fut un colloque du Monde l'an dernier, c'est aujourd'hui un livre



bat politique. Une continuité entre ces exposés — divers et souvent contradictoires — est assurée par des textes intercalaires de Roger-Pol Droit, organisateur des débats: il a traduit la trame d'une presse interrogative portant sur les rapports du méthodologique et du politique.

Car il n'est à peu près question que de cela, et de toutes les manières, dans ce livre tumultueux: de la portée politique des ruptures méthodologiques, et de la portée méthodologique des ruptures politiques. On comprend alors que le retour ou le recours aux Anciens ne puisse avoir lieu sans que s'opèrent de décisifs glissements de sens: l'histoire est histoire de la traduction et de l'interprétation qui se gardent bien de n'en faire qu'à leur tête, certes, mais elle l'est aussi de la reproduction mimétique et de la falsification.

Mais ce n'est pas seulement le bloc des Anciens qui se fissure de ces multiples façons. Celui des Modernes éclate à son tour. Car si l'on en croit les auteurs de ce volume, il n'y a rien de plus introuvable que la première personne du pluriel, même et surtout quand on la confronte aux Anciens. Il faut lire, à ce sujet, la dérangeante réponse historiographique donnée par François Hartog à la question portant sur

droit, de ne plus traiter comme simplement décadente l'Antiquité tardive. Ainsi Giulia Sissa dirait-elle que, par-delà la diversification des lieux et des temps, «les pluriels se définissent comme s'il n'y avait plus que des singularités»: ceci ne représentant pas un constat mais une austère exigence qui interdit toute généralisation et freine donc les analogies ou les identifications toujours renaissantes.

Rembrandt chef d'entreprise

Suite de la page 21

Le travail du modèle, de l'artiste lui-même quand il est son propre modèle, ou du client portraituré, soumis lui aussi aux pratiques de l'atelier, est ainsi identifié à un jeu de théâtre dont le peintre est l'ordonnateur.

Même si l'atelier de Rembrandt n'est pas, comme celui de Rubens, une véritable manufacture à produire et reproduire des tableaux sans signature, résultats d'une stricte division du travail, il reste quelque peu paradoxal que le peintre considéré comme l'inventeur de l'individualité dans l'art ait été, avant tout, un chef d'entreprise rompu à la logique marchande. Pour Svetlana Alpers, il n'y a pas là contradiction. La conception de l'individu libre, propriétaire de sa personne au sens où l'entend Locke, et celle du libre marché, seul principe reconnu pour l'évaluation des œuvres, s'étayent l'une l'autre. Plus que d'autres peintres, Rembrandt a multiplié les autoportraits (une cinquantaine de tableaux, vingt gravures, une dizaine de dessins), et sur cette prise de possession du moi propre il a construit la valeur spécifique de ses œuvres. «Ses œuvres sont des marchandises qui se distinguent des autres parce qu'elles s'identifient comme étant les

siennes; et en les fabriquant, il se transforme lui-même en marchandise»: de là la formule brillante qui résume l'argument du livre: «Rembrandt était un entrepreneur du moi.»

L'ouvrage s'ouvre et se clôt sur un autre paradoxe: l'œuvre de Rembrandt, qui peut être tenue comme l'expression extrême de la singularité individuelle en peinture — par la place qu'elle fait aux autoportraits, par le traitement spécifique de la couleur, par une manière de travailler qui refuse la collaboration avec des assistants, — fait l'objet aujourd'hui de nombreux doutes quant à l'authenticité de plusieurs tableaux — y compris parmi les plus fameux (ainsi avec les «désattributions» récentes de l'Homme au casque d'or du Staatliche Museum de Berlin, du Cavalier polonais et du David et Saül de Mauritshuis de La Haye ou de l'Autoportrait du Musée Granet d'Aix-en-Provence).

Pour Svetlana Alpers, c'est dans la pratique même de Rembrandt que ces incertitudes s'enracinent: la copie de ses propres œuvres et même de ses autoportraits, devenu ainsi bizarrement des «autoportraits non autoportraits», est, en effet, l'une des clefs de voûte de son enseignement. La prolifération des œuvres «d'après» Rem-

brandt, produites pour nombre d'entre elles dans son atelier même, vient ainsi menacer l'identité individuelle qui fonde l'œuvre et qui lui assure, tout ensemble, son statut existentiel (déployé dans la prise de possession du moi propre) et sa valeur sur le marché (dépendante d'un style et d'une manière immédiatement reconnaissables). Résoudre la contradiction oblige à tirer les conséquences extrêmes de la centralité de l'atelier et à désigner Rembrandt comme un «artiste dont l'entreprise ne saurait être réduite à son œuvre autographe».

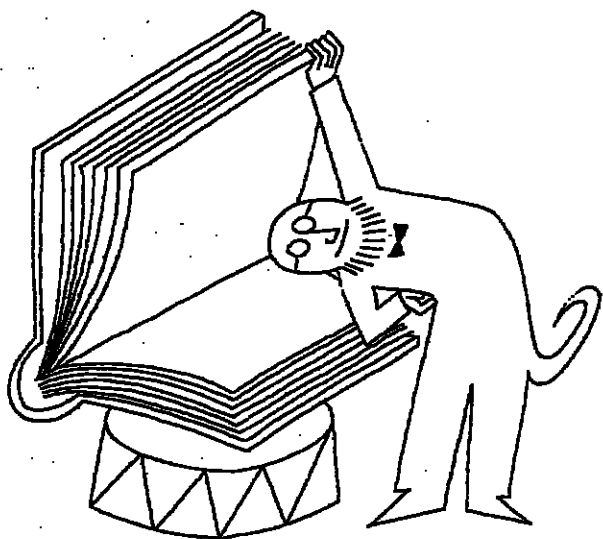
La conclusion comme la démarche pourraient effaroucher ceux qui considèrent l'œuvre d'art comme un mystère unique créé par un génie sans attaches. Contre cette représentation qui universalise une idéologie esthétique née au dix-neuvième siècle (et souvent anachroniquement appliquée à Rembrandt), le livre de Svetlana Alpers démontre, avec une remarquable agilité, que rendre raison des caractéristiques formelles et de la signification d'une œuvre suppose de restituer les logiques et les pratiques de tous ordres (marchandes, pédagogiques, sociales, etc.) qui gouvernent les conditions de sa production et de sa circulation.

LIVRES • IDÉES

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Que le meilleur gagne



Pin's. Une carte enfin donne à voir l'importance respective des langues dans le monde. De son côté, Larousse crée la surprise. en concluant avec la liste des signaux ferroviaires : la prochaine fois que nous prendrons le train, munis de notre permis-loco, nous saurons « marquer un arrêt avant la première aiguille » et reconnaître qu'un « départ en ligne » est interdit.

L.A-DESSUS, il ne paraît pas superflu de rappeler qu'il existe un remarquable dictionnaire de langue : maniable aussi, tenu à jour et intelligent : le Petit Robert (3). Il n'est pas inutile non plus de préciser que ce dictionnaire illustre les définitions à l'aide d'exemples littéraires qui, pour la plupart, emportent l'adhésion en faisant durer le plaisir. L'art de l'exemple est ici décisif : dans un livre vif et stimulant, véritable « poétique du dictionnaire » (4), Henri Meschonnic souligne que déjà Littré reprenait à Voltaire ce précepte qu'un « dictionnaire sans citations est une squelette ».

Pour juron, par exemple, au lieu d'un charretier toujours muet, il est agréable de croiser le grand-père de Stendhal et « son grand juron » : *Le diable te crache au cul* ! Voici encore la fin de l'article dieu qui ne manque ni de charmes ni de vertus didactiques. Nerval se chargeant de conclure : *« Le Dieu du monde, c'est le Plaisir »*. Vive le polythéisme, enfin !

Pour soutenir aussi le plaisir d'écrire, le Petit Robert se fonde à la fois sur l'analogie qui permet « de regrouper les mots par le sens » et de découvrir le mot inconnu (préface d'Alain Rey), et sur l'antonymie. Ainsi chasteté se trouve-t-il lié à cette série, morose comme une théorie de députés

certaines catégories de phénomènes ». Buisson ardent exclut, naturellement.

La compétition s'aggrave encore lorsqu'il s'agit des « mots nouveaux ». Résistant de moins en moins à l'innovation, stupide ou non, vulgaire ou non, chacun proclame sa liste. Tout comme le nouveau dictionnaire latin annoncé par le Vatican. Selon le Figaro, qui a l'oreille droite du Saint Siège et du Saint Esprit, « 75 % des dix-huit mille mots admis dans l'ouvrage sont nouveaux ».

C'est entendu, Mère Marie-Thérèse de la Sainte-Barbe recevra son lave-vaisselle : *escariorum lavator*. Plus modestement, Larousse annonce « quatre-vingt-huit mots nouveaux » ; dont *rap, diaboliser* (quelle époque !), et encore *aligot*, toujours ignoré d'ailleurs.

Dernier round, Hachette termine fort, par une série bien placée de pages jaunes qui engagent les mots français d'Afrique, de Belgique, du Canada, de Suisse... et « les mots nouveaux du français vivant », tels que *bétonner, antigélère, classieux* et

LES deux rivaux sont fringants : on peut d'abord les admirer. A gauche, l'ancien qui prend des couleurs : le Petit Larousse illustré 1991. 83 500 articles, 3 600 illustrations, 269 cartes (1). A droite, le nouveau qui vieillit bien : le Dictionnaire couleurs Hachette, 118 000 sens et entrées, 3 500 illustrations, 295 cartes (2). Bien que les poids respectifs soient incommensurables à ce jour, la comparaison s'impose. Que le meilleur gagne.

La concurrence entre ces deux dictionnaires encyclopédiques produit d'emblée quelques effets heureux pour les usagers. En particulier, la qualité de l'iconographie saute aux yeux : les planches, les portraits et les tableaux ont gagné en séduction ; même si les différences que les deux rivaux tentent d'établir engendrent d'étranges subtilités. Qui dira pourquoi le physicien Enrico Fermi reste sérieux chez Hachette, alors qu'il sourit dans le Larousse ? Dos Passos rit dans l'un, se marre dans l'autre ; sans raison apparente. Quant à Littré, il fait la gueule dans l'un et dans l'autre.

Il est charmant aussi que la rivalité n'empêche pas les sentiments. Chez Hachette, une superbe photo d'Avra Gardner poura provoquer quelques distractions, si la dissertation porte sur « la femme chez Corneille ». Le commentaire savonneux encore la pente de la rêverie : « Beauté brune et sculpturale, elle fascina par sa voix grave et son regard rayonnant. » Rien à craindre en revanche avec Garbo la blonde : la légende se lit comme un rapport d'inspecteur général : « Elle fut surnommée la Divine en raison de sa grande beauté ».

Chez Larousse, changement de décor. Plus de photo pour Miss Gardner ; et un éloges polaire : « Une des grandes stars d'Hollywood. » C'est alors Garbo la divine qui suscite la passion, après une photo si troublante que l'ange Gabriel lui-même ne saurait s'arrêter à saluer : « Sa beauté légendaire, sa personnalité secrète, firent d'elle l'archétype de la star. » Bref, Larousse préfère les blondes : admirez Brigitte Bardot qui barbote dans un bain moussant et décent, mais « avec une sensualité libre et joyeuse ». Fidèle aux brunes, Hachette ne donne même pas un Photomaton. Pour Catherine Deneuve non plus ; les sautages.

CERTAINS éducateurs ou quelques parents s'inquiéteront de ces termes dont la belle jeunesse a toujours été curieuse, non-obstant les connaissances innées et la scène primitive. Hachette renonce aux étymologies que Larousse conserve et qui lui permettent aussi de braver « plus aisément semblable à l'honnêteté. Voici *fellation*, dans Larousse : « (du lat. *fellare*, sucer) : Excitation buccale du sexe de l'homme. » Hachette est alors contraint de développer plus longuement : « Pratique sexuelle consistant à exciter avec la bouche le sexe de l'homme. »

Il arrive aussi que Larousse censure l'étymologie, pour censure l'usage. Et le général Grant tourne ostensiblement le dos, comme il convient, à *La Grande Odalisque* d'Ingres. Tandis que, d'un commun accord, Larousse et Hachette ignorent *gouzi-gouzi*, heureusement recueilli par le Petit Robert.

Inutile de s'alarmer, comme on voit, d'autant que les pugilistes gardent une aimable réserve, quand la gravité des sujets l'exige. Avec quelques nuances. Par exemple, Hachette, bien dans le vent, élimine *cureton* et *curel* ; ce que Larousse s'obstine à maintenir, au risque de perdre le round et la clientèle polonaise. Dieu au moins reçoit-il l'attention requise ?

Détails omis, Larousse distingue Dieu, « être suprême » et dieu, « être supérieur » ; Bravo. Hachette riposte avec ferveur. Dieu, c'est « l'être suprême créateur et conservateur de l'univers ». Par une opposition propre à chagriner les vrais polythéistes, dieu n'est alors qu'un « être surhumain (...) supposé présider à

Passage en revues

Idees, histoire, sociétés

Actes de la recherche en sciences sociales, la revue de Pierre Bourdieu, consacre l'essentiel de sa publication de septembre à l'analyse du « champ littéraire ». Un long texte de Pierre Bourdieu lui-même — qui reprend, en fait, une communication préparée pour un séminaire tenu à Bad-Homburg en 1983 — expose sans la moindre complaisance les méthodes d'analyse qui permettent au sociologue de situer le champ littéraire (Bourdieu indique que ce qui s'approche le plus de cette notion est celle de « république des lettres », telle qu'on l'entend depuis l'âge classique) au sein du champ du pouvoir, de décrire ses modes de fonctionnement et ses structures internes, enfin d'analyser ce que Bourdieu nomme les « habitus » des acteurs du champ, c'est-à-dire « les systèmes de dispositions qui, étant le produit d'une trajectoire sociale et d'une position à l'intérieur du champ littéraire, trouvent dans cette position une occasion plus ou moins favorable de s'actualiser ».

La manière dont Bourdieu « lit » la production sociale des œuvres d'art, son évolution depuis le dix-neuvième siècle, les stratégies individuelles ou de groupe qui s'y développent pour y acquiescer légitimité et pouvoir, le rôle dévolu aux avant-gardes, les interactions entre la création et la consommation culturelles, l'importance de l'origine sociale des écrivains, tout cela est à la fois d'une actualité constante qui intéressent aussi bien les historiens et les sociologues que les critiques littéraires. Et l'on rêve d'un « Flaubert » de Pierre Bourdieu qu'on comparerait à celui de Sartre. De plus, les deux textes qui accompagnent l'exposé théorique de Bourdieu et qui en sont comme l'illustration, celui de

Jean-Michel Péju sur « La littérature prolétarienne » et le débat qu'elle a suscité dans les années 1925-1935, et celui, tranquillement dévastateur, de Louis Pinto sur la revue *Tel Quel* démontrent la vitalité et l'efficacité de la méthode proposée.

Pourquoi alors le texte mi-amer mi-agressif que signe Bourdieu en préface de ce bel ensemble ? Pourquoi cette manière crispée de répondre à des reproches qu'on ne lui fait pas ? Le parti qu'il prend

n'est pas si mauvais ni si désespéré, sa place dans le champ des productions intellectuelles n'est pas si défavorable qu'elle puisse lui valoir la palme du martyr (N° 89, 112 p., 52 F. Distribué par les Editions de Minuit).

Terminé, la revue de la mission du patrimoine ethnologique, consacre sa dernière livraison à la réinvention des nationalités et aux tensions interethniques en Europe. Bien que cet ensemble ait été réalisé il y a plusieurs mois, il

Le nouveau « Liber »

Le Monde, en association avec plusieurs journaux européens, a publié six numéros d'un supplément littéraire, Liber, qui avait pour ambition de rendre compte des principaux livres parus dans les divers pays d'Europe, de favoriser les échanges, par delà les frontières, entre les chercheurs, les créateurs, les intellectuels, d'offrir une tribune à tous ceux qui contribuent à la vie culturelle du continent. Pour des raisons économiques, l'expérience a été interrompue à la fin de l'année dernière. Elle est reprise aujourd'hui par Pierre Bourdieu, qui présidait le comité éditorial du premier Liber et qui accueille, dans le numéro 89 d'Actes de la recherche en sciences sociales — revue qu'il dirige — (lire ci-dessus la chronique de Pierre Lapape), le nouveau Liber.

Sous le titre « Liber continue... », on peut lire notamment : « De tous les membres fondateurs qui avaient pris le risque de

s'engager dans l'entreprise, seul indice a décidé de poursuivre aujourd'hui avec nous, et d'autres revues d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, de Hongrie, des Pays-Bas et du Portugal (...) Liber aura rempli sa fonction s'il contribue tant soit peu à restituer aux artistes, aux écrivains et aux savants le pouvoir sur la diffusion et l'évaluation de leurs produits, sans lequel il n'est pas de véritable liberté de création ». Cette livraison de Liber, présentée comme le numéro 7, propose les principales rubriques des numéros précédents. Elle comprend notamment des portraits croisés « de l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal, une enquête sur le Canard enchaîné et deux journaux satiriques britanniques, un témoignage de l'historien américain Robert Darnton sur la censure de la production littéraire dans l'ex-RDA et huit pages de « librairie européenne ».

T.F.

socialistes : ascétisme, continence, pureté, sagesse, vertu. Tandis que les autres se multiplient sans retenue aucune : concupiscence, corruption, débauche, dépravation, dissipation, immodestie, impudeur, impureté, inconscience, indécence, lascivité, licence, lubricité, luxure, sensualité, vice, volupté.

Voilà, en tout cas, qui doit permettre de choisir le mot juste. Surtout quand on mijote ce qu'Henri Meschonnic appelle joliment un « coup de mot » : « La politique (en effet) se réalise dans les mots autant que dans les actes. Il y a des coups de mot comme il y a des coups d'Etat et des coups de foudre. » Pour espérer réussir, une condition au moins s'impose : utiliser le dictionnaire, avant, pour éviter la bourde. Et non pour essayer, contre vents et marées, de la justifier après coup. Autrement dit, comme les coups d'Etat, tous les coups de mot ne sont pas des coups de maître.

M. GISCARD D'ESTAING en fournit une preuve la plus récente, avec l'association : « immigration/invasion » : laquelle entraîne immédiatement l'équivalence *immigré/envahisseur*. Un coup d'Etat, dit le dictionnaire, aurait évité une retraite peu glorieuse : invasion est corrélatif d'envahissement, c'est-à-dire d'envahisseur. Et tout indiquait la coloration militaire des termes : pénétration belliqueuse : action de se répandre dangereusement (« invasion de sauterelles, de rats »). Suit alors l'emploi figuré : *entrée soudaine et massive, terriblement péjorative*. Mais l'art politique c'est aussi savoir évaluer la force des mots.

Il faut dire que le vocabulaire militaire se répand massivement dans le discours politique. Heureux les sages qui échappent à « collimatisation ». Chacun réclame « la mobilisation », puisque « l'Union est un combat » ; à gauche comme à droite. Tocsin ! dit Claire Bretecher. Il revient à M. Fabius de filer enfin la métaphore qu'on sentait poindre : le combat à mener entraîne trois possibilités : la désertion, le défaitisme, le patriotisme. Alors « serons les rangs et marchons au pas » (le Monde du 28 septembre).

Certains messages publicitaires ne valent guère mieux, affichant en outre une ignorance satisfaisante. Bruno Rives et Associés (Libération du 27 septembre) informe les populations qu'une « bonne préconisation » produira des économies. L'historie de préconiser aurait évité le charabia idiot. En effet, préconiser c'est au plus bref lever quelque un ou quelque chose : puis, au sens moderne, recommander. Alors, en un mot comme en mille, il est agréable de préconiser le Petit Robert. Egoïstement aussi : pour limiter le boucan publicitaire, et faire taire les trompettes guerrières.

- (1) 1824 p., 395 F.
- (2) 1664 p., 250 F.
- (3) Petit Robert 1. Dictionnaire de la langue française. 1991. 1123 p. On trouve aussi un livret fort utile, la Réforme de l'orthographe au ban d'essai du Robert, (par Josette Rey-Debove et Béatrice Le Beau-Bens).
- (4) Henri Meschonnic : Les mots et les mondes. (Dictionnaires, encyclopédies, grammaires, nomenclatures). Collection « Brevé littéraires ». Hatier, 1991. 311 p. Le Français aujourd'hui, revue de l'Association française pour l'enseignement du français, publie un numéro utile et intéressant sur les dictionnaires. Juin 1991. 55 F.

* Signalez que le numéro 2 de la revue Le Grel des langues a paru (L'Harmattan, 90 F.). Promesses tenues.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

OCTOBRE 1991 - N° 292

LOUIS-FERDINAND CÉLINE

Bio-bibliographie. Les lettres à la N.R.F., présentation par Philippe Sollers. La fascination pour l'Angleterre. Céline et les éditions Denoël. Un entretien inédit. Céline théoricien de la littérature. Faut-il rééditer les pamphlets ? Céline et la danse. Céline et la peinture.

Entretien : Louis Dumont, la culture de l'individualisme

Chez votre marchand de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F. Cochez sur la liste ci-dessous les numéros que vous choisissez :

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bernier
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Plauton et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Ecrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicidés de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian

Nom : Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

UNE SAISON EN ENFANCE de G. BARBEDETTE.

Une enfance reconstruite, inventée. Une enfance vraie.



Collection Haute Enfance.

HATIER

P.L.

Le cinquième Salon du Livre de Bordeaux devait être inauguré le vendredi 4 octobre en présence notamment de M. Jacques Chaban-Delmas, député et maire de la ville. Cette manifestation se tient au hangar 5, quai Louis-XVIII, face à la place Jean-Jaurès et se prolongera jusqu'au dimanche soir 6 octobre. Elle est centrée, cette année, sur la littérature allemande - à laquelle nous consacrons, dans les pages suivantes, plusieurs articles.

Le Monde-Editions sera bien entendu représenté à ce salon et plusieurs de ses auteurs y signeront leurs œuvres le samedi 5 dans l'après-midi. Comme l'an passé enfin, nous avons saisi cette occasion pour faire le point du commerce de l'édition dans la grande capitale de l'Aquitaine.

La « guerre des librairies » a bien eu lieu

Il y a un an, Virgin s'installait, en fanfare, à Bordeaux. Mais l'ogre avait vu trop grand et doit aujourd'hui en rabattre. Reste que sa concurrence avec la FNAC a fait quelques victimes parmi les « petits »

Aujourd'hui encore, Bordeaux fait figure de laboratoire. Aux librairies traditionnelles, sont venus se mesurer, au fil des années, deux mastodontes, la FNAC et Virgin Livres. Et chacun de se poser la question : les « gros » allaient-ils asphyxier les « petits » avant de se dévorer entre eux ? L'issue de la mêlée est encore incertaine mais, en ce mois d'octobre 1991, elle est favorable aux librairies en place, FNAC comprise, qui a ouvert en 1988. Virgin, dont la tonitruante implantation, il y a un an, avait provoqué un début d'affolement (le Monde du 12 octobre 1990), a débouché. Trois petites librairies ont fermé. D'autres souffrent mais l'essentiel est sauf : cette féroce concurrence n'a pas, pour l'instant, détrempé le marché du livre. Elle l'aurait plutôt dopé. S'il fait bon lire à Bordeaux, c'est que l'amateur de livres n'a que l'embarras du choix. A l'inverse du Sud-Est, où les vraies librairies se font rares, la capitale de l'Aquitaine est riche de multiples points de vente. Pour ne citer que les plus notables : Mollat (1 500 m²), Virgin (990 m²), la FNAC (650 m²) et la Machine à lire (240 m²). Si l'on ajoute que ces librairies sont situées dans le même périmètre, le centre-ville, cela fait beaucoup. Peut-être trop.

Dernière débarquée dans la ville de Montaigne, Virgin est la première à avoir pâti de ce trop-plein. Le groupe, qui traverse aujourd'hui une passe difficile, ne doutait pas, pourtant, de sa bonne étoile. D'un coup de baguette magique, Virgin avait transformé l'ancien Printemps de la place Gambetta en carrosse culturel. Façade aristocratique de vieilles pierres patinées et intérieur design : avec ses 3 000 m² et son café-restaurant décoré façon Stark, le Megastore promettait. Il a tenu. Pas autant, cependant, que ses promoteurs l'espéraient.

En débauchant sous le même toit « La bibliothèque de la Pléiade » et disques funk, Virgin escomptait un succès rapide. Mais son image de héros du rock colle mal avec

la réputation qu'elle veut se donner de librairie avertie. Elle s'efforce, aujourd'hui, de tirer les leçons de ses erreurs, sous l'œil ironique de ses concurrents qui ne lui pardonnent pas son « arrogance » d'hier.

Un aiguillon pour Mollat

Transfuge de chez Mollat, libraires à Bordeaux depuis 1896, Jean Laforgue, patron, lors de son lancement, du Megastore de la place Gambetta, n'avait rien fait pour rassurer ses confrères : « A Bordeaux, nous comptons vendre un livre sur trois. Par création de marché pour la plus grande part, et par une certaine ponction sur la concurrence, c'est évident (1) ».

Un an après ces déclarations, le demi-échec de Virgin ne chagrine qu'à moitié ses concurrents. L'in-

truse est en pleine « restructuration ». Deux vagues de licenciements ont eu lieu qui ont ramené les effectifs de la librairie de vingt-deux salariés à quatorze, selon Maud Pionica, sa directrice. La surface consacrée aux livres dans la cathédrale high tech de la place Gambetta va être réduite d'un peu moins de la moitié. Virgin considère que, désormais, « c'est trop grand ». Et Maud Pionica de se demander, « un peu tard » selon un confrère qui préfère garder l'anonymat, « quelle clientèle existe réellement pour le livre à Bordeaux ».

Aujourd'hui « Monsieur livres » du groupe Virgin (France), Jean Laforgue refuse, pour sa part, de parler d'échec. Il attribue, pour l'essentiel, les difficultés du Megastore de Bordeaux à l'interdiction, signifiée à Virgin moins de quatre mois après son inaugu-

ration, d'ouvrir le dimanche. « Nous faisons 20 % de notre chiffre d'affaires ce jour-là. Sans cette interdiction, nous réalisons nos prévisions à 5 % près ». Ouverte de 10 heures à minuit les autres jours de la semaine, Virgin vise désormais « la clientèle des grandes surfaces stimulée par la musique, celle qui ne va pas dans les librairies traditionnelles ». A Bordeaux, elle espère réaliser cette année un chiffre d'affaires livres de 35 millions de francs.

Plus optimiste que jamais, Jean Laforgue croit à la « théorie de l'attraction cumulative ». Loin de faire de l'ombre à Virgin, à la FNAC et à Mollat, leur concurrence stimulerait le marché du livre : « Fin 1991, on s'apercevra qu'il s'est plus vendu de bouquins à Bordeaux qu'avant l'implantation de Virgin ».

Cette « guerre des librairies » a en tout cas aiguillonné Mollat. Comme une Belle au bois dormant qui se réveillerait d'un doux rêve, celui d'un marché sans concurrents véritables, les gens de la rue Vital-Carles ont intelligemment réagi à l'invasion de Virgin. « Notre handicap principal, commente le docteur Denis Mollat, que la tradition familiale a détournée de sa vocation médicale, était la dispersion de nos magasins. Bien que conquis, ils ne communiquaient pas. Les clients ne le supportaient plus ». Les travaux entrepris ont non seulement mis fin à cette anomalie, ils ont aussi permis d'accroître de 500 m² la surface de la librairie où soixante salariés s'activent en blouse blanche, l'uniforme maison.

Chez Mollat comme ailleurs, on respire. Si le carrosse Virgin n'a pas été ramené à l'état de citrouille, il n'impressionne plus grand monde. Pour Anne Schenk, la directrice de la librairie, la raison est simple : « Trois, c'était trop ». Et d'expliquer pourquoi Mollat a si bien su tirer partie de cette « triangulaire » : « La FNAC de Bordeaux n'est pas une bonne librairie » (ancien pilier des FNAC-livres, elle assure savoir de quoi elle parle).

Trois disparitions

Quoi qu'il en soit, Mollat prévoit un chiffre d'affaires de 110 millions de francs pour le présent exercice (sans les livres scolaires), « en progression probable de 10 % » sur l'année précédente. La FNAC (quinze salariés) ne peut en dire autant. Enterrée au sous-sol d'un centre commercial plutôt ordinaire, celle de Saint-Christoly, davantage touchée que Mollat par le marasme de l'édition, elle a probablement souffert elle, de l'ouverture du Megastore.

Son directeur, Alain Jaunatre, s'en défend malgré tout : « Au cours des premières semaines, certains de nos clients sont allés voir chez Virgin. Puis ils nous sont revenus ». En même temps, le chiffre d'affaires de la FNAC-livres pour 1991 s'annonce « morose ». De l'ordre de 30 mil-

lions de francs, il stagnera après deux années de progression « d'environ 20 % ». L'implantation du Megastore lui a pas insufflé, comme à Mollat, un surcroît de dynamisme.

Les « blouses blanches » de la rue Vital-Carles doivent à leur solidité d'avoir mieux résisté à l'offensive de l'ogre de la place Gambetta. Les « petits » étaient beaucoup plus vulnérables et, comme prévu, c'est dans leurs rangs que ce combat de poids lourds a fait le plus de dégâts. Établie par Eric des Garets, directeur du Centre régional des lettres, la liste des victimes bordelaises de cette année de concurrence effrénée n'est pas réjouissante : « Mimesis, Glénat et la librairie Clemenceau, une petite librairie traditionnelle ».

La disparition de Mimesis a, aux yeux de tous, valeur de symbole. Spécialisée dans les sciences humaines, elle était donnée il y un an comme victime probable de l'affrontement qui se préparait. En même temps, Jean-Pierre Ohl, l'un de ses responsables, se refuse à jouer le rôle de victime : « Nous avons dû fermer car la librairie était devenue trop petite et les pas-de-porte trop chers au centre-ville pour ce genre d'activité. Mais nous n'avons pas baissé les bras ».

Avec François Vignon, son acolyte, il s'est associé à la librairie Georges, de Talence, dans la banlieue bordelaise, dont ils ont développé les rayons sciences humaines et littérature. A proximité du campus universitaire, donc de leur public naturel, les deux hommes disposent aujourd'hui de 100 m² pour ces deux rayons, soit 30 m² de plus qu'au centre-ville. Beaucoup de leurs clients, paraît-il, ont suivi. Il n'empêche qu'une librairie, une de trop, a été rayée de la carte à Bordeaux.

La Machine à lire tient le choc

À écouter les gens de chez Mollat commenter - sobriement - leur triomphe, l'avenir paraît plutôt sombre pour les librairies de taille modeste. « Ce qui fait surtout notre succès actuel, affirme Anne Schenk, ce sont les cent quarante mille titres dont nous disposons, soit trois cent mille volumes en magasin. Celui qui cherche un livre à Bordeaux est à peu près certain de le trouver chez Mollat ». A suivre ce raisonnement, il n'y aurait bientôt plus de place, dans la capitale de l'Aquitaine, que pour des mastodontes, les déjà gros cherchant à devancer leurs concurrents immédiats en devenant toujours plus gros.

La (relative) bonne santé de La Machine à lire dément, pour l'instant, ce pronostic, même si le réflexe d'Henri Martin, son gérant et propriétaire, a été d'accroître la surface de sa librairie, de 170 à 240 m² en août 1990, à la veille de l'intrusion de Virgin sur le marché bordelais.

On trouve plus facilement les *Séminaires de Lacan* que *Scarlett* rue du Parlement Saint-Pierre, chez Henri Martin, ce qui dénote une certaine ténacité commerciale. Pourtant La Machine à lire et ses six salariés ont tenu le choc de ces derniers mois : « Virgin nous a fait perdre des ventes de « poches » et de nouveautés littéraires, mais pas de livres de fonds ».

Mêmes causes, mêmes effets ? L'évolution du chiffre d'affaires-maison ressemble fort à celle de la FNAC : « Nous terminerons l'année 1991 entre 4,5 et 5 millions de francs, soit une stabilité, voire un léger mieux, par rapport à 1990. Comparé à l'année dernière, au cours de laquelle nous avions progressé de 20 %, c'est décevant mais cela aurait pu être pire ».

Comme La Machine à lire, le marché du livre bordelais a globalement résisté à la tempête qui s'annonçait l'automne dernier. Tant que cela durera, personne ne s'en plaindra. Mais l'équilibre actuel est précaire. Il ne garantit pas que cette guerre des librairies ne fera pas, un jour ou l'autre, de nouvelles victimes, petites ou grosses.

Bertrand Le-Gendre

(1) *Livres Hebdo* du 14 septembre 1990.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
12555506
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

passions
Collection dirigée par Michel Crépeau

La colère

Jean Sarocchi

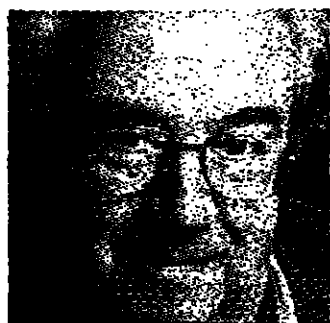
Il y a des colères de journaliste et des colères d'avatollah, des colères d'orang-outang et des colères de prima donna : il y a des colères thomistes et des colères marxistes, des colères dépuratives et des colères apoplectiques : il y a dix mille recettes contre la colère, et quelques raisons de la prescrire.

240 pages - 98 F

DESCLEE DE BROUWER

TU REÇUS LA NAISSANCE de G. PIROUÉ.

Le Jura tranquille, les montres gravées par le père, reliefs qui sculptent délicatement une enfance grave.



Collection Haute Enfance.

HATIER

A la recherche de Tocqueville

Que vaut, pour le client, la concurrence acharnée que se livrent à Bordeaux la FNAC, Mollat et Virgin ? Pour le savoir, pourquoi ne pas mettre à l'épreuve la compétence et la disponibilité de leurs vendeurs en leur demandant, par exemple, dans quelle édition choisir *De la démocratie en Amérique*, d'Alexis de Tocqueville (1) ?

Pour les libraires de la FNAC, ce test n'a pas été franchement concluant. Mollat reçoit la mention honorable et Virgin le premier prix - sans félicitations du jury.

A la FNAC, deux vendeurs, appelés à la rescousse par un premier, se font répéter le titre du livre et le nom de l'auteur qui, visiblement, ne leur disent rien. Fort prévenant malgré tout, l'un d'eux lâche à tout hasard : « Si nous l'avons, c'est seulement en « poche ». Après avoir consulté ce qui présente comme un annuaire des ouvrages disponibles dans ce format, il se ravise : « Désolé, ça n'existe pas en « poche ». Si vous voulez le commander sous une autre forme, cela prendra une semaine environ. » Il ne propose pas de faire les recherches susceptibles d'éclairer davantage le client et, en outre, il se trompe : la version

Garner-Flammarion du livre de Tocqueville figure bien en rayon, à quelques mètres de là. C'est un « poche ».

Chez Mollat, une vendeuse pressée mais informée signale immédiatement la version « Folio », celle de la collection « Bouquins », qu'elle recommande, et vérifie dans le catalogue de la « Pléiade » que les œuvres de Tocqueville vont bientôt paraître sous ce label. Puis plante là le client pour vaquer à d'autres occupations. Chez Virgin, la vendeuse consultée se montre aussi consciencieuse que disponible. Après avoir interrogé une base de données informatisée, elle signale l'existence, en rayon, des versions « Garner-Flammarion » et « Bouquins » et propose de passer commande « dans un délai d'une dizaine de jours » de l'édition la plus nouvelle, celle de chez Vrin. Elle offre aussi de se procurer la version des œuvres complètes parues chez Gallimard, mais il s'agit, de sa part, d'une erreur. Cette version-là, qui date de 1951, est épuisée.

B. L. G.

(1) L'ouvrage *Les Livres disponibles 1991*, édité par le Cercle de la librairie, est reconnu.

LES 100 CIELS
Eveil... Evolution de l'être...
Librairie, galerie d'art, conférences
Mercredi 9 octobre à 19 h 30 : SARAMAÏA
Gestion cyclique du temps. Quel âge aviez-vous quand vous êtes né(e) ? Théorie, pratique, expérimentation.
23, rue F.-Miron, 75004 Paris. Tél. : 43-31-65-88.

LIVRES • IDÉES
LETTRES GERMANIQUES

Franziska dans Venise déserte

Les errances d'une jeune femme allemande dans une ville hostile, qui se referme comme un piège

LA FEMME AUX CHEVEUX ROUX

d'Alfred Andersch.
Traduit de l'allemand
par Solange et Georges de Lalène.
Ed. Actes Sud, 240 p., 140 F.

Alfred Andersch, cofondateur du groupe 47, l'un des écrivains majeurs de l'Allemagne de l'après-guerre, est chez nous à l'ordre du jour. Après les *Cerises de la liberté*, récit autobiographique de sa désertion sur le front d'Italie le 6 juin 1944 (1), Actes Sud réédite la *Femme aux cheveux roux*, son roman longtemps le plus lu, le plus critiqué également, au point que l'auteur dut se résoudre, treize ans après sa parution en 1960, à le réviser entièrement, notamment le dernier chapitre conçu en forme de « happy end ».

Comme dans les *Cerises de la liberté*, mais transposée cette fois sur le plan romanesque, la fuite, thème obsessionnel chez Alfred Andersch en tant que rupture nécessaire par laquelle doit passer l'individu pour accéder à la liberté au sens existentiel du terme, est au centre de ce livre.

L'action se déroule en 1957. Au cours d'un voyage d'affaires à Milan, en compagnie de son mari, Franziska, trente et un ans, secrétaire interprète diplômée multilingue, à la chevelure écarlate, a brusquement décidé de quitter celui-ci et de rompre, du



Alfred Andersch, l'un des écrivains majeurs de l'Allemagne de l'après-guerre.

même coup, avec la vie factice qu'elle a menée jusqu'alors dans l'Allemagne du miracle économique. Ayant pris au hasard le premier train en partance, elle se retrouve par une nuit d'hiver, sans bagage et munie, en tout et pour tout, d'une somme d'argent

lui permettant de subsister quatre jours, dans une Venise insolite et hostile : « Sombres palais, masses indistinctes prises entre le noir de l'eau et le gris bleuté d'un ciel sans étoiles, opaque, voilé de brume... ».

Comme jadis pour le héros de

Mort à Venise, la ville se referme sur elle comme un piège.

Commence alors pour Franziska une succession d'errances à travers le labyrinthe des rues et des canaux. Au cours de celles-ci, comme surgis d'un mauvais rêve, d'étranges personnages, eux aussi égarés sur les chemins hasardeux de la liberté, mêlent leur destinée à la sienne. Patrick O'Malley, un Anglo-Irlandais riche, qui lui offre de l'accompagner sur son yacht, a trahi pendant la guerre sous la torture et parcourt les mers depuis lors, à la poursuite de son bourreau, Kramer, également échoué à Venise.

La même soif de propriété

A la fois roman initiatique, intrigue policière, évocation de Venise, ville maléfique, haut lieu de l'imagination germanique, la *Femme aux cheveux roux* ne manque pas de morceaux de bravoure : par exemple, la confrontation entre Franziska et Kramer, celui-ci s'efforçant de la convaincre qu'ils ont tous deux la même soif allemande de propriété et que c'est leur rêve commun d'un grand nettoyage « par-delà le bien et le mal » qui les a menés, lui, à entrer dans la Gestapo, et elle, à fuir son mari. C'est également une mine de réflexions sur les sujets les plus divers : la manière d'interpréter Monteverdi, le cinéma néo-réaliste italien, la torture...

Il est vrai que le livre n'est pas sans faiblesses : personnages stéréotypés, situations souvent invraisemblables, traduction peu inspirée... Même si la manière dont l'auteur superpose en contrepoint les différentes couches du récit, entre le dialogue intérieur et descriptions, semble quelque peu dater, la problématique, elle, reste singulièrement actuelle : « Le cynisme, écrit Andersch, voilà le dernier cri de l'époque. Le grand chic était de gagner de l'argent en affichant son cynisme. »

Jean-Louis de Rambures

(1) Le Monde du 15 mars 1991.

Nizon le jeune

En lisant « Canto », traduit trente ans après qu'il a été écrit, c'est comme si on assistait à la naissance d'un grand écrivain

CANTO

de Paul Nizon.
Traduit de l'allemand
par Georges Pauline.
Ed. Jacqueline Chambon,
diff. Harmonia Mundi.
221 p., 100 F.

MARCHER À L'ÉCRITURE

Leçons de Francfort
de Paul Nizon.
Traduit de l'allemand
par Jean-Claude Rambach.
Ed. Actes Sud, 179 p., 100 F.

GOYA ET PAUL NIZON

texte traduit de l'allemand
par Jean-Claude Rambach.
Ed. Folio, coll. « Musées
Secrets », 80 p., 148 F.

Le succès qu'ont connu l'*Année de l'amour* et *Dans le ventre de la baleine* nous veut à présent la traduction du second livre de Paul Nizon, *Canto*, écrit en 1961, publié en 1963. L'effet de décalage que produit ce livre, par rapport aux plus récents de l'auteur qui parlent directement à notre sensibilité littéraire actuelle, est de nous replonger dans l'esprit de recherche des années 60. Et, par exemple, un problème comme celui-ci : comment nommer la voix qui parle, la voix qui décrit, qui évoque, dans *Canto*. Le narrateur ? Non, cette voix ne raconte rien. Il faudrait un terme qui équivaldrait, pour l'art d'écrire, à celui de musicien ou de peintre. La voix de ce livre, en effet, joue, compose, écrit, dessine. Scribe ? C'est le mot qui avait tiré d'affaire les narratologues pour rendre compte d'un « sujet énonciateur » dans les textes modernes. Il date.

« Qu'avez-vous à dire ? » Voilà ce que quelqu'un, dans une réception romaine, demande à l'écrivain — tiens, écrivain, serait-ce le terme convenable ? — Mais celui-là n'a encore rien écrit, ou presque. Alors, il ne répond rien, sur le moment. Mais trace pour lui, pour le papier, pour nous, cette réponse : « Rien, que je sache. Point d'option. Point de programme. Point d'engagement. Point d'histoire. Point d'affabulation. Pas de fil d'un récit. Rien, si ce n'est cette passion du bout des doigts : écrire, former des mots, des lignes, cette espèce de fanatisme de l'écriture ».

qui est mon bâton de route et sans lequel, pris de vertige, je m'écroulerais purement et simplement. Ni thème de vie, ni thème littéraire, matière seulement qu'il me faut, par le moyen de l'écriture, consolider, afin qu'il existe quelque chose sur quoi je puisse poser les pieds. »

Mesure-t-on la provocation de cette réponse, aujourd'hui qu'a triomphé, comme une sorte d'évidence, l'idée que l'écriture est intrinsèque, qu'un écrivain n'écrit pas quelque chose, qu'il écrit tout court, c'est-à-dire produit un texte ? En 1961, Barthes n'avait pas encore formulé cette théorie tirée du Nouveau roman. Sartre régnait sur les esprits et on tendait alors à oublier que même lui avait affirmé, parlant de l'engagement : « Reste qu'on n'est pas écrivain pour avoir choisi de dire certaines choses, mais pour avoir choisi de les dire d'une certaine façon. »

Une esthétique nouvelle

Dans l'espace littéraire qui est celui du jeune Nizon, au début des années 60 (il est né à Berne en 1920), le « mentor » est Max Frisch, l'école dominante celle du Groupe 47 : des écrivains qui ont quelque chose à dire. Une bourse lui a permis après son premier livre (*Die Gleitenden Plätze*, non encore traduit) de séjourner un an à Rome, à l'Institut suisse, la Villa Médicis des artistes helvétiques. Il a décidé de devenir écrivain — après des études d'histoire de l'art, une thèse sur Van Gogh, un poste d'assistant-conservateur de musée, puis une activité de critique d'art pour un grand quotidien.

C'est une esthétique nouvelle qu'il cherche pour la littérature : inspirée de la peinture moderne pour les visions de ville qu'il décrit, de la musique pour le rythme de la phrase et son attitude, du cinéma pour le mouvement du regard. Ainsi, *Canto* évoque pour nous tout à la fois les tableaux de Vieira da Silva ou de Nicolas de Staël, la musique de Nino Rota ou de Duke Ellington et les films de Fellini ou d'Antonioni. *Canto* est le livre de Rome. Mais la matière — ce que Paul Nizon appelle aussi « la vie » — nous la reconnaissons pour avoir lu ses livres parisiens,

Immersion, le livre de Barcelone-Zürich, et *Stolz*, le livre de sa jeunesse.

Cette matière est bel et bien sa vie même, traitée en thèmes musicaux : l'écriture comme engendrement de soi et refuge, la vie comme un courant qui emporte et auquel il faut résister à la manière d'un pieu fiché dans le sol, les femmes merveilleusement généreuses et vénales, le berge des putains, les grottes sombres et chaudes des boîtes de nuit, le spectacle de la rue, leurs odeurs, leurs parfums, leurs néons, leurs lumières, le souvenir de la ville natale, massive et avare, le père venu de l'Autriche, dont il donnera la nostalgie au fils en même temps qu'une image de magicien et de chimiste obscur et aussi de mort prématurée, de tombe à arroser dans le paisible cimetière ; les gens, enfin, côtoyés, et avec qui l'on ne vit rien d'autre que ce coïtement comme si chacun de nous était une île d'où regarderait l'autre avec étonnement ou désir, de loin, de près, toujours séparé. Cela s'appelle l'incommunicabilité, le grand thème des années 60.

Chez Nizon, la solitude profonde de l'écrivain qui écrit comme on voyage : qui se voyage lui-même, si ce verbe pouvait être transitif.

Ecrivain unique, solitaire comme un diamant, Paul Nizon est aussi le plus sûr critique de son œuvre, sur laquelle il dirige un prisme qui en révèle tout le processus de genèse, dans un court livre, *Marcher à l'écriture*, qui résulte des leçons données à l'université de Francfort en 1984 et qui est précieux parce qu'il constitue un véritable *Discours de la méthode*, comme très peu de créateurs en ont offert. Ce qu'il dit notamment de *Canto*, livre émancipateur de l'écrivain au futur, passionnera peut-être plus que *Canto* lui-même, dont le lyrisme et l'exaltation semblent céder d'une façon encore bien juvénile à la contamination du baroque romain. Lisant *Canto* rétrospectivement après l'*Année de l'amour*, qui est à ce jour le chef-d'œuvre de Nizon, nous avons un peu le sentiment d'assister à la naissance d'un grand écrivain comme si on nous donnait à voir les Vitelloni de Fellini après avoir vu *Amarcord*.

Michel Contat

ANTOINE VOLODINE

à l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit de son roman

ALTO SOLO

sera présent dans les librairies suivantes :

5 octobre, La Mandragore à Chalon-sur-Saône (16 h)
12 octobre, Les Temps Modernes à Orléans (16 h 30)
16 octobre, Gérontimo à Metz (18 h)
19 octobre, Tschann à Paris 6^e (16 h)
25 octobre, La Réserve à Mantes-la-Jolie (19 h)
5 novembre, Les Passeurs de textes à Troyes (21 h)



192 PAGES 132Fr.

"L'Aube se lève à l'Est"

Václav Havel

Interrogatoire à distance

— autoportrait d'un président peu ordinaire —
184 pages - 99 FF

éditions de l'aube

XIV^e 24 HEURES DU LIVRE DU MANS

5 et 6 Octobre 1991

(Promenade des Jacobins)

Avec :
Le Forum Littéraire, le Festival des Littératures Francophones, le Festival du Livre de Jeunesse, le Rendez-vous de la Petite et Moyenne Édition.

Contact :
Lire et Vivre, 69, Grande-Rue 72000 LE MANS
Tél. : (16) 43 24 09 68



115 boulevard RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74

Les Éditions Robert Laffont

vous invitent à

une rencontre-débat

LE 4 OCTOBRE

À PARTIR DE 18H30

à l'occasion de la

parution du livre de

Paul Nizon

« Canto »

Librairie Dédale

4 ter, rue des Écoles
75005 Paris

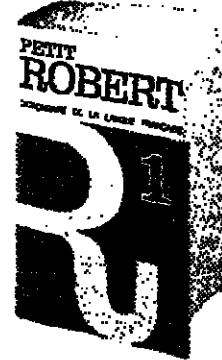
Les citations
du Petit Robert
sont toujours pertinentes.

Page 854 :

« Si la gauche fait
une politique de droite,
ce n'est plus la gauche. »

(S. de Beauvoir.)

Et parfois malicieuses.



DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue.

LETTRES GERMANIQUES

Prix Nobel de littérature 1991

AHASVER LE JUIF ERRANT
de Stefan Heym.
Traduit de l'allemand
par Jan Dusay.
coll. « L'Histoire est un roman »,
L'Age d'Homme, 228 p., 120 F.

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand

Où croyait-il être arrivé, Stefan Heym, en 1981, lorsqu'il publiait, à Munich, *Ahasver le juif errant*, une curieuse et réjouissante satire de notre époque vue à travers le destin pseudo-historico-théologique de l'éternel juif errant, comme le juif errant avec sa bosse et son pied bot, est condamné à marcher sur cette terre jusqu'au Jugement dernier ?

Il ne s'agissait, en tout cas, absolument pas d'autobiographie pour celui qui était certainement le plus politique des écrivains de la République démocratique allemande et avait choisi de vivre à Berlin (Est), après un parcours aussi long et compliqué, à l'échelle d'une vie, que celui d'Ahasver : émigré à Prague, à vingt ans, en 1933, puis aux États-Unis, où il acquerra la citoyenneté américaine, en 1935, rédacteur en chef d'un hebdomadaire antifasciste en allemand à New-York (1937-1939), sergent dans l'armée américaine, puis journaliste avec les troupes d'occupation U. S. en Allemagne, traduit chez Gallimard pour ses romans américains (*Les Croisés*, 1950 ; *Les Yeux de la raison*, 1954).

En 1952, accusé de procommuniste, Heym quitte les États-Unis, s'installe en RDA, renvoie ses décorations pour protester contre le maccarthysme et la guerre de Corée. Mais il entre bientôt en conflit avec le gouvernement de son nouveau pays : son livre sur la révolte de juin 1953 à Berlin est refusé (1), il se fait éditer à l'Ouest, proteste contre l'expulsion de Wolf Biermann, est expulsé de l'Union des écrivains. Il choisit néanmoins de ne pas quitter la RDA et sera le plus virulent à s'opposer à la réunification qu'il qualifie d'Anschluss (« c'est le gros qui mange le petit »). Comme Ahasver, il ne cesse de poser des questions qui doivent « rester sans réponse ».

Ce juif errant-là, qui ne doit rien à Goethe, Schiller, Eugène Sue ou Jean d'Ormesson et revendique son droit d'antériorité sur cette terre, met à égalité Dieu et Diable (« Car nous étions les premiers, créés le premier jour, en même temps que les anges et archanges, chérubins et séraphins tout ensemble, et la multitude des armées célestes, à l'image et à la ressemblance de personne »). Entre Reb Josuah (Jésus en grec) et Ahasver, assimilés à deux révolutionnaires partis à la



Stefan Heym chez lui

Entre Jésus, Marx et Luther

recherche de Dieu, un combat est engagé sur le ton de la farce épico-guignolesque en vingt-neuf chapitres qui bousculent le temps et l'espace : « Où Ahasver remet en question les opinions du Reb Josuah et explique à ce dernier que ce ne sont point ceux qui sont conciliants et patients qui édifieront le royaume de Dieu, mais ceux qui mettront l'ordre établi cul par-dessus tête » (chap. 5). « Dans lequel Ahasver trouble la paix céleste et explique au Rabbi que la vérité n'est pas dispensée par quelque autorité centrale mais qu'elle est visible pour qui veut voir » (chap. 20).

PARTANT de la Création, Stefan Heym ne se préoccupe pas de spiritualité pour transposer dans la dérision, avec

toute une érudition macaronique, les transformations du Juif éternel, hier conseiller de l'empereur Julien l'Apostat (« Les princes ont toujours eu un faible pour les juifs intelligents, tout comme les juifs ont toujours eu un faible pour les princes »), aujourd'hui peut-être marchand de chaussures sur la Via Dolorosa à Ahasver, qui serait, nous explique-t-on, « une déformation araméenne du persa Artaxerxès, que l'on pourrait traduire par « distingué par Dieu » ou « aimé de Dieu » (bref Gottlieb, Goodwin, Dieudonné, Dieuleveult) !... » A la suite de la création de Dieu et de la créature du Diable, Heym nous promène à deux moments-clés de l'histoire de l'Allemagne : Luther et la RDA — se moquant de toutes les institutions, des arguments théologiques et des marxistes, dénonçant vigoureusement l'antisémitisme de Luther, se gaussant de ses disciples comme de l'Institut d'athéisme scientifique de Berlin, capitale de la RDA, ou de l'Université hébraïque de Jérusalem !

Il y a une véritable veine de pamphlétaire chez Stefan Heym et on peut penser que ses lecteurs est-allemands se délectaient, il y a dix ans, à reconnaître des événements et des traits de leur réalité, notamment dans le véritable duel idéologique qu'est la correspondance d'un universitaire marxiste et de son collectif avec un professeur de Jérusalem, qu'il considère comme un agent du sionisme, et qui lui traduit les manuscrits de la Mer morte. Heureusement publié aujourd'hui, *Ahasver* est pour nous, avec une terrible dérision, une initiation, par un juif athée, à la connaissance d'un peuple qui fut marxisto-luthérien et qui ne sait plus qu'il est.

(1) Publié en français l'an dernier : *Une semaine en juin*, Berlin 1993 (La Née blanche/Laube).

■ Au sommaire de LITTÉRATURE — LITTÉRATURE, revue des littératures de langue allemande éditée par les Amis du Roi des Aulnes, réunit dans sa dernière livraison, outre des auteurs d'Allemagne, des textes d'écrivains nés en Autriche, de Suisse, de Roumanie, de Bohême, que Claude Prévoost, dans sa présentation, qualifie de « détecteurs de malaises ». Signaux notamment : l'histoire du siècle allemand, l'artiste sadiquement dépeint pour avoir déifié les dieux, dédiée à Heinrich Böll en 1977 par Franz Fühmann (1922-1984) ; l'humour noir et le choral de Günter Kunert ; les réflexions d'un « réunit », Fritz Rudolf Fries, Berlin, *Il toi la toute belle !* (LITTÉRATURE, n° 3, 104 p., 60 F. 159 bis, boulevard du Montparnasse 75006 Paris. Tél. : 46-34-04-26).

Nadine Gordimer, chantre de l'Afrique du Sud antiraciste

Le prix Nobel de littérature a été décerné, jeudi 3 octobre, par l'Académie suédoise, à la romancière sud-africaine Nadine Gordimer. Elle se voit attribuer ce prix de 8 millions de couronnes (environ 5,6 millions de francs) pour ses œuvres, qui ont pour thème « les conséquences qu'impliquent pour les êtres humains les distinctions raciales », déclare l'Académie dans son communiqué. La dernière femme à avoir obtenu cette distinction était la poétesse allemande Nelly Sachs, en 1966.

Nadine Gordimer est aujourd'hui connue dans le monde entier à cause de ses protestations contre l'apartheid. Mais il serait injuste de réduire son œuvre à cet engagement politique. L'énergie et la vigueur de cette romancière, qui a toujours eu soin d'éviter le maniérisme et le pessimisme systématiques, ont donné naissance à une œuvre d'une grande lucidité.

Nadine Gordimer a d'abord été une adolescente prodige, la Française Sagan sud-africaine des années 40. Bientôt courvée par une mère qui la croit malade, elle a ressenti un goût d'autant plus vif pour la lecture qu'elle habitait une petite ville minière assez triste, dans les environs de Johannesburg, où elle est née en 1923. Elle a moins de vingt ans lorsque sont publiées ses premières nouvelles, et, peu après la guerre, sa signature commence à paraître dans la plus prestigieuse des revues littéraires américaines, la *New Yorker*. Elle excelle dans les scènes de genre, les tableaux intimes, et ses premiers recueils, *The Soft Voice of the Serpent*, *Six Feet of the Country*, *Friday's Footprint*, la font rapidement comparer aux plus grands noms de la nouvelle anglo-saxonne, en particulier Katherine Mansfield.

Installée à Johannesburg, menue et jolie, elle fait bientôt partie de cette brillante intelligentsia libérale européenne qui fréquente l'élite noire et s'insurge contre la discrimination raciale. Les racailles sont relativement nombreux dans ce milieu éminemment suspect aux yeux du gouvernement ; juive elle-même, née d'un père venu de Lituanie et d'une mère immigrée d'Angleterre, Nadine Gordimer épouse en secondes noces l'un des héritiers d'une grande famille d'industriels et d'intellectuels juifs de Berlin, le Cassirer. C'est l'époque que l'écrivain noir sud-africain Lewis Nkomo a appelée les « fabuleuses fifties », les fabuleuses années 50, où les perspectives du combat contre l'apartheid ne paraissent pas encore bouchées.

En 1958, Nadine Gordimer publie un roman intitulé *Un monde d'étrangers*, l'histoire d'une amitié impossible, en Afrique du Sud, entre un jeune Anglais et un noir sud-africain. Le livre est interdit, et bientôt c'est la fusillade de Sharpeville, où la police tire sur les Noirs qui manifestent contre la ségrégation raciale ; puis c'est l'arrestation des dirigeants de l'African National Congress, dont Nelson Mandela, condamné à la détention à vie qui ne seront libérés que trente ans plus tard.

Pour l'intelligentsia noire, c'est la prison ou l'exil. Les meilleurs auteurs noirs, Dennis Brutus, Alex La Guma, Biko, Modigano, quittent l'Afrique du Sud. Plusieurs écrivains libéraux leur emboîtent le pas, comme découragés par un combat sans issue, tels Dan Jacobson, Doris Lessing (partie, elle, de Rhodesie) ou Laurens Van der Post (qui ne fait plus que de brefs séjours dans son pays). Avec Alan Paton, l'auteur du célèbre *Père à mon pays bien aimé*, Nadine Gordimer est de ceux qui restent et continuent à écrire contre le racisme sud-africain. Alors, paraissent successivement *Occasion for Loving*, subtils variations du thème, trop souvent traité, de la liaison interdite entre une Blanche et un Noir, puis *The Late Bourgeois World*, livre lui aussi frappé par la censure. Sous ce titre — emprunté au philosophe marxiste autrichien Ernst Fischer — Nadine Gordimer aborde le sujet qui lui tient le plus à cœur : l'utilité et la portée du combat qu'une petite poignée d'intellectuels européens mènent pour la cause du peuple noir.

Réponse déstabilisante : l'anti-béros (blanc) du roman n'est qu'un terroriste velléitaire qui se suicidera, faute d'avoir pu tenir le rôle qu'il

s'était choisi. Avec *A Guest of Honour*, Nadine Gordimer reprend le même thème, mais l'action se déroule cette fois hors d'Afrique du Sud, dans un pays africain nouvellement indépendant. Le nouveau président rappelle d'Angleterre, pour qu'il lui serve de conseiller, un ancien administrateur colonial aux convictions libérales, James Bray.

Mais Bray découvre dans le chef de l'État un opportuniste prêt à toutes les compromissions, et il passe dans le camp de l'opposition pure et dure, pour trouver une mort stupide dans une révolution manquée. *The Conservationist* est le récit d'un autre échec, mais cette fois du cynisme et de l'argent : Sud-Africain de fraîche date, Mearns est riche, et pen lui importe la misère des Noirs, même s'il les traite bien, en bon paternaliste. Sa passion, c'est sa ferme récemment achetée, signe non seulement de sa réussite, mais aussi de sa volonté de s'ancrer sur cette terre dont il ne doute pas qu'elle puisse, pour les générations à venir, appartenir aux Blancs. Il n'en sera rien : Mearns est ramené par son fils, et lui-même s'effondre après un divorce et une sordide affaire avec une fille trop facile.

Avec *Ceux de July*, traduit en français en 1983, Nadine Gordimer renverse l'histoire et fait des Blancs des parias terroristes, qui vont se réfugier au village de July, leur domestique exemplaire. C'étaient des libéraux, qui avaient toujours lutté contre le racisme, mais qui, déboussolés, attendent du Noir qu'il leur indique les règles du jeu.

Une vie par procuration

Un autre roman, *La Fille de Burger*, est une extraordinaire tentative pour imaginer une vie par procuration, celle de la fille d'un célèbre avocat sud-africain blanc, membre du Parti communiste, condamné à la prison à vie et mort de maladie en détention. Le personnage de Burger est directement inspiré par Bram Fischer, chef du PC sud-africain clandestin, effectivement mort d'un cancer après un long emprisonnement. Fischer était un Afrikaner de pure souche, petit-fils d'un premier ministre de l'État libre d'Orange, l'une des Républiques boers, et père d'une fille qui vit toujours à Johannesburg. L'histoire de Rosa Burger est celle d'une longue quête : l'héroïne recherche sa propre identité, étouffée par son illustre filiation.

La sympathie évidente de l'auteur pour Fischer — bien que Nadine Gordimer soit loin d'être procommuniste ou même marxiste, comme en attestent les attaques dont elle a été l'objet — a immédiatement provoqué, une fois encore, l'interdiction du roman par les censeurs sud-africains. Celle-ci a été bientôt levée. C'est que Nadine Gordimer est devenue un écrivain mondialement reconnu, traduit dans une dizaine de langues et qu'il serait maladroite de réduire au silence. Les dix nouvelles des années 80 réunies dans *Quelque chose, là-bas* permettent d'appréhender toutes les facettes d'un talent qui, au-delà des subtilités de la tension politique et raciale, nous conduit aussi bien auprès des militants terroristes d'Afrique du Sud que dans la tête d'Hermann Kafka adressant une superbe lettre apocryphe à Franz en réponse à la fameuse *Lettre au père*.

L'attribution du prix Nobel à Nadine Gordimer vient aussi consacrer l'évolution politique du régime de Pretoria.

CLAUDE WAUTHIER
et NICOLE ZAND

En français

Les livres de Nadine Gordimer ont paru en français chez Albin Michel :
— *Un monde d'étrangers*, roman (1979)
— *La Fille de Burger*, roman (1981)
— *Ceux de July*, roman (1983)
— *Quelque chose, là-bas*, nouvelles (1985)
— *Un caprice de la nature*, (1990)
Pion a également publié un recueil d'essais, *Le Geste essentiel*, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Richard.

LISEZ ! une sélection des libraires de L'œil de la lettre

<p>Fiction & Cie</p> <p>Jean-Louis Baudry Personnages dans un rideau</p> <p>roman / Seuil</p> <p>130 F</p>	<p>Roland Doukhan Berechit</p> <p>roman</p> <p>120 F</p>
<p>DOMINIQUE NOGUEZ Les derniers jours du monde</p> <p>roman</p> <p>135 F</p>	<p>ANTOINE VOLODINE ALTO SOLO</p> <p>LES ÉDITIONS DU VENT</p> <p>58 F</p>

AUX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • **ARLES**, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix-Ray • **AULNAY-SOUS-BOIS**, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • **AVIGNON**, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetière • **BASTIA**, L'ŒIL AUX LIVRES, 12 boulevard Auguste-Gaudin • **BESANCON**, LES SANDALES D'EMPÊDOCLE, 138 Grande-Rue • **BORDEAUX**, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • **BREST**, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • **BRUXELLES**, TROPISMES, 11 galerie des Princes • **CAHORS**, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • **CASTRES**, GRAFFITI, 8 place Pélissier • **CRÉTEIL**, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • **ENGHIEN-LES-BAINS**, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • **EVREUX**, LES MOTS TORDUS, 10 rue Borville-Dupuis • **GRENOBLE**, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • **LIÈGE**, PAX, 4 place Cockerill • **LYON**, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • **MANTES-LA-JULIE**, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • **MARSEILLE**, L'ODEUR DU TEMPS, 6 rue Pastoret • **METZ**, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • **MONTPELLIER**, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • **NANTES**, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • **ORLÈANS**, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • **PARIS 5^e**, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • **COMPAGNIE / AUTREMENT**, DIT, 58 rue des Écoles • **PARIS 8^e**, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • **PARIS 12^e**, L'ARBRE À LETTRES, 82 rue du Faubourg-Saint-Antoine • **LA TERRASSE DE GUTENBERG**, 9 rue Emilio-Castelar • **PARIS 14^e**, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • **PARIS 15^e**, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Sauvage • **PERPIGNAN**, TORCATIS, 10 rue Mailly • **REIMS**, LA BELLE IMAGE, 48 rue de Chanzy • **STRASBOURG**, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • **TOULOUSE**, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • **VINCENNES**, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.